

Nouvelle épreuve de force en Algérie

Le pari du pouvoir

POUR avoir « organisé, déclenché et conduit une conspiration armée contre la sécurité de l'Etat », MM. Abassi Madani et Ali Benhadj sont, depuis dimanche 30 juin, sous verrou, et seront, demain, appelés à « répondre de leurs actions devant la justice ». Le face-à-face entre les militaires qui gèrent, tant bien que mal, l'état de siège, et les islamistes qui s'acharnent à les provoquer, a donc pris un tour nouveau.

L'armée avait déjà adressé plusieurs avertissements sans effet aux dirigeants du Front islamique du salut (FIS) qui avaient menacé d'en appeler à la « guerre sainte » si l'état de siège n'était pas levé. Elle leur avait rappelé que nul ne peut accéder au pouvoir en dehors des voies prévues par la Constitution. Est-ce à dire, pour autant, que les militaires sont prêts à assumer les conséquences d'un acte propre à déclencher la colère des intégristes les plus déterminés ?

A l'évidence, pour gagner son pari, le pouvoir table sur la désunion du FIS, qui, depuis peu, s'étale au grand jour. Certes, les disciples de MM. Madani et Benhadj ont choisi la stratégie de la tension pour arriver à leurs fins. Convaincus que le résultat des élections, même très « proprement » organisées, ne leur serait pas, à coup sûr, favorable, ils semblent, au demeurant, peu enclins à jouer le jeu démocratique si éloigné de leurs convictions théocratiques.

MAIS il en est d'autres, au sein même de la direction collégiale du mouvement islamique, qui n'hésitent plus à dire, haut et fort - par calcul ou par conviction - que le FIS est en train de faire fausse route, que mieux vaut un bon compromis avec le pouvoir qu'un affrontement sans issues. Maintenant que MM. Madani et Benhadj ont été « neutralisés », pourront-ils assurer la relève, prendre le contrôle du FIS et devenir des interlocuteurs responsables ?

Des interlocuteurs d'un pouvoir civil qui ne se montre guère, laissant, plus ou moins à contrecoeur, les militaires gérer la crise. Pour l'heure, M. Sid Ahmed Ghazali, le nouveau premier ministre, fait peu parler de lui, sauf à dire sa volonté de conduire à terme le processus démocratique, tout en durcissant la ton vis-à-vis des islamistes. Quant au chef de l'Etat, M. Chadli, qui vient d'abandonner la présidence du FLN, ne s'emploie-t-il pas discrètement, de conserve avec l'armée dont il est issu, à restaurer l'ordre ?

DANS cette épreuve de force, les démocrates, pris en étau, se désolent d'en être réduits à compter les points. Plus que méfiant vis-à-vis des islamistes, ils sont tout aussi hésitants à faire chorus avec le pouvoir. Grand responsable et grand pendant de cette crise, le FLN est, pour sa part, trop occupé à régler ses querelles intestines, pour aider valablement au rétablissement de la paix civile.

Par la voix de son guide spirituel, l'ayatollah Ali Khamenei, l'Iran a cru de son devoir de souhaiter l'avènement du « règne de l'islam », car « cela, a-t-il expliqué, va dans le sens des intérêts de tous les pays musulmans ». En arrêtant MM. Madani et Benhadj, le pouvoir vient de lui faire comprendre qu'on ne lisait pas le Coran de la même manière à Alger et à Téhéran.

M0147 - 0702 - 6.00 F



Les deux dirigeants du Front islamique du salut, MM. Madani et Benhadj arrêtés dimanche, seront traduits en justice pour « conspiration armée »

L'armée algérienne paraît résolue à engager l'épreuve de force avec le Front islamique du salut (FIS). Après avoir arrêté, dimanche soir 30 juin, ses deux dirigeants, MM. Madani et Benhadj, qui seront traduits en justice pour « conspiration armée », elle a pris le contrôle, lundi, à Alger, du quartier général du mouvement intégriste dont 2600 militants auraient été appréhendés depuis le début des troubles.

ALGER

de notre correspondant

Les deux principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS) ont donc été interpellés. Depuis plusieurs jours, le pouvoir semblait convaincu qu'il ne pourrait pas faire l'économie d'une mesure certes délicate à assumer, mais indispensable pour manifester sa détermination. La semaine dernière, à l'avant-veille de la prière du vendredi, l'armée, qui craignait que la situation ne s'em-

balle, avait déjà diffusé un communiqué menaçant pour dissuader les fidèles d'assister au pègre de MM. Benhadj et Madani à la mosquée algéroise de Kouba. L'on sait aujourd'hui qu'en cas de débordements elle est prête à frapper fort.

Il aura fallu attendre deux jours supplémentaires pour que les militaires trouvent le prétexte qu'ils attendaient pour intervenir.

GEORGES MARION

Lire la suite et nos informations page 3



Compromis en Yougoslavie

Après une deuxième intervention de la « troika » européenne, l'armée a accepté de regagner ses casernes. Un président de la Fédération a été nommé

Après l'accord entre le gouvernement yougoslave et la Slovaquie, l'armée fédérale devait regagner ses casernes lundi 1^{er} juillet. Selon Ljubljana, les combats ont fait 63 morts depuis le 27 juin. Peu après la nouvelle visite, dimanche, à Belgrade, de la « troika » européenne, M. Stipe Mesic, Croate, a été nommé président de la direction collégiale de la Fédération, ce qui met fin à une crise d'un mois et demi.

LIJUBLJANA

de notre envoyée spéciale

Alors que la troika européenne se rendait à Belgrade, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, arrivait, lui, dimanche après-midi 30 juin, à Ljubljana, pour négocier un dénouement pacifique de la crise avec le chef du gouvernement slovène, M. Ljudevit Peterle. Cette visite survenait plus de trois jours après le début de l'intervention de l'armée fédérale, qui a fait soixante-trois morts, selon les autorités de Slovénie. A l'issue de quatre heures

d'entretiens, les deux délégations sont parvenues à un compromis sur quatre des cinq questions controversées. M. Markovic a annoncé qu'une commission mixte serait chargée, dès lundi 1^{er} juillet, de superviser son application et de régler les questions restées en suspens. Les principaux points de l'accord reprennent en fait les termes de celui signé en présence de la délégation européenne, vendredi 28 juin, à Zagreb, et qui avait échoué. En l'occurrence, le compromis intervenu confirme l'arrêt des hostilités, le

moratoire de trois mois (sans préciser s'il porte sur l'ensemble de la déclaration d'indépendance de la Slovaquie ou seulement sur la poursuite du processus d'émancipation) et l'élection de M. Stipe Mesic à la tête de la présidence collégiale. De plus, à la demande de la Slovaquie, les troupes fédérales devaient se retirer, dès lundi, dans les casernes. Le cinquième point de divergence concerne le problème des frontières.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 7

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement à géographie variable

- La TGV et la micheline. ■ Hani : aide-toi, le ciel t'aidera.
- La chronique de Paul Fabra : le temps et l'emploi.

pages 21 à 24

Les chemins roses de l'opposition

I. - L'espoir au présent

La chute de la gauche dans les sondages radonne confiance à l'opposition. Nous examinons, dans une série de deux articles, la façon dont elle envisage son éventuel retour au pouvoir en 1993.

par Daniel Carton

C'est en mai, après le conflit du Golfe, que les têtes se sont mises vraiment à tourner. Des sondages meilleurs, des élections partielles encourageantes, un président de la République défilé de ses galons de chef de guerre, une armée socialiste embourbée face à une opposition sortant enfin de l'ornière de ses primaires, et puis ce fameux « effet Cresson ». L'opposition semble succomber aux délices de son nouvel élan.

Dans deux ans, les élections législatives. C'est encore loin, mais ils en rêvent tous déjà. On espère, on parle, on suppose à loisir. On réinvente la cohabita-

tion. On dit même que, en certains lieux, la consultation des ministères aurait commencé. Après trois années de mistères et dix de mitterrandisme, la confiance règne à droite. « Vive le monde ! », proclamaient en 1986 les affiches du RPR. Cinq ans après, ce slogan est incrusté dans tous les esprits.

Où va la droite ? « A la victoire ! » Alain Juppé ne s'embarrasse pas de formules, pas plus que son compagnon Nicolas Sa-

kozy. « Oui, prétend le maire de Neuilly-sur-Seine, nous allons gagner les législatives, sans ambiguïté et quel que soit le mode de scrutin. » « La réponse qui domine tout le reste », explique François Bayrou, c'est que nous allons vers l'alternance. Valéry Giscard d'Estaing affiche la même certitude sereine : « Les forces principales jouent dans le pays en faveur d'un succès de l'opposition assez large. »

Lire la suite page 9

La mort du philosophe Henri Lefebvre

Le philosophe marxiste Henri Lefebvre est mort dans la nuit du 28 au 29 juin à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Ancien membre du PCF, qu'il avait quitté dans les années 50, il était de ceux qui avaient tenté de rénover le marxisme. Ses enseignements à Strasbourg et à Nanterre avaient été le creuset où s'étaient élaborées nombre des idées du mouvement de mai 1968. Un de ses grands apports théoriques fut d'avoir fait du quotidien un champ d'exploration sociologique et de réflexion philosophique.

Lire page 15 l'article d'OLIVIER CORPET et le témoignage de JEAN DUVIGNAUD



Cet été, Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Julliard

"C'est drôle, charmant, léger, dans une tradition française du bon mot et de l'insouciance qu'il faut cultiver et protéger comme une plante précieuse."

MICHEL BRAUDEAU "LE MONDE"

DÉBATS

Contrôler les armements ?

La France doit rester exportatrice

par Hugues de L'Estolle

La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le Monde organisent, les 3 et 4 juillet à Paris, un colloque international sur le contrôle de la prolifération et des ventes d'armes de haute technologie. Plusieurs commissions aux-
quelles participeront des personnalités françaises et étrangères traitent, à l'Ecole militaire puis à l'Assemblée nationale, des thèmes suivants : que contrôler et pourquoi contrôler ? Comment contrôler ? Faut-il contrôler les échanges en matière de technologies de défense ?

► Pour tous renseignements, s'adresser à la FEDN. Tél. : 16 (1) 45-55-30-11, poste 56-88, ou 16 (1) 47-05-12-07.

MARIGNAN... 1515, victoire de François I^{er}. C'est une question à laquelle tous les Français savent répondre. Peu d'entre eux, en revanche, auront noté que cette victoire est, en grande partie, due aux arbalètes inventées, quelques siècles auparavant, pour l'usage exclusif de la garde pontificale. La papauté ne devait pas beaucoup plus tard autoriser la vente de cet armement à des tiers.

Ce retour en arrière souligne que les notions inséparables de vente et de contrôle des ventes d'armement ne sont pas vraiment nouvelles.

Le récent conflit du Golfe a relancé dans le monde, et surtout en France, ce vieux débat. Il devait s'y ajouter une composante nouvelle

relative aux armes de destruction massive NBC. Ce domaine est certainement le plus menaçant pour les équilibres régionaux et mondiaux. Ainsi faut-il souligner que la planète entière souscrive aux propositions avancées par le président de la République le 3 juin 1991. Pour la France et son industrie, il est à noter que celles-ci sont l'expression d'une politique pratiquée depuis de nombreuses années déjà.

Concentrons-nous alors sur les armements dits conventionnels. La France occupe, dans ce secteur, le troisième rang mondial, loin derrière les États-Unis et l'URSS. Le peloton des pays exportateurs d'armement ne se limite pas à ces trois intervenants. Il a une tendance lourde à s'élargir, incluant même

des pays neutres. Ce constat appelle trois remarques :

— La France n'a pas une position singulière : la plupart des pays développés sont exportateurs d'armement. Le Japon fait exception, mais pour combien de temps ?

— La demande provient des pays non industrialisés ou en voie d'industrialisation. Evidence, puisque producteurs et exportateurs se confondent souvent avec le statut de pays industriellement développés.

— Enfin, il est impossible de décaler des marges minimes sur le marché international de l'armement dans une ambiance devenue de plus en plus concurrentielle.

Pourquoi l'industrie française de l'armement est-elle et doit-elle rester exportatrice ? Pierre Joxe a donné une réponse claire le 6 juin 1991 devant l'Assemblée nationale : «... pour renforcer l'effet de série, réduire les coûts unitaires, favoriser l'autosuffisance industrielle et donc limiter le financement budgétaire dans le développement des nouveaux matériels. » A cette réponse déjà complète, deux autres arguments pourraient être ajoutés : l'un militaire, l'autre économique.

Pour nos armées, l'exportation, face à la concurrence, est la confirmation que du point de vue de la performance/prix, le matériel proposé est compétitif. Pour ce qui relève de l'économie, les exportations françaises d'armement (20 à 30 milliards de francs par an) comblent sensiblement notre déficit commercial en matière d'équipement industriel. Espoir alors nécessaire de s'interroger sur l'opportunité de ne pas continuer à promouvoir nos armements à l'exportation ?

L'exemple américain

Il est vrai, certains produits souffrent plus que d'autres. Réduction globale de la demande et intensification de la concurrence en sont les causes. Mais, dans son ensemble, l'armement constitue l'un des quelques pôles d'excellence de l'industrie française, dont on ne voit pas en quoi il pourrait être efficacement reconstruit. Le récent retour de d'Alcalá-Alzola dans le secteur de l'armement, s'appuyant sur ses technologies civiles, montre bien que d'autres acteurs économiques, et non des moindres, partagent cette analyse.

Fortement concurrencées, indispensables à la mise en œuvre de notre politique en général, les exportations d'armement sont totalement contrôlées par le gouvernement et les administrations concernées. On peut affirmer, à ce jour, que le contrôle exercé par la France sur ses exportations militaires est le plus strict de tous ceux mis en place par les autres pays industrialisés exportateurs.

Certains ont évoqué récemment l'éventualité de voir le pouvoir législatif jouer un rôle plus actif. Je me limiterai à une seule constatation. Les États-Unis sont le seul pays où le Congrès est impliqué. C'est aussi le premier exportateur. Pure coïncidence ou relation de cause à effet ? Il est bien difficile de répondre.

Néanmoins, cependant que le Congrès est sollicité au moment où une affaire, ou une série d'affaires, est sur le point d'être signée. Cela implique, à ce stade d'avancement, l'intervention des lobbies, des producteurs, des acheteurs et des opposants. Ce qui enlève, d'une part, beaucoup de sérénité aux débats et, d'autre part, génère souvent, par souci d'équilibre et de compromis internes ou externes, de nouvelles affaires.

Dans un monde quotidiennement dominé par la « guerre économique », la France et, avec elle, l'Europe ont à maintenir, voire à élargir, leur part du marché mondial. Admettons même que ce marché rétrécisse par « la recherche d'un équilibre des forces au niveau le plus bas, respectant le droit de chaque Etat à la sécurité ». Cet objectif suppose tout à la fois le développement de la coopération internationale, la naissance du concept de préférence européenne et un redéploiement partiel de nos efforts conjugués de pénétration dans certains régions du monde. Ironie, dans la zone Pacifique, par exemple.

Cela suppose, établie et adoptée, une politique industrielle internationale de l'armement français. Tous, chacun à son niveau, et dans son domaine de compétence, pourraient alors s'atteler avec fierté à sa promotion, au lieu de souffrir de sa nécessité.

► Hugues de L'Estolle est ancien vice-président des affaires internationales de Dassault-Aviation.

Tentations du tiers-monde

par Pierre Dabiez

Si la notion de « tiers-monde » a toujours été ambiguë et l'est plus encore depuis qu'une transposition sommaire de l'affrontement Est-Ouest conduit à accréder trop souvent l'idée d'un affrontement Nord-Sud, la notion de « prolifération » n'est pas, de son côté, plus claire.

Le Sud n'est pas homogène et l'est d'autant moins lorsqu'on parle de prolifération que cette dernière est très largement cas d'espèce. Elle ne concerne pas toutes les ventes d'armes, quand bien même il serait souhaitable que celles-ci soient les plus réduites possibles, mais les armes et les technologies « déstabilisantes », propres, dans un cadre régional en particulier, à rompre des équilibres qu'il convient au contraire de conforter.

Bref, à moins de recourir d'une manière drastique à un nouvel ordre impérial ou impérialiste qui ne manquerait pas d'amplifier les tensions et de provoquer des tollés, la « non-prolifération » est une problématique complexe qu'on risquerait de rendre inopérante si on la simplifiait. Visant à empêcher, limiter ou doser les transferts de technologies ou d'armements, non seulement elle doit prendre en charge, comme le « désarmement » lui-même, le souci légitime de sécurité des Etats impliqués, mais elle doit intégrer de multiples données économiques, techniques, psychologiques et, bien entendu, géopolitiques et politiques, tenant compte aussi bien de la nature des produits et des technologies que de leur caractère civil ou militaire et civil à la fois — souvent fort difficile à déceler, enfin des objectifs politiques et militaires poursuivis par des clients dont il convient du même coup d'apprécier les potentialités et le comportement.

Si le contrôle de la prolifération nucléaire — encadré par l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, le traité de non-prolifération (TNP) et le club de Londres — n'est pas nouveau et a permis de stabiliser un processus qu'on imaginait bien plus extensif, voilà une quinzaine d'années, la guerre du Golfe, d'une part, et la prolifération balistique, d'autre part, ont souligné l'acuité et l'urgence du problème. La première a montré où le lien, la compétition économique, l'extension du camp des vendeurs et la priorité donnée au profil financier pouvaient mener, la prolifération des missiles, source éventuelle de déséquilibres et d'agressivité sans limites, faisant, par ailleurs, ressortir qu'il était temps de réagir.

Le missile, voilà l'ennemi ! Car l'arme nucléaire comporte une connotation dissuasive : l'arme chimique est, d'une certaine façon, un mythe dont on peut avoir bon espoir de se débarrasser à bref délai. Les fusées, en revanche, qui ont déjà contraint les Américains, après le spoutnik, à modifier totalement leur stratégie face à l'Union soviétique, multiplient les vulnérabilités. Évidemment, l'insécurité par leur impénétrabilité et par leur précision moderne, ouvrent la porte à tous les dangers.

Il ne s'agit pas de dramatiser et de voir a priori le Nord offert aux coups de missiles dont certains, il est vrai, sont déjà à longue portée. La conscience internationale se développe, la démocratisation — même si elle n'est pas une panacée — gagne, les droits de l'homme s'imposent peu à peu, le progrès engendre la responsabilité. Dans un contexte multipolaire où le messianisme, les ambitions, les frustrations et les haines demeurent, peut-on pour autant laisser régner l'état de jungle ? Non seulement chacun, où qu'il soit, doit pouvoir être à l'abri dans son territoire national et, par-delà, protéger, à l'heure libérale, ses sources d'approvisionnement, sa nature divine. Force n'en est pas moins de passer du contrôle des Etats (2) au niveau supérieur des Nations unies et du Conseil de sécurité, comme y incite, d'ailleurs, le plan français récemment élaboré.

Il n'y a point à terme de substitut, quelles que soient les embûches et les difficultés. Encore faut-il associer et accorder des compensations plus que contraindre, le spectre de l'hégémonie devant être à tout prix exorcisé ; de même, rechercher inlassablement par des mesures de confiance l'atténuation des conflits et l'instauration d'équilibres régionaux hors desquels toute mesure sera privée d'efficacité.

► Pierre Dabiez est président de la Fondation pour les études de défense nationale. Professeur à l'université Paris-V.

(1) Voir notamment les travaux du Centre de recherches « Droit et défense » de l'université Paris-V.

(2) En France, la CIEEMG (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre).

ou sur celui des missiles balistiques tactiques (ATBM) du type Patriot, Superpatriot, Erint, Thaal, Arrow ou Aster (les programmes en cours ne manquent pas, voués à intercepter d'une façon plus ou moins performante les éventuelles fusées adverses. Solution sans doute nécessaire, mais source de dépenses et de compétition sans fin.

— « Laisser proliférer », avec l'espoir qu'un partage des capacités nucléaires conduira, par le canal d'une dissuasion généralisée, à un blocage et à la paix. Solution, cette fois, à haut risque, non seulement parce qu'il n'est pas dit qu'une dissuasion « existentielle » s'établisse comme elle s'est établie sur l'axe Est-Ouest, mais parce que la stabilité en ce domaine suppose des conditions de niveau, de seconde frappe et de rationalité qu'on ne peut imaginer sur l'axe Nord-Sud.

— « Renforcer les contrôles », enfin. On ne peut y échapper !

La difficulté d'un contrôle étendu et misé, si elle est évidemment technique, est plus encore politique, encore que les deux soient mêlés. Ce qui se passe du point de vue technique, c'est que le Sud a changé, a progressé sous l'angle technologique, détient ici ou là ses propres industries, pratique des coopérations croisées, non seulement à sa profit des transferts de connaissances liés aux contrats d'armement et aux sous-traitances qui lui étaient concédés, mais — en dehors même des trafics illicites — s'est initié aux détournements militaires des technologies civiles qu'il acquiert. Chose d'autant plus facile qu'entre les deux domaines, civil et militaire, les solutions de continuité se sont estompées : il n'est qu'à penser à l'espace, à l'électronique ou aux télécoms pour le mesurer.

Retour aux Nations unies

Renforcer donc les dispositifs actuels voués à la non-prolifération n'est pas suffisant. Certes, qu'il s'agisse du TNP pour ce qui concerne l'arme nucléaire ou du « régime de contrôle de la technologie des missiles » (MTCR), il faut le faire : servir les rangs, prendre des mesures plus contraignantes, user de rétorsion à l'égard des contrevenants, instaurer des vérifications... C'est, cependant, à un autre niveau qu'il faut se placer : au niveau du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle des échanges multilatéraux) tel qu'il fonctionnait et fonctionne encore, quoique de façon moins rigoureuse, face au bloc de l'Est, surveillant, outre les exportations de matériels de guerre et de matières nucléaires civiles, un très grand nombre d'équipements et de produits bivalets, susceptibles de transiter d'un bord à l'autre. Approche globale, préconisée par certains depuis des années (1), laquelle toutefois, soulève, parmi d'autres difficultés, celle d'avoir à établir des listes sans fin d'articles à contrôler, compte tenu du niveau technologique, bien plus modeste que celui de l'URSS, de nombre de pays concernés.

Contrôler, interdire le cas échéant, bloquer inévitablement certaines perspectives de progrès et finalement discriminer, puisqu'il s'agit, dans les cas limites, de séparer le bon grain de l'ivraie et de juger qui est fiable et qui ne l'est pas... Nous voilà arrivés au stade politique. On imagine les levées de bouillottes au nom de la souveraineté et de l'égalité ! Le jeu doit donc être progressif, souple et nuancé, d'autant qu'il implique quatre protagonistes : les vendeurs et les clients, souvent complices au nom de la liberté, les Etats, partagés entre leur conscience et leurs intérêts, enfin la communauté internationale, par nature divisée. Force n'en est pas moins de passer du contrôle des Etats (2) au niveau supérieur des Nations unies et du Conseil de sécurité, comme y incite, d'ailleurs, le plan français récemment élaboré.

► Pierre Dabiez est président de la Fondation pour les études de défense nationale. Professeur à l'université Paris-V.

(1) Voir notamment les travaux du Centre de recherches « Droit et défense » de l'université Paris-V.

(2) En France, la CIEEMG (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre).

Renoncer au secret

par André Postel-Vinay

CERTAINES des propositions du plan français de « maîtrise des armements et de désarmement » concernent l'institution d'un contrôle international des ventes d'armes. Il faut espérer que ces propositions aboutiront, mais il faut espérer aussi, sans attendre leur succès, nous allons nous efforcer de mieux contrôler nous-mêmes nos exportations de matériels de guerre. Parmi ces exportations, celles vers le tiers-monde sont, de très loin, les plus importantes : au cours de la dernière décennie, elles ont sans doute été de l'ordre de 80 % du total. Ces ventes d'armes aux pays en voie de développement sont habituellement contraires aux intérêts des pays destinataires. De plus, elles peuvent être très coûteuses et dangereuses pour nous-mêmes, comme la guerre d'Irak vient de nous le montrer.

Dès lors que nous acceptons l'idée d'un contrôle international de nos exportations militaires, nous devons normalement renoncer au « secret-défense » qui couvre aujourd'hui ce commerce. Cette renonciation serait pleine et entière. On ne voit pas pourquoi nous chercherions à dissimuler des ventes d'armes destinées à nos alliés occidentaux, ni pourquoi nous vendrions des armes à des pays « développés » en qui nous croirions voir d'éventuels adversaires. Quant à nos exportations militaires vers les pays en voie de développement (PVD), elles ne correspondent à aucune politique de défense nationale. Elles sont déterminées par la très puissante influence de quelques groupes d'affaires, soutenus par un vaste réseau d'appuis administratifs et politiques. Ces groupes n'ont pas d'autre objectif que d'augmenter leur puissance et leurs profits. C'est pourquoi nous avons vendu des armes aux pays en voie de développement les plus divers, d'ambitions souvent opposées, par-

fois hostiles l'un à l'autre. Nos ventes successives ou simultanées à l'Irak, l'Iran, Israël, l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Égypte, la Libye et le Tchad témoignent de cet extraordinaire égoïsme. Nos exportations d'armes vers l'Irak ont été particulièrement aberrantes, vu leur importance massive, les conséquences possibles de nos fournitures nucléaires et la barbarie du régime irakien.

Faux grands contrats

On a souvent essayé d'excuser nos ventes d'armes aux pays en voie de développement en soutenant qu'elles sont bénéfiques pour l'économie française. Cette excuse n'est pas seulement insuffisante, elle n'est pas vraisemblable : malgré les « grands contrats » obtenus de l'Arabie saoudite et de quelques autres clients solvables, trop d'exportations militaires ont été faites vers des pays surendettés d'Afrique ou d'Amérique latine — ou vers l'Irak — pour que le bilan global de cet affreux commerce reste positif. Certes, ces pays surendettés ont payé nos entreprises exportatrices, mais ils l'ont fait au moyen de crédits bancaires français garantis par le Trésor. Leurs défaillances financières retombent donc sur l'économie française et les contribuables français. Quant aux pays en voie de développement, leurs intérêts généraux sont totalement négligés. Les marchés s'obtiennent par la corruption de leurs dirigeants.

La vente de vingt-quatre Mirage 2000 au Pérou, en 1983, est un exemple typique de ces opérations. Le Pérou n'avait nul besoin de ces Mirage, et le prêt français qui lui était accordé pour leur achat n'avait aucune chance

d'être convenablement remboursé. Ce pays était virtuellement en faillite. Sa dette avait déjà été rééchelonnée. Elle allait l'être de nouveau en 1983, année de la vente des Mirage. Depuis lors, la situation du Pérou s'est encore aggravée. Cette vente, onéreuse pour l'économie française, a été faite à un pays qui souffre d'une grande pauvreté, à un pays au bord de l'anarchie, engagé dans le cycle atroce de la rébellion-répression. Cet exemple donne une idée juste de l'état d'esprit qui règne dans ce genre d'affaires.

Le « secret-défense » n'a aucune justification dans ce commerce. Il ne sert pas à cacher des secrets de notre défense nationale ; il sert à cacher des opérations malhonnêtes. Plusieurs députés sont d'ailleurs intervenus, au cours des derniers mois, pour demander l'institution d'un contrôle du Parlement sur nos exportations d'armes. Le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron, a écrit au ministre de la défense pour réclamer la présentation d'un rapport annuel sur nos exportations de matériels de guerre. M. Pierre Joxe, ministre de la défense, vient de confirmer son accord sur la présentation de ce rapport annuel.

Sans même attendre la présentation de ce rapport et le vote d'une loi plus exigeante que la proposition de M. François Fillon, le gouvernement pourrait prendre immédiatement une mesure toute simple : autoriser le service des douanes à publier nos exportations d'armes, chaque semestre, pays par pays.

► André Postel-Vinay est inspecteur général des finances honoraire, ancien directeur général de la Caisse centrale de coopération économique.

Bettelheim en Pluriel



Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant
directeur de la publication
Bruno Fropat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amblard
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Farenzi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-40-30-10

كتاب من الأمل

ALGÉRIE : l'arrestation des dirigeants du Front islamique du salut

Nuit ordinaire à Bachdjarah

Depuis le début des troubles, les jeunes de cette cité de la banlieue d'Alger « jouent » à l'Intifada

ALGER

de notre correspondant

Après l'arrestation des deux principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, interpellés, dimanche 30 juin dans la soirée, à Alger, pour «conspiration armée contre la sécurité de l'Etat», la nuit a été relativement plus calme que les précédentes dans la capitale. Dimanche, l'ambassadeur d'Iran à Alger a été convoqué au ministère algérien des affaires étrangères pour répondre des déclarations faites la veille par les autorités de Téhéran. Celles-ci avaient souhaité «la victoire des musulmans» et l'avènement du «régne de l'islam» en Algérie.

Abassi Madani : un tribun obstiné

Depuis les émeutes d'octobre 1988 et la légalisation, un an plus tard, du FIS, Abassi Madani s'est, très vite, placé sur le devant de la scène politique. Trapu, alerte, le regard pétillant, la barbe rousse et fournie, il a su jouer de la «banalité» de son physique pour devenir, paradoxalement, un chef charismatique, acclamé par des milliers de fidèles.

Né en 1931 à Sidi Okba, dans l'est algérien, il fait des études coraniques avant de s'engager dans le mouvement nationaliste. Après sa participation à un attentat à l'explosif contre Radio-Alger en 1954, il est arrêté par l'armée française et passera les sept années de la guerre d'indépendance en prison.

A sa libération, il est d'abord enseignant puis reprend des études supérieures et obtient une bourse pour aller suivre des cours de pédagogie en Grande-Bretagne. Il en revient avec un doctorat d'Etat et un titre de professeur à l'université des sciences sociales d'Alger. Père de cinq garçons, dont le dernier a quatre ans, théologien modeste et mauvais orateur, Abassi Madani subjugue néanmoins la foule par la simplicité de son verbe, imposant des formules comme «L'islam n'est pas un

self-service, c'est un tout» ou «pas de charité ni de Constitution. Seul le Coran».

Abassi Madani s'est forgé une image de modéré tout en se montrant intransigeant dans la poursuite de deux objectifs : le pouvoir pour lui-même et un Etat islamique dont il annonçait l'avènement pour l'hiver prochain - c'est pour cela qu'il avait réclamé l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

Son obstination le pousse même, malgré l'échec patent de son appel à la grève générale illimitée, à lancer des milliers de ses partisans dans les rues d'Alger. Ce mouvement prend l'allure d'un acte de désobéissance civile, que sanctionne, début juin, l'instauration de l'état de siège. Nouvelle fuite en avant, vendredi dernier : il menace de déclencher la guerre sainte si l'état de siège n'est pas levé.

Abassi Madani avait été, semble-t-il, particulièrement épuisé, mais sans jamais le montrer, par la dissidence qui s'est manifestée, ces derniers jours, dans les rangs de FIS. Plusieurs membres de la direction collégiale avaient, en effet, publiquement rejeté le pouvoir personnel qu'il exerçait sur le mouvement intégriste. (AFP)

Ali Benhadj : l'anti-démocrate

Ses prêches enflammés attiraient, tous les vendredis, des milliers de fidèles autour de ses deux fils aînés, les mosquées Ibn Badis de Kouba et El Sunna de Bab-el-Oued. Silhouette d'ascète, visage émacié, imberbe, portant le plus souvent le «kamis» (robe blanche) des intégristes et coiffé d'une toque en forme de toupie, Ali Benhadj représente l'islam militant, radical, sans concessions. Ce Savonarole se vante d'être un «hors-la-loi», en ce sens qu'il ne reconnaît pour seule norme que la Charia, la Loi divine.

Né à Tunis en 1956 mais originaire de la région de Béchar, dans le sud-ouest algérien, Ali Benhadj passe trois ans en prison, de 1982 à 1985, pour ses activités clandestines. Depuis la création du FIS, en septembre 1989, il faisait équipe avec M. Abassi Madani, qui, pour

apparaître sous les traits d'un «saint», lui faisait volontiers le rôle de boute-feu. Cependant, en mai, ils avaient tous deux appelé à la grève générale illimitée et à des marches de protestation qui devaient aboutir à l'instauration de l'état de siège, le 5 juin. Enseignant de formation, Ali Benhadj apparaît surtout comme un mystique dont l'audience est immense auprès des jeunes déclassés. Ses prêches, très recherchés, Défenseur acharné d'un Etat islamique, il résume la démocratie, un «concept étranger», un mot qui, explique-t-il, n'existe dans aucun dictionnaire de langue arabe, ni dans le Coran ni dans la Sunna (faits et dits du Prophète). Il affirme que les fidèles comme le sidi, la sécheresse ou les tremblements de terre sont des châtements de Dieu qui frappent ceux qui ont abandonné l'islam.

peut-être. Au carrefour qui en matérialise l'entrée, deux énormes chars, canons pointés sur la cité.

Presque chaque nuit, depuis le début des troubles, Bachdjarah, rattachée à la commune de Hussein-Dey et à la wilaya (préfecture) d'Alger, fait la guerre. Le scénario est immuable : le couvre-feu à peine en vigueur, les jeunes défilent dans les rues, encouragés par les haut-parleurs des mosquées et par le concert de casseroles des femmes.

Quelques minutes avant 23 heures, début du couvre-feu, la cité était calme, semblant reprendre son souffle après une journée sous un soleil de plomb. Quelques minutes après, la voilà en effervescence, parcourue, de toutes parts, par des bandes de gamins qui «jouent» à l'Intifada. Déboulet, bientôt, gendarmes et policiers des brigades anti-émeutes. Bref face-à-face. Aux pierres et cocktails Molotov qui pleuvent sur les forces de l'ordre répondent rapidement les balles. Quelques heures plus tard, alors que le couvre-feu est en passe d'être levé, la troupe se retire et ses adversaires rentrent dormir. Le lendemain, on remettra ça.

La nuit de dimanche à lundi n'a pas failli à cette toute neuve tradition. Les combats, malgré l'annonce de l'arrestation de M. Ali Benhadj, ont été nettement moins intenses que la veille, comme s'ils avaient, cette fois, touché d'abord les autres cités, de l'autre côté de la route. Vers 22 h 30, un haut-parleur anonyme a prévenu les femmes : «Préparez-vous à pousser vos joujoux». Les balcons se sont alors remplis de spectateurs, femmes et enfants. Les adolescents ont gagné la rue et les

terrains vagues alentour. Coiffés de keffiyehs palestiniens ou déguisés en maquisards «afghans», certains ont dressé des barricades dérisoires, faites de sacs-poubelles et de pierres ramassées aux alentours. Non sans difficultés, un autre s'est échiné à briser, à l'aide d'une fronde, les quelques ampoules qui éclairaient, d'une lumière chiche, des rues désolées. Les policiers ont ainsi plus de mal à ajuster leur tir.

A 23 heures, tout le monde était prêt à les recevoir : les manifestants qui ont poussé leurs premiers chants à la gloire de l'islam, les femmes qui tambourinaient sur leurs casseroles, les combattants qui attendaient l'assaut de pied ferme, les spectateurs prêts à soutenir les leurs. Et les policiers sont arrivés, exacts au rendez-vous. Ils auraient pu ne pas venir, éviter ces affrontements sanglants en ignorant la cité agitée, par ses révoltes et par ses mythes. Mais ils sont venus jouer le rôle que tous attendent d'eux.

La force de Dieu

Le bilan de ces affrontements répétés demeure incertain. Les morts, quand il y en a, sont discrètement enterrés et les blessés ne vont jamais à l'hôpital, de peur d'être interpellés par la police qui a consigne de relever le maximum d'identités.

A Bachdjarah, comme à Belcourt ou dans d'autres quartiers populaires, les «frères» ont leurs docteurs qui soignent les «combattants» et se

L'épreuve de force

Suite de la première page

Samedi 29 et dimanche 30 juin, un quartier entier d'Alger, celui de Belcourt, a vécu près de vingt-quatre heures en état de quasi-insurrection. Dès le couvre-feu, samedi soir, les manifestations ont éclaté, immédiatement suivies de l'intervention de la police. Les tirs, qui ont tenu éveillé toute la capitale, ont connu une intensité rarement atteinte.

Aux armes individuelles des policiers se sont ajoutées les automitrailleuses, qui, la nuit durant, ont fait entendre leurs rafales. Dimanche matin, la rue Mohamed-Belouizdad, artère principale de Belcourt, jonchée de débris de toutes sortes, baignait dans l'odeur mêlée des poubelles renversées et des gaz lacrymogènes. Les radeaux de feu baissés des bottes portaient les traces des combats. Les chars ceinturaient le quartier.

Après une brève accalmie, les affrontements reprenaient de plus belle, dimanche matin. Des groupes de jeunes gens, islamistes ou non, harcelaient les forces de l'ordre, dont la présence au milieu du quartier ne contribuait pas à ramener le calme. Aux lances, grenades lacrymogènes, tirs de chevrotine ou rafales d'armes automatiques des uns répondaient les insultes et les frondes des autres. Un calme précaire ne devait revenir que dans l'après-midi.

L'explosion de colère de Belcourt, après celle, quelques jours auparavant, de Bab-el-Oued, et les troubles que connaissent, chaque nuit, les quartiers périphériques d'Alger ont poussé le pouvoir à agir. En frappant à la tête, il espère pouvoir éviter une répression massive et sanglante, dont la possibilité, sinon l'inévitabilité, était de plus en plus fréquemment admise dans les cercles politiques algériens. Sa détermination va de pair avec la nomination, vendredi 28 juin, d'un nouveau directeur général de la sûreté nationale, M. Mohamed Tolba. Le colonel Brahim Lahrech, qu'il remplace, avait été nommé il y a à peine un an par le premier ministre précédent, M. Mouloud Hamrouche; la

conduite des opérations de maintien de l'ordre semble lui avoir été fatale.

Les justifications judiciaires des arrestations des deux dirigeants du FIS ne manquent pas, depuis la complication dans l'organisation des affrontements jusqu'à l'exhortation à la révolte armée. Ni M. Madani ni M. Benhadj n'ont été avérés de déclarations incendiaires. Sans doute aussi n'ont-ils pas toujours été prudents dans leurs fréquentations. Un Français converti à l'islam, M. Didier Roger Guyan, arrêté dès le début de l'état de siège avec un chargement d'armes, a ainsi complaisamment mis en cause les dirigeants du FIS lors d'une exhibition à la télévision.

Coup de poker

Mais, indépendamment de leur «habillage» judiciaire, les arrestations de MM. Madani et Benhadj auront aussi été favorisées par la situation au sein de l'organisation islamiste. Il y a quelques jours, trois membres de la direction collégiale du FIS étaient venus expliquer à la télévision que leur organisation avait été déformée de ses buts légitimes par M. Madani, qualifié, par l'un d'eux, de «dangereux pour le FIS comme pour les musulmans».

Deux des contestataires, qui se disent aujourd'hui menacés physiquement par leurs anciens camarades, étaient immédiatement exclus, le troisième, Cheikh Hachemi Sahouni, étant «acquitté» au bénéfice du doute. Samedi, pourtant, un quatrième dirigeant du FIS, M. Mohamed Al Imam, annonçait sa dissidence, grâce, une fois encore, à la télévision, qui n'a jamais autant donné la parole aux islamistes que depuis qu'ils connaissent des dissensions internes.

Le pouvoir demeure persuadé que la division du FIS est profonde et de grande envergure. De fait, depuis le début du mouvement de contestation, le 25 mai, des divergences se sont publiquement manifestées à sa tête, notamment à propos de la poursuite de la grève générale. Contestés par un

taient. Malgré les tirs nourris d'armes automatiques, les habitants de Bachdjarah affirment n'avoir pas, jusqu'à, à déplorer beaucoup de morts. Le chiffre, disent-ils, est incomparable avec celui des émeutes d'octobre 1988, lorsque les policiers pourchassaient les manifestants dans chaque rue de la cité. Cette fois, les forces de l'ordre restent groupées à bonne distance des bâtiments. Et la précision de leur tir en souffre.

Les combattants sont loin d'être tous militants du FIS. Bachdjarah n'a ni stade, ni piscine, ni centre de loisirs, ni jardin d'enfants. Un cinéma est en construction et une petite cafétéria vient de s'ouvrir dans une pale copie de galerie marchande qui abrite les locaux de plusieurs partis politiques. Et lorsque commencent les combats, les solidarités de voisinage l'emportent sur les différends idéologiques.

Le FIS, néanmoins, donne le la. Sur les murs, c'est sa signature qui s'étale. Un dessin prend cruellement à partie l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, qu'une photo célèbre a saisi alors qu'il protégeait, sous un parapluie, le président Chadli. Sur les murs de Bachdjarah, «l'homme au parapluie» arbore cette fois... Abassi Madani, proclamé, sous ce dais, président d'une hypothétique République islamique. Plus loin, c'est le chef de l'Etat qui est visé. D'une belle calligraphie rouge, une main a écrit : «Monsieur le président, la force de votre armée vous protège, mais pas celle de Dieu...»

G. M.

tract, MM. Abassi et Benhadj avaient su, à l'époque, reprendre habilement l'initiative, sans apparemment régler le problème au fond.

Selon un collaborateur du premier ministre, quarante des quelque soixante-dix membres de la direction du FIS seraient en désaccord sur les choix que leur aurait imposés M. Madani. Si telle est la vérité, les arrestations de dimanche devraient favoriser une «relève» à la tête de l'organisation intégriste et ouvrir une possibilité de dialogue entre le FIS et le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali, comme de plus en plus de voix le réclament au sein du monde politique et de la mouvance islamique «modérée».

Mais si cette estimation est erronée, l'initiative prise dimanche pour fortifier la position des deux dirigeants emprisonnés et bloquer davantage une situation qui l'est déjà passablement. En ce sens, les arrestations de MM. Madani et Benhadj ont un côté «coup de poker» dont on ne devrait pas tarder à voir les conséquences. D'autant qu'une inconnue de taille demeure : les réactions de la rue. Les troubles qui ont agité Alger dimanche soir, alors que les arrestations étaient à peine connues, n'avaient apparemment pas l'ampleur de ceux des jours précédents. On devait être fixé lundi sur les risques d'un regain de violence.

GEORGES MARION

De l'état de siège à la «conspiration armée»

Mercredi 5 juin : à la suite de violents affrontements entre militants du Front islamique du salut (FIS) et forces de l'ordre dans les rues d'Alger, le président Chadli annonce l'instauration de l'état de siège, le renvoi du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche et le report «à une date ultérieure» des élections législatives prévues pour le 27 juin et le 18 juillet. M. Sid Ahmed Ghozali est nommé, le soir même, pour former le nouveau cabinet.

Vendredi 7 juin : le nouveau premier ministre annonce la tenue d'élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année. Le FIS annule son mot d'ordre de grève générale, lancé le 25 mai.

Lundi 10 juin : la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme s'inquiète des risques de «dérive de l'autorité militaire» et demande la levée de l'état de siège. La direction du FIS dénonce, de son côté, les «contenants» d'arrestations opérées dans ses rangs.

Mercredi 12 juin : un ressortissant français, M. Didier Roger Guyan, est arrêté à Oran, «en possession d'explosifs et d'armes à feu». Il affirme être venu en Algérie «pour défendre les islamistes». Un autre ressortissant français, M. Dominique Pierron, a été arrêté, quelques jours plus tôt, également à Oran, dans les locaux du FIS.

Mardi 18 juin : M. Ghozali présente le nouveau gouvernement, composé de vingt-neuf membres, dont aucun n'est issu marqué politiquement. Le président du FIS, M. Abassi Madani, qui souhaite du «succès» à la nouvelle équipe dirigeante, estime que «le pays s'oriente vers l'apaisement et la sortie de la crise politique».

Mardi 25 juin : l'agitation reprend dans les rues d'Alger, après que la police ait décollé l'enseigne «commune islamique» apposée par les élus du FIS sur le fronton de la mairie.

Mercredi 26 juin : le comité central du FLN se réunit à huis clos. Le chef de l'Etat abandonne son poste de président du FLN. Alors que les affrontements continuent, à Alger et dans sa banlieue, faisant officiellement treize morts et plus de soixante blessés, l'armée adresse une sévère mise en garde aux islamistes.

Jeudi 27 juin : M. Ghozali rend hommage à l'armée et condamne ceux qui voudraient «prétendre accéder au pouvoir par la violence». Le FIS annonce l'exclusion du Majlis Echour (la direction collégiale) de deux dirigeants islamistes qui avaient publiquement qualifié M. Madani de «dangereux pour le FIS et pour les musulmans».

Vendredi 28 juin : M. Madani menace de lancer la «guerre sainte» contre l'armée.

Dimanche 30 juin : les dirigeants du FIS, MM. Madani et Benhadj, sont arrêtés pour «conspiration armée contre la sécurité de l'Etat».

LIBÉRIA : le chef des rebelles s'engage à cesser les combats. Le chef de la rébellion libérienne, M. Charles Taylor, et le président intérimaire du Libéria, M. Amos Sawyer, se sont engagés, dimanche 30 juin, lors d'une rencontre à Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire, à «ouvrir ensemble pour établir la paix» dans leur pays. «C'est une victoire, non seulement pour le Libéria, mais aussi pour l'Afrique», a estimé le président Sawyer. De son côté, le dirigeant de la rébellion, a promis qu'il n'y aura plus de combats et que la guerre «était finie». - (AFP, Reuters.)

MARTIN
OLOMUCKI
LA CHIMIE
DU VIVANT

QUESTIONS DE SCIENCE
Collection dirigée par Dominique Leboucq
HACHETTE

"La chimie et la biologie sont apparemment deux domaines scientifiques distincts que tout semble séparer : l'objet, le but, la mode de pensée de ceux qui s'y adonnent, les approches expérimentales, etc. Mais les frontières aujourd'hui s'effacent : on a découvert que les processus biologiques résultent en définitive d'interactions moléculaires élémentaires qui obéissent strictement aux lois de la chimie, elles-mêmes subordonnées à la thermodynamique. Il s'agit d'une véritable révolution dans la pensée..."
MARTIN OLOMUCKI

ASIE

CHINE : lieu de naissance du Parti communiste

Shanghai saisie par la nostalgie du capitalisme

Le PC chinois célèbre, le 1^{er} juillet, le soixante-dixième anniversaire de sa fondation, en 1921. Cette date, remise en cause par l'historiographie récente, est l'occasion pour le régime de Pékin de relancer sa propagande à la gloire du socialisme.

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Le gag qui, à la mi-juin, déparait l'exposition organisée dans la maison, fraîchement restaurée, de l'ancienne concession française de Shanghai où est censé avoir été fondé le PCC, avait peu de chances d'être le fruit d'un accident. Sous la célèbre calligraphie de Mao Zedong, qui fut l'un de ses fondateurs, « Une étincelle peut mettre le feu à la paille » — clou de l'exposition, l'ordonnateur des lieux avait apposé un autocollant « Défense de fumer » et installé une grande boîte rouge contenant une batterie de trois extincteurs.

Personne n'est certain que le PCC ait été effectivement fondé ici, dans cette maison bourgeoise au carrefour des rues de la Mauvaise-Pente et des Affaires-Prosperes. Au cours de l'épopée communiste, le premier congrès du PCC a été entouré de rumeurs de fumée, destinées à masquer les divisions qui dès ce jour-là naissent entre ses chefs (voir encadré).

La suite est une histoire de soixante-dix ans de complots et de querelles que le régime n'a fait

que commencer à couvrir sur le papier. Une histoire devenue incompréhensible au peuple au nom de qui ce parti règne. Les lycéens les plus doués de Shanghai ont été récemment « invités » à plancher sur l'histoire du PCC. La moitié ont échoué. Pour remédier à cet état de fait, son secrétaire général, M. Jiang Zemin, a proposé qu'on enseigne l'histoire officielle jusque dans les jardins d'enfants.

Le « saint des saints » de cette maison est la pièce où, sur une table ovale, treize tasses à thé, une théière et un vase rose ont été disposés « en l'état d'origine », précise le panneau explicatif. On dirait la Cène, avec, en prime, deux étrangers, envoyés du Komintern, symbolisés par des chaises en retrait.

Le parti, aujourd'hui, compte 50,3 millions de membres. A la fin de 1990, le nombre de postulants s'élevait à dix millions, dont un tiers âgés de moins de vingt-cinq ans.

Une gigantesque confrérie

Le régime présente ces statistiques comme autant de preuves de ce que son idéologie continue à faire recette en Chine, malgré son échec presque partout ailleurs.

En fait, ces chiffres reflètent mal l'état réel du parti, déchiré au cours des décennies par quantité de crises, scissions, violences, coups d'Etat déguisés, et aujourd'hui rongé par la corruption. Le PCC a purement et simplement

remplacé l'ancienne bureaucratie impériale. La réforme en cours de la fonction publique, présentée comme un effort pour séparer l'administration du parti, se limite à un aménagement qui ne remet pas en cause l'axiome énoncé en janvier dernier par l'un des caciques du régime, M. Song Ping : « S'assurer que les postes dirigeants du parti et du gouvernement soient tous occupés par des gens dévoués au marxisme ».

Mais combien, dans cette armée aux effectifs équivalents à la population française, croient en « la cause » ? « Pas plus de 10 % », répond en riant un écrivain issu lui-même du système, en semi-dégrâce pour cause de franc-parler. Le parti est en fait devenu une gigantesque confrérie qui garantit carrière et avantages matériels. Par endroits, comme dans le Sud, il s'agit au plus ni moins d'une carte de visite permettant de faire des affaires. Rien qu'en 1989-1990, 310 000 de ses membres ont été frappés de sanctions, et 127 000 exclus pour « activités décadentes », euphémisme désignant des malversations sur une échelle inadmissible. Il est toutefois rare que les membres du parti soient traduits en justice.

Ses chefs vivent dans un confort que le petit peuple soupçonne sans imaginer son étendue réelle. Le contraste entre les déclarations du régime — qui ne cesse d'exhorter la population au dur labeur — et la qualité un tantinet rétro, mais très luxueuse, de certaines résidences pour hauts cadres dans lesquelles l'étranger parvient occasionnellement à se glisser, fait rêver.

Les discours officiels, depuis 1989, confinent au surréalisme « Les jours du capitalisme sont comptés », affirme sans appel un « vétéran communiste », « preuves » à l'appui : « Certains pensent que la révolution scientifique et technologique a renversé les pays capitalistes, les a aidés à développer leur économie, à améliorer le bien-être de leurs travailleurs et à résoudre les contradictions entre Travail et Capital. (...) En fait, ce développement de la productivité capitaliste, la contradiction entre la propriété privée capitaliste et la

SHANGHAI'S SUPERMARKET



production socialiste sera approfondie », estime encore M. Wang Shoudao, dans le *Quotidien du peuple*. Ici, dans la fière ancienne capitale de la haute finance chinoise, on a plutôt l'impression du contraire. Les gratte-ciel capitalistes étrangers, en copropriété avec l'Etat, poussent comme champignons, à un rythme plus proche de celui de Hongkong que partout ailleurs en Chine.

« L'évolution pacifique »

La Bourse, graduellement rouverte depuis 1984 et installée depuis peu dans l'ancien hôtel Astor, est encore embryonnaire. Mais déjà ses responsables parlent de redonner à Shanghai — sous l'étiquette « socialiste » — sa splendeur passée de centre financier de l'Extrême-Orient. La zone de développement de Pudong, qui s'étend face au Bund, entre le fleuve

Huangpu et la mer, sera la plus grande de celles autorisées à pratiquer le capitalisme.

L'Etat-providence s'attaque à l'un de ses piliers, le logement. « Nous ne disons pas privatisation du logement, mais seulement commercialisation », dit, souriant aux journalistes, le responsable de la réforme qui vise à faire accéder la population à la propriété immobilière d'ici vingt à trente ans. Les moyens n'ont pas grand-chose de marxiste : l'épargne-logement obligatoire pour tous les salariés, et l'endettement encouragé.

L'évolution culturelle saute aux yeux. Dans une voiture de la « Corporation de taxis des larges masses », la radio locale — officielle — joue du rock, avec des annonces en anglais-américain. Les boutiques de mode se rapprochent de leurs équivalents d'Asie capitaliste. Les galeries marchandes également. Ne les fréquentent pas que les étrangers. Nulle part ailleurs dans le pays l'existence d'une nouvelle classe moyenne n'est aussi visible qu'ici. Mieux, l'identité shanghaienne, que le marxisme

avait tenté d'éradiquer, est à nouveau debout, présente dans toutes les têtes.

Même la jeune tenancière de bar qui était Du Yueheng, le Al Capone du Shanghai d'antan, grand collaborateur des Français dans la chasse aux communistes. Le Grand Monde, palais du plaisir de la concession française, transformé en centre de la jeunesse, a retrouvé son nom, mais tout de même pas sa fonction : on y joue des spectacles inoffensifs pour propriétaires méritants.

A Pékin, le parti tonne contre « l'évolution pacifique » imposée aux pays communistes par l'Occident capitaliste. Il justifie son règne en caressant la fibre nationaliste. Le musée de Shanghai recèle quelques pièces à conviction, comme une pendulette intitulée « montre spécialement fabriquée par des capitalistes (sous-entendu : étrangers) pour superviser les ouvriers (sous-entendu : chinois) ». A côté, des plaquettes de bois numérotées utilisées dans une entreprise britannique « pour limiter le temps octroyé aux ouvriers pour aller aux W.C. ».

Les fonctionnaires ressassent la légende du parc du Bund, à l'entrée duquel les étrangers auraient affiché « Interdit aux chiens et aux Chinois ». On n'en est pas encore. A Shanghai, à admettre que tous les parcs de la ville furent ouverts aux Chinois le 1^{er} juin 1928, sous Tchang Kai-chek, le chef nationaliste, comme en font foi les livres d'Histoire. Mais on s'en rapproche.

FRANCIS DERON

1^{er} ou 23 juillet?

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

La date du 1^{er} juillet avait été choisie arbitrairement pour marquer la naissance du Parti communiste chinois, ses cofondateurs n'étant pas parvenus à s'entendre sur la véritable date du premier congrès, en 1921 à Shanghai. Comme l'explique Jacques Guillemaux, expert en la matière, « d'évidentes raisons de sécurité, à la fois pour les Chinois, l'usage du calendrier lunaire à côté du nôtre, la perte des procès-verbaux et des archives, la disparition des trois quarts des témoins, le silence voulu ou même les distorsions calculées de ceux qui ont survécu, sont autant de causes d'erreurs ou d'imprécisions » ayant mené à cette confusion (1).

La grande nouveauté, cette année, réside dans l'admission par le régime que cette date est fictive, puisque, reconnaît-il, le congrès s'est tenu du 23 juillet, au 30 juillet 1921. Contre la version fournie par Mao Zedong, raison est donnée aujourd'hui à son rival Zhang Guotao — mort en 1979 au Canada, après avoir rompu avec le PCC en 1938, — qui affirmait que le parti avait été fondé par treize membres, au lieu des douze dont se souve-

nait le Grand Timonier. L'un d'entre eux, il est vrai — le vénérable He Shuheng — fut renvoyé dans son Hunan natal sous le prétexte qu'il était encore moins familier avec Karl Marx que les douze autres.

Il est également précisé que deux représentants du Komintern se trouvaient présents à la séance inaugurale. Le premier était le Hollandais Sneevliet, alias Maring. L'identité du second reste sujette à conjectures.

Pour la première fois depuis 1951, le PCC a publié en juin le premier volume de sa propre histoire. Les empires d'antan laissent sagement ce soin à leur successeur, ce qui permettrait de perpétuer leur légitimité. L'ouvrage avait été mis en chantier après la crise de 1989, sous l'impulsion du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, inquiet du sort qui sera réservé au régime communiste par la postérité. On ignore à quel rythme seront produits les volumes suivants : cela suppose que les caciques de la Longue Marche s'entendent sur le traitement à accorder à quantité de cadavres qui demeurent toujours dans les placards du régime.

F. D.

(1) Dans *Histoire du Parti communiste chinois*, tome I, Fayot 1975.

Des diplômes nationaux de 3^e cycle, des programmations spécifiques pour étudiants ou cadres d'entreprises !

■ DESS CAAE : Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 (inscription possible par minitel 3616 code IAE).

■ DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28

■ DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75140 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

LE SAVOIR-FAIRE

* Exclusivement réservés aux cadres confirmés

IAE
DE PARIS
UNIVERSITÉ PARIS
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

PROCHE-ORIENT

IRAK : les incidents autour des sites nucléaires et les négociations sur l'autonomie

Washington menace à nouveau Bagdad

Le président George Bush a clairement laissé entendre samedi 29 juin que la force pourrait à nouveau être utilisée pour contraindre le président Saddam Hussein à se plier aux décisions de l'ONU. « Les résolutions existantes des Nations unies l'autorisent clairement », a-t-il déclaré en réponse à une question sur l'utilisation éventuelle de la force contre Bagdad. M. Bush a fait ces déclarations à la veille de l'arrivée, dimanche 30 juin, en Irak d'une mission de l'ONU.

Trois hauts fonctionnaires des Nations unies, arrivés dimanche 30 juin à Bagdad pour convaincre l'Irak de permettre le libre accès à ses installations nucléaires, ont rencontré pendant une heure le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Khudayer. « Nous sommes ici pour discuter de l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré à son arrivée M. Hans Blix, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La délégation est aussi composée de M. Rolf Ekeus, qui dirige la commission spéciale de l'ONU, ainsi que du sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi.

Obstruction

Interrogé sur le succès de la rencontre avec M. Khudayer, M. Ekeus a estimé qu'il était trop tôt pour se prononcer. La délégation doit également rencontrer le premier ministre, M. Saadoun Hammadi, a-t-il précisé, mais il a refusé de se prononcer sur la possibilité d'un entretien avec le président Saddam Hussein.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence vendredi, avait ordonné à l'Irak de ne plus

empêcher les experts de l'ONU d'inspecter ses sites nucléaires, après une série d'incidents qui ont amené les Etats-Unis à envisager une nouvelle intervention militaire. M. David Kay, chef de l'équipe d'experts qui s'est vu refuser l'accès à la base militaire de Falloujah, a déclaré avoir envoyé aux Nations unies un film montrant les obstacles opposés par les autorités irakiennes à leur travail d'inspection des sites nucléaires.

Les militaires ont notamment tiré des coups de feu en l'air quand les inspecteurs ont essayé de photographier des véhicules chargés de matériel qui quittaient le site en toute hâte. Déjà, en début de semaine, des inspecteurs de l'ONU avaient dû attendre soixante-douze heures avant de pouvoir entrer dans une autre base militaire, à Abou-Ghraib, près de Bagdad. Quand ils ont pu y pénétrer, mercredi, des équipements qu'ils y avaient vus de loin avaient été retirés.

Les inspecteurs de l'ONU se trouvent en Irak en vertu de la résolution 687, adoptée le 3 avril. Elle prévoit la destruction des capacités nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et de ses missiles balistiques. Vendredi, M. Saddam Hussein avait ordonné aux responsables de son pays de coopérer sans réserve avec les experts envoyés par l'ONU pour inspecter ses installations nucléaires.

De son côté, le quotidien *Babylon*, dirigé par le fils de M. Saddam Hussein, Oudai, a critiqué dimanche les fonctionnaires irakiens, qu'il rend responsables des contretemps. « Combien de temps encore notre administration continuera-t-elle à agir d'une façon si chaotique? Une telle réaction peut nuire à la fois à notre peuple et au pays et aider notre ennemi à mettre à exécution son complot », écrit le fils de M. Saddam Hussein. — (AFP, Reuters)

Divergences au sein du mouvement kurde

Rejet de « conditions irakiennes inacceptables », selon les uns, simple « ajustement » de points mineurs, selon les autres. Perceptibles depuis déjà un certain temps, les divergences au sein du mouvement kurde sur l'état des négociations engagées avec Bagdad, en vue d'un accord d'autonomie du Kurdistan, se sont davantage manifestées dimanche 30 juin. Dans un premier temps, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani — l'une des deux principales formations — a annoncé le rejet du projet d'accord négocié par M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Mais il n'a fallu que quelques heures à ce dernier pour le démentir.

Proche collaborateur de M. Talabani, M. Ahmed Bamarni a ainsi affirmé que « le régime de Saddam Hussein avait passé des conditions inacceptables à la partie kurde » et que les négociations avec Bagdad en vue d'un nouveau projet d'accord devraient reprendre prochainement. Il a précisé que le régime de M. Saddam Hussein demandait au Front du Kurdistan — coalition de tous les partis kurdes — « de déposer les armes, de lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs du régime et de couper toute relation avec le monde occidental ». « Nous (le Front) avons préparé deux textes

de contre-propositions et les avons votés à l'unanimité pour les soumettre aux représentants de Bagdad lors des négociations qui doivent reprendre prochainement », a ajouté M. Bamarni.

Celui-ci a ajouté que, dans ces deux textes, le Front du Kurdistan demandait « la normalisation de la situation dans le nord de l'Irak et l'adoption d'une loi pour une autonomie kurde dans le cadre d'une démocratisation en Irak ». M. Bamarni a, en revanche, assuré qu'il n'existait entre le Front et le gouvernement de Bagdad que des « divergences mineures » sur la délimitation de la région autonome kurde. « Une délégation du Front poursuivra prochainement les négociations, qui doivent reprendre à Bagdad ou à Irbil (au Kurdistan) », a-t-il dit.

Du côté du PDK, la tonalité est totalement différente. M. Barzani a tenu à démentir lui-même que la direction kurde ait rejeté le projet d'accord, assurant, au contraire, que celui-ci était très près d'aboutir. Seul point de convergence entre l'UPK et le PDK : les négociations doivent se poursuivre avec le régime irakien. « Nous allons très prochainement nous rendre à Bagdad pour mettre au point le texte définitif de l'accord et la conclure », a encore déclaré M. Barzani. — (AFP)

LIBAN

L'armée a commencé à se déployer plus au sud

L'armée libanaise a commencé à se déployer, lundi 1^{er} juillet, dans les régions du Sud qu'elle ne contrôlait pas encore et notamment dans le bastion de l'OLP qu'est Saïda (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet). Une colonne de chars et de véhicules militaires est entrée dans ce port situé à une quarantaine de kilomètres de Beyrouth. Des soldats ont occupé des barrières routières ainsi que des positions auparavant contrôlées dans la ville par les milices musulmanes. Une autre colonne progressait à l'est de Saïda, là où les com-

battants de l'OLP disposent de bases et de positions militaires. Ce mouvement des troupes gouvernementales s'effectue dans le cadre d'un plan de paix destiné à rétablir le contrôle de l'Etat sur l'ensemble du territoire libanais. L'entrée dans la région de Saïda fait suite à d'intenses contacts entre officiers palestiniens et officiers libanais, pour que l'opération puisse avoir lieu pacifiquement. L'OLP avait salué le plan de paix, mais refusé de retirer ses combattants de la région avant la conclusion d'un accord. — (Reuters)

مكتبة النحل



Sur le papier, la France est en avance.

En France, on manque d'équipements, mais pas d'idées : il suffit de regarder les projets s'entasser. Pourtant, il s'agit de projets précis qui répondent à des besoins reconnus et urgents. Mais les décisions sont sans cesse repoussées et l'on se donne bonne conscience en se contentant d'en parler. Prenons l'exemple du Pont du Verdon : depuis la fin des années 60, l'estuaire de la Garonne, le seul grand estuaire européen ne disposant pas de pont, voit se multiplier les projets de franchissement qui n'aboutissent pas. En octobre dernier, la Charente-Maritime et la Gironde décident de lancer conjointement un programme et de faire appel au financement privé. Depuis, l'avenir du Pont du Verdon est suspendu à la décision de l'Etat de transférer ses prérogatives aux Conseils Généraux. Remarquons simplement que des situations comme celle-ci, il en existe beaucoup d'autres en France. On nous parle de l'Europe, nous répondons : parlons moins, agissons plus.



POUR GAGNER EN EUROPE, EQUIPONS LA FRANCE.

Les Entrepreneurs de Travaux Publics.

EUROPE

YUGOSLAVIE : les sanglants affrontements dans les Républiques

La deuxième mission de la trêve européenne, dimanche 30 juin à Belgrade et lundi 1^{er} juillet à Zagreb, ainsi que la visite du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, à Ljubljana ont permis d'apaiser les vives tensions qui régnaient en Slovénie, où les combats de ces derniers jours ont fait, selon les autorités slovènes, soixante-trois morts et de nombreux blessés. A Belgrade, les discussions que les ministres des affaires étrangères luxembourgeois, M. Jacques Poos, néerlandais, M. Hans Van den Broek, et italien, M. Gianni De Michelis, ont eues avec les dirigeants yougoslaves ont contribué à dénouer la crise institutionnelle dans laquelle le pays était plongé depuis six semaines. La Serbie, le Monténégro, la Voïvodine et le Kosovo ne s'opposant plus à la nomination d'un Croate à la tête de la présidence collégiale de l'Etat, M. Stipe Mesic, cinquante-sept ans, a été élu. Des négociations sur l'avenir du pays devraient normalement s'engager. Tout en soulignant que leurs récentes pro-

clamations d'indépendance et de souveraineté étaient irrévocables, la Slovénie et la Croatie ont décidé de suspendre les effets de ces mesures pour une période de trois mois.

D'autre part, deux réunions des trente-cinq pays de la CSCE (toute l'Europe, plus les Etats-Unis et le Canada) devraient se tenir mardi 2 et mercredi 3 juillet à Vienne et à Prague pour tenter de désamorcer à l'échelle militaire et politique la crise yougoslave, a annoncé dimanche le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock.

La première examinera à Vienne, sous l'égide du Centre de prévention des conflits de la CSCE, les «activités militaires inhabituelles de l'armée yougoslave». Il s'agit de l'occurrence de la seconde étape d'un mécanisme sur la surveillance des activités militaires inhabituelles au titre de l'article 17 de l'accord sur les mesures de confiance et de sécurité (MDCS) signé à Paris à

l'occasion du sommet de la CSCE en novembre dernier. Jeudi, l'Autriche et l'Italie avaient entamé la première phase de ce mécanisme qui prévoit que Belgrade informe jusqu'à samedi soir l'Autriche et l'Italie de la situation sur son territoire. Jugant la réponse de Belgrade insuffisante, l'Autriche a mis en œuvre dimanche la seconde étape du mécanisme qui prévoit la réunion, dans les quarante-huit heures, du comité consultatif. La seconde réunion sur les aspects politiques de la crise yougoslave se tiendra probablement mercredi à Prague, siège du secrétariat de la CSCE, au niveau des hauts fonctionnaires des trente-cinq pays de la CSCE, a indiqué M. Mock.

Alors que des centaines de touristes étrangers continuent à fuir la Yougoslavie, notamment à bord de car-ferries qui relient la côte dalmate à Trieste, de nombreuses manifestations de soutien à la Slovénie et à la Croatie se sont déroulées en Suisse, en Allemagne, au Danemark, ainsi qu'en

Australie. Le pape Jean-Paul II a lancé un appel au dialogue entre les Républiques. Les gouvernements britannique, hongrois, chinois, turc et tchécoslovaque ont également exprimé le souhait de voir la crise yougoslave résolue par la négociation. Dimanche, la CEE avait menacé de suspendre l'ensemble de l'aide économique des Douze à la Yougoslavie si le gouvernement de Belgrade n'obtenait pas rapidement un cessez-le-feu et un retour de l'armée dans ses casernes. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, devait se rendre lundi en Yougoslavie.

En dépit de ces appels au calme, de nouveaux affrontements sanglants étaient signalés, lundi matin, dans le village serbe de Borovo-Selo (nord-est de la Croatie), où seize personnes avaient déjà été tuées le 2 mai. La police croate et des civils armés auraient, selon l'agence Tanjug, pris d'assaut la localité, contrôlée ces dernières semaines par des unités de l'armée fédérale.

Le Croate Stipe Mesic a été nommé président de la Fédération

Deux jours après son bref passage en Yougoslavie, la «trêve» européenne est à nouveau venue rencontrer, lundi 1^{er} juillet, en pleine nuit, à Zagreb, les présidents croate et slovène, MM. Franjo Tudjman et Milan Kucan. Auparavant, elle avait fait escale à Belgrade.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

De toute évidence, l'accord obtenu à l'arraché lors du premier voyage de la «trêve» (le Monde date 30 juin-1^{er} juillet) était trop vague pour être suivi d'effet. A Zagreb, personne n'y croyait. «La trêve» a été très naïve, expliquait un proche de la présidence croate. Elle a pensé qu'un problème qui dure depuis cinq ans pouvait être résolu par une visite à Belgrade et à Zagreb.

Cette fois, au-delà des principes, MM. Jacques Poos, Gianni De Michelis et Hans Van den Broek, les ministres des affaires étrangères luxembourgeois, italiens et néerlandais, ont donc voulu obtenir un engagement ferme de la part des trois présidents des Républiques en conflit. Aussi n'ont-ils quitté Belgrade qu'après la nomination à la présidence collégiale de celui à qui le poste revenait de droit, le croate Stipe Mesic, jusqu'à «empêché» par la Serbie d'occuper ses fonctions. Vaincre les résistances serbes ne leur a pas demandé moins de quatre heures de négociations, au terme desquelles M. Mesic a finalement été proclamé président.

La question à résoudre à Zagreb était tout aussi sensible. En acceptant, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 juin, de suspendre pour trois mois les effets des déclarations d'indépendance slovène et croate, les présidents de ces deux Républiques avaient laissé ouvertes toutes les interprétations. Dilemme : l'occupation des postes frontalières par les Slovènes était-elle remise en cause par l'accord ? Les milices

indépendantistes devaient-elles abandonner le contrôle des frontières ? Oui, disait-on à Belgrade. Non, répondait-on, bien sûr, à Ljubljana. A l'aube, les négociateurs faisaient accepter aux Slovènes un retour à la situation qui prévalait avant la proclamation de l'indépendance, c'est-à-dire le contrôle des postes frontalières à la fois par la police fédérale et par la police slovène.

Restait à obtenir des engagements clairs et définitifs. Les présidents croate et slovène se sont engagés par écrit à respecter le moratoire tel

Pour moins d'un an...

Ce Croate de cinquante-sept ans aurait dû normalement être nommé le 15 mai dernier président de la direction collégiale de la Yougoslavie pour un an. Mais pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de ce système de présidence tournante en 1980 (après la mort de Tito), les huit membres de la présidence, qui représentent les Républiques et les provinces autonomes, ont voté, et M. Stipe Mesic n'a pas obtenu la majorité requise. La Serbie et ses alliés (Monténégro, Kosovo et Voïvodine) s'y sont opposés car ils voyaient d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'un homme qui avait déclaré à plusieurs reprises qu'il serait «le dernier président de la Yougoslavie» selon le modèle fédéral et qui était l'un des principaux dirigeants de l'Union démocratique croate (HDZ), au pouvoir à Zagreb, qui prônait l'indépendance et la souveraineté de la Croatie.

Juriste de formation, M. Stipe Mesic avait milité dans sa jeunesse dans les rangs communistes. Député au Parlement de Belgrade et maire de sa ville natale, Slavonska-Orahovica, sa décision de favoriser, en 1968, la création d'une entreprise privée lui valut les quolibets de Tito. Soupçonné de vouloir «restaurer le capitalisme», il est exclu de la

Ligue des communistes (LCY). Trois ans plus tard, il participe au fameux «printemps croate» — mouvement nationaliste et démocratique, — qui est brutalement réprimé par le régime. Il sera condamné à deux ans d'emprisonnement pour «propagande ennemie». Il ne purgera seulement qu'une partie de sa peine, mais ce n'est que plusieurs années plus tard qu'il retrouvera du travail dans l'industrie.

«Le communisme est une maladie passagère, je suis immunisé à vie», disait M. Stipe Mesic il y a moins d'un mois, dans un entretien accordé au Monde (le Monde du 15 mai). Après la victoire de l'Union démocratique croate aux élections libres d'avril 1990 en Croatie — qui signent l'arrêt de mort des communistes, — il devient le premier ministre du gouvernement de Zagreb. Quelques mois plus tard, il remplacera M. Stipe Suvor (communiste) à la direction collégiale de la fédération. Bien que la fonction «présidentielle» soit surtout symbolique, son ambition est de transformer la Yougoslavie, par la négociation, en une alliance d'Etats souverains et démocratiques. A ses yeux, son organisation actuelle est un véritable «baril de poudre».

A. D.

«que défini au cours de cette nuit de négociations. «Pour nous, ce texte a valeur de traité, celui qui ne le respectera pas sera coupable devant la communauté internationale», a expliqué le porte-parole de M. De Michelis. Le ministre néerlandais, M. Van den Broek, a, par ailleurs, annoncé qu'à la demande du gouvernement fédéral, il avait accepté, avec ses homologues, le principe de l'envoi d'observateurs de la Communauté en Yougoslavie.

Un point de non-retour

Quel que soit le succès de l'initiative diplomatique européenne, les Croates restent sceptiques. Depuis l'intervention de l'armée en Slovénie, la situation a atteint, selon eux, un point de non-retour. Et les risques de dérapage ne sont pas moins importants tant en Croatie qu'en Slovénie. Car si la population slovène est homogène, celle de la Croatie est composée à 11 % de Serbes dont une bonne partie est déterminée à se battre contre l'indépendance (voir encadré).

Faire dans les rues, parties de tennis pour l'entourage de la présidence... le week-end, certes, a été calme dans la capitale croate. Mais la population reste inquiète, surtout à la campagne où les «terroristes», comme on dit ici à propos des miliciens serbes, sont sur le pied de guerre.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le leader de l'extrême droite serbe élu député. — Le dirigeant du Parti radical serbe, le sociologue Vojislav Seselj, a été élu député, dimanche 30 juin, à l'issue du second tour d'une élection partielle à Rakovica, banlieue ouvrière de Belgrade. Il a obtenu 6 686 voix contre 1 663 à son rival, Rados Kankajic, du Parti socialiste (ex-communiste). M. Seselj, trente-sept ans, réclame la formation d'une «grande Serbie» englobant le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie et une partie de la Croatie. — (AFP)

Glina, ville fantôme

GLINA

de notre envoyée spéciale

Glina est une charmante bourgade de sept mille habitants, à 80 kilomètres au sud de Zagreb, où les cigognes ont élu domicile. Mais la façade de la gare routière sur le toit de laquelle elles ont fait leurs nids est criblée d'impacts de balles. Et il n'y a plus de voyageurs dans la salle d'attente, pour la simple raison qu'il n'y a plus d'habitants.

Ville fantôme, Glina n'est occupée que par une poignée de Serbes armés et un fort contingent de policiers croates. Les premiers sont dans la mairie; les seconds, à moins de 100 mètres, ont investi le bâtiment de la police. Sur les uns comme sur les autres pointent les canons des chars de l'armée yougoslave.

Ce statu quo trilateral dure depuis le mercredi 28 juin. Ce jour-là, au lendemain de la proclamation d'indépendance, des miliciens serbes ont attaqué le poste de police croate. Les combats ont duré quatre heures. Bilan : six morts, dont trois civils.

Appelée à la rescousse, la police croate est arrivée en renfort, avant que l'armée fédérale ne vienne, elle aussi, prendre position et que les habitants ne fuient dans les villages voisins.

«Les problèmes ont commencé en mai 1990 avec les élections» (celle du président croate Franjo Tudjman), raconte, sous le portrait de Tito, le maire de la ville, Serbe comme les deux tiers des habitants. Le pistolet qu'il porte à la ceinture vient, dit-il, «des amis de Serbie», comme les armes de tous les miliciens serbes.

La semaine dernière, Glina s'est «rattachée» à la Krajina, cette région croate peuplée majoritairement de Serbes qui s'est proclamée autonome et qui constitue l'une des «poches» où l'on peut craindre qu'il y ait un bain de sang en cas de conflit. Depuis un an, des incidents ont lieu quotidiennement en Krajina, où les Serbes ne veulent pas entendre parler de l'indépendance croate. Aujourd'hui, la tension y est telle que les Croates sont persuadés qu'il suffirait d'une allumette pour provoquer l'embrasement.

M.-P. S.

Un appel d'écrivains slovènes à l'opinion publique mondiale

Voici le texte de l'appel lancé dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin par un groupe d'écrivains slovènes, parmi lesquels figurent plusieurs collaborateurs de la revue culturelle *Nova Revija*.

«Au moment même où nous écrivons cette lettre, dans les rues, autour de la rédaction de *Nova Revija*, se déroulent des combats entre les terroristes spécialisés de l'armée yougoslave, déguisés en civils, suivant l'exemple et les méthodes de la Securitate roumaine, et les militants de la défense territoriale slovène.

» Dans un discours radiophonique dramatique, le général Marko Negovanovic, membre de l'état-major de l'armée yougoslave, vient de proclamer que tous les moyens de la répression militaire seront employés contre la Slovénie. On parle même de l'emploi d'armes chimiques et d'une attaque de la centrale nucléaire de Krsko. Tenant compte de tout ce qui s'est déjà passé, ces menaces nous semblent plus que vraisemblables. La proclamation a été faite juste au moment où l'opinion publique mondiale commençait à comprendre la nature brutale de la prétendue armée populaire yougoslave. Il est clair que l'armée d'occupation, après l'échec des trois premiers jours d'agression contre la Slovénie, prépare un assaut terrible contre notre pays démocratique. Jusqu'ici, l'armée a fait tirer avant tout sur la population et des objectifs civils; maintenant elle nous menace de massacres énormes.

» Notre vie, ça veut dire pour nous notre langue, notre culture, notre héritage européen, notre économie, et, oui, notre état nouveau-né aussi. Pour la protection et la conservation de ce qui vous semble à vous, compréhensible en soi, les habitants de Slovénie sont en train de sacrifier leurs vies. Faites tout ce qui vous est possible pour qu'une dévastation terrible

ne se produise pas au cœur même de l'Europe! Aidez-nous à l'empêcher! Nous ne demandons que le droit à vivre en paix, en démocratie et en liberté, à la vie telle que vous la connaissez vous-mêmes.»

A Ljubljana,

le 30 juin 1991, 2 h 30.

» Drago Jancar, Niko Grafenauer, Boris A. Novak (président du Pen Club slovène), Jancic Skrusny, Gordana Vrabec, Tomaz Zelaznik (membres de la rédaction de *Nova Revija*) ont adhéré à cette déclaration par téléphone : Ales Berger, Tone Kuntner, Milos Mikelc, président du Comité des écrivains pour la paix et du Pen International, Joze Snoj, Tomaz Salamun, Rudi Seligo, Veno Tauer, Bane Zajc, président de l'Association des écrivains slovènes.

» URSS : l'épouse et le fils du président arménien agressés. — L'épouse, et le fils du président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, ont été agressés, samedi 29 juin. Le véhicule de M. Ludmila Ter-Petrosian a été stoppé, à 40 kilomètres au nord d'Erevan, par quatre hommes qui, après une vive discussion, ont déarmé et passé à tabac un garde du corps avant de frapper violemment David, le fils du président. Quatre ouvriers du bâtiment ont été arrêtés. L'agression ne semble pas être motivée par des raisons politiques. — (Reuters)

» Trente et un morts dans une mine d'Ukraine. — Trente et un mineurs du Donbass ont péri et un autre a été porté disparu, samedi 29 juin, dans l'incendie d'une mine, dans le sud de ce bassin d'Ukraine. L'accident, «un des plus graves de ces dernières années», s'est produit dans une galerie, à 350 mètres de profondeur, alors que plus de cent dix mineurs étaient en train de travailler. Soixante-dix-neuf d'entre eux ont pu être évacués. — (AFP)

GRÈCE : lors des assises nationales de la Coalition de gauche et du progrès

Les communistes «rénovateurs» et «conservateurs» se séparent

Les «conservateurs» et les «rénovateurs» du Parti communiste grec (KKE) ont divorcé lors des premières assises nationales de la Coalition de gauche et du progrès qui se sont tenues du jeudi 27 au dimanche 30 juin. Cette coalition, qui avait été formée en février 1989 par le KKE, la Gauche hellénique (EAR) — un petit parti issu d'une première scission communiste en 1968 — et d'autres groupuscules de gauche, s'est désormais constituée en formation totalement distincte.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le bureau politique du KKE, dirigé par M^{me} Aleka Papariga, «la dame de fer» du parti, élu à l'issue du 13^e congrès communiste en février dernier, avait clairement déclaré que les militants communistes qui participeraient aux Assises se mettraient d'eux-mêmes en dehors du parti. Les communistes orthodoxes avaient en effet

demandé le report des assises, car ils n'étaient pas d'accord sur le mode de désignation — nomination ou élection — des dirigeants de la Coalition. Pour le KKE, il s'agissait surtout pas question que la Coalition devienne un parti autonome. Les orthodoxes, qui ont conservé la direction du parti in extremis au 13^e congrès, ont depuis adopté une attitude de repli, en représentant en main le journal et la radio du PC et en affichant les principes immuables du marxisme-léninisme.

Les renovateurs, menés par M^{me} Maria Damanaki, une des personnalités politiques les plus populaires du pays, désignée à l'unanimité présidente de la Coalition en mars dernier par ses diverses composantes, ont refusé de se soumettre. Les assises se sont donc ouvertes comme prévu jeudi 27 juin. Dimanche, un nouveau comité politique de 141 membres a été élu et une proclamation politique sur la modernisation et le renouvellement de la gauche, après notamment la chute du socialisme à l'Est, a été adoptée.

Mille cinq cents «renovateurs» (sur quelque 2 000 délégués) ont

participé aux assises. Dans un communiqué, ceux-ci ont précisé qu'ils avaient décidé de participer au destin de la Coalition et qu'«aucune mesure administrative» ne pouvait changer leur choix. Conséquemment la scission, M^{me} Damanaki, qui doit être élue triomphalement par le nouveau comité politique présidente de la formation, a souligné que la Coalition était dorénavant «un parti politique autonome» disposant de «sa propre stratégie» et de «ses propres positions».

La Coalition «ne sera pas un parti anti-KKE», a-t-elle ajouté, en soulignant la nécessité d'un dialogue avec toutes les forces de gauche, laissant ainsi ouverte la possibilité d'une coopération future avec le KKE. Les renovateurs avaient d'ailleurs adopté un profil bas vis-à-vis de leur ancienne direction pour ne pas couper tout à fait les ponts. Les perspectives de la coalition sans le KKE sont en effet réduites sur une scène politique dominée par le Pasok (socialiste) et la Nouvelle Démocratie (conservateur), qui totalisent près de 85 % des suffrages.

La formation de la Coalition avait suscité de grands espoirs dans les rangs de la gauche. Elle constituait d'abord les grandes retrouvailles entre les anciens frères ennemis qui s'étaient séparés en 1968 : les orthodoxes du KKE alignés sur Moscou et ceux attirés par l'européisme qui avaient formé le Parti communiste dit de l'intérieur, puis, en 1988, la Gauche hellénique. La Coalition avait pour objectif d'offrir aux Grecs une solution alternative de gauche au Pasok, qui dominait la vie politique depuis huit ans et se trouvait dans l'impasse en raison du scandale Koskotas.

Elle n'avait pas hésité à gouverner, pendant l'été 1989, avec la Nouvelle Démocratie pour assainir la vie politique et faire comparaître les dirigeants socialistes devant la justice pour une série d'affaires. Cette cohabitation n'a pas rapporté à la Coalition ce qu'elle espérait. Elle n'a pas réussi à décoller et n'a obtenu lors des dernières élections d'avril 1990, que 11 % des suffrages et seulement 21 sièges au Parlement, sur un total de 300.

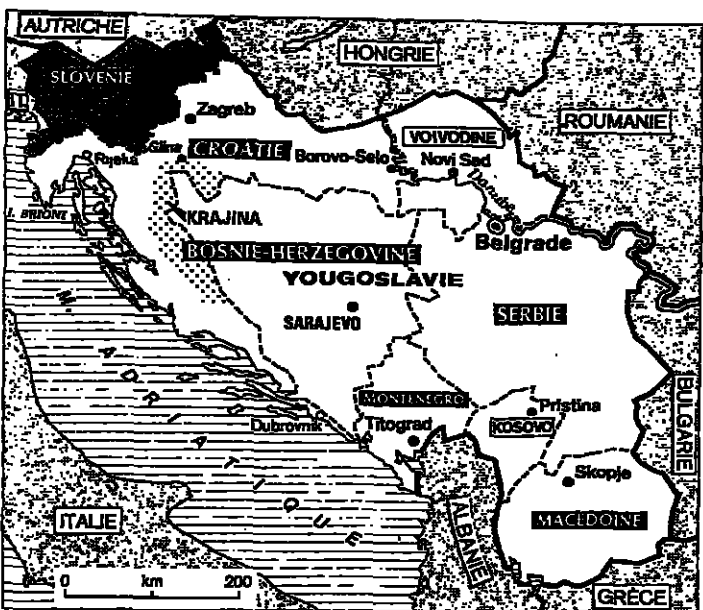
DIDIER KUNZ

محسان النحل

EUROPE

et la nouvelle intervention de la troika européenne

Le compromis de Ljubljana



Suite de la première page

A l'issue de la rencontre, MM. Markovic et Peterle ont prononcé une allocution radio-télévisée de vingt-cinq minutes chacun. Le chef du gouvernement slovène a précisé que « les frontières de la Slovénie étaient celles d'un Etat souverain » et que cela n'était pas négociable. Il a ensuite souligné qu'il était heureux de savoir que M. Markovic reconnaissait désormais la souveraineté des Républiques yougoslaves. En ce qui concerne l'armée fédérale, M. Peterle a affirmé qu'il était évident que le gouvernement yougoslave avait laissé le génie s'échapper de la bouteille et qu'il ne pouvait plus le contrôler. M. Markovic a affirmé ne pas avoir été informé en temps voulu de toutes les décisions de l'armée fédérale. Prenant connaissance, samedi 29 juin, des intentions de l'armée, et notamment, de l'ordre de mobilisation de nouvelles troupes, il a immédiatement agi pour empêcher un nouveau bain de sang. Il a laissé entendre qu'il serait intervenu en mettant en garde l'armée sur les conséquences dramatiques de telles mesures « qui provoqueraient la libération de la Yougoslavie ». Il aurait alors proposé aux autorités slovènes de venir à Ljubljana pour négocier.

Le haut commandement de l'armée fédérale avait en effet lancé un ultimatum à la présidence slovène, exigeant le respect inconditionnel du cessez-le-feu et des conditions normales de vie aux unités fédérales, notamment le rétablissement des lignes téléphoniques, de l'électricité dans les casernes ainsi que le ravitaillement des troupes. L'armée exigeait de plus que la situation aux postes frontières soit rétablie dans les conditions précédant la proclamation de l'indépendance de la

Slovénie. En cas de refus, l'armée menaçait de mener une nouvelle offensive contre la Slovénie.

Les jours à venir devraient permettre d'apporter les réponses aux questions qui se posent désormais. Est-ce que la Slovénie a, grâce à cette guerre, creusé les fondations de son Etat indépendant et obtenu l'assurance de sa reconnaissance internationale? Ou bien l'application du moratoire est-il un échec pour les Républiques « indépendantistes » et un argument de poids pour les partisans d'un Etat fédéral souverain et centralisé?

Camp retranché

La Slovénie ne renonce pas à son indépendance. Elle n'accepte un moratoire de trois mois que sur la poursuite de son processus d'émancipation. Le président, M. Milan Kucan, a réaffirmé que la Slovénie ne faisait plus partie intégrante de la Yougoslavie. Les autorités de Ljubljana ont démontré qu'elles ne voulaient pas renoncer aux acquis de l'indépendance, notamment le contrôle des postes frontières. De nouveaux affrontements ont d'ailleurs eu lieu, principalement dans ces régions frontalières où l'armée yougoslave essayait de forcer les barrières routières et où les forces slovènes ont tenté de s'interposer. A certains postes, notamment à Nova Gorica, l'armée fédérale a été obligée de capituler. Selon les autorités militaires fédérales, les Slovènes ont profité du cessez-le-feu pour neutraliser les troupes fédérales en les encerclant par de nouveaux barrages routiers. Cette situation aurait été à l'origine de l'ultimatum lancé par le haut commandement fédéral.

Au cours du week-end, la capi-

talité était déserte. Les forces de sécurité avaient été renforcées et les barricades encerclées désormais hermétiquement. Ljubljana et sa banlieue. La ville avait des airs de camp retranché. Militaires et miliciens, armés de kalachnikovs, quadrillaient les alentours de la présidence et du Parlement. A quelques pas de là, l'entrée du bâtiment où se trouve le centre de presse était désormais surveillée par les forces slovènes en treillis de camouflage qui braquaient leurs armes à l'approche de tout visiteur qui n'arborait pas son badge.

A l'angle de l'avenue principale et de la rue qui mène à plusieurs hôtels du centre, des unités antiterroristes arrêtaient systématiquement les taxis. Dans la nuit, des coups de feu avaient été tirés en plein cœur de la ville par quatre civils circulant justement à bord d'un taxi. Bien entraînés, ces « bérets verts » éjectaient les passagers des voitures et les fouillaient, mains en l'air et jambes écartées. Ensuite, ils contrôlaient le coffre et le dessous des sièges.

Les restaurants étaient fermés. On aurait cru qu'un couvre-feu avait été instauré. Seules quelques vitrines étaient éclairées dans la vieille ville. L'une d'elles présentait les fameuses bouteilles de champagne « indépendant », la cuvée spéciale qui avait été créée pour l'occasion. A côté s'élevaient toutes sortes de tee-shirts et notamment : « La Yougoslavie l'a voulu : la Slovénie indépendante. »

La nuit de samedi à dimanche avait été très tendue. La radio n'a cessé d'émettre : signalant par exemple qu'une rafale avait été tirée en direction du Parlement qui siégeait depuis vingt-deux heures pour condamner « la brutale agression de l'armée fédérale contre la Slovénie » et pour rejeter l'abrogation de la déclaration d'indépendance. Des coups de feu avaient été tirés un peu plus tard au cœur de la ville. Les barrages de police étaient de plus en plus resserrés.

Apprenant que des avions militaires avaient décollé de trois aéroports de Croatie - Zagreb, Zadar et Pula, - l'alerte aérienne fut déclenchée. Les sirènes retentirent de 9 heures à 9 h 45. Les gens se précipitèrent alors dans les abris qui avaient été aménagés la veille lors du bombardement de l'aéroport. Ljubljana vivait des moments d'angoisse. Toutefois, une heure plus tard, les autorités reconnaissent qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Plus tard, les responsables militaires de la caserne de Ljubljana expliquèrent que celle-ci était injustifiée et qu'elle était destinée à entretenir la tension. Elles annonçaient aussi la visite du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic. La trêve était probable. Dans l'après-midi, la situation commença lentement à se décrire et on apercevait quelques promeneurs dans les rues.

Mis à part quelques incidents isolés, le calme régnait lundi matin en Slovénie. Toutefois, une grande partie des routes et des postes frontières restaient bloqués.

FLORENCE HARTMANN

John Rapal
RÉPUBLIQUE
PRÊT-A-PORTER
HOMMES GRANDS HOMMES FORTS
40, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
TEL. 43.55.66.00
Parking Gratuit
Du Lundi au Samedi de 9 h 30 à 19 h

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

J.-B. N.

DIPLOMATIE

En visite en Jordanie

M. Dumas se montre pessimiste sur les chances de paix au Proche-Orient

L'actuel processus de paix au Proche-Orient a été au centre des entretiens qu'a eus, dimanche 30 juin à Amman, le ministre français des affaires étrangères. Au cours d'une brève visite, M. Dumas, qui a été reçu par le roi Hussein et le nouveau premier ministre, M. Taher Masi, a pu constater que la Jordanie partageait avec la France « la même interrogation quant aux chances de succès » de la mission entreprise par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Visiblement peu optimiste sur la situation, M. Dumas a qualifié de « misérable et inquiétante » l'incertitude actuelle, ajoutant que celle-ci « fait le jeu de ceux qui ne veulent pas la paix et cherchent à gagner du temps ». S'il a souligné que la mission américaine n'avait pas encore échoué et qu'il fallait donc attendre avant d'envisager d'autres moyens, il a cependant, en réponse à une question, rappelé la proposition faite en mars par M. Mitterrand pour la convocation du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat. « Nous avons, a-t-il dit, soutenu l'initiative américaine en parlant de l'idée que les Etats-Unis étaient les mieux placés pour exercer une influence utile sur Israël - une partie de la solution - mais si cela échoue, il faudra passer à autre chose ».

Pour la France, cela devrait signifier revenir à une conférence internationale plus adaptée, « qu'une conférence régionale limitée à quelques-uns » et qui « devrait être préparée au niveau des chefs d'Etat des

cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour lui donner une impulsion politique ». Cette conférence se réunirait sur la base des décisions de l'ONU, soit les résolutions 242 et 338 qui, a ajouté M. Dumas - extrapolant quelque peu sur les textes - « reposent sur le droit d'Israël à sa sécurité et l'autodétermination du peuple palestinien et son libre-choix de son pays et une patrie ». « Au lieu de petites approches successives, a-t-il encore dit, il est nécessaire de provoquer une réaction de la communauté internationale pour montrer que le problème du Moyen-Orient concerne en définitive la paix du monde ». Une telle approche ne serait-elle pas, toutefois, immédiatement bloquée par un veto américain? « C'est un risque », a répondu M. Dumas, mais « le droit doit être le droit et la situation n'est plus la même à cet égard qu'avant la guerre du Golfe ».

Opinion partagée

Le pessimisme de M. Dumas est largement partagé par les responsables jordaniens. M. Masi avait déclaré la veille au chef de la diplomatie française que « le processus de paix est bloqué, il n'y a eu aucun élément nouveau dans les efforts américains depuis la dernière visite de M. Baker ». « Israël, avait-il ajouté, ne veut pas la paix mais veut uniquement gagner du temps et exploite cette situation en renforçant sa politique d'implantation ». Les dirigeants jordaniens, qui s'inquiètent de longue date des consé-

quences dans les territoires occupés de l'arrivée massive des Juifs soviétiques, considèrent tout à la fois que la colonisation israélienne est l'un des obstacles majeurs pour la paix et que, malgré des protestations à ce sujet, les Etats-Unis ainsi que l'ensemble de la communauté internationale n'exercent pas toute la pression qu'ils pourraient sur Israël.

Venu aussi s'informer à Amman de l'état des négociations en vue de la constitution d'une éventuelle délégation commune jordanienne-palestiniennne, M. Dumas s'est entendu répondre que si l'hypothèse était favorablement envisagée, au moins du côté jordanien, la question était prématurée en l'absence de certitudes quant à la convocation d'une conférence de paix. Même s'ils ne le disent pas nettement, les dirigeants jordaniens estiment que l'initiative américaine est quasi enterrée et ils ne peuvent, dans ces conditions, qu'accueillir favorablement la détermination affichée par le chef de la diplomatie française de ne pas s'en tenir à un éventuel constat d'échec.

Sur le plan bilatéral, la France, qui, en dépit de la guerre du Golfe, a maintenu de bons rapports avec la Jordanie, a été sollicitée pour faire preuve de clémence dans l'affaire du contentieux sur l'annulation par Amman de la commande en avril 1988 de douze Mirage-2000 et de l'option prise sur six autres. La résiliation de ce contrat pourrait coûter plusieurs centaines de millions de dollars à la Jordanie, déjà aux prises avec de très sérieuses difficultés financières et économiques.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les inquiétudes de M. Arafat

TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat apparaît de plus en plus comme un homme désespéré. L'inquiétude qu'il a manifestée devant la délégation du groupe socialiste au Parlement européen a beaucoup impressionné celle-ci lors d'une visite à Tunis, vendredi 28 et samedi 29 juin.

« M. Arafat nous a exprimé son extrême préoccupation devant la détérioration de la situation dans les territoires occupés et qui pourrait dégénérer en une catastrophe humanitaire », a déclaré le chef de la délégation, M. Claude Chaysson. Selon ce dernier, l'inquiétude du président de l'OLP est également motivée par la répression qui continue de s'abattre sur les quelque deux cent mille Palestiniens demeurant encore au Koweït, les difficultés financières dans lesquelles se débat son organisation depuis la crise du Golfe, la question de la présence palestinienne au Liban et, surtout, le blocage du processus de paix au Proche-Orient.

Face à l'impasse actuelle, M. Arafat qui continue à rejeter toute idée de conférence régionale, se tourne à nouveau vers les Nations unies. Dans un message rendu public par l'agence Wafa, il vient de demander au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de « convaincre Washington de s'attacher à l'application de la légitimité internationale de cesser de tenter avec Israël d'éliminer l'OLP du processus de paix ». Il fait remarquer que cette « politique américano-israélienne s'est encore accentuée avec la guerre du Golfe ».

« L'OLP est encore prête à faire davantage de concessions pour parvenir à la paix », a affirmé, devant quelques journalistes, M. Arafat, qui venait de recevoir, samedi, dans ses bureaux de Tunis, le pacifiste israélien Abbie Nathan. Celui-ci, qui a déjà fait plusieurs voyages à Tunis - condamnés en Israël - continue de vouloir démontrer que « le dialogue peut supplanter la violence ».

MICHEL DEURÉ

NI TOTEM,
NI TABOU.



FREUD
UNE VIE
PETER GAY

900 p. 248 F

«Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte.»

Laurent Lemire, La Croix

«Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée.»

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

«Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60.»

Elisabeth Roudinesco, Libération

«Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud.»

Bruno de Cessole, Le Figaro

«L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain.»

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

DIPLOMATIE

Le conseil européen de Luxembourg

La position britannique sur l'union politique demeure très restrictive

La promptitude de la réaction communautaire dans la crise yougoslave, saluée de façon unanime par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze comme une illustration de la vitalité de l'Europe unie, ne peut complètement masquer les mauvais résultats - constatés samedi 29 juin à Luxembourg - du conseil européen sur la mise en œuvre de l'union politique, voire même de l'union économique et monétaire (UEM).

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

La principale préoccupation du conseil de Luxembourg résulte de l'attitude restrictive de M. John Major, lequel, en dépit de ses sourires, cherche toujours à limiter autant que faire se peut les progrès de l'intégration. M. Mitterrand comme M. Delors n'ont manifesté à Luxembourg qu'un optimisme nuancé quant aux chances de voir le conseil européen de Maastricht, en décembre aux Pays-Bas, conclure par un accord la double négociation en cours.

En vérité, à Maastricht, la Communauté court probablement moins le danger d'une rupture - chacun des Douze y compris M. Major proclame en effet sa volonté d'aboutir - que celui d'un accord décevant. Sera-t-il, s'agissant de l'union politique, à la mesure de l'initiative Kohl-Mitterrand d'avril 1990 et, en ce qui concerne l'UEM, de la déclaration adoptée par onze Etats membres, la Grande-Bretagne marquant sa réserve lors du conseil européen de Rome en octobre 1990? Le président de la République, « certain que jusqu'aux cinq dernières minutes le désaccord durera », semble tabler sur un changement de cap in extremis de la part du premier ministre britannique.

« Certaines délégations pensent qu'elles peuvent empêcher toutes les concessions sans en faire elles-mêmes », regrettait samedi

M. Delors, dans une évidente allusion à l'attitude britannique. Sur cinq dossiers centraux, M. Major avait indiqué qu'il ne pouvait accepter le projet de traité mis au point par la présidence luxembourgeoise: l'instauration d'une politique étrangère commune, la perspective d'une défense européenne, l'octroi, en matière législative, d'un pouvoir de codécision au Parlement de Strasbourg, l'extension des domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée, la mise en œuvre d'actions en matière sociale. « Nos interlocuteurs britanniques nous expliquent qu'il faut leur laisser du temps, mais c'est ce qu'ils racontent depuis quinze ans », déplore un diplomate belge.

Manœuvres

sur l'union monétaire

Les manœuvres à propos de l'UEM ne sont guère plus rassurantes. Ainsi, samedi, en fin de réunion, M. Major suggéra que les Douze renonceraient à faire référence aux conclusions du conseil européen d'octobre 1990 à Rome - conclusions en forme de mandat pour la conférence intergouvernementale qui tracait la voie devant conduire à l'UEM et à la monnaie unique, - ce qui lui permettrait, fit-il valoir à ses partenaires, d'effacer la réserve britannique.

Les « onze » auraient ainsi troqué un programme clairement défini quant à ses objectifs, et au moins partiellement quant à son calendrier, contre un engagement plus vague. C'était tenter d'atteindre ce que n'avait pas réussi huit mois plus tôt M^{rs} Thatcher: « Les embrouilles ont alors commencé pour peu de résultats. J'ai clairement dit que je ne signerais pas un texte qui s'écarterait des conclusions de Rome. On les a finalement reprises ainsi que la réserve des Britanniques », a raconté M. Mitterrand.

M. Delors a eu cependant raison de remarquer qu'au moins en ce qui concerne l'union politique les divergences qui demeurent ne sépareraient pas uniquement les onze du Royaume-Uni. C'est vrai en particulier en ce qui concerne la défense où, tout comme les Britanniques, les Néerlandais, les Portugais, peut-

être les Danois ne trouvent pas opportun que figure dans le traité une référence à l'instauration d'une politique de défense commune. « Les Américains n'acceptent pas cette idée d'une politique européenne de défense. Ils ne se gênent pas pour le faire savoir », commentait un haut fonctionnaire français.

Fin des sanctions sportives contre Pretoria

Le débat est loin d'être tranché, comme l'indiquent explicitement les conclusions de la présidence: un texte qui par ailleurs, sur le fond du problème, demeure passablement ambigu (voir encadré). « Il serait trop peu hardi, mais au point d'évolution des pensées où nous sommes, il nous convient car il laisse intactes les chances de voir grandir une défense européenne en liaison avec l'instauration d'une politique étrangère commune », a estimé M. Mitterrand.

Les Français et les Allemands se trouvent-ils toujours sur la même

ligne, volontariste, pour promouvoir la mise en place graduelle d'une défense européenne? Des nuances existent pour le moins. Cependant, jeudi, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), les premiers n'avaient pu que se montrer satisfaits en entendant M. Hans Dietrich Genscher (qui, à compter du 1^{er} juillet, assurera la présidence de cette organisation, volontiers considérée par la France comme devant jouer, à titre transitoire, le rôle de composante militaire de la Communauté) annoncer sa volonté de pousser plus loin la réflexion sur l'émergence d'une identité européenne de défense et de sécurité ainsi que sur la place à occuper dans cette démarche par l'UEO.

Pour le reste, M. Kohl a réaffirmé son souci de voir renforcés les pouvoirs du Parlement européen, au-delà de ce que prévoit le projet de traité de la présidence (projet qui est considéré comme un maximum par les Français) et de façon plus générale, de militer pour une

Europe fédérale. M. Delors a trouvé M. Kohl « très allant », mais dans le camp français ce sentiment ne semblait pas unanimement partagé.

Aucune surprise à propos de l'URSS. Le conseil européen appuie les efforts de M. Gorbatchev « pour accélérer les réformes entreprises et pour permettre de mieux insérer le pays dans l'économie mondiale ». La Communauté est prête à poursuivre sa contribution à cet effort « dans le cadre d'une action internationale concertée », formule qu'il faut comprendre comme une invitation aux Etats-Unis à davantage ouvrir eux aussi les cordons de la bourse. L'aide alimentaire de la CEE porte sur 750 millions d'euros, soit 3,55 milliards de francs (250 millions d'euros de dons, 500 millions de crédits), et les premières livraisons ont commencé.

L'assistance technique, dont les modalités ont été arrêtées en accord avec Moscou - les premiers programmes, concernant notamment l'environnement et la sécurité des centrales nucléaires, vont incessamment être mis en œuvre - bénéficie pour 1991 d'un concours financier de 400 millions d'euros (2,8 milliards de francs). En 1992, cette assistance pourrait s'élever à 600 millions d'euros, soit 4,2 milliards de francs, alors que les Soviétiques voudraient 800 millions d'euros (5,6 milliards de francs).

En ces temps de déstabilisation, la Communauté est très sollicitée. M. Mitterrand a transmis au conseil européen une demande pressante de l'Algérie. La réponse a été positive et sans difficultés, a indiqué le président. Les modalités et le montant de cette aide à la balance des paiements seront fixés par les ministres des finances des Douze sur proposition de la commission lors de leur prochaine réunion. Le premier ministre, M. Ghazali, dans la lettre qu'il a adressée à la commission, a chiffré ses besoins à 800 millions d'euros, soit 5,6 milliards de francs.

Le conseil européen s'est félicité de l'abolition des principales lois sud-africaines sur lesquelles reposait l'apartheid. Il s'est prononcé en faveur d'une reprise des relations sportives avec l'Afrique du Sud.

PHILIPPE LEMAITRE

EN BREF

COLOMBIE: les extraditions de nationaux définitivement interdites. - L'Assemblée constituante a définitivement interdit, samedi 29 juin, toute extradition de citoyens colombiens recherchés par la justice d'autres pays. Cette mesure, maintenant inscrite dans la Constitution (qui entrera en vigueur le 5 juillet), était attendue depuis que d'importants responsables du trafic de drogue se sont rendus aux autorités.

NICARAGUA: nouvelle attaque des cosaques. - Une quarantaine d'anciens rebelles de la Contra ont attaqué, samedi 29 juin, Pantasana, une ville à 200 kilomètres au nord de Managua. Ils ont enlevé trois policiers, dévalisé une banque et un magasin, a déclaré la police. Cette attaque est survenue deux jours après celle perpétrée contre une caserne à Quilali (le Monde du 27 juin). - (Reuters.)

SALVADOR: au moins une dizaine de rebelles tués par l'armée. - Les forces armées ont déclaré qu'une dizaine de rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont été tués, dimanche 30 juin, dans une embuscade, dans la province de San Vicente. Cette nouvelle attaque survient une semaine après des série de pourparlers de paix à Mexico qui se sont achevés sans résultat. - (Reuters.)

CAMEROUN: sept morts à Douala, selon un nouveau bilan. - De source officielle à Yaoundé, on a appris, samedi 29 juin, que sept personnes avaient été tuées, jeudi à Douala, lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Selon ce nouveau bilan, cinq de ces victimes ont été tuées par balles.

SENEGAL: loi d'amnistie pour les indépendantistes casamançais. - L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 28 juin, à Dakar, un projet de loi d'amnistie couvrant les infractions commises par les indépendantistes de Casamance (sud du pays). Plus de quatre cents indépendantistes devraient bénéficier de cette mesure. Trois cent cinquante ont déjà été libérés, début juin, à la suite d'une grâce présidentielle. - (AFP, Reuters.)

Le renforcement d'une «identité de défense»

Voici les principaux extraits de la déclaration des Douze concernant la politique étrangère et de sécurité, rendue publique samedi après-midi, 29 juin, à Luxembourg.

« Le processus de décision pour la mise en œuvre de la politique extérieure et de sécurité commune doit encore être examiné (...). Le conseil européen est convenu que la question du renforcement de l'identité de défense de l'Union sera décidée dans la phase finale des travaux de la conférence. Cette identité tiendra compte des positions traditionnelles de certains Etats membres. Dans cette optique, le

rôle de l'UEO, qui fait partie intégrante du processus d'intégration européenne, sera confirmé et précisé.

« Les Etats membres de la Communauté qui sont parties au traité sur l'alliance atlantique, en concordance avec les orientations dégagées à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Copenhague, considèrent que le renforcement d'une identité de défense européenne est une contribution importante au renforcement de l'alliance atlantique. Dans l'immédiat, ils s'efforceront de dégager des orientations communes en vue du prochain sommet de l'OTAN à Rome. »

Les millésimes 92 Renault donnent le ton.



Economisez jusqu'à 7 000 F

Economisez jusqu'à 7 000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois ou 90% sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7 000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

Profitez de crédits exceptionnels

Pour partir au volant de votre nouvelle Renault profitez des crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - RCS Nanterre B 702 002 221.

Nous vous attendons

LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT.



مكتبة النجم

POLITIQUE

Les chemins roses de l'opposition

Suite de la première page
François Léotard n'est pas en reste : « Notre reconquête de l'opposition est devenue évidente, ce qui nous donne un sentiment d'enthousiasme. L'opposition cultive aujourd'hui l'optimisme ».

D'où vient donc cette tranquille assurance ? Sans doute plus d'un constat des faiblesses du pouvoir et de la lassitude de l'opposition que d'une foi inébranlable en la force de l'union de l'opposition. « Tout ce que l'on peut dire, résume Gérard Longuet, c'est que nous avons au moins le sentiment que l'essentiel des difficultés de l'opposition est derrière nous et l'essentiel des difficultés des socialistes plutôt devant eux ».

Un univers effrayable

Le scénario-catastrophe que la droite imagine volontiers pour le proche avenir des socialistes est déjà bâti.

Primo, tous les responsables de l'opposition s'accordent à penser que « l'issue » de François Mitterrand entraînera toute la gauche par le fond. Le mot est de Giscard : « Dix ans, c'est trop ! Ce n'est pas un hasard, explique-t-il, si de Gaulle a trébuché sur cette limite. Mitterrand y trébuchera à son tour. » « J'ai toujours pensé, estime également Philippe Séguin, que les Français finiront par aller cracher sur la tombe de François Mitterrand. » « Ce se terminera sous les quolibets, ajoute François Léotard. Les Français sont comme cela. Ils sont d'une grande cruauté, capables du jour au lendemain de brûler ce qu'ils viennent d'adorer. Je m'étonne que François Mitterrand ait sous-estimé à ce point cet aspect-là des choses ».

Secundo, le Parti socialiste deviendra un peu plus ingouvernable. « Le départ de Michel Rocard, soutient Alain Juppé, était révélateur de cette crise politique et morale du PS. L'effet Cresson a déjà fait flop. Les choses dans ce parti vont aller de mal en pis ».

Tertio, le contexte économique sera de plus en plus défavorable aux tenants du pouvoir. « Les socialistes, prévient Philippe Séguin, vont progressivement se retrouver dans un univers effrayable où le moindre accident de conjoncture va faire revenir au galop les dossiers. Ce qui ne pourra qu'accroître le sentiment de lassitude des Français mêlé d'insatisfactions et de frustrations ».

Scénario-catastrophe pour la gauche, donc scénario idéal pour la droite qui, comme pour mieux s'en prémunir, en est déjà à imaginer les écueils que le pouvoir socialiste pourrait mettre sur sa route rose. Personne, sur ce point, ne nourrit d'illusions. « Je suis convaincu, affirme Valéry Giscard d'Estaing, que François Mitterrand ne veut plus de la cohabitation. L'un de ses fidèles, Hervé de Charette, complète l'analyse : « C'est clair, depuis un mois, que François Mitterrand est en pétard, qu'il veut la bagarre. Son comportement n'aura rien à voir avec celui de 1986. 1993 sera sa dernière élection. S'il la

réussit, ce sera pour lui le nirvana. Il ne sera plus déstabilisé et terminera ses deux dernières années dans le bonheur le plus total. Mais si nous gagnons, nous lui gâcherons bigrement la trace qu'il veut laisser dans l'histoire ».

Que va faire, que peut faire François Mitterrand ? La question trotte dans toutes les têtes. « Je me demande, se persuade Alain Juppé, si François Mitterrand n'a pas tiré sa dernière cartouche avec la nomination d'Edith Cresson. Je ne le vois plus changer de discours et je ne vois pas l'intérêt d'une quelconque manœuvre électorale. Pris par les soucis éditoriaux, les centristes ne peuvent plus changer de direction. » Ce que confirme à sa façon Pierre Méhaignerie : « En dehors des élections présidentielles, je ne vois pas d'autres changements sur des bases claires. Je ne crois plus à des modifications brutales. Comment pourrions-nous faire avec un président qui ne cherche qu'à durer ? »

D'autres sont plus prudents. De tous les responsables de l'opposition, Charles Millon est le plus réservé, presque inquiet même de voir l'opposition vendre la peau de l'ours socialiste avant de l'avoir tué. Comme tous ses amis, il ne doute pas que, si François Mitterrand prend une quelconque initiative, ce ne pourra être qu'après les élections régionales de mars 1992. Mais plus que d'autres, le président de la région Rhône-Alpes accorde une importance essentielle à ce rendez-vous politique. « Ces élections, prétend-il, vont complètement bouleverser les analyses. Le paysage politique de la France sera décidé le soir des élections des présidents de conseils régionaux. Aucun d'entre eux ne pourra prétendre gouverner seul. Ceux de nos rangs devront soit s'allier avec le Front national, soit s'allier avec les Verts. En face, on verra peut-être le PS éclater en deux. Tout cela va créer une tension énorme dans la partie. Aucun d'entre nous ne pourra agir à Paris sans s'inquiéter des conséquences sur son terrain. Avec ces élections nationales à échéance réduite, François Mitterrand va avoir devant lui vingt-deux laboratoires, et on peut lui faire confiance pour trouver un truc ».

Quel truc ? Voilà la question ! Changer, comme on le répète déjà à l'envi, le mode de scrutin pour y introduire une dose de proportionnelle ? Changer de premier ministre juste avant le rendez-vous de 1993 ? Les deux ? Pour Nicolas Sarkozy et quelques autres, rien, de toute façon, ne viendra contraindre la marche de la droite dans sa reconquête du pouvoir. Philippe Séguin fait aussi partie de ceux-là : « Même si François Mitterrand nous oppose l'arme atomique du changement de scrutin, il n'empêchera pas notre succès. » Ils sont plus nombreux encore à ne pas croire à un changement de premier ministre. Imagine-t-on l'arrivée d'un Jacques Delors ou d'un Raymond Barre, cet « empoisonneur numéro un », selon l'expression aimable des giscardiens ? A l'exception notable de Charles Millon, personne n'y songe vraiment.

L'union avant tout

Un changement de scrutin est en définitive considéré comme le risque majeur, bien que, là encore, les avis soient partagés sur ses conséquences. « Je suis persuadé, observe Pierre Méhaignerie, que pour viser des situations flexibles François Mitterrand a déjà choisi cette voie. Mais la ficelle apparaît trop grosse, et nos voisins européens ne nous prendront plus au sérieux. Il faudrait vraiment que ça aille très mal pour le pouvoir. » François Léotard pense au contraire que c'est la seule planche de salut pour la gauche : « La situation sera différente de celle de 1986. A l'époque, les centristes étaient complètement moins forts et le Front national sans doute moins redoutable que maintenant. » « Comme Edith Cresson sera usée jusqu'à la corde, ajoute Gérard Longuet, elle ne sera

pas gênée pour assumer politiquement ce coup-là ».

Tablant sur un tel schéma, les dirigeants de l'opposition s'interrogent sur la stratégie qu'il conviendra alors de mettre en place.

D'abord poser la question des alliances : avec le Front national ? avec les Verts ? (lire l'encadré ci-dessous). Mais l'union de l'opposition reste naturellement le pivot majeur de cette stratégie de reconquête. Car par-delà toutes ses espérances et ses attentes, l'opposition se méfie d'abord d'elle-même. « Le pouvoir sait bien, observe Valéry Giscard d'Estaing, que s'il veut se maintenir, nos divisions sont aussi sa meilleure chance. » Cette union est-elle désormais suffisamment solide pour faire face ? On voudrait ne pas en douter aujourd'hui. Artisans des récents accords de l'UPF, François Bayrou et Nicolas Sarkozy, en tout cas, ne doutent point. « Tous ceux, affirme le premier, qui spéculeraient sur l'idée que rien n'a changé dans l'opposition, qu'il suffira de sauter sur un rejet du RPR par l'UDF, se trompent lourdement. » « Ces accords de l'UPF, renchérit le second, sont notre Constitution. Plus personne ne pourra en sortir ».

Philippe Séguin, qui rue dans les brancards du RPR en compagnie de Charles Pasqua, confirme volontiers cette thèse : « Il y a un temps pour tout. Nous sommes tous à présent en ordre de bataille, et maintenant on va y aller comme cela. » Reste qu'on continue de s'interroger. « Si nous avions pu bâtir une formation unique, il y aurait moins de risques de dérapage, plaide Hervé de Charette. Les débats que nous avons aujourd'hui entre nous apparaîtraient comme secondaires au regard de ce qui se passe au PS. Nous n'avons plus le droit de perdre. Une défaite aux législatives remettrait en cause les structures de l'opposition. » On aurait certainement pu aller plus vite, conteste Edouard Balladur, mais il faut bien avouer qu'une formation commune de l'opposition reste une vue de l'esprit ».

En attendant, chacun est bien obligé de s'interroger sur le positionnement politique de l'alliance RPR-UDF. S'ils ne l'avaient pas voulu, la récente embarcadère de Jacques Chirac à Orléans les y contraignait. Il y a là plus que des nuances. « Quand j'entends dire que la meilleure façon pour la droite de revenir au pouvoir est de ne pas se radicaliser, affirme Nicolas Sarkozy, je ne suis pas d'accord. La droite doit être cohérente avec ce qu'elle croit et ne pas s'écarter de ses traditions. Je ne suis pas pour des galipettes social-démocrates. » C'est aussi l'avis d'Alain Juppé : « Ces élections se joueront sur la sécurité et l'immigration. S'il ne fait pas de bêtise, Jacques Chirac sur ces deux terrains a une carte magnifique à jouer ».

D'une culture d'opposition à une culture d'alternance

Philippe Séguin a une autre approche : « On peut marquer nos différences sans pour autant repartir dans le jeu du bloc contre bloc. » « Beaucoup d'entre nous observe pour résumer François Bayrou, ont du mal à passer d'une culture d'opposition à une culture d'alternance. »

« L'opposition n'est pas encore crédible en termes de projets », reconnaît Edouard Balladur, tandis que Gérard Longuet affirme : « Nous sommes déjà dans l'après-Mitterrand. Ferraillez avec la gauche, voulez régler des comptes avec les socialistes n'est plus notre problème. Notre rôle doit être de parler à tous ceux qui ne s'inscrivent plus à la politique, de leur dire : si vous refusez la politique, vous serez prisonniers de forces que vous ne connaissez pas. » Dans la bouche du président du Parti républicain, de tels propos constituent une révolution culturelle. Ses amis de l'opposition sont-ils disposés à le suivre ? Voilà bien, pour la droite, le premier pari sérieux...

DANIEL CARTON

Prochain article :
Le retour de la cohabitation

Oublier Le Pen ?

Alliance dure ou alliance molle, alliance propre ou alliance sale, sans le crier sur les toits, les dirigeants de l'opposition s'interrogent beaucoup sur leurs alliances de demain. Le Front national est l'obsession, mais la consigne reste le silence. « Curieusement, s'insurge François Léotard, l'opposition continue de raisonner comme si ce parti n'existait pas. Mais qui peut ne pas voir que le rapprochement entre Georges Marchais et Pierre Mauroy constitue un encouragement pour certains d'entre nous à rechercher des appuis à l'extérieur ? » « Dès les élections régionales, s'interroge Charles Millon, nous aurons tous un problème grave avec le Front national. Comment allons-nous nous en sortir ? » Alain Juppé se veut plus tranquille : « Le Front National n'est plus un problème. On ne s'alliera jamais avec lui. Il est totalement exclu de changer de stratégie. Le Pen, d'ailleurs, sait lui-même très bien qu'une alliance avec nous signifierait sa mort politique. Il n'existe qu'en nous combattant. »

Toujours rivé sur ses certitudes, Jean-Marie Le Pen continue, lui, de manier allègrement la carotte et le bâton. « Quel que soit le mode de scrutin, observe-t-il, la gauche perdra les législatives. Comme elle ne pourait sur l'immigration, les Français n'auront encore une fois que le choix entre une idéologie socialiste un peu plus dure ou une idéologie de l'opposition un peu plus molle. Croyez-moi, beaucoup de candidats du RPR et UDF se laisseront rapidement d'être battus. Je suis ouvert au dialogue électoral, pour refuser la cohabitation et pour « mitterrandiser » Mitterrand ! (1). Le seul intérêt de la France est que l'élection présidentielle ait lieu le plus rapidement possible. Mais pour le moment, je ne suis pas obligé de croire à la bonne foi de mes éventuels partenaires. »

L'UPF devait être la solution miracle pour évacuer tous les états d'âme, mais les déclarations de Jacques Chirac à Orléans ont, semble-t-il, contribué à ôter chez certains le dernier part de mauvaise conscience. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, voire du Sénat, des parlementaires ne se cachent plus pour souhaiter l'entente avec les lepénistes et sont prêts, comme Jean-Marie Le Pen le réclame, à attester de leur bonne foi. Au Parti républicain les contacts ont été réactivés dans l'ombre entre anciens d'Occident. La semaine dernière, un conseiller général UDF des Bouches-du-Rhône s'est fait linéairement agripper parce qu'il était le dernier à

s'opposer à un accord départemental avec le Front national. Autant de petits signes dénotant un net changement d'état d'esprit. On n'a plus peur ! Presque involontairement, Hervé de Charette trahit cette banalisation. « Le Front national, explique-t-il, est désormais intégré dans la vie politique française. Au fur et à mesure que se gomme la marque de la seconde guerre mondiale, ce courant de droite que l'on peut qualifier d'ultra-conservateur va retrouver toute son envie et toute sa possibilité de s'exprimer. Le principal problème, c'est Le Pen. Mais beaucoup des siens sur le terrain ne demandent pas mieux que de prendre des places à nos côtés. »

Du côté des Verts

Conscients de telles dérives ou pas, simple soud d'avoir deux fers au feu, les responsables de l'opposition se débattent depuis quelques temps pour nouer des contacts utiles avec les Verts. Les grandes manœuvres ont commencé. « Il y a là pour nous, admet François Léotard, un espace politique nouveau. Il nous faut donc avoir une vraie stratégie dans ce domaine et un projet politique très fort. L'écologie a fini de n'être qu'une mode. Ce mouvement intéresse les jeunes en même temps qu'il est une façon propre de rejeter la politique. A nous d'en tirer les conséquences. » Alain Juppé approuve : « Il n'y a pas pour nous de contre-indication pour engager une ouverture profonde vers les Verts. Leur électorat est si composite qu'on peut au deuxième tour des élections législatives en attirer un bon tiers. » A l'UDF comme au RPR, des relais se sont établis. Valéry Giscard d'Estaing a rencontré Antoine Waechter. Pierre Méhaignerie est en contact en Bretagne avec le député européen des Verts, Yves Cochet. Pour le RPR, Michel Barnier et Jacques Verrier, maire de Douai, avec l'appui plus discret de l'ancien ministre de l'environnement, Alain Carignon, se sont chargés de la secrète entreprise. Mais viendra inexorablement le jour où chacun devra publiquement se prononcer. Ce sera alors pour la droite la pire des rendez-vous.

D. C.

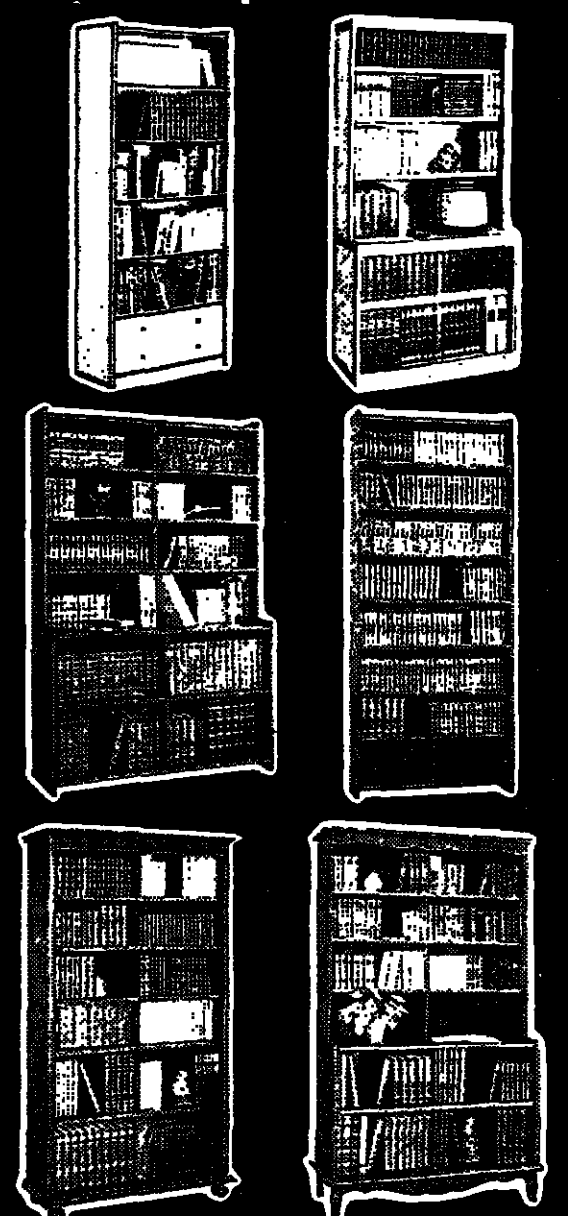
(1) Après son triomphe aux élections du 11 mai 1924, le Cartel des gauches cégea le départ du président de la République, Alexandre Millerand, qui, dans son discours d'Evreux, avait pris parti trop catégoriquement pour le Bloc national.

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e

ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47
VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers
Tél. 39 53 66 09

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



17 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL _____ PROFESSION _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
DU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

ISTH INSTITUT DE SCIENCE ET DE TECHNIQUE

Nous qu'un Institut, une Institution

- HEC-ESCP 2^e année entrée directe
- E.N.M.-C.F.P.A.
- DROIT-SCIENCES ECO

D.E.U.G. et 3^e année

STAGES INTENSIFS ET PREPARATION AUX CONCOURS

SUCCES CONFIRMES

3 juillet, onnelles.

SOCIÉTÉ

La politique d'immigration

M. Jean-Louis Bianco annonce un renforcement des contrôles aux frontières

Le gouvernement s'apprête à donner un tour de vis en matière d'immigration. Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé, dimanche 30 juin, à l'émission «Sept sur Sept» de TF1, des décisions imminentes sur le contrôle du regroupement familial. «Il faut que les contrôles soient plus durs pour ceux qui ne seraient pas de vrais touristes», a-t-il déclaré. Mais «il y a un vrai problème, a-t-il reconnu, ces reconduites ne sont pas suffisamment exécutées. On ne peut pas mettre les immigrés en situation irrégulière dans des avions réguliers sans qu'il y ait des protestations ou des difficultés».

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration a rappelé que l'afflux des demandeurs d'asile touchait «tous les pays. Les gens qui fuient leur pays pas pour des raisons politiques mais des raisons économiques, nous ne pouvons pas les prendre», a-t-il déclaré en se défendant des accusations de laxisme: «Nous refusons 85 % des demandes d'asile».

Interrogé sur la polygamie, M. Bianco a jugé le phénomène «très marginal. C'est le droit qui dit que les enfants des familles polygames ont droit aux allocations

familiales», a-t-il précisé. «Personnellement, ça me choque, mais c'est l'Etat de droit», a-t-il ajouté, avant de rappeler que les immigrés avaient le devoir de «respecter les droits et les coutumes» du pays d'accueil.

M. Chirac:
«Ne pas se cacher derrière son doigt»

M. Bianco a qualifié d'«irrationnelle» la notion de «seuil de tolérance» pour les immigrés et a trouvé «juste» de parler du droit de vote des étrangers. Il a souligné qu'avec l'Europe de 1993 des étrangers européens séjourneront un mois par an en France auront le droit de vote «alors que des étrangers qui sont installés là, qui paient leurs impôts depuis dix ou quinze ans n'ont aucune manière de s'exprimer».

De son côté, M. Chirac, invité dimanche 30 juin du «Forum RMC-Express», est revenu sur ses déclarations faisant état d'un

Le nombre d'étrangers entrés en France depuis 1982 a dépassé de 450 000 celui des départs

La population étrangère est restée globalement stable en France entre 1982 et 1990, mais cette population s'est renouvelée en se féminisant, et la part des nationaux de la Communauté économique européenne s'est réduite, selon les données du dernier recensement publiées par l'INSEE mercredi 26 juin.

En mars 1990, 3 580 000 étrangers résidaient en France métropolitaine (dont 1,3 million venus de pays de la CEE). En 1982, on en avait recensé 3,7 millions, mais, après examen, près de 200 000 personnes (notamment des enfants d'Algériens nés avant 1962), qui s'étaient déclarés étrangers, étaient en fait juridiquement français. Cette fois-ci, la différence ne devait pas dépasser 100 000 dans un sens ou dans l'autre, les étrangers installés en France connaissant mieux leur situation.

La plupart des étrangers (2,8 millions) sont nés hors de France. Ce nombre a peu changé, mais les départs, naissances, décès ont renouvelé la population. Parmi ceux qui étaient présents en 1982, 170 000 sont décédés, 280 000 ont obtenu la nationalité française. Il y aurait donc eu 450 000 entrées de plus qu'il n'y a eu de départs. A la faveur de ces mouvements, le nombre des étrangers venus des pays de la CEE et des hors de France a diminué de 180 000, pour revenir à 1 080 000 (une baisse moins forte qu'entre

1975 et 1982 cependant), tandis que celui des étrangers «hors CEE» (l'INSEE ne possède pas encore le détail des nationalités) a augmenté d'autant. Cette hausse, moins forte qu'entre les deux recensements précédents, concerne essentiellement les femmes: elle est due aux regroupements familiaux. La même évolution s'est produite pour les étrangers nés en France. La population étrangère en France a vieilli depuis 1982, par suite de sa stabilisation et du ralentissement des entrées de jeunes adultes venant travailler en France — même si elle reste plus jeune que la moyenne. Les moins de 20 ans n'en représentent plus que 28,5 % au lieu de 33,4 %, les 40-59 ans 26,5 % au lieu de 23,3 %. La répartition des étrangers sur le territoire national reste très inégale: concentrés dans les villes, ils forment 6,3 % de la population totale, mais 13,7 % de celle de Paris, contre 0,9 % en Bretagne. C'est dans les régions Île-de-France (12,9 %), Corse (9,9 %), Rhône-Alpes (7,9 %), Alsace (7,8 %) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (7 %), que leur part est la plus importante, mais elle a diminué depuis 1982, notamment en Corse, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur. De plus, à l'intérieur des régions, les effectifs ont sensiblement varié d'un département à l'autre: ils ont par exemple augmenté en Seine-Saint-Denis et diminué à Paris. G. H.

Pour raisons humanitaires

Plusieurs milliers de demandeurs d'asile déboutés vont être régularisés

Pour la première fois depuis 1982, la situation de plusieurs milliers d'étrangers clandestins va être régularisée. Il ne s'agit pas, comme au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, de remettre les compteurs à zéro en distribuant des titres de séjour à tous les étrangers sans papiers — ils n'avaient été finalement que 131 500 à en obtenir, — mais de remédier à la situation anormale d'une catégorie bien particulière de clandestins considérés comme les victimes des lenteurs de l'administration: les demandeurs d'asile dont les dossiers sont restés au moins deux ans dans les «tuyaux» de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avant d'être rejetés.

Pendant des années, ces demandeurs d'asile victimes des lenteurs de l'administration ont vécu, travaillé légalement, et commencé de prendre racine en France. Certains continuent d'affirmer que leur retour au pays signifierait pour eux arrêt de mort ou emprisonnement pour motif politique. Deux cents d'entre eux avaient attiré l'attention par une grève de la faim soutenue par l'abbé Pierre; dix mille avaient défilé à Paris le 25 mai. Une des premières



décisions du gouvernement Cresson avait consisté à accorder aux grévistes une autorisation provisoire de séjour de trois mois, le temps de mener une concertation en vue d'une amélioration des procédures d'instruction des dossiers. Une circulaire est sur le point d'être publiée, qui doit préciser les conditions sous lesquelles pourra s'effectuer une régularisation. Sa mise en œuvre devrait être suivie par un comité de personnalités, où siègent notamment le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et l'abbé Pierre.

«Prime à la clandestinité»

Dans l'attente de ce texte, deux circulaires provisoires, l'une du ministère de l'intérieur à destination des préfets, l'autre du ministère de la justice adressées aux parquets, ont été discrètement diffusées. La seconde institue un moratoire sur les poursuites et les reconduites à la frontière des demandeurs d'asile déboutés à condition qu'ils aient déposé un dossier avant le 1^{er} janvier 1990, que ce dossier ait mis au moins deux ans à être rejeté, et que l'étranger possède un emploi, un logement, et fasse preuve d'un début d'insertion. Il n'en a pas fallu davantage à M. Pandraud pour dénoncer, au nom du RPR, la «véritable prime à la clandestinité» instaurée par le gouvernement et pour brandir la menace de «la régularisation de 150 000 demandeurs d'asile».

En réalité, les estimations évaluent à environ 100 000 le nombre global des demandeurs d'asile déboutés qui demeurent en France clandestinement en dépit du rejet de leur dossier. La circulaire aux parquets concernerait moins de 25 % de ce total, soit quelque 25 000 personnes.

Encore laisse-t-on entendre au ministère des affaires sociales que le texte de la circulaire définitive pourrait être plus restrictif, au grand dam des organisations de défense des déboutés, qui n'entendent pas relâcher la pression et appellent à une manifestation à Paris, samedi 6 juillet. D'ailleurs, le texte à venir ne ferait que préciser la «circulaire Pandraud» de 1987 qui permet déjà, à titre exceptionnel, de régulariser chaque année quelques centaines de demandeurs d'asile déboutés mais présentant des garanties

d'insertion, ou que l'expulsion exposerait à des risques graves.

Entre la pression des associations humanitaires, qui dénoncent l'hybris consistant à maintenir dans la clandestinité des étrangers qui, de toute façon, resteront en France, et les accusations de laxisme lancées par la droite et l'extrême droite dans une période où le débat sur l'immigration a tendance à s'emballer, le gouvernement va devoir trancher.

De prime abord, il s'agit seulement de réparer les dégâts humains, causés par le mauvais fonctionnement de l'OFPRA en régularisant des demandeurs d'asile ayant vécu dans la légalité pendant les quatre ou cinq ans qu'a parfois duré l'instruction de leur dossier, puisque la qualité de demandeur d'asile ouvre droit provisoirement au séjour et au travail. Mais, depuis 1980, les moyens de l'OFPRA ont été spectaculairement renforcés. Un demandeur d'asile obtient à présent une réponse — négative dans la plupart des cas — en trois mois en moyenne. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies vient d'ailleurs de saluer ces efforts en qualifiant de «modèle en Europe» les procédures françaises.

L'opération de régularisation actuelle ne devrait donc plus avoir aucune raison d'être renouvelée. Limitée à des demandes relativement anciennes et à des personnes présentant des signes d'insertion, elle ne devrait pas constituer une incitation pour les candidats à l'émigration. Mais elle ne règle évidemment pas le sort des dizaines de milliers d'autres étrangers qui continuent à frapper aux portes de la France chaque année et, pour certains, à y demeurer. La distinction entre les réfugiés politiques stricto sensu et ceux que la misère pousse vers le nord de la planète apparaît de plus en plus problématique. Les preuves des persécutions subies sont si difficiles à fournir que ceux qui en posent sont parfois soupçonnés de les avoir fabriquées.

Les associations comme la CIMADE ou le GISTI dénoncent d'ailleurs les procédures expéditives mises en œuvre par l'OFPRA pour réduire les délais, et qui ne permettent qu'à un quart des demandeurs d'être entendus en personne, les autres cas étant instruits uniquement sur dossier. Les promesses faites voilà un mois par M. Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, d'une amélioration des procédures pourraient rester lettre morte pour des raisons budgétaires.

La réponse à ce type de problème ainsi que le degré de la bienveillance manifestée par la future circulaire à l'égard des demandeurs d'asile déboutés témoignent de l'orientation réelle du gouvernement en matière d'immigration. Pour l'avenir, le président de la République a déjà donné le «la» dans son discours d'Issoudun, le 21 juin, en déclarant que «tous ceux qui sont clandestins qui échappent à nos lois doivent être humanement (...) ramenés là où il faudra» et en appelant de ses vœux «un plan mondial (qui) permette d'investir sur place pour que ces immigrations aient moins de sens».

PHILIPPE BERNARD

CATASTROPHES

Des incendies aggravés par la sécheresse

250 000 hectares de forêt brûlés au Québec

Depuis le 13 juin, les régions québécoises de Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la basse Côte nord sont ravagées par d'importants incendies de forêt. 250 000 hectares ont brûlé. Les vingt et un avions-citernes envoyés par le gouvernement ont peine à circonscrire les incendies en raison de la sécheresse.

MONTREAL

correspondance

Près d'une cinquantaine de foyers d'incendies, majoritairement causés par la foudre, ravagent les forêts québécoises. Les feux les plus importants ravagent le nord-est de la province, entre le lac Saint-Jean et le lac Mistassini, et la basse Côte nord, à 110 kilomètres au nord-est de Chibougamau. La sécheresse favorise la progression des flammes qui sont attisées par des vents relativement violents.

A 65 kilomètres à l'ouest de Baie-Comeau, sur la Côte nord québécoise, le «paradis» de la truite mouchetée est dorénavant interdit d'accès au public, en pleine saison de pêche. Les établissements commerciaux de «pouvoirs» de chasse et de pêche et les territoires fauniques connaissent le même sort. La Sûreté du

Québec a reçu l'ordre de bloquer les routes et d'empêcher quiconque de pénétrer dans ce territoire. Une véritable pluie de suie noire et de cendres s'est abattue sur les zones habitées du littoral où quelque sept mille personnes attendent l'ordre d'évacuer.

Selon les indications de la Société de conservation de la Côte nord, trente foyers d'incendie sont toujours en activité dans l'arrière-pays et la moitié d'entre eux ne sont pas maîtrisés. «Seule une pluie abondante pourrait venir à bout de ces feux», confie un coordonnateur du centre de lutte. Nos avions-citernes ne font que les reténir.»

Ces incendies ravagent une forêt de type commercial qui était prête pour l'exploitation d'ici peu de temps. En haute Côte nord, là où l'économie est largement tributaire des «pouvoirs», les exploitants risquent la ruine. Le feu a détruit notamment des installations de la multinationale Dai-Showa, second groupe de pâte à papier japonaise. Les fonctionnaires du ministère des forêts estiment que les pertes matérielles encourues à ce jour devraient atteindre, en coûts directs et indirects, les 10 millions de dollars canadiens (1).

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Le dollar canadien vaut environ 5,33 FF.

du volcan. Depuis le réveil de l'Unzen en novembre 1990, après un sommeil de deux siècles, plus de 9 000 personnes ont ainsi été évacuées. — (AP)

Deux morts et plus de cent blessés dans le séisme de Los Angeles. — Le bilan du séisme de magnitude 6, qui a secoué la région de Los Angeles le 28 juin, est de deux morts (la première victime ayant été écrasée par des décombres, la seconde étant décédée d'une crise cardiaque). En outre, 104 blessés (dont 2 très sérieusement) ont dû être soignés dans les hôpitaux et plus de 300 édifices ont été endommagés. — (AFP)

La direction des thermes de Barbotan crée un fonds de secours pour les familles des victimes. — Les familles des vingt victimes de l'incendie qui s'est produit jeudi 27 juin à Barbotan-les-Thermes (le Monde du 29 juin) pourront bénéficier de la création, par la Chaine thermale du soleil, qui exploite les Thermes, d'un fonds de secours comprenant une avance personnelle de 30 000 F.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission: 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur: Doctorats: sciences, lettres, droit; médecine, pharmacie; ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au: **M.B.A. en Management International**

Informations et sélections pour l'Europe:
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro: Léna)
tél.: (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en A.S. Pacific C. © HONG KONG

SOCIÉTÉ

Tandis que subsistent plusieurs foyers de tension

Une délégation d'enfants de harkis sera reçue mercredi à l'hôtel Matignon

La manifestation organisée samedi 29 juin à Narbonne par les enfants d'anciens harkis s'est déroulée dans le calme, mais trois barrières routières subsistent dans les Bouches-du-Rhône, à proximité de Jouques, de Fuveau et d'Arles. A Avignon, où une délégation a été reçue, samedi matin, à la préfecture, les familles d'anciens harkis ont demandé aux autorités d'apporter avant mercredi 3 juillet « des solutions concrètes » à leurs problèmes. Elles menacent d'empêcher la tenue du tradi-

tionnel festival. Une délégation nationale doit être reçue, mercredi, à l'hôtel Matignon.

Le Conseil national des Français musulmans, réuni samedi à Paris, a demandé, « dans un souci d'apaisement », la remise en liberté des quatre jeunes gens incarcérés à Carcassonne après les incidents de Narbonne, « afin de permettre d'ouvrir un véritable dialogue ». Le mouvement RECOURS-France a annoncé la constitution d'un comité national « Solidarité, dignité pour les

harkis » associant « des élus de toutes tendances et des chefs d'entreprises nationales et privées ».

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, invité de TF1, dimanche soir, a souligné que « toute la société française offre enfin un peu de fraternité » à cette communauté. Il a confirmé l'annonce, avant la fin de la semaine, de mesures concernant notamment la formation professionnelle et l'emploi des enfants de harkis.

« Des fusils pour les pères, des balais pour les enfants »

Les « oubliés de l'Histoire » ont manifesté dans le calme, le 29 juin, à Narbonne

NARBONNE

de notre correspondant

Haut lieu des manifestations viticoles, Narbonne, qui fut jadis la Cité rouge chère à Léon Blum, renoue, depuis que la révolte des fils de harkis y a pris racine, avec son passé de lutte et de contestation. Signe des temps : les viticulteurs du Languedoc-Roussillon qui devaient s'y rassembler vendredi 28 juin ont dû, dépassés par l'actualité, déplacer leur manifestation à Béziers, où elle aura lieu le 3 juillet. Car Narbonne vit à présent à l'heure harkis.

Dans les réunions municipales, dans la rue, dans les journaux, il n'y est plus question que des « oubliés de l'Histoire » qui ont, brutalement, réveillé la mémoire défilante des Français. Symbole d'une violence de banlieue, serres de l'éclat le 19 juin à la cité des Oliviers, Narbonne a désormais dépassé ce stade en devenant, avec la manifestation tranquille du samedi 29 juin, le symbole d'un mouvement qui a appris à montrer sa force sans tomber dans le piège des excès et de la destruction.

Ce n'était pas évident. Une étincelle, un mot, auraient pu suffire. Mais non. Inscrite dans les regards, dans les mâchoires serrées des jeunes hommes défilant au coude-à-coude, la violence est restée jusqu'au bout contenue. Les organisateurs en avaient décidé ainsi. Leur service d'ordre, longue chaîne humaine dont les mailles étaient ceux-là mêmes qui avaient enflammé les dernières nuits nar-

bonnaises, n'a toléré aucun débordement. Les deux cents CRS et gendarmes mobiles discrètement cantonnés dans les rues du centre-ville n'ont pas eu à intervenir. Les commerçants qui avaient fermé leur rideau, non par solidarité mais par crainte de violences, ont pu pousser un soupir de soulagement : les hordes sauvages n'ont pas déferlé sur Narbonne.

« Nous nous sommes trompés »

Parti à 14 heures sous le soleil radieux, de la triste cité des Oliviers, le cortège comptait 1 000 à 1 200 personnes, harkis audois surtout, auxquels s'étaient jointes des délégations venues des départements voisins, mais aussi de Toulon, Grenoble, Tarbes et Paris. Au premier rang, leurs nombreuses médailles arborées comme un reproche, bras-dessus, bras-dessous, marchaient les pères - l'un d'eux brandissant un drapeau tricolore, - fiers mais peut-être aussi gênés d'être là, poussés par leurs fils qui reprennent le flambeau d'une lutte dont on désespère, vingt-neuf ans après, de voir la fin. Au-dessus des têtes, les banderoles sont autant de cris : « Des fusils pour les pères, des balais pour les enfants. »

Dans les rues pratiquement désertées de leurs habitants, dans un silence pesant qui brisait par moments la litanie des slogans : « Libérez nos frères ! », « Benas-sayag, démission ! », « Nous

sommes Français à part entière ! », les trois heures de marche furent ponctuées par une halte au monument aux morts, où une gerbe fut déposée tandis que des manifestants faisaient taire une *Marseillaise* qui commençait à s'élever, par des discours devant la sous-préfecture, où l'ancien capitaine Abdel Kader Hamadi, venu de Perpignan, prononça quelques mots qui auraient pu tout faire basculer : « Nous sommes Français, mais la France refuse de le reconnaître. Nous avons toujours cru vivre au pays des libertés et des droits de l'homme. Nous nous sommes trompés. La France n'est pas le pays des droits de l'homme. » Il poursuivit, encouragé par les applaudissements : « Les armes que nous avons utilisées au service de la France, nous saurons nous en servir contre l'ingratitude de nos gouvernements. »

Trente emplois

Mais ce message là n'est pas passé. « Ce n'est pas la peine d'écouter ça ! Nous ne sommes pas des extrémistes », s'insurgea un jeune harki. L'heure était en effet au dialogue. Une délégation comprenant quatre jeunes responsables du mouvement fut reçue par le maire divers droite de Narbonne, M. Hubert Mouly. Une entrevue « extrêmement positive », selon le maire, qui offrit un « paquet cadeau » : trente emplois proposés

par le groupe Bouygues. « A Narbonne, on nous apporte un dénouement de solution », a déclaré, visiblement satisfait, M. Saïd Ben Miloud, porte-parole de la cité des Oliviers.

Autre nouvelle positive donnée par M. Roland Courteau, sénateur socialiste, le conseiller social de M^{me} Edith Cresson, M. Pierre-Louis Rémy, receva le 3 juillet, à Matignon, une délégation de jeunes harkis comprenant deux Narbonnais.

Pour M. Hachemi Bounini, président de la Fédération nationale des rapatriés français de confession islamique, « Narbonne restera un point de référence dans l'histoire des harkis ; maintenant, nous attendons des mesures concrètes. La priorité des priorités reste la libération des quatre jeunes incarcérés. Nous ne lâcherons pas le mouvement tant qu'ils ne seront pas remis en liberté. »

Le juge d'instruction de Narbonne devait se prononcer, lundi 2 juillet, sur le sort de ces quatre fils de harkis arrêtés après les émeutes des 23 et 24 juin. « Si leur libération n'intervient pas, je ne sais pas quelle serait la réaction des cinq cent mille harkis de France », conclut M. Bounini.

La marche des manifestants se termina où elle avait commencé : à la cité des Oliviers, dont M. Mouly a promis de faire tomber les grilles qui en font un monde à part.

BERNARD REVEL

ÉDUCATION

Pour faire face à une situation financière catastrophique

La Fédération des conseils de parents d'élèves a adopté un plan de redressement

Réunis en congrès extraordinaire à Paris dimanche 30 juin, les délégués départementaux de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ont adopté un plan de redressement et un recours à l'emprunt de 16 millions de francs auprès d'une filiale de la CASDEN - la banque « enseignante » - par 54 % de voix pour, 41 % de voix contre et 5 % d'abstentions.

L'un après l'autre, les adhérents ont voté. Et symboliquement, à la mi-journée, l'unique banderole FCPE qui barrait le tableau de l'amphithéâtre au-dessus des têtes fédérales s'est décrochée. La chaleur, les tonnerres d'applaudissements, les vagues de huées, avaient eu raison de l'image de la principale organisation de parents d'élèves. Le congrès ordinaire de Bourges à la Pentecôte avait mis au jour le gouffre financier (le Monde du 21 et du 22 mai). Le congrès « à caractère exceptionnel » de Paris, dont les procédures de vote étaient soumises à contrôle d'huissier, confirmait la fracture, à parts quasi égales, entre partisans et opposants de M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE.

Placés devant l'obligation de faire face au cuisant échec de leur association prestataire de services FCPE Solidarité (10 millions de francs de pertes en deux ans), chargée de promouvoir leur assurance scolaire autonome lancée en 1989, les parents d'élèves FCPE devaient finalement décider de souscrire au plan de redressement soumis par la direction nationale.

Ce plan est en tous points identique à celui qui avait été proposé et rejeté six semaines auparavant à Bourges. L'audit financier demandé à la Pentecôte n'ayant été lancé qu'à la fin juin, aucun compte consolidé FCPE-FCPE Solidarité n'a pu être fourni. Aucune explication supplémentaire concernant les dérapages financiers de l'association FCPE Solidarité, dont la seule fonction était de collecter des fonds et de les reverser à son assureur, la Mutuelle accidents confédérale, n'a été avancée.

Le soutien de M. Cornec

Le plan de redressement inclut un recours à un emprunt d'un montant maximum de 16 millions de francs accordé par la Banque monétaire et financière (BMF), filiale de la CASDEN - banque « enseignante » - assorti d'une garantie hypothécaire sur l'immeuble du siège social de la Fédération. L'emprunt est destiné à couvrir le déficit de FCPE Solidarité, le déficit de la FCPE (2 millions) et le rachat d'un emprunt qui a financé une partie des frais d'information de l'organisation (5 millions). Le plan prévoit également une souscription à la rentrée auprès des adhérents. La direction semble donc avoir rejeté l'offre du Crédit mutuel, politiquement plus favorable à l'indépendance de l'association, mais financièrement moins intéressante (taux de 11 % contre 10,5 % pour la BMF). Après avoir vivement mis en

cause la presse et fustigé les départements dissidents qui l'avaient assigné en référé pour demander que soit nommé un administrateur provisoire (le Monde du 20 juin), M. Jean-Pierre Mailles a lancé une violente diatribe contre les écoles privées, n'excluant pas d'« envisager un processus de nationalisation de l'école privée ». Il a également indiqué que « les lettres de cadrage budgétaire n'étaient pas à la hauteur des intentions affichées en matière de priorité de l'éducation ».

Contrairement à M. Jean Andrieu, président de la FCPE de 1980 à 1986, qui avait décidé de ne pas se rendre au congrès de Paris, estimant qu'il s'agissait là d'« un problème interne à la FCPE », M. Jean Cornec, pilier de la grande époque des « parents en marche », président de la FCPE de 1986 à 1990, qui n'était pas intervenu en congrès depuis dix ans, se verra dire « son soutien à la Fédération ». M. Cornec, dont le cabinet d'avocats assure également le conseil de la CASDEN et de la Mutuelle accidents élèves (MAE) (1), a rappelé que, « étant le conseil de tout le monde », il s'était lui-même jadis opposé à une rupture entre la MAE et la FCPE et qu'il avait tout fait pour qu'une médiation ait lieu entre les deux organisations.

Mais si une solution financière a été adoptée, la crise interne à la FCPE semble loin d'être résolue. Les opposants, unis par un même sentiment de « ras-le-bol » mais peu structurés, faisaient valoir en coulisses qu'« aucun des prédécesseurs de M. Mailles ne serait resté aux commandes de l'organisation après les résultats négatifs de Bourges, quitte à se faire réélire par la suite ».

Il s'interrogeait aujourd'hui sur les capacités de leurs dirigeants à prendre en compte les aspirations de leur forte minorité (41 %). Ils rejettent une structure fédérale « lourde » et « sclérosante », où, tandis que le nombre d'adhérents chute (de 1 million en 1981 à 400 000 aujourd'hui), celui des fonctionnaires mis à disposition (MAD) de l'association ne cessait d'augmenter (sept en 1985, une quinzaine aujourd'hui). Ils réclament le retour à une totale transparence financière de la vie fédérale, qui était la règle du temps du président Andrieu.

La fracture est aussi idéologique. On reproche à l'équipe de M. Mailles de ne pas agir, « alors qu'il y a tant à faire à la base », d'être « absent de tous les débats de la politique éducative ». Ce à quoi M. Mailles leur a opposé la semaine d'action prévue du 5 au 12 octobre prochain. Mais c'est la PEEP qu'on interroge aujourd'hui à la télévision, a noté un délégué des Deux-Sèvres.

JEAN-MICHEL DUMAY

« Le journaliste constatera que son problème majeur n'a pas trait à l'accumulation mais à la diffusion de sa part de vérité, dans ce rapport à double sens de ce qu'il imagine de la meilleure foi du monde, où abondent les scores et les faux-semblants, et ce qu'il réagit. La frontière entre les deux est insaisissable et mouvante. Le fil de ceci à cela est sa conscience seule. » Citant ce texte de M. Jean Lacouture, M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, a commencé son discours d'ouverture, lors du congrès du 30 juin, par une leçon de journalisme, adressée notamment à « ce grand quotidien du soir ». Nul doute que nous souvenons sans réserve à l'analyse de M. Lacouture. Le journaliste en l'occurrence, et en toute « conscience », consiste à tenter d'expliquer pourquoi et comment la FCPE a pu se retrouver, en deux ans, au bord d'un gouffre financier qui l'oblige aujourd'hui à emprunter 16 millions de francs.

MÉDECINE

Les conditions de séjour de handicapés à Aubagne

Arrêt sur image à Castel Roseraie

Un reportage tourné clandestinement dans une maison de retraite d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) où séjournent des handicapés, jeunes et adultes, a déclenché une enquête administrative. Vrai ou faux scandale ?

MARSEILLE

de notre correspondant

« Ces jeunes n'ont rien à faire dans cet établissement s'il n'y a pas les structures qui leur permettent de vivre ce qu'ils ont le droit de vivre. Chaque fois qu'il y a une opération de ce genre, il faut la dénoncer de façon que nous puissions agir », M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés, qui a précisé son intention de « demander un rapport au préfet des Bouches-du-Rhône », a vivement réagi après avoir visionné un reportage tourné clandestinement, à l'intérieur de la maison de retraite Castel Roseraie, située à Aubagne, par la chaîne médicale câblée Canal Santé destinée aux professionnels. Cette maison de retraite agréée accueille des hommes et des femmes âgés invalides, parmi lesquels séjournent, dans un service à part, dix-sept « jeunes adultes » (ils sont âgés de vingt à cinquante ans) polyhandicapés présentant sou-

vent des troubles psychiatriques associés.

Les responsables de Canal Santé ont présenté leur reportage clandestin à M. Gillibert en précisant que cet établissement « était exclusivement agréé pour l'hébergement des personnes âgées et que les conditions faites aux jeunes handicapés adultes, dont certains sont présents depuis vingt ans, étaient déplorables, notamment à cause de l'absence de personnel qualifié », tandis que certains résidents « n'avaient ni tuteur ni dossier médical ».

« Ces accusations sont si excessives et si contraires à la vérité que nous ne pouvons y voir qu'une volonté de nous diffamer et de nous nuire », répliqua M. Philippe Tian, trente-trois ans, directeur de Castel Roseraie, établissement fondé par son père, Maurice, en 1953. « Déjà, l'an dernier, nous avons fait l'objet d'une attaque en règle à la suite d'une émission radio qui faisait large part aux témoignages d'une infirmière qui avait brièvement travaillé chez nous six ans auparavant et nous accusait de maltraiter les résidents. Cette fois, on va plus loin. Je ne sais dans quel but. Je précise, ajoute M. Tian, que, s'il a été possible de filmer aisément à Castel Roseraie, c'est précisément parce que la maison est ouverte à tous, y compris à M. Gillibert,

et que nous n'avons rien à cacher. Surtout pas l'accueil de dix-sept polyhandicapés graves. Nous ne sommes pas allés les chercher mais, à l'époque, la DASS nous a demandé de les recueillir, l'établissement où ils étaient placés venant de fermer. Puisque certains sont là depuis vingt ans, s'ils avaient été maltraités, cela se saurait. »

Nouvelles normes

De son côté, le docteur Gérard Daher, depuis dix ans attaché à l'établissement avec son collègue, le docteur Edmond Bernus, précise : « Il est certain que les reportages que l'on peut tourner auprès de personnes gravement atteintes physiquement et psychologiquement sont parfois difficiles à regarder. Un malade qui se souille, un malade qui ne supporte pas ses vêtements, cela donne des images tragiques. Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit maltraité. En tout cas, ceux qui se sont clandestinement introduits dans leur intimité pour en faire un objet de scandale ne sortent pas grandis de leur action. »

« Il est faux et diffamatoire, ajoute M^{me} Nicole Aïzac, surveillante générale de l'établissement, d'affirmer que nous hébergeons des personnes dépourvues de dossier puisque tous les rési-

dents de Castel Roseraie sont placés chez nous par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Nous fonctionnons avec un prix de journée de 360 F. Si certains ne reçoivent pas de visite, c'est souvent, hélas ! parce qu'ils n'ont pas de famille. »

Castel Roseraie, implantée dans un site naturel superbe, est en complète transformation, l'ancien bâtiment n'étant plus adapté, la direction le reconstruit, aux normes actuelles. Un nouveau pavillon est sorti de terre, qui ouvrira ses portes vers le 15 juillet. Il permettra une réfection totale de la partie ancienne. Cent quinze résidents y seront accueillis à terme, « dont nos dix-sept jeunes adultes, et je ne parle pas des demandes en attente. Où iraient-ils si nous n'étions pas là ? », demande M. Tian, qui attend l'enquête avec sérénité.

Ces jeunes handicapés adultes ne devraient pas être accueillis dans ce type d'établissement, en principe réservé aux personnes âgées. Si scandale il y a, il est sans doute là : faute de structures adaptées, on recense dans les seules Bouches-du-Rhône, selon des statistiques officielles, quelque cinq cents jeunes polyhandicapés placés, faute de mieux, dans des maisons du troisième âge.

JEAN CONTRUCCI

Le Monde (hebdomadaire)

PHILATÉLISTES

JUILLET/AOÛT 1991

SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE

Un cahier central détachable de 50 pages
Avec un cadeau des PTT suisses

PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الطفل

CULTURE

PATRIMOINE

Les musées de la mémoire

Ecomusées, musées des arts et traditions populaires, ethnographie des industries et des techniques s'interrogent sur leur avenir

Les musées de société s'interrogent. Cet ensemble énorme, aux contours mal définis, admis du bout des lèvres par l'aristocratie des conservateurs - celle des beaux-arts - connaît un succès grandissant auprès du public. En province essentiellement. A Paris, les rares institutions de ce type marquent le pas. C'est donc à Mulhouse que les représentants de cinq cents de ces établissements se sont réunis - du 26 au 28 juin, - conviés par la direction des musées de France (DMF). Cette ville n'a pas été choisie par hasard : dans un rayon de 20 kilomètres, on trouve un musée des chemins de fer, un autre consacré à l'automobile, un troisième dédié à l'impression sur tissu et un dernier à l'architecture et à l'ethnographie alsaciennes.

Cette diversité est parlante. Toute matière, toute production ou activité humaine est désormais gibier de musée : le fer, le bois, la pêche, le pain, la dentelle, le papier, la pipe ou le chapeau. Toute région réclame sa traduction muséale : la Bretagne, la Camargue, l'Aquitaine ou les monts de la Margerie. Les anciens sites industriels ou agricoles sont revisités par les arpenteurs de mémoire : le port de Douarnenez, la forge de Buffon à Montbard ou les installations sidérurgiques du Creusot. Le conservateur new-look s'intéresse à tout : histoire, techniques, habitats, transports.

Le Musée de Fournies-Trélon, dans le Nord (textiles et verrerie) installé dans une ancienne filature,

frôle les 100 000 visiteurs. Le vieux Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne a fait peau neuve et présente l'évolution d'une même technique, du ruban de crinolène à la ceinture de sécurité d'avion : c'est un succès. A Lewarde, près de Douai, on a rouvert, en 1988, un ancien carreau de mine et reconstitué une galerie. La première année, 35 000 personnes se sont déplacées, elles sont 120 000 aujourd'hui. Le Musée de plein air à Cuzais, perdu au fond du Quercy, propose 25 pôles différents (ateliers préindustriels, matériels agricoles, architecture locale), répartis sur 50 hectares. Né il y a trois ans, il accueille 70 000 curieux. « La société, bousculée par l'histoire, a besoin de points de repères », estime Emilia Vaillant, chargée de mission à la DMF, pour expliquer ce succès.

L'action de Georges-Henri Rivière

Mais l'Etat est rarement à l'origine de ces établissements nés bien souvent d'une initiative locale et de mouvements associatifs. Certains sont anciens et leur création remonte au dix-neuvième siècle. Ils servaient de vitrines et de lieu de formation aux chambres de commerce ou aux industriels (musées de Saint-Etienne, de Troyes, de Lille, de Mulhouse). Les expositions universelles laissent aussi des traces.

A la fin des années 30, les pouvoirs publics appuieront les efforts de Georges-Henri Rivière, qui

renove complètement l'ethnographie française. La France rurale est en train de basculer, il s'agit de préserver une mémoire et des savoir-faire en train de disparaître. Ses projets, nés à la veille de la guerre, mettront longtemps à se réaliser. Le Musée de Bretagne va ouvrir à Rennes, le Musée de Camargue à Arles, le Musée d'Auvergne à Riom et celui des Arts et Traditions populaires à Paris, très tardivement, en 1969. C'est le triomphe de la muséographie du fil de nylon qui sert à suspendre les théories d'objets usuels, tous scientifiquement répertoriés, et la conservation de la trilogie : meuble, coiffe et charnu. La composition industrielle de la société, négligée, est abandonnée aux initiatives privées ou locales.

Les personnalités en charge de ces établissements ne sont pas issues - pour la plupart - des filières « nobles » de la conservation : 95 % du corps des conservateurs se dirige automatiquement vers les musées d'arts. Il est à craindre que la nouvelle école du patrimoine ne délaisse, elle aussi, la formation des responsables de ces musées de société. Beaucoup sont des historiens de la technique ou des ingénieurs passés à la conservation par le biais de la muséologie.

Si l'Etat prend conscience de l'ampleur de ce développement - le budget de la culture scientifique et technique qui tournait autour de 15 millions de francs depuis 1981 a été augmenté d'un bon tiers depuis deux ans - les collectivités locales gardent la haute main sur ces « entreprises ». Ces initiatives multiformes ont fini par ébranler les certitudes officielles. La muséographie, élément essentiel dans ces domaines, a été renouvelée. Les alignements typologiques chers aux disciples de Georges-Henri Rivière ont été délaissés au profit de mises en scène moins rigides.

Les difficultés des ATP

Les musées de société en province peuvent afficher leurs bilans sans complexe. La santé de ceux de Paris, en revanche, est plus inquiétante. A commencer par le plus illustre d'entre eux : le Musée des arts et traditions populaires, mausolée funèbre qui s'élève à proximité du Jardin d'acclimatation. L'enfant chéri de Georges-Henri Rivière enregistré vingt mille entrées payantes par an. L'exposition actuellement organisée autour des liens de parenté accueilli une moyenne de quatre visiteurs par jour, soixante compris. Entre les six conservateurs dépendant de la DMF et les quarante chercheurs du CNRS, les relations ne sont pas au beau fixe.

Mais comment en irait-il autrement quand le bateau est encalminé à ce point ? Comment faire revivre un public qui boude le musée vide et ses galeries sombres ? Jean Cuisenier, qui a dirigé les ATP jusqu'en 1989, publie dans la revue le *Débat* un long article où il explique sagement les conditions d'un renouveau. On se demande seulement pourquoi, en près de vingt ans, il n'a pas réussi à mettre sur pied un si beau programme.

Mais, plus que sa remise en forme, le problème n'est-il pas que le projet a lui-même vieilli ? Le monde rural dont les ATP sont le tombeau exclusif passionné-t-il encore les foules ? Les conservateurs chargés des collections ont-ils une doctrine ? S'il faut changer de logique, laquelle choisir ? Quels objets désormais collecter ? Quelle doit être la mission d'un musée

national d'ethnographie ? Faut-il disperser ses collections en région ? Peut-on envisager une fusion avec le Musée de l'Homme ? Le CNRS doit-il y maintenir ses laboratoires ? Autant de questions que ne pourra ignorer Roland Arpin, directeur du Musée de la civilisation de Québec (800 000 entrées par an) à qui a été confiée une expertise des ATP par M. Jacques Salais, le patron de la DMF.

La rénovation des Arts et Métiers

Autre musée à problèmes : celui des Arts et Métiers, aujourd'hui grenier magique et poussiéreux, bourré, semble-t-il, de toutes les inventions du concours Lépine, où Umberto Eco vient rêver régulièrement devant le pendule de Foucault et l'avion de Clément Ader, mais dénué de budget comme de visiteurs. De soixante mille entrées en 1988, on est passé, grâce aux efforts de Dominique Ferriot, sa nouvelle responsable, à cent vingt mille, dont la moitié au moins sont des scolaires.

Quant à son budget de fonctionnement, il est de 13 millions de francs dont 8,5 millions servent à rémunérer ses cinquante-neuf employés et une bonne partie du reste à l'entretien minimum du bâtiment. Son ministère de tutelle est celui de l'éducation nationale. L'Etat s'est désintéressé de son sort jusqu'au jour où, pendant la cohabitation, fut créée la mission des quatre musées (1), rattachée par la suite aux grands travaux présidentiels. A ce titre, les Arts et Métiers ont reçu une enveloppe de 200 millions de francs pour la rénovation, accompagnée de quelques injonctions paternelles venues de l'Elysée.

Le nouveau musée devra être fin prêt avant la fin du septennat. En octobre 1994, en fait. Pour le bicentenaire de l'institution fondée par l'abbé Grégoire. Il a fallu bouter le programme de rénovation en un temps record. Les questions cruciales ont été évacuées. L'Ecole des arts et métiers a besoin d'une place croissante et aurait volontiers récupéré les espaces du musée, qu'elle a constamment grignotés. On parla même de la traversée libre de la Cité des sciences et de l'industrie à la Villette, serpent de mer qui doit accueillir tous les mal logés. Mais, histoire oblige, François Mitterrand demanda que les collections installées ici depuis 1794 dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs, y demeurent.

On devra donc se contenter de 10 000 m² dont 6 000 m² d'exposition (on est loin des 30 000 m² du Musée des sciences et techniques de Munich). Les Arts et Métiers auront, lot de consolation, une annexe « visible » dans la plaine Saint-Denis (coût estimé : 45 millions de francs). Dominique Ferriot ne pourra présenter, rue du Faubourg-Saint-Martin, qu'une petite fraction de ses énormes collections. Comment choisir ? « On est un musée de traces matérielles », explique Dominique Ferriot. Il faut retracer l'histoire des techniques, montrer les objets, les mettre en rapport les uns avec les autres, cela prend beaucoup de place. D'autant que cette présentation doit être fixe pendant dix ans au moins et que le musée devrait ne rien perdre de ce charme qui fascine Umberto Eco. Difficile gageure.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les quatre musées qui ont fait l'objet de cette mission dépendent tous de l'éducation nationale. Outre celui des Arts et Métiers, il s'agit de la grande école du Museum d'histoire naturelle, du Palais de la découverte et du Musée de l'Homme.

ARTS

Un sémaphore à chignon pour Flaine

La sculpture peinte « Tête de femme » (1957) de Picasso a été inaugurée le 20 juin en Haute-Savoie



ADAM RZEPKA-CENTRE GEORGES-POMPIDOU

FLAINE

de notre envoyée spéciale

On sait, désormais, que la sculpture a été pour Picasso un lieu de recherches particulièrement fructueuses à toutes les périodes de sa vie. Mais on ignore encore souvent que le peintre s'est intéressé, à plusieurs reprises, à la création de pièces monumentales. En particulier après sa rencontre, en 1957, avec le sculpteur scandinave Carl Nesjar, qui, d'abord à titre expérimental (en 1958 à Larvik, Norvège), puis en tant que collaborateur-interprète, prisa sa main au peintre lors de l'agrandissement en béton de ses maquettes en bois ou en fer peint. Celles-ci étaient le plus souvent une figure décomposée, un *Profil*, une *Tête de femme* (Amsterdam, 1965, Jérusalem, 1967, Princeton, 1971, notamment). C'était aussi parfois une *Femme aux bras écartés* pour le jardin de Kahnweiler (1962) - entrée dans la donation Leiris, la sculpture sera déposée au Musée Picasso en 1992 - ou carrément un *Déjeuner sur l'herbe* (Stockholm, 1966).

Parmi ces maquettes figuraient la *Tête de femme* faite à Cannes en 1957, une petite merveille faussée, simple composée de deux panneaux de contreplaqué découpés, torchés et hisses sur un manche, dont la version monumentale vient d'être inaugurée à Flaine. Où Eric et Sylvie Boissonnas l'espéraient depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis qu'ils ont fondé la station de haute montagne, avec Marcel Breuer pour architecte et l'idée d'un lieu hors du commun, pensé en termes d'union austère et sacrée du sport, du bon air et de la culture (1).

Picasso avait donné son accord, mais sa mort et les problèmes de succession ont retardé la réalisation monumentale de la *Tête*. Celle-ci a été menée au cours de ces deux dernières années, dans un hangar du musée de La Villette, où des restaurateurs de tableaux choisis par le Musée national d'art moderne (2) ont procédé à la délicate « mise en peinture » de l'œuvre sur ce matériau qui n'utilise pour fabriquer les ailes d'avion (il a l'avantage d'être léger et de mieux résister aux intempéries que le béton).

« Mise en peinture », c'est-à-dire restitution, à grande échelle - la sculpture de Flaine culmine à 12 mètres, pied compris, alors que la

maquette mesure un peu moins de 80 centimètres de haut - du geste de Picasso dans ses moindres inflexions, après l'avoir étudié longuement à travers copies et projections agrandies de la maquette : en l'absence du maître, on ne pouvait se permettre de l'interpréter, comme Nesjar a pu le faire, avec, d'ailleurs, la bénédiction de Picasso.

Non loin de Dubuffet

La *Tête* de Flaine, bien que très réussie, dérange un peu, à cause de ce problème de main, qui n'est pas celle du maître. Mais on peut oublier ça, et se laisser prendre au piège de ce grand sémaphore à chignon, autour duquel il faut tourner, car l'image est une et multiple, qui combine figuration et construction géométrique, aplatissement.

A vrai dire, on découvre à Flaine des aspects de la *Tête* qui échappent quand on se penche sur la maquette. Preuve qu'elle avait bien été pensée à l'échelle monumentale. Des photos de l'atelier en attestent, qui la montrent sur fond de palmiers et de mer. A Flaine, il n'y a pas de palmiers, ni la mer, mais des sapins et la montagne, ce qui revient au même. Picasso n'ayant jamais eu beaucoup d'intérêt pour le paysage, quel qu'il soit.

En fait, la seule infidélité qui lui est faite, pour notre plus grande joie, c'est de se retrouver placée pas très loin, mais assez tout de même, de l'œuvre de Dubuffet, dont le *Boqueteau* a été « monumenté » pour Flaine en 1988. C'est sans doute la première fois que l'on peut ainsi aller de l'un à l'autre, qui à eux deux résumant assez bien l'art du vingtième siècle.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Le lieu pourrait devenir très connu, sans forcément être beaucoup plus restreint, si les nouveaux propriétaires de la station laissent s'installer l'importance qu'il n'y ait pas d'échanges désagréables, de Dubuffet, dont le *Boqueteau* a été « monumenté » pour Flaine en 1988. C'est sans doute la première fois que l'on peut ainsi aller de l'un à l'autre, qui à eux deux résumant assez bien l'art du vingtième siècle.

(2) La Fondation Scuder, dont le président est Eric Boissonnas, a doté le Centre Pompidou des moyens nécessaires à la réalisation, sous le contrôle du Musée d'art moderne et du Musée Picasso, de l'agrandissement de la tête. La maquette, qui est passée dans la dation Picasso, est conservée à l'Hôtel Sale. L'œuvre réalisée pour Flaine appartient aux collections du Musée national d'art moderne.

CINÉMA

Sexe, mensonges et téléphone

Une comédie de la séduction avec le téléphone comme Cupidon

JULIA A DEUX AMANTS de Bashar Shbib

Il faut remercier le distributeur français de s'être donné le mal de traduire le titre. Mais la traduction est inexacte : en l'occurrence, *Julia* has two lovers signifie plutôt que la jeune Californienne, au bord de faire des choix cruciaux dans sa vie sentimentale, possède deux amoureux, ou deux soupçons. Jack et Daniel veulent tous deux épouser Julia. C'est d'ailleurs leur unique point commun.

Le premier, compagnon régulier déjà menacé par la routine du couple, est du genre qui rassure les belles-mères : sérieux, un peu macho. Exit Jack, parti chez sa maman attendre la réponse de Julia. Entre Daniel, par voie téléphonique. C'est l'idée centrale du film, cette longue drague au bout du fil tandis que chacun continue de vaquer à ses occupations quotidiennes - merci les appareils sans fil. Julia (Daphna Kastner, tour à tour lumineuse et M^{lle} Tout-le-Monde) imagine l'homme de ses rêves à travers la voix qui lui raconte d'intimes secrets, auxquels elle répond par d'encore plus personnelles anecdotes.

Même si la mise en scène reste un peu en arrière de ce dispositif plus théâtral que cinématographique, le double jeu (entre Julia et son correspondant, entre les deux prétendants, le trop réel et le trop imaginaire) exhale un érotisme discret et légèrement pervers, tellement plus raffiné que les grosses ficelles du pseudo-mariage en usage à Hollywood : le film y gagne un inépuisable capital de sympathie, conforté par l'incertitude quant à l'homme du téléphone, séducteur roublard ou sincèrement épris, campé avec beaucoup de finesse par David Duchovny.

Mais pourquoi Bashar Shbib a-t-il cru devoir faire déboucher le don Juan des télécoms en chair et en os pour une partie de jambes en l'air, puis faire revenir le premier amoureux et coïncider son scénario dans les buisseries du vaudeville ? Daniel perd son charme dès qu'il apparaît aux yeux de Julia, les deux hommes face-à-face n'ont que des banalités à se dire, et on comprend que la jeune femme les plante là pour aller dormir sur la plage, seule.

JEAN-MICHEL FRODON

Affreux, propre et gentil

JUNIOR LE TERRIBLE de Dennis Dugan

Voilà le film d'un inconnu - Dennis Dugan - avec des acteurs inconnus et un titre français, *Junior le terrible*, qui fait redouter les pires nialaises enfantines. Un film sorti à la sauvette et qui vaut mieux que tout ça. C'est du Dickens burlesque. La réalisation, c'est vrai, est nulle, mais l'histoire est bien ficelée de ce gamin effronté, qui, abandonné à sa naissance, décide de trouver sa place au soleil, bouscule tout et tout le monde. Trimballé d'une famille adoptive à l'autre, il finit par s'enfermer dans un orphelinat sinistre, et se fait adopter une fois de plus par de braves gens.

Enfin, braves, c'est vite dit. Pour la femme, il s'agit d'être invitée par les familles du quartier qui, toutes ont des enfants. « Être mère donne du pouvoir », dit-elle. Quant à l'homme, c'est un idéaliste bête. Fasciné par l'ennemi public numéro un, le

taureau au noeud papillon, Junior se dépense, se surpasse, encourage jusqu'à son bête de papa adoptif, qui comprend enfin que l'amour n'est pas l'indulgence, mais que l'indulgence souvent est signe de lâcheté, de paresse intellectuelle.

La morale arrive par flashes, par coups de poing, sans insister. L'esprit est brutalement impertinent, dans la veine des *Simpsons*, le dessin animé qui passe sur Canal Plus, aventures d'une famille affreusement américaine. La caricature est tout aussi poussée, le vraisemblance carrément évacuée, le rythme suffisamment haletant pour qu'on ne s'attarde pas sur le bécotage de la mise en scène, le gamin ressemble à tous les gosses de sept ans, astucieux, imaginatifs, pour qui tout est jeu, c'est de leur âge.

On peut emmener les enfants sans craindre de leur donner des idées, ils les ont déjà, c'est certain, et ils s'amusez presque autant que les parents.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

Don Quichotte au Festival de Gavarnie

TARBES

de notre correspondant

Don Quichotte va monter au paradis, celui qui frôle les montagnes et les nuages. Le chef-d'œuvre de Cervantès sera à l'affiche de la septième édition du Festival de Gavarnie du 18 au 28 juillet 1991, sur la scène naturelle la plus haute d'Europe. François Joxe, fondateur et directeur du Chantier-Théâtre, après avoir mis en scène le *Dieu* de Victor Hugo, la *Divine comédie* de Dante, la *Chanson de Roland* de Sordani, une nuit d'été de Shakespeare, *Revolutions*, une adaptation de 1789, et enfin *Dom*

Juan de Molère et Mozart, veut faire revivre l'âme de Don Quichotte, de sa Dulcinée, de sa fanfreluche Rosinante, et de son indéfectible Sancho Pança, au pied même de la muraille des Pyrénées qui a donné écho à la légende de la fresque la plus populaire du patrimoine artistique européen.

J.-J. R.

► VII^e Festival de Gavarnie, du 18 au 28 juillet 1991. Renseignements : Agence départementale du tourisme des Hautes-Pyrénées : 62-93-03-30, Chantier-Théâtre à Paris, 42-78-56-38 ; Office du tourisme de Gavarnie 62-92-49-10.

THEATRE

MOGADOR

DERNIERE 12 JUILLET

LES FOURBERIES DE SCAPIN

MISE EN SCENE

JEAN-PIERRE VINCENT

L.O.C.A.T.I.O.N

48 78 04 04

مكتبة الأنجلو

CULTURE

La mort du philosophe et sociologue Henri Lefebvre

Les aventures d'un dialecticien

Le philosophe et sociologue Henri Lefebvre est mort à l'âge de quatre-vingt-dix ans, dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 juin à l'hôpital de Pau. Il était né le 16 juin 1901 à Hagetmau dans les Landes.

Henri Lefebvre est un des tout derniers intellectuels dont on peut dire qu'il a traversé son siècle. L'expression a, certes, beaucoup servi, mais elle n'aura bientôt plus cours. Ce n'est pas seulement une affaire d'âge, de génération, mais tout d'abord une question de style : c'est une figure particulière d'intellectuel qui s'évanouit, celle, si déniée aujourd'hui, de l'intellectuel engagé, toujours et partout « dans le coup », comme aurait dit Sartre.

Depuis l'âge de vingt ans, où il débarque à Paris pour suivre les cours de Maurice Blondel et de Léon Brunschwig, jusqu'à ces dernières années, où il était retourné vivre dans son Béarn natal, Henri Lefebvre n'a cessé d'être de tous les bons et tous les mauvais coups de ce siècle, imprévisible et imprévoyant. La traversée fut donc une aventure.

Tout — ou presque — avait commencé par une revue, *Philosophies*, créée en 1924 avec Pierre Morhange, Norbert Guterman, Georges Politzer, assisté de son frère, et de tentatives de rapprochement avec les surréalistes. Georges Friedmann et Paul Nizan rejoignent bientôt le groupe des « philosophes ». Mais, très vite, la politique déclassée ces espérances avant-gardistes, dont Paul Nizan s'inspira pour son roman *La Conspiration*. Henri Lefebvre entre au Parti communiste en 1928. Il en sortira trente ans plus tard et publiera un de ses livres majeurs, *La Somme et le reste*.

(réédition Méridiens-Klincksieck, 1990), où, de son propre aveu, il voulait dire « une délivrance et le bonheur retrouvé (...) après une longue, longue période d'asphyxie, de déshérence, de déceptions camouflées ». Le stalinisme ne l'avait pas épargné. Son livre *L'Existentialisme* (Sagittaire, 1946) en porte les stigmates.

Professeur de philosophie en province jusqu'à la guerre, Henri Lefebvre participe activement au mouvement philosophique des années 30 : découverte des écrits philosophiques de Marx, lecture de Hegel et de Nietzsche — auquel il ne cessera jamais de s'intéresser — discussions autour de Heidegger, réflexions conceptuelles sur l'aliénation, la mystification, le quotidien... Il publie seul (*Le Matérialisme dialectique*, réédition PUF, 1990) ou avec Guterman (*La Conscience mystifiée*, réédition Le Sycomore, 1979) des ouvrages qui n'ont pas tous l'heur de plaire au Parti. Mais Henri Lefebvre s'est déjà amené une autonomie théorique que, selon Edgar Morin (dans *Autocritique*), il devra payer d'une « servitude politique totale », qui lui sera longtemps reprochée, notamment à propos de l'affaire Nizan.

Le creuset du mouvement de mai 1968

Commence alors la période la plus originale, la plus intéressante de son œuvre : sa collaboration à la revue *Arguments*, de Duvergnaud, Morin et Axielos ; sa rencontre mouvementée avec Guy Debord et les situationnistes ; sa participation aux universités d'été de Korçula, organisées par les dissidents yougoslaves de la revue *Pravda*, avec Serge Michel, Herbert Marcuse, Lucien Goldmann... ; et, surtout, après un long passage au CNRS, où il est entré en

1948, le début de ses enseignements à l'Université, à Strasbourg puis à Nanterre, qui deviennent le point de ralliement, le creuset où s'élaborent, se discutent nombre des idées du mouvement de mai 1968. Daniel Cohn-Bendit fait partie de ses étudiants.

Après avoir, Henri Lefebvre a publié *Introduction à la modernité* (Éditions de Minuit, 1982), la *Proclamation de la Commune* (Gallimard, 1965) et, surtout, sa *Critique de la vie quotidienne*, dont le premier tome paraît en 1947, le second en 1962 et le dernier en 1981 (*L'Archéologie*) : une œuvre essentielle, pionnière, où se déploie une subtilité dialectique du vécu et du conçu, du réel et du virtuel, pour montrer que le quotidien est l'enjeu, le théâtre et le critère du changement social. Un des grands apports théoriques d'Henri Lefebvre est précisément d'avoir fait du quotidien un champ d'exploration sociologique et de réflexion philosophique, en phase avec les exigences de son époque, et particulièrement avec la revendication fondamentale du « changer la vie » qui irrigue alors tous les mouvements sociaux.

Dans les années 70, Henri Lefebvre oriente sa réflexion sur les problèmes de l'espace et de la ville. Ses ouvrages (*Le Droit à la ville* [Anthropos, 1968], *La Révolution urbaine* [Anthropos, 1974], *Production de l'espace* [Anthropos, 1974] deviennent vite des textes de référence pour les architectes, urbanistes, sociologues... Son activité théorique et polémique se concentre aussi sur d'autres problèmes : l'autogestion, les « luttes différentielles », le « mode de production du bâtiment », le « structurantisme ». Durant toute cette période, Henri Lefebvre agit donc, pour reprendre l'expression d'un de ses « fils spirituels », René Lourau, comme un véritable « promoteur de l'intelligibilité », aussi bien en France qu'à l'étranger, où son œuvre est abondamment traduite et influente.

Surprenant, voire tristement nombre de ses amis, Henri Lefebvre entame à partir de 1978 un rapprochement qu'il veut « critique » avec le Parti communiste en même temps qu'il continue dans ses publications et conférences à défendre l'actualité du marxisme, d'un marxisme à sa façon (qui n'est pas celui d'Althusser ou de Gramsci, qu'il a longtemps combattus), c'est-à-dire un marxisme sans cesse revivifié, dialectisé par l'expérience sociale et historique.

Procédant souvent par intuitions audacieuses et raccourcis risqués, parfois contestables ou irritants, dont beaucoup de ses ouvrages se ressentent inévitablement, Henri Lefebvre fut tout d'abord un théoricien, un philosophe, un dialecticien, et il passa souvent pour inaccessible, sinon insaisissable. Par sa préoccupation permanente du vécu, du sensuel, de l'utopie, en même temps que par le mouvement dialectique permanent, qu'il a cessé de vouloir imposer à sa pensée, une partie de l'œuvre d'Henri Lefebvre, la plus indépendante des contingences idéologiques, est traversée par une exigence esthétique, et parfois même poétique, qui lui assure de perdurer et, surtout, d'inspirer ou — pour reprendre une expression qu'il affectionnait — d'offrir à qui voudra s'en saisir une « gerbe de possibles ».

OLIVIER CORPET
► Olivier Corpet est administrateur de l'IMEC (Institut Mémoire de l'édition contemporaine).

Bibliographie

Henri Lefebvre a publié plus d'une soixantaine d'ouvrages. Outre les livres cités, on retiendra : *Logique formelle, logique dialectique*, Ed. sociales, réédition 1982 ; *Le Marxisme*, PUF, 1948 (collection « Que Sais-je ? ») ; *La Vallée de Campan*, PUF, réédition 1991 ; *Métaphilosophie*, Minuit, 1965 ; *Sociologie de Marx*, PUF, 1966 ; *L'Irruption de Nanterre au sommet*, Anthropos, 1968 ; *La Fin de l'Histoire*, Minuit, 1970 ; *Le Manifeste différentieliste*, Gallimard, 1971 ; *Hegel, Marx, Nietzsche ou le royaume des ombres*, Casternan, 1975 ; *Ideologie struc-*

naliste, Le Seuil, 1975 ; *De l'Etat*, 10-18, 1976-1978 ; *La révolution n'est plus ce qu'elle était*, en collaboration avec Catherine Régulier, Ed. Librairie/Pluriel, 1978 ; *La pensée devenue monde*, Fayard, 1980 ; *Qu'est-ce que penser ?* Publisud, 1985 ; *Le Retour de la dialectique*, Méridiens-Klincksieck, 1986. A noter également : un ouvrage autobiographique, *Le Temps des méprises* (Stock, 1975), et une biographie, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle* par René Hess (A.M. Métailié, 1988). Messidor annonce la parution de *Conversations avec Henri Lefebvre*, de Francis Combes et Patricia Latour.

PUBLICATION JUDICIAIRE

COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt du 7 juin 1990, la Cour d'Appel de Paris a confirmé un jugement rendu par la 17^e Chambre Correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris le 17 janvier 1989 ayant reconnu MM. Alain BARBANEL et Jean MENANTEAU, auteurs du livre *BOUYGUES, L'EMPIRE MODERNE*, ainsi que leur éditeur, M. Paul FOURNEL, PDG de la société ÉDITIONS RAMSAY, civilement responsables d'écrits diffamatoires à l'encontre de M. Roger TAILLIBERT, architecte en chef des Bâtiments de France et Palais Nationaux. La Cour a considéré que certains passages de l'ouvrage incriminé ont porté atteinte de manière injustifiée et non fondée à la réputation professionnelle de M. TAILLIBERT. La Cour a rappelé également que les défendeurs n'avaient pas rapporté la preuve de leurs allégations diffamatoires, ni celle de leur bonne foi ; qu'ils avaient omis les vérifications qui s'imposaient.

En conséquence, la Cour a condamné solidairement MM. BARBANEL, MENANTEAU et FOURNEL à verser à M. TAILLIBERT la somme de 30 000 F à titre de dommages-intérêts ainsi que la somme de 7 000 F au titre des frais de procédure. La Cour a ordonné, en outre, la suppression dans tout tirage, réédition et réimpression du livre *BOUYGUES, L'EMPIRE MODERNE* des passages diffamatoires incriminés.

OPERA
BASTILLE

IDOMENEE
Mozart / Chung / Miquel

LOCATION OUVERTE
PAR CORRESPONDANCE
120, RUE DE LYON 75012 PARIS

SPECTACLES

LUNDI 1^{er} JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
La Biennale du documentaire de Marseille : Face Value (1991, v.o. s.t.f.), de Johan van der Kolk, 20 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
La Furie du désir (1952, v.o.), de King Vidor, 18 h ; Une femme qui s'affiche (1952, v.o.), de George Cukor, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le Cinéma australien : The Surfer (1986, v.o. s.t.f.), de Frank Shields, 14 h 30 ; Celso and Cora (1984, v.o. s.t.f.), de Gary Kildas, 17 h 30 ; la Route est ouverte (1948, v.o. s.t.f.), d'Harry Watt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ALICE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-94-84) ; UGC Trianon, 6 (45-74-94-84).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; AN ANGEL AT MY TABLE (mélo-télévision, v.o.) : Les Trois Lurons, 6 (46-33-97-77) ; L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-58-00).

BIX (It., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE CARREFOUR DES INNOCENTS (A., v.o.) : Action Écoles, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CHES (Fr.-Alg.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84).

LA CRÉATURE DU CIMETIÈRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Pathé Marnage, 6 (45-59-82-82) ; UGC Berriz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wagram, 17 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-98).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88).

DELICATESSES (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; UGC Berriz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-50-81) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-58-00).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-50).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LES DOORS (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

Suite de la page 15

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-62-36) ; Latina, 4* (42-78-47-86) ; Lucameira, 6* (45-44-57-34) ; UGC Danton, 6* (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8* (45-74-93-50) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50).
POUR SACHA (Fr.) : Rex, 2* (42-36-53-53).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6* (43-59-36-14) ; Grand

PARVOIS, 15* (45-54-48-85) : v.f. : Les Montparnasse, 14* (43-27-52-37).
LA REINE BLANCHE (Fr.) : George V, 8* (45-82-41-48) ; Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06).
RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucerna, 8* (45-44-57-34).
ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28) ; George V, 8* (45-82-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-78) : v.f. : UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-89) ; UGC Convention, 15* (45-74-83-40).

Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) : **Le**
Gambetta, 20 (46-38-10-86).
ROBINSON & CIE (Fr.) : **Léana, 4** (42-
77-47-88) ; **Épée de Bois, 5** (43-37-
57-47) ; **14 Juillet Farnesse, 4** (43-26-
58-00) ; **Grand Pavois, 15** (45-54-
46-85).
SAILOR ET LULA (7 [Brit., v.o.] : **Ciné**
Basbourg, 3 (42-71-52-38) ; **Studio**
Galanda, 4 (43-54-72-71) ; **Lucernaire,**
6 (45-44-57-34).
SAISONS (A.) : **La Géode, 19** (40-05-
80-00).
SALE COMME UN ANGE (Fr.) : **Ciné**

LE TRIOMPHE DE BASAR (Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicis Maitignon), 43 (43-59-31-97) ; Le Berry 28bis, 11+ (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15+ (45-32-91-68).

UN BAISER AVANT DE MOURIR (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 7 (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8+ (47-20-78-23) ; v.f. : Paramount Opéra, 8+ (47-42-56-31) ; Miramar, 14+ (43-20-89-52).

UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14+ (43-35-30-40).

CENDRILLON (A., v.f.) : République Ché-
mas, 11- (48-05-61-33) 14 h ; Denfert,
14- (43-21-41-01) 13 h 50.
LA CITÉ DES FEMMES (Tr., v.o.) : San-
dio Galanda, 5- (43-54-72-71) 16 h.
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Latina, 4-
(42-78-47-86) 14 h.
**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOI-
TERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI**
[Pol., v.o.] : Reflet Logos II, 5- (43-54-
42-34) 12 h.
**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOI-
TERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI**
[Pol., v.o.] : Reflet Logos II, 5- (43-54-

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h.
LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) 12 h.
QUERELLE (") (Fr.-Al., v.1.) : Studio Galande, 6- (43-54-72-71) 22 h 30.
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Br., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 14 h.
SALAAM BOMBAY I (Indo-Fr., v.o.) Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h.

THE LAST MONK (A. v.o.) : Cindé
Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 45.
THELONIOUS MONK (A. v.o.) :
Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09)
22 h.
TILAI (burkinabé, v.o.) : Images d'ail-
leurs, 5 (45-87-18-09) 20 h.
LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNESSES
(Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47)
22 h 20.
VIOLENCE INVENTÉE (Can.) :
Denfer, 4 (42-78-78-68) 13 h 15.
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) :
Denfer, 4 (43-521-31-01) 21 h 30.
VOL AU-DESSUS D'UN MÛL DE COU-
COU (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5
(43-79-44-04) 17 h.

A BIGGER SPLASH (Br., v.o.) : Accanto, 5 (46-33-88-88)
ARABESQUE [A., v.o.] : Reflet Médias Logos saffe Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14)
ARIANE [A., v.o.] : Action Christno, 6 (46-33-11-33)
L'ATALANTE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08)
LA BALLADE DES SAINTS-ESPIONS [A., v.o.] : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Les Treis Boizac, 8 (45-61-10-60)
BRAZIL (Br., v.o.) : Surko Galand, 6 (46-33-11-33)
CENORILLON [A., v.t.] : Cinoches, 6 (46-33-10-82)
EASY RIDER [A., v.o.] : Cinoches, 6 (46-33-10-82)
FANTASIA [A.] : Cinoches, 6 (46-33-10-82)
LE GRAND SOMMEIL [A., v.o.] : Action Five Gauche, 5 (43-29-44-44)
HELIZAPOP [A., v.o.] : Reflet Médias Logos saffe Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34)
INDIA SONG (Fr.) : Latins, 4 (42-78-47-88)
LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juliet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79)
MULTA (Fr.) : Action Five Gauche, 5 (43-29-44-44)

[illegible]

GAUMONT CONVENTION, 15^e (48-22-42-27); **Pathé Clichy**, 18^e (45-22-46-01); **La Gambetta**, 20^e (45-38-10-98).

LA RELÈVE, *Film américain* de **Clint Eastwood**, v.o.: **Forum Oriental**, 1^{er} (45-45-57-1); **Le Julliet Océan**, 9^e (45-25-55-58); **Pathé Marignan-Concorde**, 8^e (43-59-92-82); **UGC Normandie**, 4^e (45-33-18-16); v.f.: **Rex**, 2^e (42-36-93-93); **Parmaout Opéra**, 9^e (47-42-56-31); **Leona Nation**, 1^{re} (47-42-56-31); **Pathé Marignan-Concorde**, 12^e (43-43-01-59); **Faurette Bis**, 13^e (47-07-55-68); **Musrala**, 14^e (43-39-82-43); **Pathé Montparnasse**, 14^e (43-20-12-08); **UGC Convention**, 15^e (45-74-82-04); **Pathé Wapler**, 18^e (45-22-45-45).

SUSHI SUSHI, *Film français* de **Laurent Perrin**: **Ciné Beaubourg**, 3^e (42-71-52-36); **UGC Montparnasse**, 6^e (45-74-84-54); **UGC Océan**, 6^e (42-25-10-30); **UGC Biarritz**, 8^e (45-82-20-03); **Parmaout Opéra**, 9^e (47-42-56-31); **UGC Lyon Bastille**, 12^e (43-43-01-59); **La Gambetta**, 20^e (46-38-10-98).

TOUTOURS SEULS, *Film français* de **Gérard Mordillat**: **Forum Oriental Express**, 1^{er} (42-33-42-28); **Pathé Impérial**, 2^e (42-71-52-36); **Pathé Marignan-Concorde**, 8^e (43-59-92-82); **Sept Parisiens**, 14^e (43-20-32-20); **Pathé Clichy**, 18^e (45-22-46-01).

37-2. (*) *Film français* de **Jean-Jacques Beineix**: **Quamont Champé-Elysées**, 4^e (43-59-04-67).

VERAZ, *Film franco-espagnol* de **Alfonso Xávil**: **Forum Oriental Express**, 1^{er} (42-33-42-28); **Reflex Logos**, 1^{er} (45-34-42-34); **George V**, 8^e (45-82-41-46); **Saint-Laurent-Pasquier**, 8^e (43-87-35-43); **Miramir**, 14^e (43-20-89-82); **Pathé Clichy**, 18^e (45-22-46-01); **La Gambetta**, 20^e (46-38-10-98).

OPÉRA, 67 (47-42-56-31).
SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN
CENTRE COMMERCIAL (A. v.o.):
Forum Horizon, 15 (45-08-57-57) 14;
Forum Horizon, 15 (45-08-50-53)
Château Ségange, 65 (45-02-30-42);
14 Juliette Bastille, 11 (45-57-90-81);
Escorial, 13 (47-07-28-04); Sept Pa-
neurs, 14 (45-30-32-20); 14 Juliette
Beaugrenelle, 15 (45-25-59-57);
14 Juliette Bastille, 15 (45-57-90-81);
Museum Opéra, 27 (47-02-85-33); Mira-
mir, 14 (43-20-88-52).
LE SILENCE DES AGNEAUX (J. A.).
v.o.: Patrice Hausseville, 65 (45-35-
35-35); 14 Juliette Bastille, 65 (45-74-
93-50); Biennette Montparnasse, 15 (45-44-24-25) v.f.: Rex, 20 (42-38-
83-23).
SOGNI D'ORO (It. v.o.): Cinochea, 65
(46-33-10-52).
THE FIELD (A. v.o.): Sept Panneaux,
15 (45-57-90-81).
THE TWO JAKES (A. v.o.): UGC Odéon,
65 (42-25-10-30); UGC Biarritz,
65 (48-02-20-40); Studio 28, 18 (46-
06-38-74).
THÉMA ET LEÇON (A. v.o.): Forum
Horizon, 15 (45-09-57-57); Cinochea,
65 (45-74-93-52); UGC Odéon,
65 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 65
(45-74-84-94); George V, 65 (45-62-
41-48); UGC Normandie, 65 (45-63-
63-63); 14 Juliette Bastille, 11 (45-57-90-
81); Mistr, 14 (45-39-52-73) 14
90-81; Mistr, 14 (45-39-52-73) 14
UGC Maitrot, 17 (40-68-00-18) v.f.:
UGC Montparnasse, 65 (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 67 (47-42-56-31).
TIGER (A. v.o.): Forum Horizon, 15 (45-
09-57-57).
TORCH SONG TRIOLOGY (V. v.o.):
Ciné Zébre, 11 (47-42-52-36); Le
Berry Baubou, 31 (43-57-51-55).
TOTOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Al.): Gau-
mont Les Halles, 11 (40-28-12-12).
Gaugmont Opéra, 27 (47-42-50-33).
Gaugmont Opéra, 27 (47-42-50-33).
Gaugmont Opéra, 27 (47-42-50-33).
Gaugmont Ambassade, 84 (43-59-
19-08); La Bastille, 11 (43-07-48-60);
Gaugmont Parrenasse, 14 (43-35-40-40);
Gaugmont Alésia, 14 (43-27-84-50).
Gaugmont Convention, 15 (48-23-
42-42).

Fournier-Horizon, 1° (45-08-27-67-57) ; N&S,
12 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10
25-10-30) ; La Pagode, 7° (45-09-27-67-57)
12-15) ; Parthé Magnan-Concorde, 4°
(43-59-92-62) ; Saint-Lazare-Pasquier, 4°
(43-59-35-43) ; Parthé François, 9°
(47-00-22-50) ; Les Nations, 12° (43-48-
04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-
01-59) ; Fauvette Bis, 13° (47-07-
58-89) ; Gaumont Alsésia, 14° (43-27-
50-80) ; Parthé Montparnasse, 14° (43-
27-50-80) ; Gaumont République, 14°
(48-28-42-22) ; UGC Maillet, 17° (40-
88-00-15) ; Parthé Wapler, 18° (46-22-
45-01) ; La Gambetta, 20° (46-36-
10-63).

LA VIE DES MORTS : Pour Orient Express,
1° (45-43-42-26) ; George V, 4° (45-62-
41-46) ; Parthé François, 9° (47-70-
33-89) ; Gaumont Convention, 15° (48-
28-42-27) ; Parthé Wapler II, 18° (48-22-
45-01).

LA VIE DES MORTS R : Reflet Pan-
lithon, 4° (43-59-35-14) ; Evelyne Lin-
dholm, 4° (43-59-36-14).

VINCENT ET THÉO (Fr.-Brit.) : Copie de
Bois, 5° (43-37-57-47).

LE VOYAGE DU COMPTABLE : École de
Bos, 5° (43-37-57-47) ; Les Montparnos, 14°
(43-27-52-81).

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Rov., v.o.) : Trois
Lumière, 6° (45-33-67-77) ; Les 12 h,
14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-
Lambert, 15° (45-32-81-88) 21 h.

L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chin.-Tai) :
1° (45-43-42-26) ; Utoppie, 5° (43-26-84-69)
16 h 10.

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15°
(45-54-46-88) 21 h.

ARIANE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17° (42-
29-79-89) 14 h, 18 h 30, 19 h, 21 h
30.

ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Saint-
Lambert, 15° (45-32-81-88) 19 h.

LA BÊTE HUMAINE (Fr.) : Reflet Logos
II, 4° (43-54-42-34) 12 h 05.

SILADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand
Pavois, 15° (45-54-46-88) 20 h.

DO A RIGHT THING (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 20 h.

LES DOUX TRAVAUX D'ASTÉRIX : Saint-Lambert, 15- (45-32-31-68) 15 h.

L'EVEIL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-35) 18 h.

FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-31-68) 17 h.

LA FEMME FLAMBÉE (*) (All. v.o.) : Grand Pavois, 5- (45-54-72-71) 13 h 20.

LE GRAND BLEU (Fr. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 13 h 45.

L'HISTOIRE SANS FIN (All. v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-31-68) 15 h.

L'HOMME BLESSÉ (Fr. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-72-36) 10 h 50.

MAUS (A.) : Accatone, 5- (45-33-86-98) 12 h.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (*) (Fr.) : Ciné Bateau, 3- (42-71-52-36) 11 h.

JEAN GALTOM AVENTURIER (Fr.) : Lucmaire, 6- (45-46-57-34) 14 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Urssines, 5- (43-26-19-09) 22 h.

LA MUSIQUE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 14 h.

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Bateau, 3- (42-71-52-36) 10 h 40.

1984 (Brit., v.o.) : Studio des Urssines, 5- (43-26-19-09) 20 h.

MOI BETTER BLUES (A. v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 22 h.

LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 22 h.

MUSIQUE NIKADIN (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-31-68) 19 h.

OU EST LA MAISON DE MON AMI ? (franç., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) 12 h.

OUTREMER (Fr.) : Studio des Urssines, 5- (43-26-19-09) 18 h.

PETER ET ELIOTT LE DRAGON (A. v.f.) : Répertoire Cinéma, 11- (45-05-05-55) 12 h.

POUSSIERES DANS LE VENT (Chn., v.o.) : Demfil, 1- (43-21-41-01) 17 h.

LES GRANDES REPRISES

A BIGGER SPLIT (Brit., v.o.) : Accanto, 5- (46-33-88-88).

ARABESQUE (A., v.o.) : Rêflet Médicos Logos salle Louis-Jourvet, 5- (43-84-42-34) ; Elysées Lincoln, 8- (43-89-42-34).

ARIANE (A., v.o.) : Action Christno, 8- (43-29-11-30).

L'ATALANTE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-08).

LA BALLADE DES SANS-ESPOIRS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8- (46-33-10-60).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galandé, 5- (43-64-72-71).

CENDRILLON (A., v.f.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rue Gauche, 5- (43-29-44-44).

HELL (A., v.o.) : Rêflet Médicos Logos, 5- (44-42-34).

INDIA SONG (L.) : Latina, 4- (42-78-47-88).

LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juliet Odéon, 6- (43-25-58-83) ; 14 Juliet Bastille, 11- (43-27-90-81) ; 14 Juliet Bastogne, 15- (45-76-79-79).

LOUISE (A., v.o.) : Action Rue Gauche, 5- (43-29-44-44).

Groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement. En France, Volvo emploie plus de 2 000 personnes et réalise plus de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires.

VOLVO
et la France... une longue histoire d'amour

VOLVO
et la France... une longue histoire d'amour

18 L'inflation menace la croissance allemande
19 Adia, numéro deux mondial du travail temporaire

21 à 24 Champs économiques
32 La Banque du Japon baisse son taux d'escompte

32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

Le rapport du CERC sur l'évolution des revenus entre 1987 et 1990

Satisfecit à contretemps

Une croissance 1990 ralentie mais plus généreuse pour le travail et toujours favorable pour les revenus de la propriété. Ces conclusions, établies par le CERC, devraient mettre un peu de baume au cœur des socialistes.

Pour les salariés, la contrepartie des années de forte croissance est versée avec retard, mais elle n'en est pas moins palpable. En 1990, le supplément de revenus distribuable (125 milliards de francs) s'est réparti à raison de 84 % pour le travail (salarié et

La rémunération du capital a progressé moins rapidement que celle des salariés

Moins soutenue les années précédentes, la croissance aura été, en 1990, « plus favorable à l'emploi et au pouvoir d'achat des salariés que par le passé ». Ce constat (1) dressé lundi 1^{er} juillet par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) se situe « apparemment en rupture avec les tendances observées au cours des années précédentes ». Alors que le patrimoine « continue à être bien rémunéré », la moitié des revenus supplémentaires des ménages provient de la croissance de l'emploi.

Les revenus salariaux — Dans le secteur privé et semi-public (12,9 millions de personnes), le salaire net moyen enregistré un gain de pouvoir d'achat de 1,9 % en 1990 alors qu'une baisse de 0,1 % avait été observée en 1989 et une hausse moins prononcée (0,8 %) en 1988. Sur la période 1987-1990, la progression annuelle moyenne atteint 0,9 %. Ce résultat est la conséquence des hausses nominales de salaires — soutenues au premier semestre 1990 mais plus limitées par la suite, — du développement de l'investissement et de la participation mais aussi de l'évolution structurelle de l'emploi (augmentation de la proportion des salariés les plus qualifiés). A structure constante, le gain de pouvoir d'achat n'aurait été que 1,5 %.

Le SMIC a bénéficié de ce contexte et, particulièrement, de l'absence de revalorisation des cotisations salariales en 1990. Son pouvoir d'achat s'est accru de 0,9 % l'an dernier sans parvenir à compenser les reculs précédents. De 1987 à 1990, sa variation annuelle moyenne est négative (-0,1 %).

La fonction publique et le secteur nationalisé — Les agents de l'Etat ont obtenu en 1990 une rémunération supérieure de 2,5 % à l'évolution du prix et de 2,2 % sur les trois dernières années (dans la fonction publique hospitalière, les données sont respectivement de 0,7 % et de 2 %). Tous agents réunis de la fonction publique d'Etat, le gain de pouvoir d'achat est compris entre 1,3 % et 1,7 %. Pour le secteur nationalisé à statut, le pouvoir d'achat du salaire net moyen s'accroît de 1 % en 1990.

Les revenus non salariaux — La progression du revenu agricole moyen par exploitation, exprimé en francs constants, dépasserait 12 % en 1990, estime le CERC. Cette augmentation provient de la forte hausse du prix des vins, de la baisse de celui des engrais et aliments mais aussi de l'augmentation des subventions, notamment en raison de la sécheresse et des prix du blé. Le pouvoir d'achat des agriculteurs et des producteurs de fruits s'accroît, sensiblement mais celui des céréaliers diminue. Pour la première fois

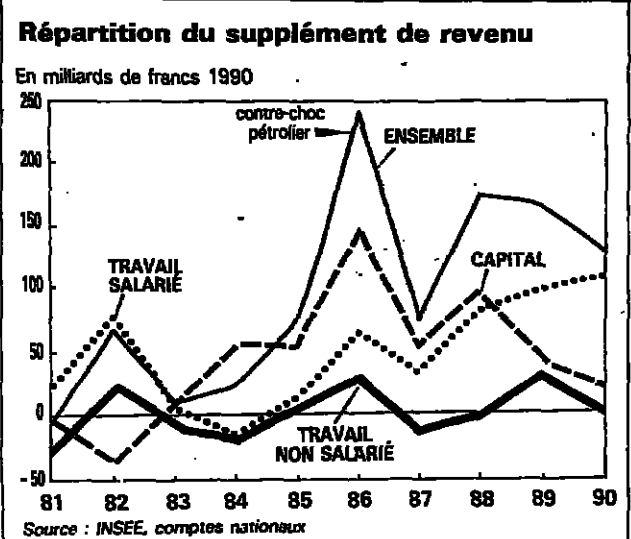
depuis 1978, le revenu agricole moyen connaît deux bonnes années consécutives, mais il serait hasardeux, insiste le CERC, de parier sur un retournement durable de tendance. Entre 1987 et 1990, le revenu réel s'accroît de 3,9 %, en moyenne. Les professions non agricoles et non agricoles ont vu leur bénéfice net s'accroître, en francs constants, de 3 % à 5 % en moyenne et par an sur la période 1987-1990. En 1990, le pouvoir d'achat s'accroît de 1 % à 3 % dans l'alimentation et le commerce, de 3 % à 4 % dans les services. Les professions médicales et paramédicales ont bénéficié d'une progression de 3 % par an de leur bénéfice (en francs constants) en 1990 comme sur la période considérée.

Les revenus sociaux — Le pouvoir d'achat de l'ensemble des prestations sociales a été maintenu mais leur masse s'est accrue de 3,4 % en francs constants en 1990 sous l'effet, notamment, de la création du RMI, de la croissance des bénéficiaires de l'allocation-logement et des prestations d'assurance-maladie. L'accroissement des dépenses liées aux retraites se ralentit légèrement bien que les nouveaux pensionnés « ont toujours, en moyenne, des droits supérieurs à ceux des personnes déjà en retraite ».

Les revenus du patrimoine — Entre 1987 et 1990, le revenu courant du patrimoine de rapport des particuliers avant impôt sur le revenu s'est accru en masse de 7,5 % par an en francs constants. Ce sont les valeurs mobilières (y compris les SICAV) qui ont progressé le plus rapidement (12 % en moyenne annuelle). Les revenus issus de l'immobilier augmentent de 8,1 % sur la période alors qu'en 1990 ceux des valeurs mobilières et de l'épargne liquide (du fait de l'arrivée des revenus des PEP) ont progressé « un peu plus rapidement que les années précédentes ». Le baromètre du CERC portant sur les différents placements entre fin 1987 et fin 1990 place largement en tête les logements parisiens (« performance globale » annuelle de 19 %) devant les actions (10 %).

J.-M. N.

(1) Documents du CERC n° 100.



non salarié) et de 16 % pour le capital, alors que, sur la période 1987-1990, le partage était de deux tiers-un tiers. Plus élevés (1,9 % contre 0,9 % en moyenne annuelle entre 1987 et 1990), les gains de pouvoir d'achat obtenus en 1990 ont aussi été mieux répartis. Pour moitié, ils découlent de la croissance de l'emploi, notamment féminin, malgré la dégradation perceptible à partir du milieu de l'année. Autrement dit, les salariés français gagnent autant à obtenir des revalorisations salariales qu'à voir le chômage reculer.

Par ailleurs, si la rémunération des capitaux plafonne, la part qui leur revient correspond en totalité à la contrepartie du stock de capital supplémentaire, et que le revenu primaire des sociétés baisse de 6,2 %, ce dernier demeure tout de même bien orienté (+ 5,4 % sur l'ensemble de la période). Les entreprises, qui font de plus en plus un appel direct à l'épargne, ont distribué plus de dividendes (+ 14 %) après une très bonne année 1989. Dans ces conditions, les revenus de la propriété continuent de progresser fortement (+11,6 %).

Apparemment, le gouvernement peut donc — comme l'a relevé M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, — se féliciter d'un constat dressé par le CERC. Pourtant, ce satisfecit survient à contretemps et risque de placer en porte-à-faux M^{me} Edith Cresson et le « nouvel élan » qu'elle entend donner après trois années de gestion Rocard empreintes d'une certaine « grisaille ». D'abord parce que le gain annuel de 2 % de pouvoir d'achat réalisé entre 1987 et 1990 par les salariés correspond certes à des années de forte croissance mais coïncide aussi avec le « règne » de son prédécesseur. Mais surtout parce qu'il paraît acquis que le bilan 1991 sera moins flatteur : on sait déjà que l'activité est en chute libre et que le chômage est en forte hausse.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'an passé, la rémunération totale des salariés (3 382 milliards de francs, soit un peu plus de la moitié du PIB) s'est accrue de 104 milliards de francs, ce qui correspond à une augmentation de 3,2 %. Parallèlement, la rémunération du capital a progressé moins rapidement (+2,4 %, soit 20 milliards supplémentaires). Se partant dans le partage de la croissance est donc en baisse pour la deuxième année consécutive alors que, depuis 1983, elle était en hausse continue. Quant au travail non salarié, sa rémunération a progressé de 1 milliard de francs (+0,2 %) en 1990.

En dépit des précautions de style des deux organisateurs, la France et le Venezuela, pour ne pas froisser les Etats-Unis, cette réunion constitue bel et bien l'apogée d'un véritable sommet pétrolier.

Cette initiative, la première en son genre, avait d'emblée valeur de test. « Il y avait dans la démarche des présidents français et vénézuélien une bonne part de pari », a reconnu le ministre français de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn.

Le « pari » franco-vénézuélien était simple : pouvait-on s'appuyer sur la bonne volonté manifestée au cours de la guerre du Golfe afin d'éviter un nouveau choc pétrolier, tant par les producteurs que par les consommateurs, pour organiser une véritable concertation à moyen et long terme à l'échelle de la planète ? Les réponses reçues à l'invitation prouvent que les pays producteurs y sont prêts et qu'un sein des consommateurs un petit groupe seulement, mené par les Etats-Unis, résiste sans se laisser opposer un non formel.

Des vingt-trois pays invités au niveau ministériel aucun n'a boycotté la réunion. Tous les producteurs ont envoyé un, voire plusieurs ministres. Seront ainsi présents à Paris sept ministres du pétrole de l'OPEP — Arabie saoudite, Iran, Indonésie, Emirats arabes unis, Algérie, Nigéria et,

bien sûr, Venezuela, — et cinq de pays extérieurs à l'organisation — URSS, Mexique, Norvège, Oman et Égypte. Du côté des consommateurs, outre la France, six pays seront aussi représentés au niveau ministériel — Italie, Allemagne, Brésil, Inde, l'Éthiopie, l'Égypte et l'Espagne. Deux autres ont envoyé un fonctionnaire de rang élevé — la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Quatre pays seulement ont choisi de manifester leurs réticences, en déléguant des « observateurs » de rang moyen : États-Unis, Canada, Japon et Corée.

Les organisations internationales enfin ont répondu de façon très positive puisque le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, le Conseil de coopération du Golfe, la CEE, l'OPEP, l'Agence internationale de l'énergie, la BERD et l'Association européenne des compagnies pétrolières seront tous représentés par des responsables de premier plan.

Éviter les fluctuations erratiques

Reste à savoir si ce sommet qui ne dit pas son nom et, selon le ministre français de l'Industrie, « tient plus du colloque scientifique que de la réunion syndicale », peut déboucher sur un résultat concret. Rien n'est moins sûr, compte tenu des ambiguïtés de départ. Car de quoi s'agit-il au fond ? De trouver les moyens d'éviter au marché pétrolier les fluctuations erratiques des vingt dernières années. Comment, dans cette perspective, éviter de parler de prix ? C'est pourtant bien ce à quoi s'efforcent les Américains, arc-boutés sur un credo libéral — les prix sont fixés par les lois du marché — qui camoufle en fait une position de force, les prix du brut étant une très large mesure fixés aujourd'hui par concertation directe entre le premier exportateur — l'Arabie saoudite — et leur protecteur — les États-Unis.

Rassemblant des pays producteurs et des pays consommateurs

Un véritable sommet pétrolier est réuni à Paris

La voie est donc étroite pour les organisateurs français et vénézuéliens, obligés de loucher entre deux écueils : d'un côté le risque, si les thèmes retenus sont trop vagues, de n'aboutir à rien, de l'autre le danger de provoquer un choc avec les Américains si au contraire la rencontre touche au vif du sujet.

Sans aller jusqu'à un accord international formel, il est possible toutefois de faire beaucoup avancer les choses. « Le marché joue un rôle utile, bien qu'imparfait, dans l'allocation des ressources à court terme, mais il est incapable de fournir les signaux de prix nécessaires aux décisions d'investissement qui influencent l'équilibre de l'offre et de la demande à long terme », note M. Robert Mabro, dans une étude publiée par l'Institut d'Oxford pour les études énergétiques (1) à l'occasion de cette réunion. « Le rôle du marché, ajoute-t-il, doit donc être complété par deux autres types de mécanismes : l'un qui améliore les informations nécessaires pour prendre de bonnes décisions d'investissement, l'autre qui donne au marché des indications sur un niveau autour duquel les prix peuvent fluctuer librement à la hausse et à la baisse en réponse aux forces économiques à court terme ».

Sans attendre de convaincre les Américains d'un bien-fondé de cette démarche, les organisateurs du séminaire de Paris se contenteront d'aborder le sujet de fond — les prix du brut — par la bande. Les thèmes retenus — évolution à moyen terme du marché pétrolier, coopération industrielle entre producteurs et consommateurs, fonctionnement des marchés à terme, pétrole et environnement — sont a priori suffisamment larges pour permettre tous les débats.

VERONIQUE MAURIS

(1) Un dialogue entre producteurs et consommateurs : le pouvoir et le commerce, par Robert Mabro, Oxford Institute for Energy Studies, 1, Woodstock Road, Oxford OX2 6FA, Grande-Bretagne.

Un an après l'union monétaire

Forte augmentation des impôts en Allemagne



Un an exactement après l'union monétaire entre la RDA et la RFA, les contribuables allemands sont mis à rude épreuve. Hausse des impôts et des taxes sur l'essence ou les cigarettes : à partir du 1^{er} juillet entrent en vigueur les mesures fiscales adoptées par le gouvernement et le Parlement, qui constituent l'accroissement le plus important de la pression fiscale imposé en une fois dans l'histoire de la République fédérale.

BONN

de notre correspondant

La ponction sera immédiatement sensible pour les salariés, dont l'impôt est prélevé à la source par l'employeur. L'impôt sur le revenu est augmenté d'une contribution de solidarité de 7,5 %, ce qui correspond à une diminution du revenu mensuel net allant de 0,36 % à 1,87 % en fonction de la progressivité des prélèvements fiscaux. L'effet en sera quelque peu adouci par les augmentations de salaire — 7 % en moyenne — obtenues dans la plupart des branches professionnelles lors des négociations salariales de ce printemps.

La loi de finance prévoit que ce prélèvement exceptionnel, qui devrait rapporter près de 22 milliards de marks au budget fédéral, sera supprimé le 30 juin 1992. Bien peu nombreux sont cependant ceux qui croient aujourd'hui que le gouvernement soit en mesure de tenir sa parole : aux dépenses liées à l'unification viennent maintenant s'ajouter celles qui découlent de la décision prise le 20 juin par le Bundestag de transférer le siège du gouvernement et du Parlement à Berlin. Le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), qui était partisan de Bonn, n'a pas exclu que les frais de déménagement rendent indispensable une prolongation de cette « contribution de solidarité ».

Plus 85 centimes pour le super

Les Allemands, qui vont bientôt prendre en masse le chemin des vacances d'été, vont être particulièrement sensibles à l'augmentation des taxes sur les carburants : 85 centimes par litre de super avec plomb, qui passe de 4,62 F le litre à 5,47 F en moyenne, alors que les taxes pour le super sans plomb augmentent de 75 centimes et celles sur le diesel de 34 centimes. Le prix du kilowatt-heure va également augmenter de 12 centimes environ, alors qu'il est déjà le plus cher d'Europe en raison de taxes prélevées pour le maintien de l'industrie charbonnière. Les automobilistes seront aussi touchés par l'augmentation de 7 % à 10 % de l'impôt sur les assurances et de celle de la vignette sur les véhicules Diesel. Toutes ces mesures, qui ne sont pas limitées dans le temps, devraient rapporter près de 20 milliards de marks au budget de l'Etat en année pleine. Le 1^{er} mars 1992, le prix du paquet de cigarette passera de 4 à 5 marks (de 13,6 à 17 F).

D'autres ponctions seront effectuées au moyen d'augmentations des tarifs téléphoniques et postaux et de la suppression d'avantages fiscaux accordés à certaines professions et aux habitants des régions ou districts autrefois défavorisés par la division du pays, comme Berlin-Ouest.

Les compensations pour les

contribuables sont bien minces : elles se limitent à l'augmentation des abattements familiaux pour l'impôt sur le revenu et à celle des retraites dans les nouveaux Länder.

Ce tour de vis met à mal le grand projet fiscal du chancelier Kohl qui devait aboutir à une baisse générale des impôts et à une réduction de l'endettement public. Les sociaux-démocrates, majoritaires au Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, ont obtenu que le gouvernement renonce à l'un des éléments essentiels de la réforme fiscale élaborée par le ministère des finances avant l'unité : la suppression de l'impôt sur la fortune et le capital des entreprises. Il ne sera pourtant provisoirement pas perçu dans les nouveaux Länder pour ne pas décourager les investisseurs disposés à s'engager dans l'ancienne RDA.

Pas d'élections en vue

Le calendrier politique est favorable à l'introduction de mesures fiscales douloureuses : il n'y a pas d'élections importantes en vue avant 1993, et le chancelier Kohl a déjà payé le prix politique de ce que ses adversaires appellent un « mensonge fiscal ». Les électeurs de Hesse et de Rhénanie-Palatinat ont en effet durement puni le Parti chrétien-démocrate, rendu responsable des promesses hasardeuses d'un chancelier qui avait assuré, au cours de sa campagne législative victorieuse de décembre 1990, que l'unité allemande pourrait être financée sans augmentation d'impôts.

Les coûts engendrés par l'unification s'avèrent beaucoup plus élevés que prévu : les dernières évaluations révèlent un montant de 150 milliards de marks pour l'année 1991. A titre de comparaison, le budget fédéral se monte pour la même année à 400 milliards de marks. L'endettement global de l'Allemagne s'élève à 1 600 milliards de marks, et pourrait atteindre les 2 000 milliards dans deux ans, soit 60 % du produit national brut. Le danger est grand de voir dérapier les taux d'intérêt et repartir l'inflation.

Le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a menacé de démissionner si le gouvernement ne procédait pas à la suppression de 10 milliards de subventions accordées à divers secteurs économiques. Mais l'affaire est politiquement délicate : elle risque d'ajouter des troubles sociaux dans des secteurs dépendant des subventions étatiques au mécontentement général provoqué par l'augmentation des impôts directs et indirects. Il s'agit des charbonnages, où la grogne commence à se faire entendre, et de l'agriculture, dont les responsables sonnent déjà le tocsin.

Le gouvernement de coalition du chancelier Kohl va devoir, au cours des trois années de la présente législature, naviguer entre de nombreux écueils. Il doit tout à la fois maintenir sa crédibilité européenne et internationale en pratiquant à l'intérieur une politique de rigueur budgétaire qu'elle exige de ses partenaires pour donner son accord à l'union monétaire européenne et faire face aux coûts astronomiques de l'unification avec une population peu disposée à faire de grands sacrifices pour cette cause.

LUC ROSENZWEIG

Lire également les articles de Christine Holzbauer-Mudis et de Ludwig Siegel, page 18.

ÉCONOMIE

Un an après l'union monétaire outre-Rhin

L'inflation menace la croissance de l'Allemagne

Avant même l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet, du train de hausses décidées par le gouvernement, l'indice du coût de la vie a déjà fait un bond. En juin, les prix ont augmenté de 3,5 % par rapport au même mois de l'année précédente, soit la plus forte hausse en huit ans en Allemagne de l'Ouest. Pour les Allemands qui s'étaient depuis longtemps habitués à vivre avec des taux de moins de 3 %, la pille est dure à avaler, particulièrement avec les nouvelles augmentations d'impôts qui vont entamer leur pouvoir d'achat et les obliger à rogner sur leur épargne.

FRANCFORT

de notre correspondante

Selon une estimation de la Deutschebank, les prix devraient augmenter de 0,9 % en juillet et août. La barre fatidique des 4 % d'inflation pourrait ainsi être franchie en Allemagne cette année. Jusqu'à présent, la plupart des instituts de conjoncture avaient pronostiqué un taux d'inflation de 3,5 % en 1991, après 2,5 % en 1990. La bonne tenue du deutschemark par rapport au dollar sera donc déterminante pour éviter tout nouveau dérapage des prix par le biais des importations. Dans le cas contraire, la Bundesbank pourrait à nouveau utiliser l'arme des taux d'intérêt pour maintenir la stabilité des prix, ce qui risquerait d'affecter la croissance. La

croissance dépend avant tout d'une reprise de l'activité dans les cinq nouveaux Länder. Ils ont été à l'origine du boom observé à l'Ouest en 1990, avec un taux de croissance record de 4,7 % à cause - notamment - de la fringale des Allemands de l'Est pour tous les produits occidentaux. Avec les nouveaux prélèvements, la demande intérieure, à l'Ouest comme à l'Est, va être affectée au premier chef, ce qui devrait se traduire par une baisse des dépenses de consommation et d'investissements. Combinée avec un ralentissement de l'activité mondiale, et donc un recul des exportations allemandes, cette baisse va avoir un effet direct sur la croissance. Selon l'institut de la conjoncture de Kiel, le PNB allemand devrait encore augmenter de 3 % cette année, mais il stagnera l'année prochaine avec une hausse de seulement 1,5 %.

Limiter les augmentations salariales

Pour les instituts de Berlin et de Hambourg, l'économie allemande doit essayer de sortir du dilemme de la spirale inflationniste auquel elle est confrontée, sans tomber dans l'écueil d'une récession induite par une augmentation des taux d'intérêt. D'où l'appel lancé par les deux instituts aux principaux partenaires sociaux afin de limiter les augmentations salariales en cours de négociation à une hausse inférieure à 5 % et permettre des créations d'emplois massives. Le seul moyen, selon eux, de financer les transferts à l'Est sans recourir à de nouveaux impôts

ou taxer les marchés monétaires, avec le risque de faire grimper de facto les taux d'intérêt.

Le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, qui doit remplacer l'actuel président, M. Karl-Otto Poehl, le 1^{er} août, critique la politique conduite depuis un an. Dans un entretien accordé à *Die Welt* lundi 1^{er} juillet, il fustige notamment les hausses de salaires intervenues en Allemagne de l'Est depuis l'introduction de l'union monétaire, qui ont dépassé dans quelques cas « les 60 % », ce qui n'est « pas supportable sur le plan économique ». « Il faut appliquer le principe selon lequel il est impossible de payer des salaires supérieurs à ce que l'on gagne », dit-il. M. Schlesinger réitère sa mise en garde à l'égard des pouvoirs publics : « Il est très important que l'endettement public, accru pour payer la note de l'union, se réduise au cours des prochaines années, et « en aucun cas, il ne doit s'aggraver ». Les augmentations d'impôts entrant en vigueur sont « un premier pas » vers la consolidation de cet endettement, mais « il est encore plus important que l'Etat coupe dans ses dépenses ».

Le vent de panique qui a soufflé sur les Bourses allemandes, vendredi 28 juin, à la suite de la décision de la cour de justice de Karlsruhe d'imposer une date limite au gouvernement pour mettre en place un contrôle plus efficace sur les revenus de l'épargne, a montré combien la nervosité des marchés était grande.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Controverse autour de la réduction des aides publiques

A peine nommé ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann brandissait déjà sa démission. Si le gouvernement allemand ne parvenait pas à supprimer 10 milliards de marks (environ 34 milliards de francs) de subventions publiques par an dès l'année prochaine, il serait « de nouveau un député libre », avait-il déclaré, en mars, dans une interview à *Die Zeit*.

Pour le ministre libéral, connu surtout pour ses « coups » médiatiques (*la Monde* du 22 janvier), l'heure de vérité approche. Lors de la préparation du budget 1992, la coalition de Bonn n'est pas parvenue à trouver un compromis et les coupes, acceptées dans leur principe, ont été renvoyées à plus tard. Sa menace - atypique dans la vie politique du pays - n'est pas étrangère à sa volonté indéniable de faire la une des journaux. Mais M. Möllemann met le doigt dans la plaie : pour financer les centaines de milliards de marks que coûte l'unification, il ne suffit pas d'augmenter les impôts. Une réduction sensible des subventions est aussi indispensable.

L'objectif de 34 milliards de francs de réduction mis en avant par le ministre de l'économie semble assez modeste par rapport au montant que les entreprises allemandes reçoivent chaque année de l'Etat. Selon le « rapport des subventions » du gouvernement, le total des aides publiques versées dans l'ex-RFA

s'élève en effet à 220 milliards de francs environ. Des économistes indépendants estiment même qu'il tourne autour du double.

Les plus grandes entreprises allemandes sont les mieux servies. Daimler Benz, numéro un d'outre-Rhin, est à la tête du palmarès des bénéficiaires. Selon son PDG, M. Eddard Reuter, le groupe a reçu de l'Etat presque 15 milliards de francs en 1990, essentiellement pour les projets de recherche de ses filiales des branches aéronautique et militaire.

La structure de ces aides n'apporte pas de surprises. Les agriculteurs dépassent tous les autres bénéficiaires (68 milliards de francs d'aides en 1990), suivis du logement (47,6 milliards de francs) et de l'industrie charbonnière (34 milliards de francs). Autres secteurs bien lotis : la construction navale, l'aéronautique et l'industrie d'armement.

Dégrevements fiscaux

Dans le domaine des aides publiques, l'Allemagne n'a donc rien à envier à la France. Les statistiques de la Commission des Communautés européennes le montrent clairement : en Allemagne, 5 % des dépenses publiques sont des subventions, tandis que de ce côté-ci du Rhin ce chiffre ne s'élève qu'à 4 %. En revanche, par salarier dans l'industrie, c'est la France qui

mène : 10 192 contre 7 945 francs.

A la différence de la France, l'Allemagne privilégie les dégrèvements fiscaux. Les responsables à Bonn en ont établi une liste, dans laquelle ils espèrent réaliser près de 18 milliards de francs d'économies. Un exemple : le taux normal de la TVA (14 %) sera désormais applicable aux machines à sous, ce qui doit rapporter 1 milliard de francs.

Le reste des réductions est évidemment beaucoup plus difficile à trouver. Les victimes potentielles défendent leurs privilèges de toute leur force. Parfois même avec des formes d'actions violentes jusqu'à présent plus en vogue en France qu'en Allemagne : il y a eu, pendant une manifestation à Bergkamen dans la Ruhr, des mineurs ont brûlé une poubelle représentant M. Möllemann.

A ce jour, la coalition gouvernementale n'est pas parvenue à un accord sur la liste des réductions. Le sujet doit de nouveau être évoqué en septembre. Mais à Bonn personne ne doute que M. Möllemann finira par parvenir à ses fins. Dans le cas contraire, le ministre de l'économie aura gagné l'image d'un homme de principes. En cas d'échec, la faute serait imputée à son collègue, M. Theo Waigel, ministre conservateur des finances.

LUDWIG SIEGELE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE
TELECOMPREMIERE EMISSION
D'OBLIGATIONS

FRF 2.500.000.000

9,30 % • juin 1991 • juillet 2001

chef de file :

BANQUE NATIONALE DE PARIS

chef de file associé :

CAISSE DES DEPÔTS
ET CONSIGNATIONS

co-chefs de file :

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
SOCIETE GENERALE
BANQUE PARIBAS
CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
CREDIT DU NORD
UNION DE GARANTIE ET DE PLACEMENT
BARCLAYS BANK S.A.
BANQUE WORMS

CREDIT LYONNAIS
BANQUE INDOSUEZ
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
CYRIL FINANCE GESTION
BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR
J.P. MORGAN & CIE S.A.
BANQUE PALLAS FRANCE

BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL



N° de visa COB 91.245, en date du 19.06.1991.
Avis public au BALCO du 24.06.1991.

FISCALITÉ
Pas d'impôts nouveaux
en 1991 et 1992
promet M. Bérégovoy

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, confirmant, lors d'une interview sur la Cinq, dimanche 30 juin, les informations que nous donnions dans *le Monde* du 30 juin-1^{er} juillet, s'est engagé à ce qu'il n'y ait aucun impôt nouveau, ni en 1991 ni en 1992. « Je m'y engage formellement », a déclaré le ministre.

« La crise est partout dans le monde mais la France est mieux placée que ses concurrents », a-t-il dit, insistant sur la force du franc, la maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire, la baisse des taux d'intérêt. La hausse des prix en juin sera de 0,2 % à 0,3 %, a-t-il révélé, et le déficit budgétaire de 1990, « à une ligne près », ne dépassera pas l'objectif de la loi de finances, 80,4 milliards, a-t-il également déclaré, observant qu'il s'agissait « du plus faible déficit des pays industrialisés ».

SOCIAL

□ Fin de la grève des marins de la SNCM. — Les marins de la Société nationale Corse-Méditerranée, en grève depuis le 24 juin, ont décidé, dimanche 30 juin, de reprendre le travail, après négociations avec la direction. Le conflit portait sur l'application d'un accord de décembre 1990 sur la forfaitisation et la mensualisation de primes anciennes liées à la durée des escales. La compagnie a accepté de ne considérer comme congés les jours de débarquement qu'en cas de départ le même jour. Mais les jours de grève ne seront pas payés.

□ Emploi : M. Jean Kaspar (CFDT) met en cause la recherche des grands équilibres. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1/ Libération, le 30 juin, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a estimé que « le gouvernement doit aujourd'hui modifier sa politique économique en abandonnant la recherche des grands équilibres ». La technique qui consiste à aller d'économie en économie « risque d'entraîner une récession », a-t-il poursuivi en dénonçant la « dérive macro-économique ». « Il n'est pas possible de s'en sortir en freinant les salaires, et en faisant croire à l'opinion publique que c'est le problème des salaires qui est à la base du chômage », a affirmé M. Kaspar qui a souligné que « la réduction du temps de travail est d'actualité » et que la solution passe par une « modification de l'organisation du travail ».

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	560 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____
obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La compagnie malienne pour le développement des fibres textiles (CMDT), lance trois appels d'offres internationaux pour la fourniture de :

- UREE perle N 46 % 16 770 tonnes
- Engrais complexe NPKSB 14-22-12-7-1 28 885 tonnes
- Insecticides ULV (3 litres/ha) 500 000 litres

pour la campagne cotonnière 1992/93 au Mali.

Financement CMDT.

Les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de la CMDT - 13, rue de Monceau, 75008 Paris - Telex n° 644 839 F - Télécopie n° 43-59-50-13 (à l'attention de M. Beroud), au prix de : 2 000 F chaque.

Date limite de dépôt des offres : le 15-07-91 à Bamako.

مكتبة النهر

ÉCONOMIE

SERVICES

Numéro deux mondial du travail temporaire

Adia parie sur les services de personnel

Changements à la tête de la société suisse Adia, numéro deux mondial du travail temporaire, après les déboires dus à la déconfiture d'Omni Holding, appartenant au financier zurichois Werner K. Ray. M. Klaus Jacobs, qui a repris le groupe, entend restructurer ses activités autour des services de personnel.

BERNE

de notre correspondant

Une assemblée générale des actionnaires a entériné, à la mi-juin, à Lausanne, les changements intervenus à la tête d'Adia. A peine installés dans la place, les nouveaux propriétaires ont non seulement mis leurs hommes aux commandes, mais également imposé une autre stratégie afin de restructurer les activités du groupe sur son principal secteur, le travail temporaire et les services de personnel.

En privilégiant cette option, malgré les incertitudes conjoncturelles qui subsistent, les patrons d'Adia ont pris un pari sur l'avenir, tablant sur une reprise économique à moyen terme. « Les services de personnel sont le domaine qui ouvre les possibilités de développement les plus intéressantes sur le plan international », a expliqué M. Klaus Jacobs, associé au groupe allemand de commerce de détail Asko, dans un consortium qui vient d'acquiescer 58 % des actions.

Moins de deux ans après avoir vendu Jacobs-Suchard à Philip Morris, une nouvelle aventure commence donc pour ce quinquagénaire trop tôt mis à la retraite. Ayant gardé encore un pied dans l'industrie alimentaire, avec notamment une participation dans Van Houten, il prend maintenant une position de

pointe dans le secteur des services. A l'en croire, le travail temporaire a encore de beaux jours devant lui et serait même la panacée à tous les maux. Ainsi, il offrirait des débouchés aux personnes âgées qui souhaitent poursuivre des activités partielles, du travail à celles qui veulent le soigner, et même des emplois aux jeunes menacés par le chômage, la drogue, la criminalité, voire le suicide. « Une branche, ajoute-t-il, qui a connu, au cours des dernières années, un taux de croissance de 15 à 20 % ne peut qu'avoir de l'avenir. »

1 500 succursales,
15 000 collaborateurs

Aujourd'hui, Adia dispose de mille cinq cents succursales et emploie quinze mille collaborateurs dans vingt-cinq pays. Bon an mal an, son chiffre d'affaires se situe autour de 4 milliards de francs suisses (environ 16 milliards de francs français). Certes, les services de personnel restent étroitement tributaires de l'évolution conjoncturelle. Ainsi, en 1990, l'accroissement du chiffre d'affaires n'a été que de 3 % pour atteindre 4,1 milliards de francs suisses, tandis que le bénéfice net (115 millions) était en régression de 43 %.

La reprise se faisant attendre, les résultats seront encore probablement moins bons pour l'année en cours. Durant le premier trimestre déjà, le chiffre d'affaires avait enregistré une baisse de 10 %. Les représentants d'Adia ne se laissent pas décourager pour autant. Au contraire, ils estiment que le travail temporaire arrivera bientôt au creux de la vague et que le moment est venu de préparer le terrain pour un nouveau départ.

Après avoir fait procéder à des études du groupe, les nouveaux actionnaires majoritaires sont arrivés à la conclusion qu'Adia devait

revenir à sa vocation première et réorienter ses activités vers le service de personnel, en particulier le travail temporaire. A lui seul, ce secteur représente plus de 80 % du chiffre d'affaires.

La réorganisation en cours implique une remise en cause d'une stratégie de diversification qui avait montré ses limites après la fusion avec l'inspecteur de Werner Ray, en 1989. Loin de stimuler Adia, son incorporation à la société Omni Holding l'a ensuite entraînée dans les tribulations du remuant financier zurichois.

Lâché par ses bailleurs de fonds, Werner Ray s'est retrouvé acculé à se défaire d'Adia dans le cadre du démantèlement de son empire. Dans un premier temps, il avait encore tenté, à la mi-janvier, un tour de passe-passe, cherchant à vendre sa participation de 53 % à la société Comco de Bienne, filiale du groupe allemand Asko. Les dessous de l'opération ayant été éventés par la presse, c'est finalement un consortium formé par Klaus Jacobs et le même Asko qui a racheté les parts détenues par Omni, s'assurant du même coup 58 % du capital actions. Dans le contexte de cette transaction, Adia parvenait à obtenir le remboursement d'un prêt de 200 millions de francs suisses accordé en 1989 à Omni.

En attendant
la reprise

Le changement de propriétaire s'est traduit par la mise en place d'une nouvelle direction. En plus de Klaus Jacobs, trois représentants d'Asko ainsi que le directeur général de la société de Banque suisse ont fait leur entrée au conseil d'administration. En remplacement de M. Yves Paternot, M. Nico Issenmann, un ancien directeur général de Jacobs Suchard, a été nommé administrateur délégué.

Les nouveaux patrons ne cachent pas leurs ambitions de « faire d'Adia le leader mondial du travail temporaire, du moins en ce qui concerne la mise au service offert et du profit ». Aussi entendent-ils se donner les moyens d'atteindre cet objectif. Avec des fonds propres s'élevant à 14 % du bilan, le groupe demeure sérieusement endetté.

Afin de mettre en pratique sa nouvelle stratégie, le conseil d'administration a décidé d'augmenter les fonds propres et de constituer une provision de restructuration d'un montant de 100 millions de francs suisses. Diverses transactions ont déjà rapporté 104 millions de francs suisses au groupe, le but fixé étant de réunir 175 millions dans une première étape.

Misant résolument sur le travail temporaire, la nouvelle direction veut consolider ses assises en cherchant à moyen terme à se défaire de ses activités dans les secteurs de l'inspection de marchandises, de la sécurité, de la construction et du leasing d'ordinateurs. Parmi les sociétés à vendre, figurent notamment l'inspecteur, Protectas et Net-work, ainsi que PSI, une entreprise d'inspection de bâtiments aux Etats-Unis.

« Nous voulons libérer des capitaux », indique M. Issenmann, mais il ne s'agit pas de vendre à tout prix et à n'importe quel prix. Nous ne sommes pas sous pression. Le prix et la qualité des acheteurs sont les plus importants. »

En résumé, la politique des nouveaux responsables d'Adia vise à aborder dans les meilleures conditions possibles une éventuelle reprise sur le marché mondial, évaluée à 56 milliards de francs suisses en 1990.

JEAN-CLAUDE BUHRER

LA DOUBLE COMPETENCE...

Face à la globalisation des affaires, les entreprises ont besoin d'hommes et de femmes aptes à agir dans un environnement complexe. La Haute Technologie est chaque jour plus prégnante dans le management des entreprises. La double compétence Manager + Ingénieur répond à ces exigences.

FORMATION UNIQUE EN FRANCE MANAGER + INGÉNIEUR

Un partenariat exemplaire
SUP DE CO - INSA
ROUEN

rendu possible par la mise en place d'un cursus nouveau qui permet à des élèves de Sup de Co Rouen de suivre une Dominante "Sciences de l'Ingénieur" enseignée à l'INSA.

Ainsi à la fin de leur cursus normal, des étudiants de Sup de Co Rouen ont acquis de solides bases scientifiques. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, poursuivre un cursus ingénieur.

Renseignements :

SUP DE CO ROUEN
Direction du Programme ESC
B.P. 188
76136 MONT SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 35 74 03 00 - Fax : 35 76 06 62



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLEE
GENERALE
DU 24 JUIN 1991

GROUPE GAN

Un dividende
en progression de 32 %

Les actionnaires de la Société Centrale du GAN se sont réunis en assemblée générale ordinaire le 24 juin 1991, sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, Président-Directeur Général, pour approuver les comptes de l'exercice 1990.

CHIFFRES CLES CONSOLIDES

ten milliards de francs	1988	1989*	1990*
Total bilan	875	539,4	595,2
Capitaux propres (part du groupe après répartition)	9,7	13,7	17,4
Actifs gérés	84,5	230,0	243,0
Produits d'exploitation	30,9	86,6	95,6
Résultat net (part du groupe)	1,9	2,5	3,4

*Intégration globale pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CIC.

DIVIDENDE

Le dividende net par action a été fixé à 80,80 F assorti d'un avoir fiscal de 40,40 F. Compte tenu des dispositions exceptionnelles qui ont dû être prises en 1990 à la suite de modifications réglementaires, ce dividende couvre deux années de rémunération des actionnaires.

■ 1990 : 34,80 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 17,40 F, versé sous forme d'acompte le 8 août 1990.

■ 1991 : 46,00 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 23,00 F, soit une progression de 32,1 %, mis en paiement sous forme de solde, le 15 juillet 1991.

L'assemblée a en outre, renouvelé le mandat des commissaires aux comptes et autorisé la société à acheter et vendre en bourse ses propres actions, dans le cadre des dispositions de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1966.

PERSPECTIVES

Activité assurance

Les quatre premiers mois de l'exercice 1991 confirment la relance de l'activité du GAN en assurances dommages, tant sur le marché des particuliers que sur le marché des entreprises. En assurance automobile, les résultats obtenus (+ 37 % d'affaires nouvelles), témoignent du vif succès rencontré par les nouveaux Tarifs Bleus, contrats simples, novateurs et particulièrement compétitifs.

L'absence d'événements exceptionnels comme les tempêtes du début d'année 1990, devrait se traduire, si elle se confirme, par un impact favorable sur le compte d'exploitation en 1991.

En assurance vie et capitalisation, le GAN maintient un rythme de croissance très élevé de l'ordre de + 26 % malgré une conjoncture moins favorable. La forte croissance des assurances individuelles (+ 60 % à fin avril) est facilitée par la qualité des produits du groupe, à l'image du Plan d'Epargne Populaire, qui bénéficie au GAN, d'un taux de rémunération garanti pour 1991 de 9,5 %.

Activités bancaires et financières

Le Groupe CIC devrait connaître en 1991 une nouvelle progression de son résultat brut d'exploitation du fait de la réduction de ses frais généraux.

Malgré les incertitudes de la conjoncture économique, l'effort de provisionnement pourrait être réduit et, sans dégradation de l'environnement international, ne devrait plus concerner que de façon limitée les risques souverains.

Le premier trimestre 1991 se caractérise par un léger ralentissement de l'activité, mais un meilleur équilibre de la collecte des ressources (+ 75 %) et de la distribution de crédits (+ 70 %). Le produit net bancaire et le résultat brut d'exploitation sont en progression à fin mars.

Pour toute information complémentaire

Société Centrale du GAN - Service Actionnariat - Tél. 42 47 60 26

2, rue Pillet-Will - 75448 PARIS CEDEX 09.



La Générale des eaux réalise un quart de ses activités hors de France

Une progression de 19 % du chiffre d'affaires, atteignant 117 milliards de francs en 1990, et sans doute 130 milliards en 1991, une marge brute d'autofinancement de 9,4 milliards, « devenue une des premières de France », un endettement financier à moyen et long terme de 19 milliards de francs, « deux années d'autofinancement », un résultat net part du groupe en hausse de 21,2 %, atteignant 2,22 milliards de francs en 1990, et probablement 2,4 en 1991... Comme l'an dernier, M. Guy Dejouany, président de la Générale des eaux, a pu, vendredi 28 juin, présenter du même ton monocoordé à l'assemblée générale des actionnaires un tableau optimiste de la situation de son groupe.

Jusqu'à présent, il a conservé son avance sur le groupe concurrent, Lyonnais des eaux, malgré la fusion réalisée par celui-ci avec Dumez. A côté de l'eau, d'autres secteurs progressent, comme la propriété urbaine, l'énergie (avec le rachat d'Esys, conclu au prix d'un abandon de 10 % de son activité, et accompagné

d'une prise de participation de 2,83 % d'Elf dans la Générale).

Plus significatif, la Générale, à laquelle on a longtemps reproché d'être peu internationale, s'est fortement développée à l'étranger (+ 35 % en 1990) : sans atteindre la proportion de Lyonnais-Dumez (40 %), elle y a réalisé un quart de son activité, pour l'essentiel en Europe, et particulièrement en Grande-Bretagne (eau, propriété, cliniques), et devrait atteindre 28 % cette année.

Mais comme il faut bien quelques sujets d'inquiétude ou de mécontentement, le président de la Générale en compte deux : la nouvelle tarification des cliniques qui, selon lui, « frappe les plus performantes, celles qui ont le plus investi », et que la Générale se propose de compenser en cédant de petits établissements ; « l'instabilité systémique » du PAF (paysage audiovisuel français), « où la promotion de l'un des acteurs ne peut se faire qu'au détriment de l'autre et sans garantie de durée », ce qui handicape le développement du câble.

G. H.

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal Ville
Niveau d'études 90-91
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Electronique |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance |
| <input type="checkbox"/> 3 ^e Cycles de Gestion | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques | <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste |
| <input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Assurances | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie | <input type="checkbox"/> Paramédical |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture | <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | <input type="checkbox"/> Relations Internationales |
| <input type="checkbox"/> Complément | <input type="checkbox"/> Réaliser le Baccalauréat |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS | <input type="checkbox"/> Sciences Politiques |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po | <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication |
| <input type="checkbox"/> Danse | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

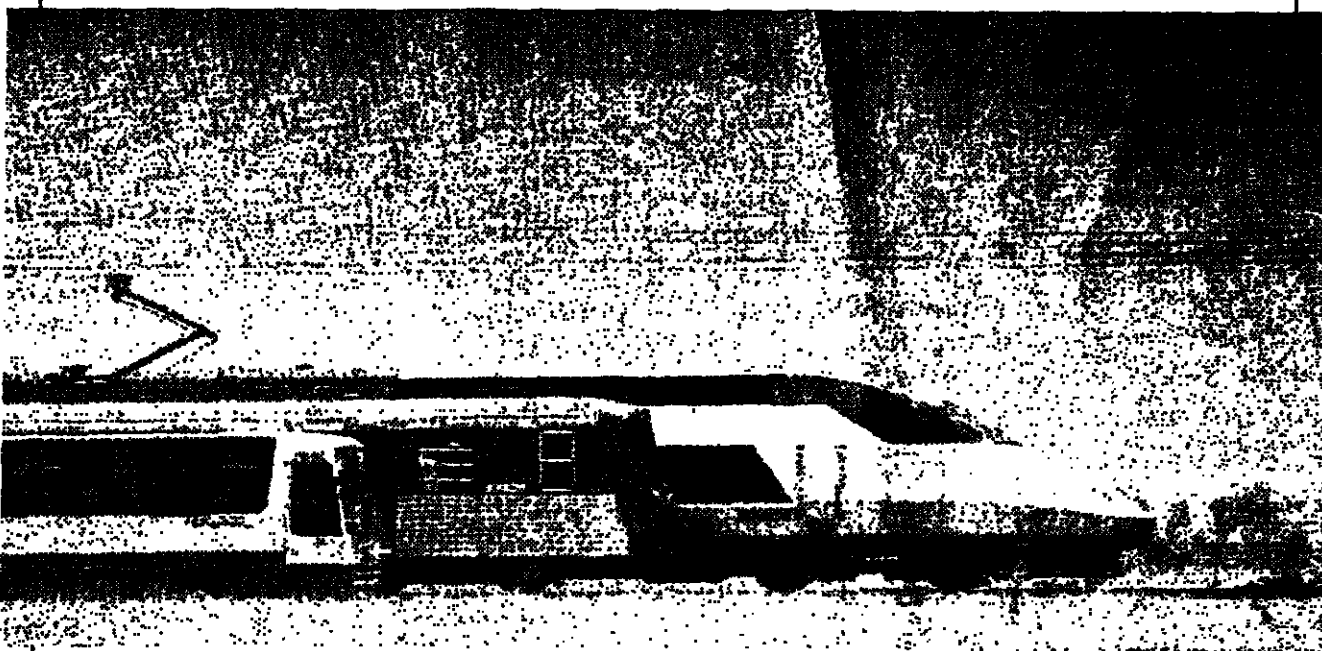
Réussir la Fac
Droit ou
Sciences-Eco
ça se prépare

IPEC Quartier Latin
Institut Privé
Tél 46 33 81 23
ou 43 29 03 71

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

JUILLET 1991

La SNCF émet deux nouveaux emprunts d'un montant minimum total de 2 milliards de francs



**Emprunt 9%
mars 1991/2003**

Après le succès de sa récente OPE, la SNCF accroît encore la liquidité de sa ligne 9% mars 1991/2003, dont l'encours actuel s'élève à environ 6,8 milliards de francs. Dans ce cadre, elle émet une tranche assimilable à cet emprunt d'un montant minimum de 800 millions de francs.

**Emprunt 9,80%
février 1990/2002**

En alternative, la SNCF propose également aux investisseurs de souscrire à une tranche assimilable à sa ligne 9,80% février 1990/2002 dont l'encours actuel s'élève aussi à 6,8 milliards de francs environ. Ces emprunts sont notés AAA/Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

**Accroissement de la
liquidité des emprunts**

Le montant total de cette émission pourra être porté de 2 à 2,5 milliards de francs en fonction de la demande.

Pour obtenir toutes précisions complémentaires sur cette opération et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17, RUE DE LONDRES 75009 PARIS

Visa COB 91.253 du 25 juin 1991. BALO du 1^{er} juillet 1991.

SNCF



COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se soldent par un bénéfice net de 27 505 054 F.

Elle a décidé la mise en paiement le 16 juillet 1991 d'un dividende global de 15,75 F représenté par un dividende net de 10,50 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 5,25 F.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

L'assemblée générale ordinaire de la Société de la Tour Eiffel, réunie le 20 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se soldent par un bénéfice de 289 922 F, affecté au report à nouveau.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a approuvé l'absorption de la Société Sogimob par la Société de la Tour Eiffel qui détenait tout son capital. Elle a décidé en outre une augmentation de son capital, portée de 1 836 000 F à 2 295 000 F par incorporation d'une somme de 459 000 F prélevée sur la réserve des plus-values à long terme et élévation du nominal des actions de 20 F à 25 F par action. Elle a également décidé le transfert du siège social au 34, avenue Marceau, Paris-8, ainsi que diverses autres modifications statutaires.

Le redéploiement du portefeuille de titres de placement et de participation réalisé en 1990 de même que l'absorption de la Société Sogimob qui renforce les fonds propres et la trésorerie de la Société de la Tour Eiffel permettent d'espérer une amélioration substantielle des résultats au titre de l'exercice en cours.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE « U.I.F. »

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 21 juin 1991 sous la présidence de M. Michel Caldagous a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'ensemble des recettes constituées par les loyers, les subventions et les produits financiers se monte en 1990 à 334 525 000 F contre 300 349 000 F, soit une progression de 11,4 % sur l'année précédente.

Après dotation de 37 656 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice de l'exercice, en progression de 54,7 %, s'établit à 410 865 000 F intégrant des plus-values nettes à long terme résultant d'arbitrages patrimoniaux pour 174 773 000 F contre 52 691 000 F en 1989.

AFFECTATION DU BÉNÉFICE

Pour un capital en augmentation de 4,55 %, l'Assemblée a fixé le montant du dividende à 30,50 F par action contre 29 F au titre de l'exercice précédent, en progression de 5,17 % et, après affectation obligatoire à différentes réserves, a décidé de reporter à nouveau 35 073 000 F contre 31 426 000 F l'an dernier.

Le dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la Société émises au prix de 483 F portant jouissance du 1^{er} janvier 1991. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 28 juin 1991 au 26 juillet 1991 inclus pour exercer leur option sur la totalité du dividende leur revenant.

En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 26 juillet 1991 au plus tard ne pourra recevoir ses dividendes qu'en espèces. Le dividende sera mis en paiement le 31 juillet 1991.

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Au cours de son allocation, le Président a annoncé que la Société était en négociation pour deux nouveaux investissements d'un volume total voisin de 150 millions de francs.

Il a souligné d'autre part que l'exploitation du domaine se poursuivait dans de bonnes conditions, faisant apparaître pour le premier semestre une progression des recettes locatives de 5,4 % par rapport à la même période de l'année dernière, principalement grâce aux immeubles de bureaux. Désormais 96 % des loyers proviennent d'immeubles situés à Paris et en région parisienne.

En conclusion, le Président a annoncé pour l'exercice 1991 une nouvelle progression du dividende comparable à celle des années précédentes.

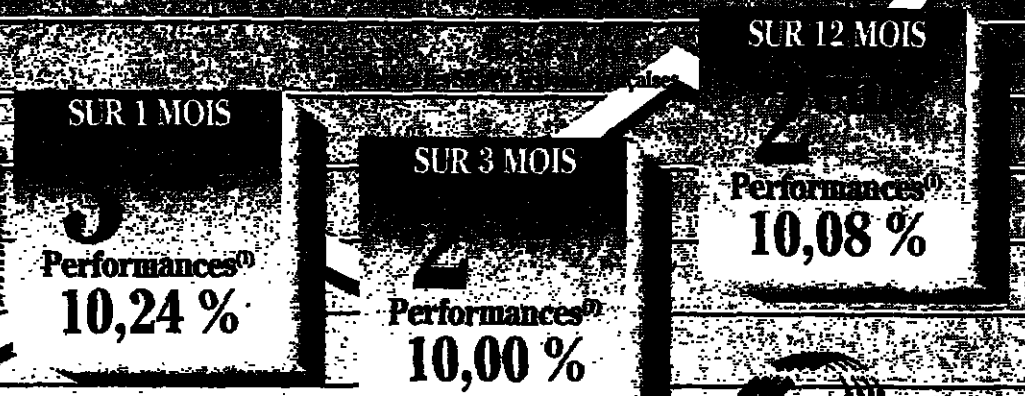
Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration a décidé de nommer Directeur Général de la Société M. Henri Pochon, précédemment Directeur Général Adjoint.

16, rue Daphné - 75001 PARIS - Tél. : 49.27.92.14

Les années passent... la performance demeure !

SICAV PLACEMENT M

Au delà des mots... des résultats.



SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT
Contactez M. du Mesnil du Buisson au 48.88.80.59 ou renvoyez le coupon réponse ci-joint

(1) Classement MICROPAL au 14 juin 1991.

Desider d'informations, gratuits, complets et sans engagement. Remettez-les en votre centre de vote à: G.P. BANQUE - 97, boulevard Pasteur, BP 1713, 75010 PARIS Cedex 17 - Tél. (1) 48.88.80.59

NOM : _____ PRÉNOM : _____ PROFESSION : _____
ADRESSE : _____
VILLE : _____ CODE POSTAL : _____
TEL. DOMICILE : _____ TEL. BUREAU : _____

845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres

(IPSOS 90)

**36 15
LM**

Le service téléphonique
au service de l'emploi des cadres

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde
PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-63-72-73
Téléc. MONDUPUB 634 128 F
Téléc. : 46-63-76-77 - Société Éditrice
du journal le Monde et Régie Presse SA.

**Le Monde
TÉLÉMATIQUE**
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Gambourg
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.31.7 F

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE PP Paris RP
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

مركز العمل

CHAMPS ECONOMIQUES

Le développement à géographie variable

D'ici à la fin du siècle, le revenu par habitant ne progresserait que de 0,5 % en Afrique contre près de 4 % en Amérique latine et plus de 5 % en Asie

ENTRAVER le commerce de leurs produits, renchérissement du coût de l'argent, crise lancinante de la dette : les pays du tiers-monde ont au moins trois bonnes raisons de tourner le dos aux années 80, que les Nations unies ont qualifiées de « décennie perdue pour le développement ». Que réservent au Sud les dix dernières du siècle ? La croissance, répond la Banque mondiale, dans un récent rapport sur les perspectives de l'économie et leur effet probable sur les pays pauvres.

La croissance, soit, mais une croissance à géographie variable, selon les régions. Globalement, elle atteindra 3 % en moyenne au cours de la prochaine décennie. Le revenu par tête en Afrique ne devrait cependant progresser que de 0,5 % l'an, contre 3,8 % en Amérique latine, alors que l'Asie du Sud-Est verra sa richesse croître de plus de 5 % par an.

Si les économistes ont appris à ne pas s'écarter d'un taux de croissance, ces quelques chiffres montrent d'emblée que l'expression « tiers-monde » ne s'entend qu'au pluriel. Derrière les 2,3 % de croissance enregistrés en 1990 par l'ensemble des États du Sud (la plus mauvaise performance depuis la décade des années 1980), que de situations disparates, de pauvreté ici contenue, là immanquable, combien de programmes d'ajustement et d'austérité aux effets éloignés d'un pays ou d'un continent à l'autre !

Une interdépendance croissante

Les experts se fondent sur le postulat que les économies du Nord et du Sud connaissent une interdépendance grandissante, laquelle favorise le développement des participants à l'échange. Le commerce international a augmenté plus vite que la production, les investissements à l'étranger se sont multipliés, la technologie a modifié les données de la productivité et de l'emploi.

A l'appui de la description d'une si belle mécanique, un chiffre fait état de la réalité de cette économie-monde, qui serait propice à chacun des acteurs : 1 % de croissance au Nord, affirme la Banque mondiale, provoque en général 0,7 % de croissance au Sud, bien que les termes de

l'échange entre les deux zones évoluent à l'opposé.

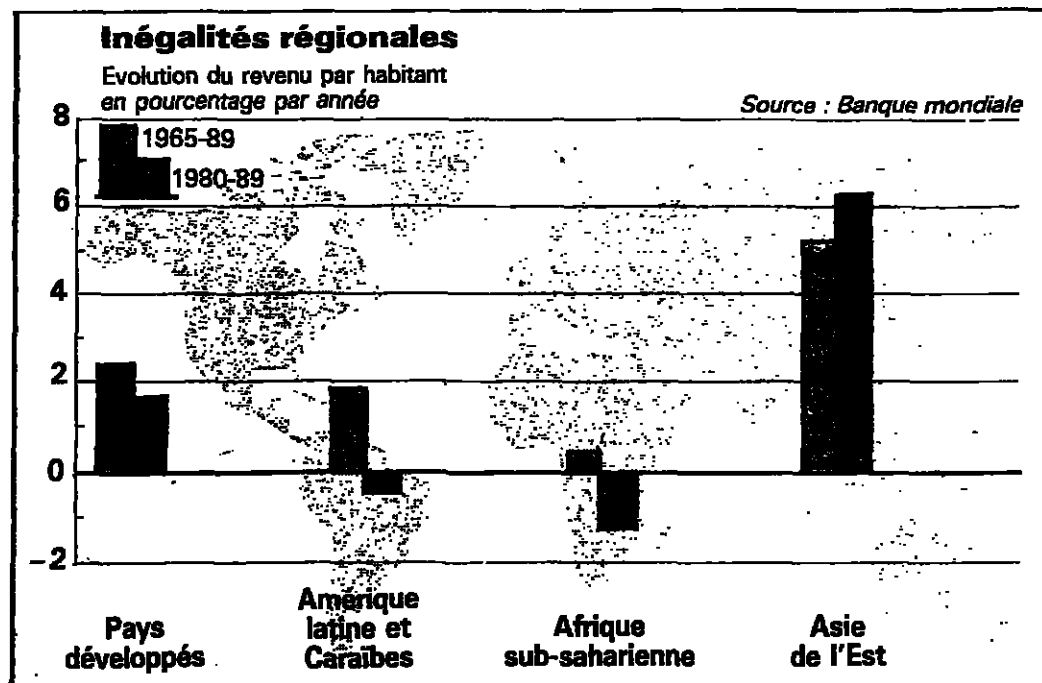
Toutefois, là encore, il convient aussitôt de distinguer. La contagion de croissance est faible, voire inexistante, avec l'Afrique, même en cas de reprise sensible de l'activité au Nord ; la demande de produits tropicaux reste infatigable. Si la consommation extérieure de denrées africaines s'est renforcée, l'érosion des capacités d'exportation du continent lui interdirait, de toute façon, de répondre aux nouvelles conditions du marché.

Enfin, les prix des matières premières dont l'Afrique est tributaire pour plus de 90 % de ses recettes en devises ont diminué de 40 % entre 1973 et 1990. La part des produits de base dans les échanges mondiaux n'a, en outre, cessé de reculer pour ne plus représenter que 5 % du total, les biens manufacturés comptant pour les deux tiers et les services pour 18 %.

Pour l'Asie, en revanche, la croissance au Nord fournit une véritable stimulation. Ses économies diversifiées lui permettent d'approvisionner l'Occident en biens manufacturés, qui ne subissent pas la dégradation des prix des matières premières. La position asiatique est encourageante, dans la mesure où les deux tiers de la population du tiers-monde vivent dans cette zone, qui a bénéficié ces dernières années d'une croissance deux fois et demi supérieure à celle des pays développés.

L'Amérique latine se situe par sa part dans une situation intermédiaire entre l'Afrique et l'Asie. Très dépendante, comme le continent noir, des ressources naturelles (vingt-neuf pays sur quarante-sept sont tributaires de trois produits pour plus de 50 % de leurs recettes d'exportation), elle a su développer des pôles industriels compétitifs et puissants. A charge pour lui de restaurer les grands équilibres macro-économiques, d'effacer les arriérés de dettes, d'assurer enfin un développement moins anarchique et plus égalitaire, le cône sud du Nouveau Monde semble mieux lancé que l'Afrique sur la voie du progrès.

L'échange aide-t-il au développement ou l'empêche-t-il ? Exemples à l'appui, les spécialistes de la Banque mondiale penchent pour la première option. En 1985, les pays de l'OCDE ont importé pour 29,5 milliards de dollars de produits textiles - et de



vêtements - essentiellement en provenance du tiers-monde. Une simulation montre que la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires aurait eu comme effet d'accroître les exportations des pays pauvres de 82 % pour les textiles et de 95 % pour les vêtements.

Une simulation sur les produits agricoles exportés par le Sud est aussi instructive : en cas de libéralisation des échanges (un vœu pieux, au demeurant, en l'état actuel des négociations du GATT), le potentiel d'exportation de pays comme le Mali, le Mozambique, la Corée, les Philippines, le Chili, la Bolivie ou l'Argentine augmenterait de 10 % à 40 % en termes de revenus.

Ce plaidoyer pour l'échange ne convainc pas absolument, dès lors que les transactions commerciales ont pour effet d'appauvrir certaines économies du tiers-monde. Si l'on reprend la classification établie

naguère par Fernand Braudel entre l'économie de subsistance, l'économie de marché locale ou régionale et l'économie-monde, on peut s'interroger sur la situation apparemment paradoxale de nombreux pays du Sud : l'échange les expose aux lois de l'économie-monde, dont ils ne contrôlent ni les règles du jeu ni les modalités de fixation des prix, alors qu'ils n'ont souvent pas franchi complètement l'état de l'autosubsistance, dans le domaine alimentaire en particulier.

Selon les produits qu'ils exportent, selon aussi leur marge de négociations en fonction du degré d'utilité de la marchandise et de sa rareté, les pays pauvres impliqués dans le commerce mondial y trouvent aussi bien un fortifiant qu'un dépressur de leurs économies. Vouloir à tout prix accroître leurs capacités d'exportation peut quelquefois confiner au dogmatisme libéral, suivant lequel seule affranchit la confrontation avec le marché.

D'après la Banque mondiale, les conditions de la croissance résident pourtant dans cette augmentation des exportations du Sud et de leur pénétration sur les marchés des pays industrialisés.

Des forces nouvelles

Parmi les autres paramètres distingués figurent : la baisse des taux d'intérêt, la poursuite de l'annulation de la dette de pays à faibles revenus et à revenus intermédiaires, le retour des flux de capitaux privés vers le Sud. Un souhait entaché de précaution : la décennie écoulée a vu s'effriter sérieusement la confiance des bailleurs de fonds à mesure que s'accroissaient les impayés. L'érosion du capital des banques japonaises et américaines devrait aussi réduire leurs capacités à prêter.

La déroute est déjà bien amorcée : en 1981, au plus fort du recentrage

des pétrodollars, les flux nets des investisseurs privés et des banques commerciales vers les PVD culminèrent à 53 milliards de dollars. En 1989, ils n'étaient que de 4 milliards de dollars. Parallèlement, la ressource bilatérale et multilatérale s'est accrue entre 1980 et 1989 de 7,8 à 12 milliards de dollars.

Le tarissement des ressources d'argent frais dans le tiers-monde demeure un problème crucial pour son développement. Positifs (de 46 milliards de dollars) en 1981, les transferts nets du Nord vers le Sud étaient devenus négatifs (de 17 milliards de dollars) en 1988. C'est seulement l'an dernier, grâce aux prêts d'institutions publiques, qu'ils sont repassés à plus 8,8 milliards de dollars. La Banque mondiale estime qu'entre 1990 et 1995, ils pourraient progresser de 8,9 % par an, soit un peu moins vite que les recettes d'exportation des pays du Sud.

Pour ôter aux bilans et perspectives leur sécheresse désincarnée, il est d'usage de distinguer les pays les plus prometteurs, ceux qui, par la mise en œuvre efficace de réformes structurelles, ont adapté leurs économies aux contraintes du moment. En Asie, on cite l'Indonésie, la Corée, la Thaïlande et la Malaisie ; en Afrique, le Ghana, le Botswana, l'île Maurice ; en Amérique latine, le Chili et le Mexique ; des pays qui ont réussi à maîtriser leurs dépenses publiques, qui ont privatisé, freiné l'érosion monétaire et maintenu le cap de politiques macro-économiques de stabilisation.

Les difficultés du Brésil (qui a connu, en 1990, sa plus forte récession depuis 1947) viennent rappeler que les plus riches des pauvres ne sont à l'abri ni de la tension inflationniste ni des revers de conjoncture. La création d'un marché commun en Amérique latine dès 1995 (le MERCOSUR), qui réunira l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ou la future communauté économique africaine - sans oublier l'ouverture du régime de Pretoria - laissent croire à l'existence de forces nouvelles dans le tiers-monde, la force de l'exemple pour commencer.

ERIC FOTTORINO

Le TGV et la micheline

Face à une économie mondiale à deux vitesses, il faut mettre en œuvre une autre façon de gouverner

par Louis Emmerij

FACE aux menaces qui pèsent sur l'humanité, la seule solution réaliste se résume en un mot : agir.

Les programmes de développement existent. Ils sont ambitieux, certes, mais non point utopiques. La décennie 80 a engendré quelques-unes des conditions qui rendent possible leur mise en route. Il y aura un monde de différence selon que l'on agira ou pas.

La croissance mondiale à deux vitesses ne suffit pas en effet à expliquer la crise de développement que connaît aujourd'hui le Sud. Chaque pays a toujours avancé à son propre rythme. Il n'y a là rien de bien nouveau ! En revanche, phénomène le plus inquiétant, les « rapides » et les « lents » ne vont désormais plus dans le même sens. Un train à grande vitesse entraîne les pays de l'OCDE et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est d'un côté, tandis que des michelines poussières conduisent les pays à faible revenu dans une direction diamétralement opposée.

Jusqu'en 1980, le revenu par habitant augmentait partout. Entre 1965 et 1980, il a progressé, dans les pays pauvres, de 140 dollars à 270 dollars et, dans les pays industrialisés, de 8 800 dollars à 14 500 dollars. Cette évolution a donc été, en pourcentage, un peu plus rapide pour les premiers que pour les seconds. Il n'en reste pas moins qu'en termes réels l'écart s'est considérablement creusé.

A partir de 1980, les pays à faible revenu ont vu la courbe de leurs indices passer sous le niveau

atteint à la fin des années 70. Ils n'ont cessé dès lors d'enregistrer une croissance négative. Le reste du monde va de l'avant tandis qu'ils marchent à reculons. Ce qu'ils avaient réussi à édifier s'effondre aujourd'hui sous nos yeux.

Cependant, entre riches et pauvres se faufile un troisième train où figurent pêle-mêle la Chine, l'Inde, bon nombre de pays d'Amérique latine et, bien sûr, les pays de l'Est. A terme, tout l'enjeu est de savoir si ce train s'accrochera au TGV ou à la micheline. Il suffirait que quelques pays rejoignent la seconde pour que 30 % de la population mondiale soit menacée de décrochage.

Une attitude suicidaire

La situation est dramatique. Les conséquences le seront aussi. Il est suicidaire de le masquer. Même si on peut avoir le sentiment que les pays pauvres pèsent de peu de poids au regard des exigences économiques des puissances industrielles, les destins du Sud et du Nord, du TGV et de la micheline, sont irrémédiablement liés. Et cette interdépendance ne peut être regardée par la seule lunette de l'économiste : le champ où elle s'exerce est bien plus vaste.

Primo, les populations contraintes de vivre dans la misère ne peuvent indéfiniment courber l'échine, se plier docilement à leur condition. Les moyens de communication leur permettent de connaître les modes de vie occidentaux ; la télévision par satellite retransmet sur leurs écrans cathodiques un luxe tannique. Dès lors,

comme le remarquait le regretté démographe et économiste français Alfred Sauvy, si l'argent ne va pas là où sont les hommes, les hommes iront là où est l'argent.

De plus, la pression démographique s'exerce trop inégalement de part et d'autre de ces étroites étendues d'eau que sont le Rio Grande et la Méditerranée. Les populations finiront par se déverser d'une rive sur l'autre. La nouvelle grande vague de migration est proche.

L'Europe, ce « petit cap du continent asiatique », comme l'écrivait Paul Valéry, entend frapper à ses portes Sud et Est. Ses décideurs sont déjà préparés à ouvrir celle de l'Est. Mais les problèmes du Sud, plus profonds, plus longs à résoudre, ne semblent pas encore les avoir ébranlés... même si quelques récentes manifestations indiquent un léger changement de leur état d'esprit.

Il est d'autres champs où les frontières ne seront d'aucun secours pour parer les effets de l'interdépendance. La désertification, qui ne cesse de s'étendre en Afrique, ne laissera plus longtemps indemne le climat planétaire. Elle va influer sur l'agriculture des pays européens, et particulièrement des plus méridionaux. De même, aucun garde-frontière, si zélé soit-il, ne peut contenir ce fléau mondial qu'est la drogue, ou encore le sida qui se propage rapidement.

Voilà esquissés à grands traits les quelques facteurs qui rendent dangereuse la persistance d'une économie mondiale duale. Et : ils s'obstinent dans la même voie, passagers entassés de la micheline et voyageurs privilégiés du TGV risquent

pareillement la collision. Or, aussi attentivement que l'on scrute l'horizon politique et économique, on n'y perçoit rien de nature à contrecarrer cette économie à deux vitesses. Au contraire...

Des instruments incompatibles

D'abord, force est de constater que nous reprenons souvent d'une main ce que nous donnons de l'autre. Autrement dit, les instruments financiers et économiques utilisés au niveau international sont incompatibles, voire contradictoires. Il arrive fréquemment que des mesures de coopération au développement voient leurs effets contrariés par l'application des règles du commerce international.

Un exemple ? Le Pakistan ! Il y a un certain temps, ce pays négociait une augmentation de l'aide américaine avec l'USAID (Agence internationale pour le développement, du gouvernement des Etats-Unis). Peu de temps après, il perdait cinq fois plus, la révision de l'Arrangement multilatéral ayant entraîné une réduction drastique de ses exportations.

Deuxième point où l'horizon est plutôt sombre pour les pays du Sud : l'avènement du grand marché européen en 1992. On peut présumer qu'à compter du 1^{er} janvier 1993, le tarif commun européen sera plus élevé que la moyenne des douze tarifs actuels - il risque en effet d'être plus proche des extrêmes supérieures de chacun des douze tarifs en cours que de leurs extrêmes inférieures. De même, les normes techniques seront certainement plus sévères, surtout pour les

produits stratégiques, et la lutte antidumping se renforcera, restreignant d'autant l'accès au marché de la CEE.

Troisièmement, en s'interrompant le 7 décembre 1990, les négociations de l'Uruguay round ont laissé en suspens toute une série de problèmes cruciaux pour les pays en développement. Certes depuis, Arthur Dunkel, le secrétaire général du GATT, a réussi à relancer les discussions : la liste des questions en souffrance n'en reste pas moins impressionnante : l'agriculture, les services, la protection de la propriété intellectuelle en droit commercial international, l'accessibilité des marchés, les critères de distribution des subventions, les investissements liés aux échanges, les mesures antidumping, l'arrangement multilatéral... autant de chapitres, de lieux, où la micheline des pauvres est menacée de déraillement.

Les récentes prises de conscience internationales en matière d'écologie et de démocratie ne promettent guère plus d'embellie pour les plus démunis. De nouvelles normes de production vont être édictées pour protéger l'environnement. Elles seront très probablement définies en fonction du contexte du Nord. Celui du Sud ne sera pas plus pris en compte que lors de l'apparition des normes internationales de travail. Plutôt que de prononcer une préférence écologique qui marginalise les pays à faible revenu, il conviendrait de leur transférer des technologies propres. Sinon, la protection de la nature ressemblera fort à du protectionnisme déguisé. Le discours actuel sur la néces-

saire démocratisation recèle les mêmes dangers. Il se fonde sur l'idée que l'efficacité économique précéderait quasi automatiquement la liberté politique et rentabilité économique est beaucoup plus subtile et complexe. La plupart du temps même, elle fonctionne à l'envers : aussi perturbant que cela puisse être pour notre confort intellectuel, c'est très souvent la croissance qui mène à la démocratie !

La Corée du Sud, où le droit d'expression syndicale et politique est peu à peu reconnu, en est un bon exemple, même si ce pays a encore, début mai, défrayé la chronique répressive. Développer l'économie est le prix à payer pour s'engager dans la voie démocratique, tandis qu'imposer un multipartisme formel peut laisser la situation en l'état.

Il semble qu'il faille agir tout à la fois aux plans national, régional et mondial. Au plan national, les pays à faible revenu n'ont plus guère d'autre choix que de remettre leur maison en ordre. Il leur faut mobiliser davantage leurs propres ressources, pratiquer des taux d'intérêt réels positifs ainsi que des taux d'investissement élevés, trouver le bon équilibre entre leurs développements agricole et industriel, miser fortement sur l'enseignement et la formation ; enfin et surtout, diversifier leurs exportations et, partant, leurs structures économiques.

Lire la suite page 22
► Président du Centre de développement de l'OCDE.

CHAMPS ECONOMIQUES

Le TGV et la micheline

Suite de la page 21

Cet ambitieux programme exige qu'aucune des technologies disponibles sur le marché mondial ne soit négligée : c'est en combinant ingénierie et facteur technologique au facteur travail, pour eux peu coûteux, que les pays pauvres amélioreront leur compétitivité. Est-ce trop demander ? Les pays d'Asie, partis eux aussi de très bas, n'ont-ils pas déjà tracé cette voie ?

La clé de la réussite réside en fait dans une démocratisation non plus formelle mais économique. C'est une nouvelle façon de gouverner qui doit émerger, où les forces vives de la nation, le peuple, les petits décideurs des villages, du secteur informel et des micro-entreprises joueraient d'un plus grand pouvoir de décision. Seule une nouvelle génération politique sera en mesure d'opérer cette décentralisation et de libérer ainsi le dynamisme de myriades d'acteurs.

C'est ce que l'on entend par « développement participatif », notion qui semble maintenant faire l'unanimité. A ce propos, il importe de souligner qu'actuellement des élites nouvelles prennent la relève — pour l'instant, le phénomène est plus visible en Amérique latine qu'en Afrique — et mènent les affaires du pays avec plus de pragmatisme et moins d'idéologie.

Le Mexique est l'illustration la plus frappante de ce changement, mais c'est loin d'être la seule. Ainsi, des progrès ont été accomplis et cette « révolution silencieuse » peut être tenue pour l'un des résultats positifs des années 80. S'il faut bien des gouvernements, c'est pour stimuler les individus, non pour les paralyser. C'est ce que j'entends par une autre façon de gouverner.

Les programmes d'ajustement structurel destinés aux pays à faible revenu ont tiré la leçon de ces tranquilles et positifs bouleversements : ils reposent sur des politiques macroéconomiques plus justes, une diversification des productions et exportations et, enfin, un développement participatif plus appuyé. Mais ils ne suffisent pas à combattre la crise.

Les pays pauvres doivent aussi tenter d'agir au niveau régional et rechercher l'intégration économique.

Ce n'est pas un hasard si ce sont des blocs, comme la zone nord-américaine de libre-échange, l'Europe de 1992 ou encore le « vol d'oiseaux sauvages » (1), qui sont embarqués dans le TGV de la croissance. En un certain sens, ces blocs sont des marchepieds qui doivent faciliter l'accès aux marchés mondiaux ; par nature, ils doivent donc rester ouverts. Au Sud, on a beaucoup palabré sans réussir à faire grand-chose.

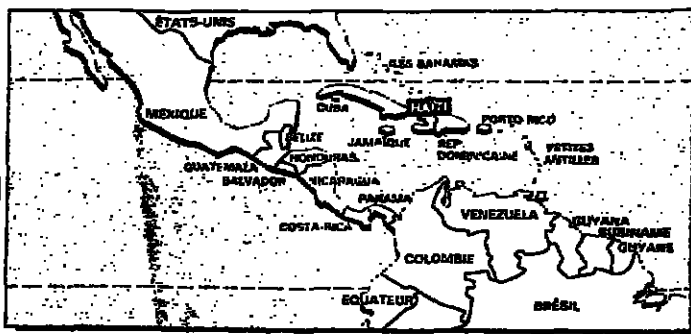
L'intégration régionale est le second élément-clé pour créer l'espace nécessaire, piste d'envol vers le développement économique. Elle donne aussi la dimension indispensable à la formation de centres d'excellence dans le domaine de l'éducation et des sciences. Ces pays doivent créer leur propre assise scientifique s'ils veulent moins dépendre de la technologie d'autrui. L'action du lauréat du prix Nobel de physique Abdul Salam, dans son Centre international de physique théorique, est un pas dans la bonne direction.

Au plan mondial enfin, la responsabilité revient surtout aux passagers du TGV. Les pays du groupe de tête devront accorder les différents instruments de leur politique économique et financière internationale, éviter que leurs programmes d'investissements ne contredisent ceux de coopération. Il leur faudra également rompre avec la frilosité protectionniste.

Sommes-nous en pleine utopie ? Cet ensemble de propositions est-il irréaliste ? Le croire serait accorder trop peu d'importance aux changements de la décennie 80. La révolution silencieuse a modifié notre horizon politique. De nouvelles élites ont vu le jour. Et c'est leur pragmatisme et leur bon sens qui rendent possible cet ambitieux programme, le placent à portée de main, à portée d'effort...

LOUIS EMMERLJ

(1) Les économistes du Japon et d'autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est utilisent cette expression pour illustrer le lien spécifique existant entre les économies de la région. Le Japon est « l'oiseau de tête » ; il est suivi par les nouvelles économies industrialisées ; elles-mêmes sont talonnées par les pays de l'ASEAN ; l'ensemble va de l'avant dans une formation en V inversé.



UN message en créole, diffusé par haut-parleur, accueille le visiteur à l'aéroport de Port-au-Prince. Le président Jean-Bertrand Aristide souhaite la bienvenue aux « frères et sœurs du dixième département » (c'est ainsi qu'il a rebaptisé la diaspora) et les incite à aider le gouvernement pressé (au plus vite, en créole). « Haiti doit apprendre à compter d'abord sur ses propres forces et en finir avec la tradition de mendicité qui caractérisait ses rapports avec le monde extérieur », explique un collaborateur du jeune président.

L'aide internationale est indispensable dans ce pays, le plus pauvre des Amériques, où plus de soixante-dix pour cent de la population survit, on ne sait trop par quel miracle, en dessous du « seuil de pauvreté absolue ». La définition de nouveaux rapports avec les bailleurs de fonds est l'une des clés de l'échec ou de la réussite du nouveau gouvernement démocratique haïtien. L'impressionnant soutien populaire dont jouit le jeune prêtre, élu triomphalement président il y a six mois, risque de s'émousser s'il ne parvient pas dans les prochains mois à améliorer le niveau de vie des campagnes qu'étreint la famine et des bidonvilles que la saison des pluies transforme en immenses cloaques.

Les paysans réhabilités

L'enjeu dépasse Haïti. Hantise du Vatican, espoir des masses latino-américaines succombant sous le poids de la dette et menacées par le choléra, la théologie de la libération est pour la première fois au pouvoir. Dans un contexte difficile, alors que les modèles de gauche, marxistes ou socialistes, s'effondrent, cette théologie à l'haïtienne va devoir innover face aux recettes

néolibérales que les Etats-Unis et les grands organismes financiers internationaux présentent comme l'unique solution aux problèmes du tiers-monde.

Rédigés à la hâte durant la campagne électorale, *La chance qui passe* et *La chance à prendre*, les deux textes qui ont servi de programme au candidat Aristide, ébauchent les principaux objectifs du nouveau gouvernement haïtien, au-delà de « l'option préférentielle en faveur des pauvres » à laquelle se résumait jusqu'à présent la réflexion économique de la théologie de la libération. Le projet s'articule autour des « bourgs-jardins », petites unités de production agricole visant à l'autosuffisance alimentaire et devant permettre l'émergence d'une « robuste classe moyenne de jardiniers et de marchandes », ainsi que d'« entrepreneurs » en amont et en aval de l'agriculture.

Pour endiguer la progression des bidonvilles, il faut réhabiliter les paysans, ceux que les bourgeois des villes appellent péjorativement « les gros orties ». Une ambition légitime, dans la mesure où 70 % de la population haïtienne vit encore dans les campagnes, mais difficile car elle dépend du succès de la réforme agraire. « Le problème de la terre est l'un des plus complexes en Haïti, en raison de l'absence fréquente de titres de propriété », reconnaît Rony Smart, chargé de ce dossier délicat au ministère de l'agriculture.

Sur le plan monétaire, le programme du président Aristide prône la rigueur et la prudence : « en tenant compte des pratiques financières et des accords conclus entre l'Etat haïtien, la Banque centrale et certaines institutions internationales ». On retrouve ce souci d'orthodoxie dans les travaux du « Groupe économie », composé de onze experts, économistes, indus-

Le développement

Haïti : aide-toi, Le gouvernement du Père Aristide et instaurer de nouvelles

triels et banquiers et chargé de proposer des mesures concrètes au gouvernement.

Frantz Verella, conseiller économique du président Aristide, nommé ministre des travaux publics, en résume la philosophie en soulignant que « l'efficacité économique n'est pas incompatible avec la justice. Pour jouer pleinement son rôle régulateur et distributif, l'Etat devra minimiser la corruption et les distorsions dans l'administration et les entreprises publiques ».

De son côté, Gérard Pierre-Charles, l'un des principaux idéologues du nouveau régime, insiste sur le caractère pragmatique de *Lavalas* (*lavalas*, c'est le torrent en crue, symbole du mouvement qui a porté le Père Aristide au pouvoir) : « Nous n'avons rien à nationaliser, rien à exproprier. Notre ambition est de passer de la misère abjecte à la pauvreté digne », déclare-t-il. Un pragmatisme qui rassure Raymond Lafontant, l'un des porte-parole des chefs d'entreprise : « C'est évidemment un gouvernement très social, mais ils ne sont pas anti secteur privé ».

Un soutien de la diaspora

Quatre mois après la prestation de serment du président Aristide, l'action du gouvernement reste dominée par l'urgence. Les chômeurs réclamant du travail aux portes des ministères, les protestations diffusées par les stations de radio contre la hausse des prix du riz ou de la farine, les menaces de disette dans les campagnes les plus pauvres, la lutte contre la corruption, la contrebande et le trafic de drogue et les inquiétudes de la bourgeoisie obligent le nouveau pouvoir à faire du coup par coup. Au risque de donner l'impression de ne pas avoir de stratégie globale.

Le premier ministre, René Prévail, a trouvé les caisses de l'Etat à

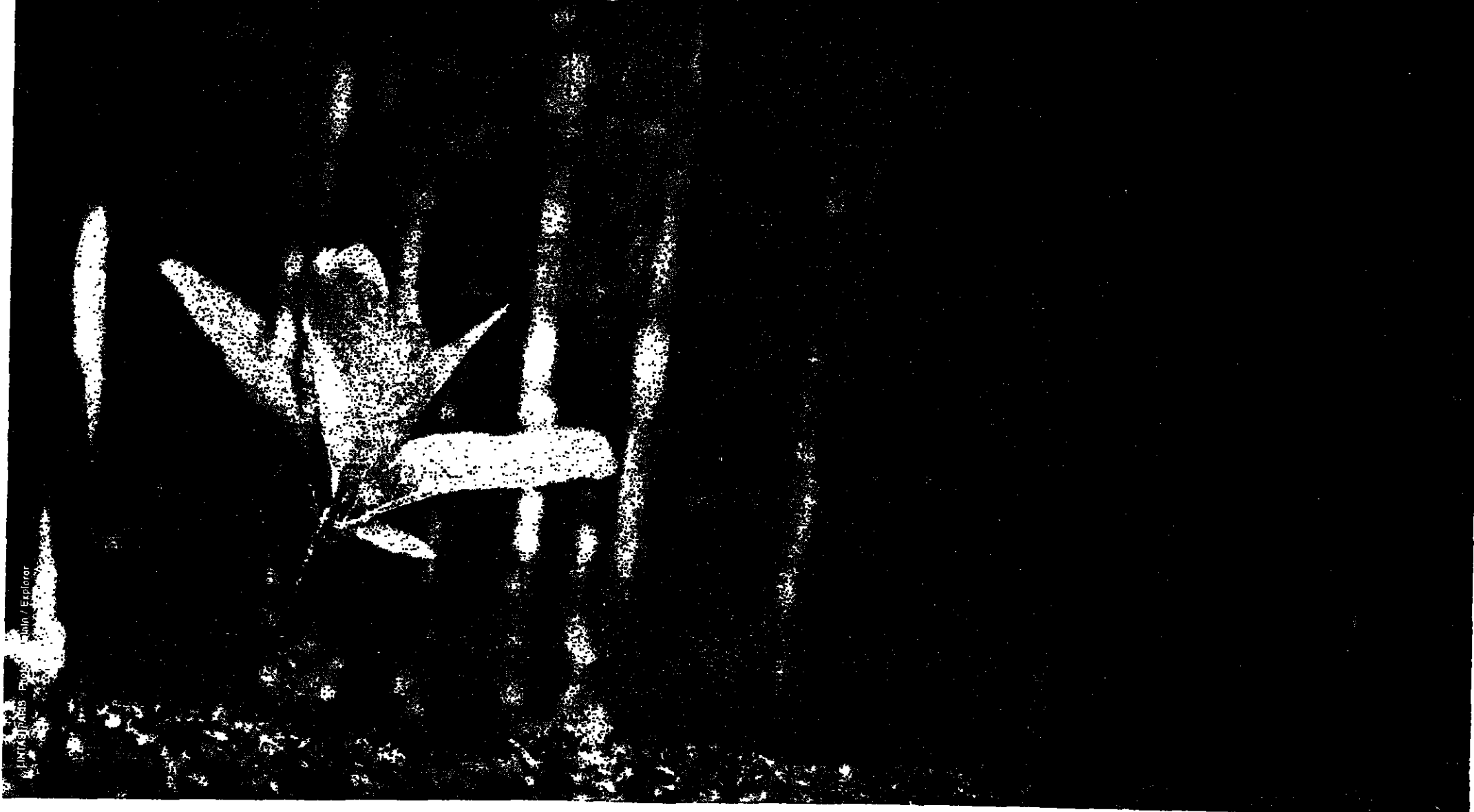
peu près vides et les promesses d'aide étrangère ont tardé à se concrétiser. Entre les annonces des bailleurs de fonds et le déboursement des crédits s'écoulaient des mois de démarches bureaucratiques que le nouveau pouvoir, dans son inexpérience, n'a pas toujours suffisamment pris en compte. Pour assurer la soudure, le gouvernement s'est tourné vers la diaspora, qui a donné plus de 1 million de dollars « pour aider à reconstruire Haïti » tandis que le ministre de la planification, Renaud Bernardin, faisait la tournée des capitales amies.

L'une des grandes ambitions du projet « lavalassien » est de parvenir à de nouvelles relations de coopération marquées par le respect réciproque et une plus grande efficacité. Les bailleurs de fonds et les experts haïtiens s'accordent à dresser un bilan totalement négatif de l'aide externe accordée à Haïti au cours des vingt dernières années.

Reinhart Helmke, qui vient de quitter ses fonctions de représentant des Nations unies en Haïti, le résume en quelques chiffres : « L'assistance étrangère, publique et privée, a représenté en moyenne 200 millions de dollars par an depuis 1980, alors que le produit intérieur par tête a diminué, en termes réels, d'environ 40 % depuis cette date ».

Une bonne partie de l'aide internationale a servi à gonfler la fortune du clan Duvalier, évaluée à plus de 500 millions de dollars et déposée dans des banques étrangères. Cette « perversion de l'aide internationale » (1) n'est pas nouvelle : en 1982 déjà, le Congrès des Etats-Unis s'inquiétait de « l'échec des programmes de développement en Haïti en raison de la corruption généralisée des autorités haïtiennes et de leur insensibilité au sort de l'Haïtien moyen ». La corruption du régime duvalériste et ce que les technocrates du développement

Quand on veut atteindre la maturité, mieux vaut s'implanter sur le bon terrain.



هكازمان النحل

CHAMPS ECONOMIQUES

du tiers-monde

le ciel t'aidera

veut en finir avec une tradition de mendicité relations avec les bailleurs de fonds

appellent « la faible capacité d'absorption de l'Etat haïtien » ne sont pas seuls en cause.

Les bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux, portent également une lourde responsabilité. Le poids de l'« assistance technique » (qui, au sein de l'enveloppe globale de l'aide, représente le coût des experts étrangers) confirme qu'il existe une logique propre de la coopération peu soucieuse des besoins réels du pays bénéficiaire.

En 1988, les salaires et frais de mission des experts parachutés pour des missions de courte durée et des expatriés en tout genre ont représenté 55 millions de dollars, 40 % du total de l'aide reçue par Haïti. Une aide peu efficace et coûteuse pour l'avenir dans la mesure où elle a été financée à hauteur de 20 % par des prêts qui devront être remboursés par l'Etat haïtien. Trop souvent, « les projets de développement constituent avant tout autre chose des sources d'emploi pour les experts », constate Jean-André Victor, qui a évalué à la demande du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) l'impact de l'assistance technique sur l'agriculture.

Des projets suspendus

Dans un rapport interne rédigé en juillet 1990 (cinq mois avant les élections), la Mission française de coopération souligne que « l'existence d'un Etat central parasite et prédateur, opaque dans son fonctionnement... a pour conséquence que l'« offre » de coopération faite par les grands bailleurs de fonds est

le plus souvent inopérante faute d'être « appropriée » pour les destinataires ».

A titre d'exemple, le rapport cite un projet d'irrigation dans la plaine de l'Arcahaie, financé par la Caisse centrale de coopération économique, dont le budget de 120 millions de francs « dépasse tellement l'échelle des perceptions et des capacités de réalisation et de gestion des populations que celles-ci se sentent automatiquement exclues ». Le résultat de ces « offres de coopération » inadaptées est, poursuit le rapport, « la mise en place de technocraties parasites ».

Autre écueil, bien connu en Haïti : la prolifération d'organisations non gouvernementales (ONG) « zombies », dont la principale raison d'être est de bénéficier du « débarquement » de l'aide. A côté des ONG sérieuses, qui développent des microprojets en liaison étroite avec la population, ont surgi au cours des dernières années nombre d'institutions plus ou moins fantômes, dont les fondateurs sont devenus spécialistes dans l'art de capter les fonds de la charité internationale. L'inefficacité, le manque de coordination et parfois les malversations caractérisées entraînent là aussi d'importants gaspillages.

Bien qu'aux abois sur le plan financier, le nouveau gouvernement haïtien n'a pas hésité à repousser plusieurs « offres de coopération » qu'il jugeait inadaptées ou trop coûteuses. « Le ministre de l'agriculture a refusé un prêt de 39 millions de dollars de la Banque mondiale car 40 % de son montant étaient prévus pour la rémunération

des experts étrangers, alors que nous disposons de personnel haïtien qualifié », explique le Père Antoine Adrien, un des hommes de confiance du président Aristide.

« J'ai été heureusement surpris par l'attitude du ministre des affaires sociales, qui a suspendu plusieurs projets de coopération en attendant de faire le ménage dans son administration », raconte Lionel Massum, qui représente l'Organisation internationale du travail (OIT) en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

La volonté de moraliser l'Etat, qui permet aussi d'épurer les fonctionnaires trop compromis avec l'ancien régime duvaliériste, risque d'aggraver la pénurie de cadres. Là encore, la diaspora peut jouer un rôle important. Des milliers d'émigrés haïtiens qui ont étudié et fait carrière en Amérique du Nord ou en Europe ont proposé leurs services au nouveau régime.

Les bailleurs de fonds sauront-ils faire preuve d'imagination en recourant davantage à ces professionnels parlant créole, connaissant le milieu et moins exigeants sur le plan financier que les spécialistes de l'« assistance technique » ? Pour favoriser ce « retour des cerveaux », il faudra vaincre les réticences... et les intérêts de nombreux experts en développement.

de Port-au-Prince
JEAN-MICHEL CAROIT

(1) Josh DeWid et David Kinley : *Aide à la migration, l'impact de l'assistance internationale à Haïti*, Ed. Clédica, Montréal.

L'Afrique à l'école tamoule

Ceux — et ils sont nombreux — qui souffrent d'afro-sinistrose feront bien de lire le dernier livre de Pierre Gourou, professeur honoraire de géographie tropicale au Collège de France. Né avec le siècle, ce maître incomparable n'a pas fini de nous étonner par sa pensée originale, sa vitalité, son art de démolir les idées reçues. Son ouvrage couvre l'Afrique tropicale pluvieuse (au moins 700 millimètres de pluie), soit 12 millions de kilomètres carrés (deux fois l'Europe) qui abritent 250 millions de ruraux.

Plus que le lot de handicaps d'ordre technique, socio-culturel, historique, politico-économique, c'est la sous-utilisation du potentiel agricole qui crève les yeux. En lever de rideau, notre géographe choisit deux zones aux traits physiques similaires : les territoires d'Afrique centrale (Zaire, Tanzanie, Zambie) et la partie péninsulaire du pays tamoul en Inde.

Dans le premier cas, des densités rurales moyennes de 3 à 5 habitants au kilomètre carré ; dans le second, « même les plateaux les moins doués dépassent aisément les 200 habitants au kilomètre carré ». L'insalubrité qui règne du côté africain (fièvre jaune, trypanosomiase animale) est très loin d'expliquer de pareilles différences. Techniques de production, techniques d'organisation de l'espace, encadrement des hommes, pour reprendre des thèmes chers à l'auteur, permettent de comprendre le parcours africain et le parcours indien.

L'essartage a presque complètement disparu en pays tamoul depuis des siècles. Les techniques d'irrigation — canaux de dérivation, puits, réservoirs ou tanks — sont réperables depuis au moins deux mille ans. L'encadrement humain par une adminis-

tration fort élaborée (« Le premier cadastre connu date du dixième siècle de notre ère »), l'organisation de réseaux commerciaux internes et internationaux, jouent un rôle non moins important.

« La situation tamoule est l'aboutissement d'une histoire qui s'est déroulée sur trois millénaires d'une mémoire écrite et d'institutions administratives sur lesquelles se sont greffées les méthodes du Civil Service britannique », et, ajoutons-nous, après l'indépendance, une politique de développement aboutissant à la révolution verte.

Un travail acharné

« Le plus souvent, l'agriculteur africain n'investit pas dans la terre... Il n'apporte pas, ou fort peu, de fumure. » Son outillage se réduit à la houe, au couteau. Après deux ou trois récoltes, la terre est en jachère. En bref, une agriculture très extensive, malgré des exceptions. Au prix d'un travail acharné, les paysans des monts du Mandara, aux confins du Cameroun et du Nigéria, arrivent à vivre avec une densité de 250 habitants au kilomètre carré. Non moins intensives sont les techniques des Chaggas du Kilimandjaro.

Néanmoins, « l'intensif traditionnel relève le rendement à l'hectare, mais n'améliore pas la productivité du travail. L'intensif modernisé doit accroître cette productivité : l'irrigation, la double récolte annuelle, la fumure, l'utilisation de semences et de plants à gros rendements ».

Dans cette perspective, les hommes devraient jouer un plus grand rôle. Or, « en pays bantou, les femmes travaillent aux champs plus longtemps que les hommes ». Au village de Mou-

tampa, au sud de Brazzaville, les paysans font mille quatre cents heures par an, les femmes trois mille deux cents, auxquelles s'ajoutent le dur et long travail domestique. Cinquante millions d'exploitations agricoles récoltent chaque année le produit de 50 millions d'hectares, ce qui est très peu (4 % de la superficie totale) et permet mal aux familles de s'en sortir.

N'oublions pas non plus les facteurs politiques, la colonisation avec son découpage artificiel des territoires et des ethnies, les gouvernements d'aujourd'hui, instables ou fragiles. Quelle que soit la manière d'aborder le continent, la question-clé tient aux « encadrements ruraux », à un véritable dessin, bien conçu par les élites dirigeantes, exécuté par une administration qui peu à peu mène à bien les réformes indispensables : l'évolution vers la propriété privée, les changements dans les habitudes de travail, les nouvelles techniques agricoles, des réseaux routiers convenables, des structures commerciales...

« Il serait judicieux, conclut Pierre Gourou, qu'une première étape s'inspire non des modèles occidentaux, mais des techniques de l'Inde péninsulaire, mises au point sous un climat semblable au climat de l'Afrique tropicale. » Utopie diront les sceptiques. Or, l'auteur le rappelle, le schéma qu'il esquisse a été appliqué de manière remarquable notamment par les Bamilekés du Cameroun.

Un livre édifiant, une provocation de bon aloi.

GILBERT ÉTIENNE

► *L'Afrique tropicale, pain ou géant agricole*, de Pierre Gourou, Flammarion, 225 p., 115 F.

PARIS POUSSE A LA DÉFENSE

La Défense
l'Adresse Capitale

SARIS
N°VERT 05.20.20.10

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

DANS une chronique précédente (« SMIC et chômage », le Monde du 18 juin), je conclusais par le refus d'admettre l'idée, en passe d'être acceptée comme évidente, selon laquelle une économie de compétition a nécessairement pour corollaire l'élimination du marché de l'emploi de toute une frange de la population plus ou moins incapable de s'adapter aux nouvelles conditions de la production ou réfractaire à ces disciplines. J'ajoute que croire à la fatalité d'une telle marginalisation économique était méconnaître « un des ressorts les plus puissants » de l'économie d'échange.

A l'heure où nombre d'économistes occidentaux essaient de persuader les pays ex-communistes que l'apparition d'un chômage massif est quasiment inévitable chez eux, il est particulièrement opportun de s'interroger sur ce ressort. Dans quelle mesure peut-on, ou doit-on, lui confier la destinée du plein emploi? Poser la question, c'est aussi découvrir combien la pensée économique moderne est peu préparée pour y répondre. Heureusement, le marché est un processus dynamique qui produit ses effets même si on ne les comprend pas complètement, à condition toutefois de ne pas en fausser la fonctionnement.

Disposons d'abord une double équivalence. Il est clair que l'intensification de la concurrence peut avoir pour effet d'accroître le passage d'un emploi à l'autre, d'où l'apparition d'un chômage temporaire. Il est encore plus évident qu'en refusant d'établir un lien automatique entre concurrence et sous-emploi on ne cherche nullement à minimiser l'importance de la formation professionnelle — de l'apprentissage, comme dit très bien M^{me} Edith Cresson en appelant les choses par leur nom, ce nom est-il une mauvaise connotation politique. Une meilleure formation permet un choix plus ouvert entre les différentes offres d'emploi. Rien que pour cela, elle est un facteur hautement positif.

Le fait toutefois que les gens non formés ont infiniment plus de chances de trouver un emploi dans les pays économiquement et techniquement les plus avancés que dans les pays économiquement et techniquement en retard, comme en témoignent les grands courants migratoires modernes, atteste l'existence d'une véritable dynamique de l'emploi. Comment celle-ci s'explique-t-elle? Dans des pays aussi différents que le Sud, le

Japon, les Etats-Unis, la Corée du Sud, le chômage est faible ou très faible. Voilà encore une autre forte présomption pour penser que le phénomène n'est pas fatal.

C'est probablement l'économiste américain Paul Samuelson (prix Nobel 1970) qui a décrit de la façon la plus simple et la plus imagée, comme on a déjà eu l'occasion de le rappeler dans une précédente chronique, le ressort universel auquel je faisais allusion un peu plus haut. Même si, disait-il, j'étais capable de taper à la machine beaucoup plus efficacement qu'un secrétaire, j'aurais encore avantage à en employer un car je fais un meilleur usage de mon temps en travaillant à mes recherches d'économiste — c'est lui qui parle — qu'en mettant en forme le résultat de ces travaux. Cette façon de présenter les choses n'inspire pas nécessairement une échelle des valeurs entre les différentes sortes de travail. Elle constate simplement que chacun de nous possède un certain nombre d'aptitudes diverses et que ces aptitudes peuvent être comparées entre elles.

Remarquons tout de suite que la considération du salaire versé par Paul Samuelson à sa secrétaire et du traitement qu'il touche en tant que professeur (sans parler des honoraires qu'il encaisse pour ses conférences, ses consultations, etc.) est un des éléments qui orientent son choix; sa décision d'embaucher une secrétaire ne vaut que si le coût de sous-traiter, en quelque sorte, la frappe des textes, est déterminé par le marché, et non artificiellement majoré. Supposons maintenant que Paul Samuelson et sa secrétaire soient tous les deux les salariés d'une même organisation.

Théoriquement, le problème de l'utilisation du temps se poserait dans des termes à peu près identiques si tous les salaires étaient égaux. Pratiquement, il en va de toute évidence très différemment. C'est un fait que, dans une économie libre, les rémunérations s'établissent spontanément selon une certaine échelle (la hiérarchie n'a probablement guère changé depuis des siècles entre le salaire d'un ouvrier boulanger et le gain d'un notaire). Toute tentative systématique d'écrasement de cette échelle s'est presque tou-

jours traduite, à terme plus ou moins rapproché, par des effets très négatifs sur la production et le dynamisme général d'une économie. La raison en est probablement qu'en l'absence d'une incitation pécuniaire l'aptitude — sauf vocation impérieuse — ne serait pas un moteur suffisant d'orientation des carrières et des métiers.

Le plus important pour la bonne marche d'une économie est de laisser jouer au maximum le principe de la meilleure utilisation du temps, y compris donc, s'il le faut, par l'acceptation d'une hiérarchie des salaires relativement ouverte. On s'explique ainsi la raison d'être d'un certain nombre de faits d'expérience apparemment paradoxaux. Le Japon, par exemple, est connu pour son industrie surclassant la plupart de ses concurrents par sa technique et ses méthodes d'organisation, lui assurant une productivité pratiquement sans égale. Mais ce pays se distingue également par « l'archaïsme » de son appareil de distribution, la survivance d'emplois jugés ailleurs dépassés et inutiles (on poinçonnait encore à la main, il y a quelques années, les tickets dans le métro de Tokyo). Telle est du moins la façon occidentale de décrire la situation.

LES Américains se sont appuyés sur le contraste entre le Japon moderne et le Japon des petites boutiques pour bâtir la notion toute nouvelle d'obstacles dits structurels aux échanges et s'en prévaloir pour réclamer de leurs interlocuteurs des réformes. C'est ainsi qu'ils ont arraché l'engagement que soit favorisée au Japon l'ouverture de supermarchés (dont on espère qu'ils seront davantage enclins à vendre des produits importés). Reste à savoir si, d'un point de vue purement économique, on doit a priori qualifier d'anormal et de contraire à l'esprit d'une économie de marché la structure de l'économie japonaise. Quelles que soient les habitudes de travail d'un peuple, celui-ci ne dispose que d'un nombre limité de jours ouvrés dans l'année. Plus on crée des emplois spécialisés dans l'industrie et plus on multiplie les débouchés pour des petits métiers : le travail de l'ingénieur est indirectement aidé par le portage à domicile. Et aussi, plus on mobilise de capital pour les activités où l'avantage par rap-

port aux concurrents est le plus grand, moins il en reste pour d'autres emplois.

L'absence d'investissements lourds dans le commerce peut, dans certaines conditions, être la contrepartie nécessaire d'un surcroît d'investissements dans l'électronique. C'est un aspect auquel nos partisans de la politique industrielle n'ont peut-être pas accordé suffisamment d'attention. Observons encore que, d'une certaine façon, les Etats-Unis offrent, de ce point de vue, des similitudes avec l'économie de type japonais. Un haut degré de sophistication y coexiste avec l'extraordinaire développement des services faisant appel à une main-d'œuvre très peu qualifiée. Les intellectuels européens n'aiment pas ce modèle. Les innombrables immigrés d'Asie et d'Amérique latine, voire d'Afrique, ont trouvé outre-Atlantique un emploi dont ils avaient absolument besoin pour nourrir leur famille. Leur point de vue est sans doute différent.

Le principe ici décrit dans ses effets pratiques serait sans doute mieux compris si, au lieu de parler à son propos d'avantages comparatifs, on l'avait appelé principe des désavantages comparatifs (une expression que l'économiste Bernard Lassudrie-Duchêne a aussi employée). Il suffit de regarder autour de soi et de se considérer soi-même pour se convaincre que neuf fois sur dix un homme — ou une femme — est employé à faire ce qu'il (ou ce qu'elle) fait de moins mal. Cette façon de s'exprimer est préférable à celle qui consiste à présenter les choses sous leur aspect positif en disant que chacun, sous l'aiguillon de la concurrence, tend à faire ce qu'il fait de mieux. Bien sûr, les deux formules sont équivalentes, mais la référence au meilleur renvoie malencontreusement au processus dit de la sélection naturelle, lequel ne présente qu'une image déformée et à la limite fautive d'une économie concurrentielle.

Le modèle de cette dernière reste, dans ses fondements, conforme à l'exemple, célèbre auprès des économistes, inventé par Ricardo il y a cent soixante-dix ans pour faire comprendre ce dont il s'agit. Supposons une économie formée par deux producteurs consommateurs où deux produits seulement sont échangés,

les souliers et les chapeaux. Jacques surclassant son concurrent pour la fabrication de chacun de ces deux articles; mais, pour les chapeaux, sa productivité est de 20 % supérieure à celle de Pierre, alors que son avantage est de 33 % pour la fabrication des souliers. Dans une pareille hypothèse, Jacques, bien qu'il soit plus « performant » dans tous les domaines, a tout intérêt à se spécialiser dans l'industrie des souliers et à laisser à Pierre, dont c'est évidemment également l'intérêt, le soin de confectionner la totalité des chapeaux, activité pour laquelle son désavantage est par comparaison moins prononcé. Si un tel principe n'était pas à l'œuvre, on ne pourrait pas s'expliquer pourquoi des centaines de milliers d'entreprises continuent de par le monde à être rentables, tout en étant loin de produire dans des conditions optimales.

P OUR toute une série de raisons, la pensée économique moderne a du mal à intégrer ce principe dans ses modes de raisonnement. Les interprétations qu'elle en donne sont en outre singulièrement appauvries, malgré la complexité de ses équations. Le motif principal est que le raisonnement est conduit uniquement en termes de salaires et de coûts et non par référence au temps de travail. Un autre est que, même pour les économistes de tradition néolibérale, le modèle implicite de référence reste en réalité l'économie planifiée. L'approche macroéconomique pousse subtilement dans cette direction. Or seul un marché libre est capable de distribuer les activités selon le principe du désavantage comparatif.

Ajoutons encore ceci : parce que Ricardo, sauf une fois (précisément dans la parabole des chapeaux et des souliers), n'introduit le principe qu'à propos du commerce extérieur les générations successives d'économistes qui lui ont succédé ont pris l'habitude d'aborder la question uniquement de ce point de vue. Ces différents partis pris ne sont pas étrangers aux déviations de l'économie moderne, aux politiques consistant à ne s'intéresser qu'à la sélection des champions au détriment du bon fonctionnement de l'ensemble (voir ce qui a été dit dans la chronique du 18 juin sur les rapports entre le salaire minimum et l'indemnisation du chômage).

Un industrialisme dépassé

Il serait absurde d'abandonner à l'Allemagne et au Japon le secteur des services à fort potentiel de croissance

par Jean Gadrey

LES actuelles visions industrialistes risquent fort de constituer, au cours des années 90, des freins à la croissance, à la compétitivité et à la création d'emplois. Elles aboutissent, si on les applique, à renouveler une erreur stratégique classique (le syndrome sidérurgique) : consacrer l'essentiel des ressources disponibles à des activités produisant des biens dont la demande totale en valeur, même si elle croît en niveau absolu, décline en termes relatifs.

Cette tendance très profonde à la décroissance de la part des biens industriels dans la production, la consommation, et l'emploi correspondant, vaut aussi bien sur le plan national qu'à l'échelle internationale. Puisque l'Allemagne et le Japon constituent des points de référence, il n'est pas sans intérêt de signaler que l'emploi dans les services y est passé, entre 1973 et 1987, de 33,6 % à 55,4 % pour la RFA, et de 37,4 % à 58,6 % pour le Japon, cette tendance s'étant encore accélérée au cours des dernières années.

Une vision régressive

La pensée industrialiste repose sur un postulat de plus en plus contestable : l'industrie crée les « richesses » ; les services (les activités tertiaires) utilisent et consomment ces richesses. Un pays prospère serait donc par définition un pays accordant une priorité à l'industrie, et de l'efficacité de l'industrie dépendrait l'importance du surplus de richesses autorisant le développement des autres activités.

Cette pensée matérialiste trouve ses origines chez les auteurs classiques et chez Marx. Elle reste extrêmement vivace dans certains pays, dont la France, compte tenu notamment du rôle qu'y jouent les

écoles d'ingénieurs dans la sélection des élites, mais aussi de l'influence de la pensée classique sur les idées économiques.

Or de multiples raisons conduisent à affirmer que ces visions ont aujourd'hui un caractère régressif et que la tendance qui s'affirme dans les économies développées est celle d'une relation de plus en plus symbiotique entre l'industrie et les services, chacun de ces deux grands secteurs d'activité ayant désormais besoin de s'appuyer sur l'autre pour obtenir des succès, sans qu'il soit possible de décréter que l'un d'eux est le « moteur » du système qu'ils forment.

S'il était vrai, il y a vingt ou trente ans, que le commerce, les services bancaires, les services aux entreprises, les services aux ménages, les services d'éducation et de santé, les services de collectivité locale, etc., apparaissaient à certains regards comme périphériques et dépendants vis-à-vis du « cœur » industriel, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Ils ont grandi, ils ont affirmé leur capacité à créer de la valeur.

Ces services déterminent très largement le succès ou l'échec des politiques de développement régional ou local (au point de constituer des facteurs d'attraction des firmes industrielles), et leurs échanges internationaux progressent plus rapidement que ceux des biens industriels. Selon les Comptes de la nation pour l'année 1989, la valeur ajoutée de l'industrie était de 1 459 milliards de francs, alors que le secteur tertiaire était crédité de 3 903 milliards, soit deux fois plus ! Or l'économie française obtient, dans le domaine des services, de bons résultats qu'une politique économique industrialiste remettrait en question. Le solde des échanges de services de la France est régulièrement excédentaire — avec une progression à la fin des années 80,

— mais des difficultés se profilent qui exigeraient que l'on aide les services à se « muscler », en particulier dans les domaines suivants : la constitution d'entreprises d'envergure internationale (toute une série de services professionnels en France sont encore très atomisés), le développement de recherches dans et sur les services (dont un embryon dynamique existe déjà au ministère de la recherche), l'extension à certaines activités tertiaires de systèmes de primes et d'aides encore réservés à l'industrie; la prise en compte des dimensions « immatérielles » de l'investissement, souvent liées au recours aux services.

La nouvelle richesse

Rien ne symbolise mieux cette relation symbiotique de l'industrie et des services que la montée des activités informationnelles dans tous les secteurs d'activité : information interne aux organisations ou fournie par des sociétés de services, information dont le traitement associe étroitement les matériels, les logiciels et les services, avec une part croissante pour ces derniers, au point que les grands constructeurs informatiques tendent de plus en plus à s'orienter vers les services et le conseil où ils voient une source majeure de valeur ajoutée et de marges, une nouvelle « richesse ». Un excellent rapport de René Meyer, « Information et Compétitivité », établi dans le cadre du Commissariat général du plan, fait utilement le point sur cette question, d'intérêt stratégique, en soulignant l'inquiétant retard français dans un domaine où les Etats-Unis et le Japon caracolent en tête.

Prenons un dernier exemple. Une récente conférence des Nations unies (La Haye, octobre 1990) a permis de mettre en évidence que,

en matière de coopération Est-Occident en Europe, les activités de services devaient faire l'objet d'une attention au moins aussi grande que l'industrie. Les pays d'Europe de l'Est ont besoin, de façon urgente, de services de communication, de distribution, de services aux entreprises, de services financiers, de services touristiques, et il apparaît que, dans ces domaines, les expériences de coopération (et en particulier de « joint-ventures ») sont particulièrement fructueuses.

Dans les conditions des années 90, investir de façon forcée et unilatérale dans l'industrie reviendrait à multiplier ce que les économistes nomment des « coûts irrécupérables ». On commence d'ailleurs à admettre aujourd'hui que l'industrie française a connu au cours des années 70 et 80 un taux d'investissement élevé, supérieur à la moyenne européenne, et que ses problèmes d'efficacité s'expliquent moins par un déficit global d'investissement que par des considérations stratégiques et organisationnelles.

Choisir une politique économique tenant compte des tendances de la demande et des marchés, et de la complémentarité croissante entre l'industrie et les services, est certainement un objectif plus complexe, moins facile à traduire en mots d'ordre. Mais il serait absurde, au moment où le Japon et la RFA entrent en force sur le marché international des services (la part des services dans leurs encours d'investissements directs à l'étranger était en 1987 de 62 % pour le Japon, de 48 % pour la RFA, contre 39 % pour la France), de leur abandonner des secteurs à fort potentiel de croissance où le savoir-faire national est réel et qui produisent la majeure partie des richesses consommées.

► Professeur à l'université Lille-I.

BIBLIOGRAPHIE

Comment garder la tête froide ?

DANS son laboratoire d'économétrie de l'Ecole polytechnique, Patrick Lagadec continue de pousser les recherches qui l'ont projeté sur le devant d'une scène peu encombrée, celle du Risque technologique majeur (1). Cette fois, il nous parle de la gestion des crises. Il ne faut pas entendre le mot « crise », en l'occurrence, sous sa forme réductrice de « crise économique ». L'auteur nous plonge au cœur de toutes les formes de ruptures qui peuvent affecter un pays, une ville, une organisation, une entreprise, etc., et son propos est de présenter des « outils de réflexion à l'usage des décideurs ».

L'analyse est poussée avec un soin extrême, jusqu'aux tréfonds. Pour le responsable, il ne s'agit pas de lire cet ouvrage... à tête reposée, car lorsqu'il lui faudra appliquer la « technique Lagadec » face à une catastrophe, le flux d'adrénaline sera tel qu'il ne pourra guère retrouver les repères évoqués. C'est plutôt à un entraînement fondé sur les principes et les expériences détaillées ici qu'il est convié.

Qu'est-ce qu'une « crise » ? Notre auteur n'hésite pas à consacrer cent cinquante pages à dresser « le tableau des difficultés qui attendent le responsable ». Nous sommes le plus souvent devant un événement majeur, dans un univers de la démesure, face à une défaillance de grande ampleur où l'urgence de l'action se heurte à l'inconnu, où il faut très vite apprécier le phénomène de résonance entre l'événement et son contexte, où l'on perd son univers de référence. On partira aussi bien de l'Amoco-Cadiz, de Seveso, de Three-Mile-Island, de Bhopal que du boycott du lait en poudre de Nestlé, de Watergate ou

de l'explosion de Challenger. Une des études les plus intéressantes de cette dynamique de crise porte sur les rapports avec les médias où l'on nous décrit la solitude du décideur face aux journalistes, la réalité construite par la télévision qui deviendra la seule réalité prise en compte, etc. Le face-à-face avec les victimes est encore plus terrible, le dirigeant étant pris entre le désastre et la fuite. Et peut-on oublier la foule des acteurs sociaux que déclenche une « crise » entendue au sens large : syndicats, structures internes de l'organisation, associations, populations, élus, autorités politiques.

Patrick Lagadec va ensuite essayer de fournir au décideur un « tableau de bord pour l'élaboration de sa conduite et de son action stratégique ». Il distingue la phase-réflexion, où il faudra d'abord éviter la disqualification du responsable, et celle de la mise en œuvre des attitudes et des capacités pour avoir prise sur l'événement et donc pour garder la tête froide. Enfin, il sera temps aussi de s'interroger sur la manière de développer, dans un souci de prévention un apprentissage des hommes, des équipes et des organisations. Quelques pistes sont ouvertes.

L'entreprise de Patrick Lagadec est des plus originales. Puisqu'il nous emmène sur un terrain non défriché, il a composé son ouvrage pour en faciliter au maximum la lecture : langage clair, jeu subtil de titres, exemples. C'est aussi une façon de gérer la complexité.

PIERRE DROUIN

(1) Collection « Futuribles » : Pergamon Press, 1981.

► La Gestion des crises, de Patrick Lagadec. Ed. M. Graw-Hill, 326 p., 195 F.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Nous sommes une société de forte notoriété dans la vente, la fabrication et la diffusion de produits de luxe sous nos propres marques. Cotés en bourse, nous réalisons avec 250 personnes et une unité de fabrication en France (Ardèche) et à l'étranger, un chiffre d'affaires de 200 millions de francs (dont 30 % à l'export).

La forte progression de la société alliée à une rapide évolution du marché, nous amène à nous adjoindre les compétences d'un stratège en créant le poste de

Directeur Général Adjoint Futur Directeur Général

Ses missions seront de :

- définir et proposer la stratégie de l'entreprise en déterminant l'ensemble des moyens nécessaires (commerciaux, humains, d'investissements et production),
- mettre en œuvre l'ensemble du marketing opérationnel de l'entreprise vis-à-vis de ses partenaires financiers, et de nos différentes lignes de produits.

Interlocuteur privilégié du PDG, il est également responsable de la mise en œuvre des plans d'action définis et de la bonne gestion de l'entreprise auprès des actionnaires.

Si ce challenge vous intéresse, écrivez sous référence 1247/LM (un dossier complet d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné) à

Coordonnées

COORDONNÉES
Groupe EQUATION
19, rue du Commandant Faurax
69006 LYON.

Directeur Général (X - Mines - Centrale...) Génie Climatique

Notre Groupe est spécialisé dans la maintenance technique aux entreprises et collectivités. Après une croissance assez formidable, il réalise aujourd'hui 2 milliards de francs de CA et emploie 2 500 personnes.

La société que nous envisageons de vous confier est d'acquisition récente. C'est une P.M.E. de 200 MF et de 100 personnes, spécialisée dans l'installation de système de génie climatique auprès des industries et des grands complexes tertiaires. Le passé n'a pas toujours été facile. Toutefois, nous avons des atouts indéniables : un bon carnet de commandes, une réputation de sérieux, la confiance des clients et une belle équipe qui nous permettent d'envisager l'avenir sereinement.

Nous nous choisissons - vous et nous - avec soin. L'homme d'initiatives et de décisions que vous êtes, nous proposerons un plan d'organisation, de développement et de gestion dont vous serez le réalisateur.

Votre antériorité dans des fonctions similaires et votre enthousiasme sont pour nous des conditions majeures pour participer à l'histoire d'un groupe jeune et très performant.

Merci d'adresser votre CV détaillé et vos prétentions (sous réf. CDG 768 M) à SEFOP, notre Conseil, qui nous connaissent bien, vous parlera de nos projets et traitera votre candidature en toute confidentialité.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

SEFOP

LA DEFENSE

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

Recherche

DIRECTEUR GENERAL ADMINISTRATEUR DE BIENS/ SYNDIC D'IMMEUBLES

SODERHU

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1105/6 à SODERHU - 36, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

GROUPE LEGRIS INDUSTRIES

CA 5,7 milliards de francs, 5600 personnes.
UNE STRATÉGIE MONDIALE - OSCAR DE L'EXPORTATION 1991
Notre métier : La mécanique pour l'équipement de l'industrie et du bâtiment. - Maîtrise des fluides industriels et domestiques
- Matériaux de levage et de manutention

AUDITEUR/ CONSOLIDEUR

- 25 / 30 ans, de formation universitaire (Bac + 5) ou Ecole de Commerce, vous avez vécu une première expérience professionnelle de 2 / 3 ans dans un cabinet anglo-saxon.
- Vous aurez pour mission :
- La prise en charge d'une consolidation.
- L'audit et la mise en place des procédures groupe (comptabilité et organisation) dans les filiales de LEGRIS INDUSTRIES.
- Pour ce poste basé à LYON, mobilité géographique et bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à : LEGRIS INDUSTRIES
74 rue de Paris - BP 1105 - 35014 RENNES cedex.

LA TELEVISION PAR CABLE : LE METIER QUE J'AIME, TOUT DE SUITE.

JURISTE

Filiale de la Compagnie Générale des Eaux dans le domaine de la télévision par câble, notre produit s'adressera bientôt à deux millions de foyers.

De formation supérieure en droit des sociétés, complétée par une connaissance des contrats en audiovisuel, vous justifiez d'une première expérience réussie en entreprise ou dans un cabinet conseil.

Juriste (H/F) de terrain, rigoureux, vous possédez de réelles capacités rédactionnelles et vos aptitudes relationnelles ne sont plus à prouver.

Directement rattaché(e) au Secrétaire Général, vous évoluerez dans un environnement passionnant : le développement de l'activité câble-distribution. Vous assisterez et conseillerez les services du siège et les sociétés du groupe dans leurs négociations, l'établissement des contrats avec les collectivités, les ayants-droits et les fournisseurs de programmes.

Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Pour déposer votre candidature, merci d'adresser lettre + CV + photo à Colette VAN DEN TORREN, 14 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

TELESERVICE
LA TELEVISION PAR CABLE

Le Monde *des* Juristes

Société d'économie mixte, nous sommes en charge d'une importante opération d'aménagement.

Sciences Po/Droit - Chargé de missions auprès de notre Direction Générale

Votre rôle : prendre en charge et assurer des missions de nature juridique, économique, sociale, ... Votre savoir-faire rédactionnel mais aussi votre talent relationnel seront sollicités en permanence auprès de nombreux interlocuteurs du monde des entreprises publiques ou privées.

Agé d'au moins 26 ans, à travers une première expérience de nature juridique, vous avez acquis une bonne connaissance de l'immobilier et des collectivités locales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M/399/A à notre Conseil B, avenue Delcassé 75008 PARIS.

C&L

Coopers
& Lybrand
Consultants

RECRUTEMENT

PARIS-QUEST - Quartier Porte Champerret - IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORT ET SERVICES (CA 19 milliards de francs) cherche pour renforcer sa direction juridique

JURISTE D'ENTREPRISE HF

Le poste suppose une excellente formation de base (le DES de Juriste Conseil ou le DJCE seraient tout particulièrement appréciés) appuyée sur une première expérience probante des problèmes juridiques liés aux prises de participations et restructurations, acquise soit dans un Cabinet Juridique, soit dans le Holding d'une société à filiales multiples. Pour ce poste, autonome et très vivant, une excellente maîtrise de l'anglais et une formation complémentaire en droit communautaire, seraient des atouts extrêmement appréciés.

Ecrire avec CV et prétentions s/réf. 1250 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-5/SEINE

KPMG
FIDAL

La filiale d'un groupe international, réalisant un très important investissement dans l'Est de la France, recherche son

DIRECTEUR LOGISTIQUE

pour cette nouvelle unité de production située dans un environnement de qualité et proche de grandes villes universitaires.

Il aura en charge la gestion et l'optimisation des flux de matières et de matériels :

- achats - gestion d'importants magasins de pièces et de matériels de rechange - gestion des commandes et des stocks de produits finis - expédition et organisation des transports.

De formation de type BAC + 4 ou équivalent (commercial, gestion ou technique), vous avez une expérience confirmée des achats, de la gestion des stocks et/ou des transports internationaux, une bonne pratique de l'anglais et si possible une formation complémentaire en logistique.

La rémunération, particulièrement motivante, est à la hauteur de cette fonction stratégique.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + C.V.) sous référence S/1511 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 353/19
67009 STRASBOURG CEDEX

UN FISCALISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme du 3^{ème} cycle de droit fiscal, une expérience de 2 à 3 ans vous est demandée.

Grandes qualités rédactionnelles indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 9122/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

C.C.I.P.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

ment garder
tête froide ?

SOPRA

Le Monde *des* Juristes



recherche son

Secrétaire Général

Sous l'autorité du Bâtonnier et des Membres du Conseil de l'Ordre, il sera chargé d'assurer la gestion administrative du Barreau et la coordination des différentes Commissions et Services.

Il animera son équipe (au moins 6 personnes) en prenant la responsabilité de l'organisation et de la gestion interne et externe (informatique, comptabilité, publications, colloques...).

Ayant la quarantaine et étant titulaire d'un diplôme d'études supérieures en Droit Privé, il maîtrisera la langue allemande et éventuellement une autre langue européenne.

Son expérience a été acquise en entreprise, cabinet ou collectivité publique.

Ce poste est basé à Strasbourg et suppose une réelle disponibilité.

L'évolution de la profession et la nature de la fonction proposée confèrent à ce poste un intérêt réel pour une personne très motivée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. 120702/M, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

23, boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

Multinationale américaine (2 Milliards de \$ de CA) recherche pour son siège Europe un

Fiscaliste International

Grenoble

Vous créez cette fonction, rattaché au Directeur des Taxes Europe (25 entités réparties sur 15 pays). Vous prenez en charge tout type d'études liées à l'activité internationale de la société et participez à l'élaboration de montages spécifiques.

Agé de 30 ans environ, Ecole Supérieure de Commerce ou Bac + 5 avec une spécialisation juridique, fiscale ou comptable. Vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la fiscalité internationale acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Votre esprit d'initiative et votre capacité à vous adapter seront des atouts pour évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

Contactez Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + réim. actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. FC6840/MO.



Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Lille

A 27 ans, tout le Juridique d'un Organisme Financier.

Cet établissement financier très performant - 600 personnes, bénéfice net de l'ordre de 100 MF -, filiale d'un grand groupe international, s'est imposé en quelques années sur un marché fortement concurrentiel : le crédit à la consommation. Les 9 milliards d'en-cours qu'il génère et les 2 millions de clients qui lui font confiance sont là pour l'attester.

Le Directeur Financier vous confiera l'entière responsabilité des affaires juridiques. Chef de service, votre principale mission consistera à établir et gérer tous les contrats et documents émanant de la société, qu'ils soient à destination de la clientèle, des partenaires commerciaux, des banquiers et assureurs, des filiales du groupe, des actionnaires... Vous mettrez également en oeuvre une base de données documentaire et conseillerez l'ensemble des services sur les aspects législatifs les concernant.

Une formation juridique supérieure et quelques années d'expérience acquise au sein d'un établissement bancaire, financier, ou auprès d'un institutionnel, vous ont permis de devenir un juriste polyvalent. Pour votre entourage, vous avez le goût des affaires et vous fondez votre efficacité tant sur votre compétence que sur votre sens du dialogue et du travail en équipe. Ecrivez à Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris, en précisant la réf. 321 114 LM ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

FISCALISTE JUNIOR

Dans le cadre de son association avec la société américaine McDermott, ETPM, important groupe français d'Offshore, recherche pour son siège social, situé à Nanterre un FISCALISTE JUNIOR.

En étroite collaboration avec les équipes opérationnelles et fonctionnelles du siège social, de nos filiales et établissements à l'étranger, vous assurerez le suivi fiscal de nos activités opérationnelles.

Ce suivi s'effectuera dès la phase d'appels d'offres jusqu'à la réalisation finale des travaux. Vous aurez, en outre, à assurer les déclarations fiscales appropriées. De formation supérieure universitaire (Droit ou Gestion),

vous avez opté pour une spécialisation fiscale (DESS Droit Fiscal). Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience en cabinet ou en entreprise.

Anglais courant, la pratique de l'espagnol serait un plus.

Si vous réussissez dans ce poste, vous aurez à terme la responsabilité de notre service fiscal.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 8217 à EUROMESSAGES - BP 80

92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.



LA MER A SES

ARCHITECTES

PARIS-OUEST
GROUPE DE SERVICES DE TRÈS GRANDE NOTORIÉTÉ
cherche pour renforcer sa Direction Juridique Interne

JURISTE

HF

chargé notamment de constituer et de suivre des dossiers contentieux juridiques dans le domaine de la responsabilité civile des conseils, de l'immobilier et de l'assurance.

Cet poste autonome et évolutif qui suppose une grande disponibilité pour se déplacer, il est nécessaire d'avoir une formation de base niveau minimum de la Maîtrise appuyée impérativement sur une première expérience professionnelle en contentieux juridique.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 1251 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE

SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Nous sommes l'un des 10 premiers français dans notre secteur avec un CA en forte croissance depuis 3 ans. La qualité, la rigueur et la rapidité de nos équipes nous permettent d'aborder avec assurance notre avenir. Aujourd'hui, nous recherchons un

Juriste

Débutant ou avec une première expérience, vous possédez une Maîtrise en Droit des Affaires, un DEA de Droit Immobilier ou un DESS de Construction. De plus, vous avez de bonnes connaissances fiscales et, si possible, comptables.

Au sein de notre Secrétariat Général, vous assurerez la gestion juridique et fiscale de la société et de ses filiales et participerez aux négociations, aux montages juridiques et au suivi des opérations.

Votre disponibilité, votre polyvalence, vos capacités rédactionnelles et relationnelles vous permettront de vivre un métier passionnant et ouvert.

Participer à notre dynamique vous intéresse ? Envoyez votre CV + photo + lettre manuscrite à notre Conseil RCC - 68 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

RCC

68, Bd MALESHERBES 75008 PARIS

Le Monde

de la Gestion

Important Groupe de services recherche pour sa Direction du Plan et du Développement située à Paris

CONTROLEURS DE GESTION

Vous serez chargés de l'établissement et du suivi de l'information opérationnelle (budget et reporting) des filiales du Groupe.

De formation Grande Ecole de Commerce, complétée si possible par un DECS, vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en cabinet d'audit.

Connaissance de la micro-informatique indispensable. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. 13284 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE cedex qui fera suivre votre dossier.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

SOCIÉTÉ DU GROUPE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
LEADER DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN
recherche pour PARIS

CADRE DE GESTION

Vous suivrez l'ensemble des problèmes financiers et de gestion d'une ou plusieurs Sociétés d'Economie Mixte clientes.

De formation supérieure en gestion, une expérience de quelques années est souhaitée dans le domaine de l'aménagement ou de la promotion immobilière.

Merci d'adresser votre candidature CV, prétentions sous réf. 14983 à Premier Contact - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-FERRET.



Association nationale pour la formation Professionnelle des Adultes

UNE QUALIFICATION POUR UN EMPLOI
ENSEIGNEZ VOTRE METIER

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

LA QUALIFICATION POUR L'EMPLOI :
UN EXPERT S'ENGAGE

مكثان النجلى

Groupe Français Industriel, leader mondial dans son domaine (CA < 1 MdF)
crée la fonction d'

Auditeur International

Bordeaux

Au sein de la Direction Financière du groupe, vous serez chargé de mener des missions d'audit sur le site industriel en France et au niveau du réseau des filiales commerciales (Europe, Amérique, Asie) à l'étranger. Parfaitement intégré dans le contrôle de gestion et travaillant en collaboration avec les auditeurs externes, vos rapports pertinents et clairs feront souvent l'objet d'une présentation avec recommandations à la Direction Générale. De formation supérieure et après trois saisons d'expérience en cabinet d'audit, vous souhaitez

passer à l'opérationnel dans un poste à fort potentiel au sein d'une entreprise dynamique. Cet environnement tourné vers l'international demande des qualités de personnalité affirmées et de bon jugement et suppose un excellent niveau d'anglais parlé et écrit.

Contacter Gilles de Montequ, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM7112MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

analyste financier senior

H/F

PARIS

Filiale à 100 % d'une Banque de premier rang aux Pays-Bas qui figure parmi les 25 premières Banques en Europe et les 50 premières Banques au Monde, nous sommes un intermédiaire financier (100 personnes) spécialisé dans la gestion, le conseil et la commercialisation de produits financiers : SICAV, FCP, Produits d'Assurance-Vie, Bons de Capitalisation. Le développement du département de l'analyse financière nous conduit à créer le poste d'

ANALYSTE FINANCIER SENIOR

Vous devrez rédiger essentiellement à la suite de visites privées, des études et des flashs sur des sociétés françaises destinées à la clientèle nationale et internationale. Vous serez une personne influente dans vos opinions sur les valeurs grâce à vos facilités de communication.

Vous devrez vous déplacer occasionnellement en France ou à l'étranger pour de courtes durées. Vous avez le goût des contacts et faites preuve de synthèse et de rigueur. Vous êtes de formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP), le diplôme de la SFAF serait un plus. Agé de 30/40 ans, vous maîtrisez l'Anglais et avez plusieurs années d'expérience en Banque ou Cabinet d'Etudes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. PB 01 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN
à l'écoute de talents

2, rue Louis David - 75116 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

RANK XEROX

Vous avez une formation grande école. Vous êtes débutant ou doté d'une première expérience. Vous possédez de bonnes capacités d'analyse et de conseil en gestion. Bien sûr vous avez le goût des outils informatiques et celui de l'optimisation de leurs performances.

Au sein de la Direction Planification et Contrôle de gestion, vous collaborerez à l'élaboration du plan financier de la société et des filiales en Interface avec la Direction Marketing. Vous aurez la responsabilité de l'analyse mensuelle des résultats et vous proposerez à la Direction Générale les actions

correctives nécessaires destinées à améliorer la rentabilité de notre activité. Vos qualités d'initiative et de contact feront de vous un interlocuteur responsable dans les négociations interfonctions. Si vous voulez réussir avec passion dans un environnement performant et novateur, rejoignez-nous à Saint-Ouen et à La Défense, en nous adressant votre candidature, sous réf. GLM 146, à Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

décider c'est déjà évoluer.

Jeunes contrôleurs de gestion

Nous sommes un important organisme paritaire en fort développement dans le secteur de l'emploi formation. Dans ce contexte évolutif, nous adaptons nos structures et notre organisation et recherchons un :

**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET
FINANCIER**
300/400 KF

Directement sous la responsabilité du Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous aurez pour mission de superviser l'ensemble de la gestion administrative, comptable et financière et de faire évoluer et appliquer les procédures.

Agé de 30 ans minimum, vous êtes actuellement Directeur Administratif et Financier, votre formation Bac + 4 (Maîtrise Sciences Eco, Gestion, Droit, ou ESC) et votre expérience d'au moins 5 ans dans un secteur tertiaire vous ont permis de maîtriser l'élaboration de tableaux de bord, le reporting budgétaire, la gestion du personnel, les Systèmes d'Information et de vous familiariser avec l'informatique.

possédez également une solide expérience de l'encadrement.

Poste basé en région parisienne.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à VOG, 10 rue Guillaume Tell, 75017 Paris qui transmettra. Discretion assurée.

Rigoureux et organisé, vous

possédez également une solide expérience

de l'encadrement.

Poste basé en région parisienne.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre

candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions)

à VOG, 10 rue Guillaume Tell, 75017 Paris qui

transmettra. Discretion assurée.

Société d'analyse
financière, adossée à un
groupe financier de standing
international, recherche
dans le cadre de sa
politique de croissance :

Analystes financiers

Une approche fondamentale et prospective :
une vocation avant tout !

Après avoir préparé et conduit des interviews auprès des directions générales, vous serez responsable, avec une large autonomie d'action et liberté de plume, de la réalisation des études financières stratégiques et prospectives dans une optique boursière, de certains des plus grands groupes français ou européens.

- Vous êtes un ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ, doté d'une bonne intuition boursière et connaissant bien la Bourse de Paris.
- Vous êtes un AUDITEUR, INTÉRESSÉ PAR L'ANALYSE FINANCIÈRE, avec une formation supérieure comptable et financière et des compétences en analyse financière et évaluation d'entreprises.
- Vous êtes un INGÉNIEUR, PASSIONNÉ PAR L'ANALYSE FINANCIÈRE, ayant si possible complété sa formation par une école de commerce et/ou un MBA et ayant pratiqué l'analyse financière et l'évaluation d'entreprises.

Dans tous les cas, vos capacités de synthèse, de rédaction, votre connaissance des marchés boursiers ainsi que votre expérience des études prévisionnelles, sont vos principales qualités. Vous avez aussi une bonne connaissance de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère.

Alors, si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils, rejoignez vite notre groupe qui peut vous offrir un intérêt, des perspectives de carrière et, à terme, des passerelles intéressantes, et envoyez votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions), sous réf. 21263, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

ANALYSTE FINANCIER

JACOBS SUCHARD/
KRAFT GENERAL FOODS
FRANCE,
filiale agro-alimentaire
du groupe Philip Morris,
avec 2 800 collaborateurs et
7 milliards de francs de CA,
nous sommes leader sur la
plupart de nos marchés
(café, confiserie,
chocolaterie).

Au sein de notre Direction Contrôle de Gestion France, vous participez à la consolidation des résultats prévisionnels et aux analyses spécifiques. Dans le cadre de l'optimisation de nos transferts d'informations financières, vous assurez la conception d'outils informatiques et veillez à l'harmonisation des systèmes. Issu(e) d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans en Contrôle de Gestion. Vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse et votre sensibilité informatique ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais seront indispensables.

Si vous désirez aujourd'hui rejoindre un groupe international qui saura vous offrir de véritables perspectives d'évolution en France comme à l'étranger, merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions), sous référence AF, à Laurent AMELINEAU - JACOBS SUCHARD FRANCE - 16, avenue Jean-Jaures 94601 CHOISY-LE-ROI.

JACOBS SUCHARD
KRAFT GENERAL FOODS.FRANCE

FAITES IMPRESSION AVEC NOUS

Nous sommes la filiale française de NLEXMARK INTERNATIONAL INC créée en 1991 et qui a repris au niveau mondial à IBM la fabrication, la commercialisation et le support technique

d'imprimantes personnelles, machines à écrire, claviers pour ordinateurs personnels et postes de travail, fournitures. Nous recherchons pour notre Centre Européen situé à BOIGNY (8 kms d'Orléans)

COMPTABLE RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION EUROPEENNE

REF CEL1

- MISSION :
- mettre en place un système de centralisation comptable pour les filiales européennes,
 - assurer la consolidation de 3 sociétés françaises, 13 filiales commerciales en Europe, 1 filiale financière,
 - présenter et analyser les résultats mensuels sous forme anglo-saxonne,
 - former, assister et animer les pays,
 - assurer la liaison avec le siège aux USA.

PROFIL : Diplômé(e) Bac + 4 minimum, Maîtrise de Gestion, MSTCF, DECS ou ESC option Comptabilité; justifiant de 3 à 5 ans d'expérience de la centralisation comptable d'un groupe de sociétés (comptabilité française et anglo-saxonne).

CONTROLEUR DE GESTION DEBUTANT

REF CGL1

PROFIL : Diplômé(e) Bac + 4 minimum, ESC option Finance Comptabilité, Maîtrise de Gestion... Ces deux postes nécessitent pratique courante de l'anglais, capacité à travailler de façon autonome et en équipe, créativité, aptitude à communiquer et convaincre. Ils offrent des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé)

sous référence appropriée à :
LEXMARK INTERNATIONAL SA
Service du Personnel
RN 152, 45760 BOIGNY SUR BIONNE.
Discretion assurée

LEXMARK

Le Monde *de la* Gestion

UNE DIMENSION DE CONSEIL POUR NOTRE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de la Holding de notre Groupe (l'un des tout premiers Groupes bancaires, 24 000 personnes), votre mission sera d'envergure :

Chargé de mettre en place le système de reporting du Groupe, vous concevrez les procédures centrales et animerez des séances de travail réunissant les Contrôleurs de Gestion des différentes banques. Après analyse des points de vues et conception des solutions pertinentes, vous les formaliserez et les mettez en œuvre.

Chargé également de la conduite de chantiers d'analyses de gestion, vous présenterez leurs résultats aux instances de décisions du Groupe et des banques.

En liaison constante avec les états majors des banques et leurs contrôleurs de gestion, vous êtes le Conseil pour l'optimisation de la gestion de nos ressources.

Agé de 28 à 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Gestion ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une première expérience significative en Contrôle de Gestion, Organisation ou Audit (la connaissance du milieu bancaire est un plus).

Vous possédez le goût de la négociation, l'esprit de synthèse, la rigueur et bien sûr la motivation, nécessaires à la réussite de votre mission. Vous conditionnez par là votre évolution vers de hautes responsabilités au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 26233, à notre agence HCA, 19/21 Bd Gambetta, 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT
AGRICOLE DU
CALVADOS
CONFIRME SA
DYNAMIQUE
DE SUCCES :
1ERE BANQUE
REGIONALE,
60 AGENCES
700
COLLABORATEURS.

CHARGE D'AFFAIRES PME - PMI

CAEN

De formation supérieure BAC + 4, avec une première expérience bancaire ou financière, vous serez responsable du développement commercial d'une clientèle PME - PMI.

Vous la conseillerez dans le choix d'une stratégie bancaire et para-bancaire adaptée à ses besoins, en ayant le souci de la maîtrise des risques.

Votre mission implique naturellement la promotion des produits et services bancaires et l'étude des dossiers de financement.

De fréquents déplacements sont à prévoir dans le département du Calvados.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence CA/LM06 au Crédit Agricole du Calvados - Département des Relations Humaines - BP 6140 - 14064 CAEN Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION

Sur site (36)

N°1 mondial
des pompes centrifuges,
nous sommes un puissant
Groupe International
doté d'une organisation
franco-allemande.
Dans le cadre
d'une croissance
soutenue de nos activités,
la Direction du Groupe
recherche

Vos responsabilités sont multiples : préparation et suivi du budget annuel, reporting au Contrôleur de la Division, assistance au marketing, à la production et à la vente, tableaux de bord mensuels et bilan annuel.

Vous êtes l'interface entre les différents services du site et la Direction de la Division. Vous portez une analyse permanente sur les informations afin d'être une force de conseil, de contrôle et de proposition d'actions.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une première expérience réussie en contrôle de gestion en milieu industriel. La maîtrise de l'allemand est indispensable.

Le poste est basé dans l'Indre.

(réf. CGN)

ASSISTANT(E) DE GESTION

Sur site (74)

Dans le cadre de la mise en place de notre nouveau système de gestion, vous travaillez avec le Contrôleur de Gestion sur les missions suivantes : préparation et suivi des budgets, prévisions trimestrielles, analyses et études économiques diverses, commentaires des tableaux de bord.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous êtes débutant et vous maîtrisez l'allemand.

Le poste est basé à Annecy.

(réf. AGY)

Merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. à l'attention de Mme PELLETIER POMPES GUINARD - 179, bd Saint-Denis BP 320 - 92402 COURBEVOIE CEDEX

POMPES GUINARD



634 000 LECTEURS
CADRES SUPERIEURS,
le Monde est
la première source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSO 90)

Auditeur - Analyste financier

ADP : tout un monde de
compétences qui réunit
6.000 hommes et femmes
pour aménager, exploiter et
développer les aéroports
civils de la région
parisienne.
Nous recherchons le
responsable de notre section
AUDIT EXTERNE,
basée à ORLY



PRENEZ L'AEROPORT

Encadrant 3 auditeurs et leur assistant, vous assurez, en toute indépendance, le contrôle des procédures comptables et l'analyse de la situation financière de nos concessionnaires commerciaux (hôtels, boutiques des aéroports), dont les redevances représentent 14% de notre chiffre d'affaires.

Bac + 5 (diplôme d'une grande école de commerce ou gestion, DESS audit comptable), vous possédez une première expérience significative de la fonction en entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. CTV/229 à Aéroports de Paris - Service Gestion prévisionnelle et emploi - Orly Sud 103 94396 ORLY AEROGARE CEDEX.



La Société de Banque Occidentale,
banque commerciale et d'affaires,
filiale d'un grand groupe bancaire
français et international, recherche des

Chargés d'affaires

A 25/35 ans, vous avez acquis une expérience significative des montages financiers complexes, notamment à l'occasion d'opérations de rapprochement d'entreprises, ainsi que des financements bancaires classiques.

De formation supérieure (Sciences Po, ESC, DESS banque, Maîtrise de gestion, CESS, ITB...), vous êtes dynamique, motivé et possédez une bonne capacité d'adaptation.

Nous vous remercions d'envoyer votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à Mme Dominique Tisserand, SDBO, DPH, 8 rue de La Rochefoucauld, 75008 Paris.

ORGANISATEUR ADMINISTRATION ET FINANCE

Pour renforcer l'équipe Organisation de notre Direction administrative et financière, nous recherchons un Organisateur.

Interface entre les services Informatique et financier :

- vous définissez et mettez en œuvre les applications financières sur progiciel SAP
 - vous assurez le suivi de notre gestion financière intégrée
 - vous participez à la conception des systèmes d'information.
- De formation école de commerce ou équivalent, éventuellement complétée par une Maîtrise, vous avez une expérience "organisation" de 5 ans dans le secteur industriel et informatique sur mini et gros systèmes - progiciel SAP.
- La maîtrise de l'anglais, votre sens du dialogue et votre rigueur vous permettront de réussir pleinement cette mission.
- Afin de pouvoir vous rencontrer dans les meilleures conditions, précisez-nous vos disponibilités durant l'été.

Merci d'envoyer votre cv détaillé à Airbus Industrie,
Recruitment Officer, Human Relations Dpt.,
31707 Blagnac Cedex. N° télécopie 61 93 44 66



AIRBUS INDUSTRIE

UNEDIC

Union Nationale Interprofessionnelle
pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce
Organisme de droit privé : 300 personnes

Recherchons pour renforcer le service Comptable et Financier de notre siège à Paris VIII* (Miromesnil)

CHEF DU DÉPARTEMENT COMPTABLE (réf. CD)

Vous animez une équipe de 15 personnes appartenant aux divisions Comptabilité et Trésorerie. A 35-40 ans environ vous avez un DECS et une expérience de la fonction de production comptable multisociétés ainsi que la pratique de l'outil informatique.

ASSISTANT DU CHEF DE SERVICE (réf. AC)

Vous avez un DECS. Vous assisterez le responsable du service : gestion du service, certification des comptes relations avec l'Etat et les banques. A 30-35 ans environ.

CONTROLEUR DE GESTION (réf. CG)

Vous avez la responsabilité de la mise en place, en relation avec les chefs de service, des outils budgétaires et de contrôle de gestion : élaboration des budgets ; analyse des écarts ; maintenance des procédures internes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion et la maîtrise des outils de micro-informatique.

Adressez lettre de candidature manuscrite + CV avec photo et salaire à UNEDIC (Division du Personnel) 77, rue de Miromesnil, PARIS (8*).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir
l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent
et de restituer aux intéressés les documents qui
leur ont été confiés.

هكمان النحل

Une division importante, à dimension internationale, d'un Major du BTP recherche pour son siège en proche banlieue parisienne un :

Contrôleur de gestion

Région parisienne Nord-Ouest

250 KF

Sous l'autorité de la Direction de la Gestion Opérationnelle, il assure les fonctions traditionnelles du Contrôleur de Gestion, en particulier :

Il contrôle et conseille de façon opérationnelle les filiales et chantiers, assure les reporting auprès de la maison mère, analyse et surveille l'évolution des résultats et met en place des procédures homogènes de remontées des informations financières.

Agé de 25/30 ans, de formation supérieure, il justifie d'une expérience similaire et réussie d'au moins deux ans, de préférence dans le secteur du BTP.

Il devra être ouvert, adaptable, mobile et manifester une réelle volonté de s'investir pour ce poste offrant à terme de réelles possibilités d'évolution.

Une bonne maîtrise de l'Espagnol et/ou de l'Allemand serait appréciée.

Contactez Jérôme Giraud au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence JG 1206 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

Un groupe international coté en bourse recherche pour son siège un

Trésorier

PARIS

300 KF+

Sa mission principale consistera dans l'animation de la gestion de trésorerie des divisions du groupe : contrôle de performances, formation et assistance aux trésoriers opérationnels. Il participera à l'établissement du reporting trésorerie et au back-office des opérations de marché.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, le candidat recherché doit justifier d'une expérience solide en trésorerie d'entreprise.

Son autorité et son sens du contact lui permettront de devenir l'adjoint du responsable du département.

Anglais courant et expérience micro-informatique.

Contactez Antoine MORGAUT au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence : AMG 1212 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

CONSEILLER DE GESTION



Dans le but d'accroître les performances financières de notre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller nos concessionnaires de la région Est-Franche Comté-Bourgogne dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration de plans de financement), et d'autre part, de mettre en place sur le terrain les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou DECS, et avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus.

Le poste est basé sur la région concernée et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/08/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

Gestion commerciale et administration de contrats internationaux

Deux gestionnaires débutants ou première expérience

Nous sommes un groupe industriel de haute première importance technologique et de dimension internationale. Notre équipe commerciale gère de très importants contrats internationaux pour plusieurs milliards de francs. Suivi des classes, relations clients, maîtrise d'œuvre, organisation, contrôle de gestion des affaires, suivi logistique... En fait, il s'agit de l'ensemble de l'organisation d'affaires de longue durée dans le domaine d'installations industrielles complexes de haut niveau technologique. Nous devons nous renforcer et cherchons à intégrer deux gestionnaires.

Un jeune, même débutant, de formation universitaire ou école de gestion, maîtrisant l'anglais. L'autre, davantage confirmé, ingénieur + gestion, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans minimum de gestion en milieu industriel.

Pour ces deux postes particulièrement évolutifs, des qualités de synthèse, de rigueur, le sens de l'équipe, une bonne aptitude à communiquer et le goût des chiffres sont indispensables.

Une bonne maîtrise des outils micro et de l'anglais est également requise.

Ces postes sont à pourvoir en très proche banlieue parisienne ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/C 65 AD,

à Olivier Chamette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Minitel : 42 36 10 30.

OC
CONSEIL
Ressources Humaines

Un des leaders du marché du crédit aux particuliers, filiale d'un groupe prestigieux, accueille à son siège (banlieue Sud de Paris)

un contrôleur de gestion

Venez renforcer une équipe dynamique, où vous mettez en place le contrôle de gestion dans les filiales étrangères et participez à l'activité générale du service.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion, de préférence dans un établissement financier, et maîtrisez l'anglais. Votre capacité d'adaptation, votre sens de la communication et du travail en équipe sont des gages de réussite et d'évolution dans notre Groupe, en France comme à l'étranger.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5485 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

JEUNE AUDITEUR

Après 2 à 3 ans d'audit externe en cabinet, vous souhaitez maintenant suivre la réalisation et le résultat de vos propositions.

Fortement appuyé par le Comité de Direction de SONEPAR ELECTRONIQUE, vous assurerez des missions d'audit et de conseil auprès de 19 sociétés européennes. Vous parlerez impérativement anglais (l'espagnol serait un atout supplémentaire). Basé à Paris, vous vous déplacerez fréquemment en France et à l'étranger.

La politique de développement soutenu du groupe permet d'envisager de nombreuses et diverses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru 75378 Paris cedex 08, sous réf. 674993/LM.

Mercuri Urval

Important organisme professionnel dans le domaine de l'habitat, recherche sur PARIS

Chargé d'Etudes Financières Junior

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous réaliserez des études et, sur le terrain, chez nos adhérents, des missions d'analyse financière et de révision. Vous participerez aussi à des actions de redressement, passant ainsi du diagnostic à la mise en œuvre des solutions proposées.

De formation supérieure comptable ou de gestion (DECS, Ecole de Commerce, MSTCF, Maîtrise de Gestion), avec une première expérience, vous avez le goût des chiffres.

Capacité d'analyse et de synthèse, autonomie et disponibilité sont les qualités que nous attendons de vous.

Votre professionnalisme et votre facilité à communiquer vous feront apprécier de vos interlocuteurs à tous niveaux. Prévoir des déplacements de courte durée en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/724/C à notre Conseil B, av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand
Consultants
RECRUTEMENT

BANDAI FRANCE
DISTRIBUTEUR DES PRODUITS BANDAI ET NINTENDO

Leader sur le marché Européen des produits de loisirs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction Europe, basée au siège à Paris 17^e crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHÉ Senior

Rattaché à la Direction Générale, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les filiales européennes et les usines. Il participera à la gestion des achats et présentera des recommandations à la Direction Europe suivant ses analyses de marché.

Ce poste évolutif et rémunérateur concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de type Ecole Supérieure de Commerce. Agé d'une trentaine d'années, il aura l'expérience du contrôle de gestion en entreprise et/ou en cabinet d'audit. Très à l'aise avec les chiffres, et familier de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9397 à notre Conseil.

SC sélection conseil
14 RUE MEDICIS, 75017 PARIS

semences
CARGILL

CONTROLEUR DE GESTION

En étroite collaboration avec le Directeur Financier, il prendra en charge le contrôle de gestion : consolidation du budget, suivi des réalisations mensuelles, tableaux de bord, études économiques, reporting.

Une formation école de commerce et une expérience de 3 ans sont impératives. La maîtrise de l'anglais facilitera votre évolution dans le groupe.

Les entretiens auront lieu dès le 8 juillet à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature en mentionnant votre rémunération actuelle s/réf. 379 à C. DEVISCH - EUROSELECTION - 98 route de la Reine - 92513 Boulogne Cx. Tél. 47 12 51 51. Confidentialité garantie.

E U P O
SELECTION

Société spécialisée dans la fabrication et la distribution de jouets, leader en France (C.A. 700 MF)

Responsable Informatique France + Europe

Rattaché à la Direction administrative et financière, vous prendrez en charge l'ensemble de la gestion de nos systèmes d'informations. Vous assurerez le suivi du schéma directeur et ferez l'interface avec les sociétés de services informatiques.

Vous serez responsable du parc matériel (AS 400) et saurez améliorer les procédures de fonctionnement en relation avec les utilisateurs et initier le développement d'applications spécifiques en France et à l'étranger.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Miage), à 30/35 ans, vous souhaitez élargir vos responsabilités dans une fonction qui nécessite compétences techniques et organisation.

Autonome et responsable, votre personnalité vous permettra d'affirmer vos compétences. Anglais indispensable.

Poste basé en proche banlieue Nord.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/724/1 à notre Conseil B, av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand
Consultants
RECRUTEMENT

Le Monde de la Gestion

Contrôleur de gestion

PICARDIE 200-250 KF

LA SOCIÉTÉ : Division importante (CA 1.200 MF) d'un groupe international de premier plan dans l'industrie mécanique de pointe.

LE POSTE : Bras droit du directeur de la fonction, vous prendrez en charge le reporting mensuel de l'usine, l'analyse de la rentabilité des produits, le développement des systèmes informatiques, les budgets semestriels et la mise en place de nouveaux outils de gestion. Vous participerez également à toutes les études économiques de l'opération.

LE CANDIDAT : Dynamique, créatif et "proactif" dans votre travail, vous souhaitez valoriser une première expérience de la fonction finance ou audit au sein d'un environnement industriel ultra moderne.

Merci de contacter Ivor ALEX au 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 1.291.1AM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu 75008 PARIS.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

Consolidation Senior

Paris - 300 KF +

Au sein d'un service de 4 personnes, vous serez impliqué dans la consolidation de 300 entités (essentiellement à l'étranger), la préparation des tableaux de bord de gestion, la définition des procédures et des principes comptables groupe et l'assistance auprès des filiales pour résoudre les problèmes techniques.

Diplômé d'une école de commerce avec une première expérience d'environ trois ans en cabinet d'audit anglo-saxon, vous recherchez un groupe véritablement international vous proposant d'excellentes perspectives d'évolution. Vous êtes capable de travailler quotidiennement en anglais.

ALCATEL

Merci de contacter notre Conseil : Ivor ALEX au 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 1.292/1AM à Norman Parsons 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

agirc ASSOCIATION DES CAISSES DE RETRAITE DES CADRES

recherche un

Adjoint au Directeur Juridique

- Niveau : D.E.S. de DROIT
- Bonne connaissance des régimes complémentaires de retraite
- Sens de l'organisation et bon contact humain (service d'une quarantaine de personnes).

Adresser lettre manuscrite - CV - photo et prétentions à AGIRC - Raphaël DEVILDER - 4, rue Leroux - 75116 PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Le Conseil Général de ce Département souhaite mettre en place avec rigueur une politique ambitieuse et renforcer le professionnalisme de ses services.

Au-delà de seconder le Directeur des Services Financiers dans ses fonctions, son Adjoint aura la mission de préparer et superviser l'exécution du budget, gérer la trésorerie, mettre en place un contrôle budgétaire spécifique selon les services, assister la Direction Générale des Services pour divers dossiers.

De formation supérieure, votre expérience des finances publiques vous permet d'être immédiatement opérationnel. Votre sens aigu de la communication et des relations humaines vous assure une intégration rapide et une collaboration efficace tant avec l'équipe en place qu'avec les élus. Votre potentiel sera déterminant pour une accession rapide à des responsabilités élargies. Un statut de contractuel comme un détachement sont envisageables.

Florence HADJAB vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3804A/LM

BOSSARD
Carrières
BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

CROMOFILTER - AKKA - COKIN DISTRIBUTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Leader mondial sur le marché des filtres photographiques que nous fabriquons et distribuons dans 73 pays, notre activité concerne également la diffusion d'accessoires photo/vidéo. Dépendant directement du Président, vous assurez avec une équipe, le suivi comptable et financier, l'optimisation de la trésorerie (fr et devises) et le contrôle de gestion.

Avec nos sociétés conseils, vous avez la charge des dossiers juridiques et fiscaux.

Après quelques années d'audit dans un cabinet, vous avez acquis une expérience de Directeur Financier dans une PME et vous maîtrisez l'Anglais professionnel ainsi qu'une autre langue européenne.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite - CV et prétentions) à : THALES CONSULTANTS - Christine MANOURY-BETTE - 6, rue Monsigny 75002 PARIS.

THALES
CONSULTANTS

Expert Financier de notre croissance interne et externe,

apportez d'abord votre compétence en fusions et acquisitions à notre Président et, comme prestataire, aux patrons des filiales en France et à l'étranger : de l'analyse des dossiers - tant français qu'internationaux - jusqu'à leur aboutissement réussi, en y intégrant une réflexion stratégique, votre même des recherches d'opportunités. Votre réussite devrait vous permettre d'évoluer au sein de la Direction Financière de la holding.

Puissant groupe industriel à croissance rapide et maîtrisée en France et à l'international (30% du CA), notre politique de développement et de diversification exige cette création de fonction, rattachée à notre Président au siège de la holding. 35-40 ans environ, formation supérieure type ESC, réelles bilingue anglais, maîtrisant la comptabilité anglo-saxonne, vous avez une expérience probante des fusions et acquisitions, idéalement après un poste financier en entreprise.

Une rémunération motivante et voiture de fonction, la vie dans une agréable ville de province (2h de Paris), des déplacements en Europe, un poste clef et évolutif... notre Conseil attend votre candidature s/réf. 8104-1. Discretion totale garantie.

SEQUOIA
CONSULTANTS 60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

FIDORGA, Département de KPMG-FIDUCIAIRE DE FRANCE, intervient pour organiser les fonctions clés des PME PMI. Pour l'un de nos secteurs en expansion, nous recherchons un :

Consultant en Gestion et en Organisation de l'Information

- Sur le plan personnel : des capacités d'organisation et un sens prononcé de la communication.
- Sur le plan gestion : une connaissance approfondie des systèmes d'information, de la gestion des entreprises et de la gestion des ressources humaines.
- Sur le plan technique : une expérience reconnue en matière de conception et de mise en place de systèmes de gestion.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Vous intervenerez, grâce à vos capacités propres, grâce à notre réseau, dans des entreprises européennes (PME, PMI).

Pour plus d'informations, contactez-nous :

FIDORGA
FIDUCIAIRE DE FRANCE
15, rue de la Colonne - 75002 PARIS

Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, membre d'un réseau international, situé à Paris 8^e, nous recherchons

DIRECTEURS et RESPONSABLES DE MISSIONS AUDIT

Fort d'une expérience de 4 à 5 ans en cabinet, vous souhaitez bâtir votre avenir dans la profession.

Vous êtes attirés par une structure à taille humaine capable de vous offrir une évolution motivante. Comme nous, vous êtes passionnés par la qualité du service et la pertinence du conseil.

Merci d'adresser votre candidature à AMYOT AUDITEURS & CONSEILS
2, rue Washington - 75008 PARIS



CHEFS COMPTABLES

vos ambitions pour votre réussite

Nous sommes leader national de la logistique et de la distribution de liquides. Depuis 30 ans, notre notoriété s'appuie sur les 1.500 collaborateurs qui sont, chaque jour, au service de nos clients.

Agé d'environ 35 ans, vous bénéficiez d'une formation DECS complétée par une expérience d'au moins 6 ans à un poste similaire. En relation directe avec le Directeur de l'établissement, vous assurez l'encadrement d'une équipe de 10 personnes. Pour ces postes basés respectivement à Vitry-sur-Seine (94) et à Venissieux (69), vos capacités de synthèse, votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre aisance relationnelle sont des qualités indispensables.

Vos compétences vous permettront d'évoluer au sein de la société et du groupe. Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez vite votre candidature (C.V. + lettre + photo) en précisant la réf. CC1 pour Vitry-sur-Seine et la réf. CC2 pour Venissieux à SPAD - C. PETITI - B.P. 30 94400 VITRY-SUR-SEINE.

SPAD

CHEF DU PERSONNEL ADJOINT

Entreprise (1000 personnes) secteur de pointe implantée dans un département d'OUTREMER recrute l'Adjoint de son Chef du Personnel, universitaire ou diplômé d'une grande école.

Après une dizaine d'années d'expérience, vous maîtrisez bien les différents secteurs de la Fonction Personnel : relations sociales, administration du personnel, recrutement, formation, aspects juridiques... et vous aimerez enrichir votre expérience par un séjour Outre-Mer.

Vous seconderez, avec une large autonomie, le Chef du Personnel dans l'ensemble de ses fonctions en vous appuyant sur l'équipe existante. Ce poste requiert un sens réel des relations humaines et si possible une connaissance du milieu industriel.

Le en famille et avantages financiers liés à l'éloignement. Carrière assurée en Métropole au terme du séjour Outremer (3 à 6 ans).

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 26220/LM à HCA - 19/21, boulevard Gambetta 92137 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

LEADER EUROPEEN DE L'EDITION MUSICALE ET DE LA DISTRIBUTION DE DISQUES, CD, K7, VIDEO K7, LASERDISCS

JEUNE CADRE COMPTABLE

Filiale d'une multinationale, nous recherchons l'un des principaux collaborateurs de notre Directeur Administratif.

Responsable de la comptabilité fournisseurs et stocks, vous aurez en charge l'animation d'une équipe et devrez faire vivre un projet de gestion budgétaire avant d'évoluer au sein d'une structure allant jeunesse et professionnalisme.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et titulaire du DECS. Votre expérience (3 ans minimum) dans la fonction comptable vous a permis d'acquies rigueur et sens de l'organisation. Un court passage à l'étranger serait un plus.

Ce poste est situé à Antony (92).

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à : M. LEBLANC, 104 - 92164 ANTONY Cedex.

Maurice Leblanc - 104 - 92164 ANTONY Cedex.

FISCALISTE INTERNATIONAL(E)

Après une expérience de 4 ans dans un groupe multinational ou un cabinet de conseil international, vous avez acquis une compétence en fiscalité française et internationale.

Le département fiscal d'un des premiers cabinets de conseils juridiques et fiscaux internationaux à Paris vous offre l'opportunité de développer votre carrière et vos responsabilités.

La pratique de l'anglais écrit et parlé est indispensable à votre réussite.

Ecrire sous n° 8348 Le Monde Publicité
15/17, rue de la Colonne - Paris
75002 Paris Cedex 15.

36 15
IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

هكنا من العمل

CONSEILS EN CARRIÈRE

Dirigeants ! Pourquoi attendre septembre ?

VOUS vous interrogez sur une orientation professionnelle, vous cherchez à tirer le meilleur de votre potentiel : la période d'été est particulièrement bien adaptée pour une réflexion stratégique.

Prenez dès maintenant contact avec nous, comme plus de 5 000 dirigeants et cadres supérieurs qui nous font confiance depuis 15 ans.

Un premier entretien exploratoire est confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 3, rue du Fg St Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres

Le Monde des Cadres

SEM D'AMÉNAGEMENT
en expansion
Région parisienne
Mise à un Groupe national
recherche

**CHARGÉ
D'OPÉRATIONS**

ADJOINT AU DIRECTEUR

Formation supérieure
(sciences, économie,
architecture, aménagement)
Expérience réussie
en aménagement urbain
BTP en immobilier
Ad. lettre à : SARRY 78
BP 278 - 78053
St-Quentin-en-Yvelines cedex

14, rue J.-L. Lechâtelier
92 278 - 78053
St-Quentin-en-Yvelines cedex

ASSOCIATION NATIONALE
DE COMMERCE
recherche

**JURISTE
MOTIVÉ**

Env. C.V. et lettre manusc. à
USPC, 6, rue de la République
75003 Paris

**IMPORTANT ÉCOLE
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
PARISIENNE**

recherche
à l'expertise Comptable
recherche d'urgence

**PROFESSEURS
EXPÉRIENCÉS**

EN COMPT. ÉCONOMIE,
GESTION COMPTABLE
ET FINANCIÈRE
CONTRÔLE DE GESTION
Entre sous n° 8344
LE MONDE PUBLIQUÉ
15-17, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

Recherche pour son activité
internationale

1 COMPTABLE

autonomie avec expérience
dans secteur bâtiment.
Déplacements possibles
à envisager.

Anglais, espagnol,
néerlandais, CV et photo
ICART - M. PRÉAU
8, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

Pour quitter en DGO
nous cherchons

**UN AGENT
DE DÉVELOPPEMENT**

connaissant la réhabilitation
en secteur privé, la réglementation
du logement, son
financement, pour services
aux habitants locaux et
provinciaux.

Entre sous n° 8344
LE MONDE PUBLIQUÉ
15-17, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

AD.A.T.E. GRENABLE
recrute

**UN DIRECTEUR
DÉPARTEMENTAL**

pour association
travaillant à l'intégration
des immigrés.

Sont requises :
- une connaissance très
poussée de l'immigration,
du contexte de l'intégration
et de l'ensemble des
dispositifs d'intervention ;
- une expérience de gestion
du personnel et de gestion
financière ;
- une expérience d'animation
d'équipes de travail ;
- une capacité d'élaborer
des projets innovants.

Prise de fonction dans
3 mois.

Adresser lettre manuscrite
et C.V. à :
M. le Président
de l'AD.A.T.E.,
6, place Saint-Quirain
38000 Grenoble

**FORMATEUR
EN INFORMATIQUE
DE GESTION**

Profil :
- bon niveau scientifique
(bac + 4) ;
- connaissances de base
sur la gestion et la micro-
informatique ;
- expérience pédagogique
scolaire.

Fonction :
- assurer, à l'issue d'un
apprentissage de 2 ou
3 ans, la mise en route
de projets de gestion, la formation
initiale des collaborateurs
et leur suivi ultérieur.

Détail :
- poste à pourvoir rapidement.

Adresser en C.V. à : M.S.A.
82, rue La Comtesse,
75017 Paris

**AGENCE
D'ARCHITECTURE
PARIS**

recherche

**DIRECTEUR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

35 ans environ,
ARCHITECTE, INGÉNIEUR
ou formation grande école.

Pour :
- prendre en charge la gestion
administrative et financière
de l'agence ;
- coordonner et gérer les
contrats, les études,
(50 pers. environ).

Expérience réussie d'œuvre
ou maîtrise d'œuvre soignée.

Entre à notre comité :
ALTER 850 - 7/9, rue
André-France, 94140 Aulnay

VACANCES - VOYAGES

ORGANISME DE TOURISME
VAL-DE-MARNE
(50 établissements
France - étranger)
recherche
pour assurer son
développement

1 ASSISTANT(E)
DE GESTION
Déplacements possibles.

Il (elle) sera
- l'habilitation des
budgets, suivi, recherche des
dépenses ;
- l'étude de prix de
vente ;
- Du suivi et du contrôle
des dépenses.

Profil exigé :
- Niveau BAC 2^e - DUT.
Pratique de la micro-
informatique personnelle.
Expérience
tourisme/hôtellerie.

Adresser candidature et CV
à : V.V.I.
38, avenue H.-B. Ségur
94400 VITRY-S.-SEINE
Tél. : 42-50-55-17

**ORGANISME NATIONAL
TOURISME**

ENFANTS/JEUNES
Pour son développement,
recrute
en région parisienne
un chef de
PRODUITS LINGUISTIQUES
Voyages et séjours

FRANCE - ÉTRANGER
- Bon vendeur, son expérience
comité de l'organisation
et de la mise en œuvre
d'équipes et activités
lui permettra de concevoir
et de faire évoluer ce type de
produits.

- Une bonne connaissance
des collectivités publiques et
correspondants dans un
plus.

- Pour la responsabilité de
ce secteur à large palette
d'autonomie des qualités de
gestionnaire seront appréciées.

Adresser CV sous le n° 3976
à AGENCE CENTRALE
DE RECRUTEMENT - BP 225
93000 SAINT-DENIS
Cedex, qui transmettra.

**LYCÉE ET COLLÈGE
VAL-DE-MARNE**

recherche
PROFESSEURS
ANALYSE, MATHÉMATIQUES,
PHYSIQUE, GÉO, ÉCO
Enseignants à CAPEC
M. Cohen

1 bis, av. de la République
75011 Paris

**BUREAU D'ÉTUDES
PARIS**

recherche :
- SECRÉT. BUREAUTIQUE
(BTS ou inf. sup.) ;
- DOCUMENTALISTE
INFORMATIQUE (niveau
BTS ou inf. sup.) ;
- CHARGÉE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES ET ÉCONOMIQUES
(maîtrise adéquate
ou inf. sup.) ;
- CHARGÉE D'ÉTUDES
TECHNOLOGIQUES ET
INDUSTRIELLES (maîtrise ou
BTS ou inf. sup.) ;
- SECRÉT. RÉDACTION
(formation ou expérience
adéquate - PAO adéq.)

Profil :
- 28 ans, prof. (moins de
28 ans) ;
- diplômés acceptés (stage
préalable) ;
- Implication professionnelle,
forte ;
- Dynamisme et originalité
et compétence technique.

CV et lettre manusc. + photo
à OPIL, 81, r. de Valenciennes
75006 Paris.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ
DE PRODUCTION**

recherche pour son P.D.G.
LE MONDE PUBLIQUÉ
15-17, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

1 SECRÉTAIRE

Très bonne sténographe,
bilingue anglaise,
Baccalauréat, 46-07-16-16, M^{me} PERU

Manuscrit spécialisé
emploi-formation
France/étranger
cherche journaliste presse,
stage indépendant.

Entre à SOGEX
30, rue de la Colonne, 75002 Paris

Ville moyenne 32 000 ha
1 h 15 de Paris par TGV
DIRECTEUR DES SERVICES
TECHNIQUES MUNICIPAUX
Chargé de l'encadrement,
de l'animation d'une
équipe de 220 personnes
rattachées en trois sous-
directions : urbanisme,
bâtiment, voirie
et environnement.

Niveau requis : ingénieur
BEP, EST, BTP (E.I.),
expérience 5 ans minimum.
Qualités requises :
aptitude à l'encadrement,
autorité, sens de
l'organisation, capacité de
gestion, de direction.
Rémunération motivante
avec logement et
voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre
manuscrite, CV, photo +
présentation sous réf. 0010
à la 1^{re} Comm. de Mairie
75001 Paris

**Dans le cas
d'une annonce
domiliée au
« Monde Publi-
cité », il est
impératif de faire
figurer la réfé-
rence sur votre
enveloppe, afin
de transmettre
votre dossier
dans les meilleurs
délais.**

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

JEUNE DIPLOMÉ DESS MARKETING (Dauphine) et maîtrise gestion (Sorbonne) - nombreux stages en entreprise : chef de pub., chargé d'études - anglais et allemand courants - dynamique - rigoureux - sérieux - goût contact.

RECHERCHE : poste marketing, assistant chef de produits, chef de pub. ou chargé d'études (Section BCO/HP 2003).

CADRE SUPÉRIEUR TOURISME HÔTELLIER - 20 ans expér. prof. - étant sur le plan national ou international secteur d'hôtels et concepteur de produits, chargé de la formation et mise en place de produits nouveaux - met à disposition des Stés. performants son enthousiasme, sa motivation - disponible immédiatement France/Etranger - bilingue anglais, espagnol, arabe (Section BCO/HP 2004).

CADRE COMMERCIAL dynamique - expérimenté - importants résultats obtenus - collaboration à la restructuration de réseaux de vente, animation d'équipe - bonne connaissance du secteur imprimerie, arts graphiques - bilingue espagnol.

SOUS-CHARGÉ : participer au développement commercial d'une PME-PMI basée à Paris (Section BCO/HP 2005).

CADRE SUPÉRIEUR - spécialiste technico-commercial dans la direction d'une SSI (9 ans) et du conseil - SPÉCIALISTE DU MARKETING ET DE LA VENTE DE LOGICIELS (micro et grands systèmes).

RECHERCHE : poste de DIRECTION MARKETING - COMMERCIALE dans la vente de PRODUITS INFORMATIQUES et/ou de produits d'information de l'entreprise (Section BCO/HP 2006).

J.F. CADRE COMMERCIAL

RECHERCHE : agence de communication pour études et développement clientèle vendre votre image de marque, des audits, de la formation ou des supports de communication.

C'est mon métier - RENCONTRE-NOUS ? (Section BCO/HP 2007).

VOTRE INTERLOCUTRICE A L'INTERNATIONAL - anglais, arabe, espagnol et russe (spécialisée) 36 ans - 10 ans expérience assistance direction - échanges internationaux/export : participation aux négociations, suivi contrats transfert technologie, CREDOCS, organisation, manifestations à l'étranger - une solide polyvalence - mobilité totale.

SOUS-CHARGÉ : poste responsabilité export/affaires internationales (Section BCO/HP 2008).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Spécialiste assurance
Maritime et transport
Maritime en droit. Expérience
compagnie d'assurance et court-
age. Bonne connaissance du
marché et des produits d'assu-
rance, pratiques de la micro-
informatique, cherche poste de
responsable assurance chez
transporteur ou industriel.

T. 44-72-46-37

FEMME ECRIVAIN
journaliste, rédactrice
cherche travail stable,
écriture, rewriting,
journalisme, Agences
littéraires de haut niveau.

Grande expérience
communication écrite.
Tél. : 45-33-82-18.

Homme, 40 ans, cadre
banque, lic. en droit, ch.
poste cadre administratif,
publié, RP, étude toutes
propositions.

Écrire sous n° 8095
LE MONDE PUBLIQUÉ
15-17, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

Subs. bilingue
FRANCO-ARABE
27 ans ch. N° 1
VILLAGES VACANCES
comme directeur achats,
chargé logistique
internationale
déplacements villages,
soumission propositions
Tél. : 45-42-21-62.

J.H. 28 ans, BAC + 4, BTS com-
merce int. nat. AES, 1^{er} esp.
de rédacteur à l'ACFAGE à divers
stages de emploi en France, la-
de-RE de service export de prof.
Tél. : 47-37-78-19.

Prof. expérimenté, agrégé
math. rech. poste ens.
Métier : C. D. ou prof.
Région parisienne.
Écrire sous n° 8344
LE MONDE PUBLIQUÉ
15-17, rue de la Colonne, 75002 Paris Cedex 15

Non JEUNES recherchent
DES EMPLOIS
Pour préparer un Bac pro.
CONTRAT DE QUALIFICATION
Contactez-nous : 60-48-00-54

J.H. 28 ans, BAC + 4, BTS com-
merce int. nat. AES, 1^{er} esp.
de rédacteur à l'ACFAGE à divers
stages de emploi en France, la-
de-RE de service export de prof.
Tél. : 47-37-78-19.

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

J.F. 27 ans, BTS secrétaire
commerciale, 3 ans expér.
cherche poste motivant,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Jeune, expérimenté, étudiant
dans le domaine de l'écrit,
aimant investir son dynamisme
et son professionnalisme dans
la poste à responsabilité, maîtrise
française, anglaise, italienne,
disponible rapidement.
Quelles que soient
propositions sérieuses.
Tél. : 47-38-58-53

Le Monde L'IMMOBILIER

ventes

8^e arrdt
PARIS 8^e, RUE LA BOÉTIE
Studio 28 m² de vme, clim.,
1 P. s. de bns. kitch. w.c.
chauff. ind. électr. 2^e ét. asc.
Garde-meur et digeste. Charges pay.
diverses. Bon état.
Prix : 550 000 F, à débattre.
Y. (1) 46-63-45-13 ou 15
(14) 78-01-74-15 Lyon, ex. 20 h.

9^e arrdt
9^e Lemaître. Collaborateur
du journal vend 78 m², 4 P.,
double living, 2 chbres,
1^{er} étage, clim., cuisine sur
cave, grande entrée dégagée,
porte blindée. 1 700 000 F.
Tél. 48-04-79-41 ap. 18 h.

11^e arrdt
MÉTROPOLITAIN
Part. v.d. P. PART 3 P.,
42 m², 2^e ét. Calme, s/cour.
Séjour, coin cuisine, living,
petites chbres, s. d'eau.
Faibles charges.
Prix : 720 000 F.
Tél. 43-72-62-68 ap. 17 h
et week-end
ou 60-20-07-43

18^e arrdt
Proche vd DUPLEX
clim., refait à neuf, clim.,
60 m², park, possible.
780 000 F. 42-27-47-43

20^e arrdt
F3 53 m², Dupont-de-l'Eure
Dans immeuble p. de 1^{er} ét.
Salle disp. 2 ch. Double expo.
Proche métro et commerces.
Faibles charges. Chauff. ind.
910 000 F. Tél. 43-50-52-44

villas
COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVÉ
DU CAP BENAT FACE
AUX ILES D'HYÈRES
Livraison dès 91.
A partir de 5 700 000 F.
Doc. sur demande :
Tél. : 92-97-02-00
ou Fax : 92-97-17-78

MAISON RÉNOVÉE
40 km Alpi, 40 km Rodez,
50 km Millau, bord du Tam
Pierre de pays, tout en lauzes,
2 log., tout confort, cheminée,
2 chbr., 2 cav., jard. bord. riv.
entouré, meublé de bon goût.
Prix : 550 000 F (à débattre)
Téléphone : 48-60-71-48
Inq. partie... à partir de 15

SOLOGNE, CHASSE, PÊCHE
ST-LAURENT-DES-BAUX (41)
Château 8 km, 10 km
Orléans 30 km, autoroute
Sur 1 000 m², mais. 4 p. princ.
ti conf., gar. Tous commerces.
Prix : 480 000 F.
Mme COURATIER
Tél. : (18) 38-44-51-41.

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans quar-
tier résidentiel et calme.
VILLA d'une superficie de
200 m², living, 4 chbres,
2 bns., 1 salle d'eau.
Possibilité piscine.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-37-30-31

SAINT-TROPEZ
500 m du centre, dans

MARCHÉS FINANCIERS

Filiale de la Banque mondiale

La Société financière internationale va augmenter son capital de 1 milliard de dollars

Le conseil d'administration de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale pour la promotion des investissements privés directs dans le tiers-monde, s'est prononcé à l'unanimité le 28 juin pour une augmentation de 1 milliard de dollars de son capital.

D'après son directeur général, M. William Rytie, cette augmentation du capital, qui sera portée de 1,3 à 2,3 milliards de dollars, permettra à la SFI de maintenir un rythme de croissance soutenu de ses opérations dans le secteur privé pour le reste

des années 90. La SFI devrait ainsi pouvoir accroître ses investissements à un rythme annuel de 11 % à 12 % jusqu'à la fin du siècle.

Les financements approuvés pour des opérations devraient passer de 1,5 milliard de dollars pour l'année fiscale 1991 (achevée au 30 juin) à 4 milliards chaque année jusqu'à la fin de la décennie.

(Lire le dossier sur le développement du tiers-monde dans « Champs économiques » page 21.)

Mettant fin à deux ans d'austérité monétaire

La Banque du Japon abaisse de 0,5 % le taux d'escompte

La Banque du Japon a décidé, lundi 1^{er} juillet, de desserrer quelque peu le crédit en abaissant d'un demi-point son taux d'escompte officiel ramené à 5,5 %. Cette initiative vise à soutenir la croissance économique japonaise, alors qu'un léger ralentissement est actuellement observé tandis que les pressions inflationnistes sont maîtrisées, a précisé la Banque du Japon. La baisse permettra aussi de soutenir des marchés boursiers affaiblis. Le taux d'escompte, taux auquel se refinancent les grandes banques auprès de l'institut d'émission, était inchangé depuis le 30 août 1990 à 6 %. Il n'avait pas été abaissé depuis février 1987.

Ce geste de la Banque du Japon met un terme à deux ans d'austérité monétaire. Conduite en grande partie par le nouveau gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasuhiro Mieno, cette politique de rigueur était destinée à enrayer des pressions inflationnistes croissantes et à casser la spéculation boursière et immobilière alimentée par plusieurs années d'argent facile.

En dépit d'une croissance économique rapide au premier trimestre (+ 2,7 %), l'économie japonaise montre actuellement quelques signes d'essoufflement (baisse des mises en chantier, investissements en léger repli, recul des ventes de voitures...), que les autorités, sou-

cieuses d'un pilotage fin de l'économie, ont voulu enrayer. Les économistes officiels attendent en 1991 une croissance d'environ 4 % après 5,2 % en 1990. Parallèlement, le front des prix a montré des derniers mois des signes d'apaisement après avoir culminé en début d'année lorsque l'inflation était supérieure à 4 % en rythme annuel. (AFP)

Cartes bancaires : progression moindre en France en 1990

En 1990, le nombre d'opérations par cartes bancaires n'a progressé que de 10,9 %, contre un taux de 22,4 % l'année précédente, indique le Centre d'observation économique (COE), dans sa dernière lettre mensuelle de conjoncture. Le nombre de porteurs de cartes bancaires a augmenté de 4,3 %.

« La forte progression du taux d'équipement des ménages les années précédentes explique en grande partie cette évolution modérée », estime le COE. Les cartes bancaires représentent 70 % des règlements et s'inscrivent au deuxième rang des instruments de paiement scripturaux, souligne le COE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DE GESTION holding du groupe Fastout

Les Assemblées générales des filiales et de la holding ont approuvé les comptes de l'exercice 1990 tels que les conseils d'administration les avaient arrêtés. Les caractéristiques essentielles peuvent être résumées comme suit par rapport à l'exercice antérieur :

BANQUE FRANÇAISE

Les capitaux moyens prêtés aux clients se sont accrus de 9 %, le développement intéressant l'ensemble des clientèles (particuliers, clients d'entreprises d'assurances, PME, fleuristes, secteur du lot) : le produit net bancaire a crû de 9,3 %, le résultat brut d'exploitation de 20,8 % et le résultat net après impôt de 41,4 % ayant plus que quadruplé entre 1988 et 1990. Le dividende passe de 1 à 2 F par action (plus avoir fiscal).

INTERFLORA

Le nombre d'ordres de cadeaux-fleurs à distance s'est accru de 18,7 %, développement tout à fait remarquable. Le résultat brut d'exploitation a crû de 26,5 %, et le résultat net après impôt de 9 %, malgré un produit exceptionnel important lors de l'exercice antérieur. Le dividende passe de 10 à 11 F par action (plus avoir fiscal).

RENAUD SA

Principal grossiste français en fournitures pour fleuristes, ayant rejoint le groupe à la fin 1990, la société a augmenté son chiffre d'affaires de 8,1 % et son résultat net de 6,9 %. Un important programme d'extension France entière a commencé par la reprise en fin d'année de la société Valtier, base de lancement de Renaud en Ile-de-France.

DELO COURTAGE

Distributeur des produits de France-Loto, la société a suivi le développement de cette activité, encourageant pour le Loto, décevant pour la loterie où les nouveaux jeux commencent à peine à se substituer aux anciens. La marge brute a baissé de 9 % mais l'exploitation est restée équilibrée.

BFI

Le chiffre d'affaires de la filiale de services informatiques s'est accru de 21,4 % ; le résultat brut d'exploitation a été multiplié par 3,5 et le résultat par 8,7, malgré d'importantes charges dues à un investissement intense en logiciels et matériels nouveaux.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE GESTION

En 1990 six holdings ont été fusionnées pour aboutir à la nouvelle CFG, qui a réussi une augmentation de capital de 75 millions de francs par ouverture d'importants porteurs financiers. L'actif net a été estimé à cette occasion à 610 millions de francs.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	20 juin 1991
Total actif	655 942
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 430
Ecus	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 658
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 640
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (hors obligations)	41 689
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	915
Effets privés	100 322
Effets en cours de recouvrement	48 137
Total passif	655 942
dont	
Billets en circulation	254 069
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	42 784
Comptes courants du Trésor public	35 253
Reprises de liquidités	10 531
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	56 069
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 1^{er} juillet

Vive hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi en forte hausse après l'effet satisfaisant de la baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon de 0,5 % à 5,5 %. L'indice Nikkei a progressé de 617,80 points, soit un gain de 3,51 %, à 24 108,76 points. Le volume des transactions s'est sensiblement gonflé, tout en restant à des niveaux moyens, passant de 250 millions, vendredi, à 330 millions.

Le fait que la Bourse était depuis longtemps à l'affût d'éléments positifs dans le contexte de la monnaie du Japon a été accentué la hausse.

VALEURS	Cours de 28 juin	Cours de 1 ^{er} juillet
Alex	1 260	1 280
Alcatel	1 260	1 280
Canon	1 480	1 550
Fujitsu	2 580	2 670
Hankook	1 480	1 550
Hitachi	1 870	1 900
Mitsubishi Heavy	702	724
Nissan	6 480	6 650
Toyota Motor	1 850	1 880

FAITS ET RÉSULTATS

□ Bénéfice du NYSE en hausse de 21 %. - Le New York Stock Exchange (NYSE), la plus importante place boursière américaine, a annoncé, vendredi 28 juin, un bénéfice net en hausse de 21 % à 7,81 millions de dollars (46,8 millions de francs) au premier trimestre, contre 5,62 millions (33,7 millions de francs) pendant la même période de 1990. Le chiffre d'affaires du NYSE a été stable à 89,3 millions (536 millions de francs) contre 89,4 millions au premier trimestre 1990. Le nombre de transactions a augmenté de 25 %.

□ Wang diminue ses effectifs de 23 %. - Le constructeur d'ordinateurs américains Wang a réduit ses effectifs de 3 000 à 4 000 personnes, soit de 23 % environ. Cette décision est la conséquence de l'arrêt de la production de la gamme de machines à traitement de données avec IBM. Celui-ci prévoit que Wang commercialisera des ordinateurs IBM, au détriment des ordinateurs de sa propre fabrication, pour se concentrer sur la bureautique.

□ Monsanto : fermeture de trois usines. - Monsanto Co. prévoit de fermer au moins trois usines de produits chimiques et de licencier environ 2 300 personnes dans le cadre d'un plan de restructuration, a annoncé, vendredi 28 juin, un porte-parole du groupe américain. La compagnie a précisé qu'elle effectuera 125 millions de dollars (1,9 milliard de francs) de son exercice du deuxième trimestre 1991 à la fermeture de ses usines et aux coûts sociaux qu'elle va entraîner. Ces trois fermetures toucheraient la branche principale du groupe, Monsanto Chemical Co. qui contrôle trente-trois usines à travers les États-Unis et sept unités à l'étranger.

□ Accord entre M. Abihassira et Auehan. - Quelques jours après la reprise d'Euromarché par Carrefour, M. Jacques Abihassira a annoncé qu'il avait conclu avec Auehan un accord de partenariat aux termes duquel les trois hypermarchés de Marseilles, Boulogne-sur-Seine et Issy-les-Moulineaux prendront l'enseigne Auehan. Le partenariat est une surprise : M. Abihassira, sorti en mai dernier

PARIS, 1^{er} juillet

Une vigoureuse reprise

Pour la première fois depuis un mois, la semaine s'est ouverte sur une note haussière rue Vivienne. Mais la reprise n'a pas répondu à tous les espoirs. Bien en retard des ouvertures matinales (+ 1,15 %), le mouvement devait après une courte phase d'accélération (+ 1,30 %) se ralentir quelque peu. De fait, les cotations de six valeurs (Suez, Club Méd., AXA, Lyonnais des Eaux, Alcatel et Lafarge), qui ensemble représentaient 17,6 % du poids de l'indice, avaient dû être retardées jusqu'à 13 heures en raison des détachements de coupons. Une fois l'affaire faite, le CAC 40 a retrouvé sa marche normale, avec de 0,88 % avant de disparaître quelques instants des écrans à la suite d'une nouvelle panne du système. Seul, dans l'après-midi, la progression moyenne des cours ne dépassant pas 0,90 %.

Sur le parquet, les opérateurs étaient un peu déçus. C'est en effet la première séance du mois de juillet mais aussi du second semestre de la Bourse de Paris. Après les turbulences de ces dernières semaines, beaucoup s'attendaient à mieux, ne serait-ce que par effet technique. Selon les professionnels, le marché s'est borné à enregistrer la bonne nouvelle venue du Japon où la Banque centrale vient d'abaisser son taux d'escompte d'un demi-point à 5,5 %. La contagion gagnait-elle la France ? Plus personne n'y croit vraiment, pas plus qu'à la reprise économique d'automne des « poisons » de l'été et, en regardant un peu trop sans y croire. Méthode Coué ? Pour beaucoup, la cause est ailleurs : avec les milliards que l'Etat s'approprie à retirer de la circulation, la croissance ne reprendra pas avant le printemps 1992. Et encore. Après cela, M. Bérégovoy peut toujours promettre de ne pas lever de nouveaux impôts en 1992.

Les actions de 400 entreprises sont distribuées aux Polonais

Le gouvernement polonais a décidé de lancer une opération de « privatisation de masse », en distribuant gratuitement les actions de quatre cents grandes et moyennes entreprises d'Etat à 27 millions de Polonais. A annoncé jeudi 27 juin, le ministre polonais des privatisations, M. Janusz Lewandowski. Les entreprises devant être privatisées représentent 25 % de la valeur des ventes et 12 % de tous les salariés de l'industrie. Selon M. Lewandowski, il s'agit de la première opération de cette envergure dans le monde.

Cette forme d'intéressement populaire est une variante de la promesse faite par M. Lech Walesa lors de la campagne électorale de donner gratuitement à chaque Polonais un bon de 100 millions de zlotys (100 francs). Les actions ne seront effectivement distribuées aux citoyens polonais adultes résidents en Pologne qu'au printemps 1992. L'Etat gèle 30 % du capital des sociétés privatisées, 10 % seront distribués aux salariés des entreprises et 60 % alloués à des groupes d'investissement.

□ Severe Trent lance 125 millions de livres d'obligations. - Severe Trent, deuxième société régionale de distribution d'eau britannique (centre de l'Angleterre), a réalisé un bénéfice impossible de 249 millions de livres (373 millions de francs) sur l'exercice 1990-1991, achevé en mars, contre 217 millions l'année précédente (+14,7 %) et un chiffre d'affaires de 627 millions de livres au lieu de 544 millions (+15,25 %). A la suite de son CPA infructueux sur Cairn, en octobre 1990, Severe Trent a inscrit une provision de 9,7 millions de livres, représentant la différence entre le prix d'achat de la société et leur valeur après l'échec de l'OPA. La compagnie a émis 125 millions de livres d'obligations à 11,625 % sur dix ans pour refinancer un emprunt souscrit en mai dernier pour acheter le groupe britannique de traitement des déchets Biffa (pour un montant de 212 millions de livres).

□ Eridiana prend le contrôle d'ISL. - Eridiana, chef de file du secteur agro-industriel de Ferruzzi, confirme qu'elle a pris, par l'intermédiaire de la société ISL, le contrôle de la société ISL, qui produit 320 000 tonnes de sucre, soit 20 % de la production italienne. Cette nouvelle de participation contribuera aux résultats consolidés d'Eridiana pour environ 400 millions de francs (1,5 milliard de francs) de chiffre d'affaires et environ 50 millions de francs d'excédent d'exploitation. Le groupe Eridiana - Eridiana, Béghin-Say et ISI - dispose à ce jour d'un quota de production de sucre d'environ 1,9 million de tonnes.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3430	3494	AXA	327	331
Amiot Amiot	291	298 50	Idem	133 80	129 80
B.L.C.	138	...	Idem	826	840
Bouygue	810	810	Idem	103 90	102 50
Bouygue (L)	357	360 50	Idem	240	...
Bouygue (L)	211	211	Idem	78	76
C.A.I. de P. (C.C.I.)	985	970	Idem	124 90	124
Carrefour	422	430	Idem	152	...
Carrefour	630	630	Idem	375	375
CEGEF	159 50	...	Idem	841	843
C.F.P.I.	232	231	Idem	337	337
C.N.I.M.	948	948	Idem	196	196
Concorde	282	282	Idem	112	...
Concorde	1096	1101	Idem	396	403 50
Crest	220	220	Idem	130	...
Dauphin	401 50	400	Idem	280	275
Dalme	1134	...	Idem	327 10	329
Demachy Worms Co.	500	499	Idem	276	277
Deville	980	970	Idem	201	201
Deville	343	319	Idem	56	58
Deville	123	...	Idem	780	765
Edison Bullfinch	216	...			
Europ. Propriété	270 10	262 30			
Financ	127 90	...			
Financ	130	130			
G.F.F. (Group. L)	231	230			
Grand Livr.	389	377 40			
Gravograph	218	...			
Gravograph	763	730			
Gravograph	987	1000			
Gravograph	225	231 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 juin 1991

Nombre de contrats : 70 670

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	185	185,04	184,88
Précédent	185,12	185,10	184,74

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0.53	0.89	1.57	-

CAC 40 A TERME

COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 748	1 737	1 745,50
Précédent	1 770,50	1 762	1 774,50

CHANGES

Dollar : 6,1275 F ↓

A Paris, lundi 1^{er} juillet, le dollar a ouvert en léger recul à 6,1275 francs, au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,1445 francs au closing de vendredi 28 juin. Même tendance à Francfort, où la devise américaine a commencé la semaine en légère baisse, et à Tokyo, où le dollar perdait 0,31 yen à la clôture de lundi 1^{er}, à 137,84 yens contre 138,15 yens vendredi 28 juin.

FRANCFORT	28 juin	1 ^{er} juillet
Dollar (en DM)	1,8135	1,8125
TOKYO	28 juin	1 ^{er} juillet
Dollar (en yen)	138,15	137,84

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (1^{er} juillet) : 9 1/2-5/8
New-York (28 juin) : 6 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-90)

Valeurs françaises	27 juin	28 juin
Indice général CAC	1141	1113
Indice général CAC	1201	120,30
Indice général CAC	31-12-81	476,32
Indice général CAC	31-12-87	478,77
Indice général CAC	31-12-87	1 767,99
Indice général CAC	31-12-87	1 747,62

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	27 juin	28 juin
Industrielles.....	2 934,48	2 906,75
LONDRES (indice « Financial Times »)		
	27 juin	28 juin
100 valeurs.....	2 452,50	2 414,80
30 valeurs.....	1 912	1 890,80
Mines d'or.....	197,50	206,99
Commodités.....	83,43	83,60

FRANCFORT

	27 juin	28 juin
Dax	1 666,09	1 622,18
TOKYO		
	28 juin	1 ^{er} juillet
Nikkei Dow Jones	23 290,96	24 108,76
Indice général	1 819,01	1 868,12

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ haut	+ haut	Rep. +	no. 213.	Rep. +	no. 213.	Rep. +	no. 213.
E.-U.	6.1450	6.1500	+ 202	+ 370	+ 202	+ 378	+ 975	+ 1035
can.	5.3809	5.3876	+ 57	+ 70	+ 74	+ 90	+ 210	+ 276
yen (100)	4.4691	4.4760	+ 73	+ 82	+ 126	+ 135	+ 407	+ 468
DM	3.3932	3.3978	+ 14	+ 20	+ 22	+ 36	+ 41	+ 92
Platin	3.0130	3.0169	+ 19	+ 27	+ 19	+ 27	+ 67	+ 88
FS (100)	16.4650	16.4970	+ 90	+ 130	+ 90	+ 150	+ 230	+ 310
FS	3.3769	3.3626	+ 64	+ 75	+ 105	+ 121	+ 312	+ 343
L (1 000)	4.5645	4.5699	+ 53	+ 38	+ 133	+ 125	+ 265	+ 269
	9.9641	9.9784	+ 141	+ 113	+ 209	+ 265	+ 585	+ 639

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	6 1/8	5 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Yen	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8
DM	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8
Platin	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8
FS (100)	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8	9 1/8	8 1/8
FS	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 1/8
L (1 000)	10 1/8	11 1/8	10 1/8	11 1/8	10 1/8	11 1/8	10 1/8
L	12 1/8	13 1/8	12 1/8	13 1/8	12 1/8	13 1/8	12 1/8
Franc	9 1/8	10 1/8	9 1/8	10 1/8	9 1/8	10 1/8	9 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

MANIÈRE DE VOIR 12

LE MONDE diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

180 pages 42 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة النهر

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1 JUILLET

Règlement mensuel																							
Quota	VALRIS	Cross period	Primer cours	Deriver cours	%	Composantes	VALRIS	Cross period	Primer cours	Deriver cours	%	Composantes	VALRIS	Cross period	Primer cours	Deriver cours	%	Composantes	VALRIS	Cross period	Primer cours	Deriver cours	%
4000	CINE 3%	3896	3895	3890	- 0 + 1	Composantes	Composantes	4000	3896	3895	- 0 + 1	Composantes	Composantes	4000	3896	3895	- 0 + 1	Composantes	Composantes	4000	3896	3895	- 0 + 1
896	S.M.P. T.P.	870	885	880	+ 0 10	VALRIS	VALRIS	896	870	885	+ 0 10	VALRIS	VALRIS	896	870	885	+ 0 10	VALRIS	VALRIS	896	870	885	+ 0 10
1200	Thomson T.P.	1285	1270	1275	+ 1 91	Composantes	Composantes	1200	1285	1270	+ 1 91	Composantes	Composantes	1200	1285	1270	+ 1 91	Composantes	Composantes	1200	1285	1270	+ 1 91
1551	Rhone Poul. T.P.	1491	1470	1475	+ 1 91	Composantes	Composantes	1551	1491	1470	+ 1 91	Composantes	Composantes	1551	1491	1470	+ 1 91	Composantes	Composantes	1551	1491	1470	+ 1 91
1551	Saint Gobain T.P.	1140	1140	1140	...	Composantes	Composantes	1551	1140	1140	...	Composantes	Composantes	1551	1140	1140	...	Composantes	Composantes	1551	1140	1140	...
900	Thomson T.P.	1038	1030	1030	- 2 78	Composantes	Composantes	900	1038	1030	- 2 78	Composantes	Composantes	900	1038	1030	- 2 78	Composantes	Composantes	900	1038	1030	- 2 78
760	Alcatel	760	760	760	+ 0 82	Composantes	Composantes	760	760	760	+ 0 82	Composantes	Composantes	760	760	760	+ 0 82	Composantes	Composantes	760	760	760	+ 0 82
870	Air Liquide	860	860	860	...	Composantes	Composantes	870	860	860	...	Composantes	Composantes	870	860	860	...	Composantes	Composantes	870	860	860	...
578	Alcatel-Alsthom	554	554	554	...	Composantes	Composantes	578	554	554	...	Composantes	Composantes	578	554	554	...	Composantes	Composantes	578	554	554	...
1548	Alfa Romeo	1511	1540	1550	+ 2 58	Composantes	Composantes	1548	1511	1540	+ 2 58	Composantes	Composantes	1548	1511	1540	+ 2 58	Composantes	Composantes	1548	1511	1540	+ 2 58
2080	Arizon	2086	2081	2075	- 0 34	Composantes	Composantes	2080	2086	2081	- 0 34	Composantes	Composantes	2080	2086	2081	- 0 34	Composantes	Composantes	2080	2086	2081	- 0 34
1150	AGF-Bel Canada	1085	1085	1085	...	Composantes	Composantes	1150	1085	1085	...	Composantes	Composantes	1150	1085	1085	...	Composantes	Composantes	1150	1085	1085	...
2050	Amorim S.A.	2050	2050	2050	...	Composantes	Composantes	2050	2050	2050	...	Composantes	Composantes	2050	2050	2050	...	Composantes	Composantes	2050	2050	2050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...
1050	Amorim S.A.	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...	Composantes	Composantes	1050	1050	1050	...

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/7	COURS DES BILLETS achat	vente
Euro-Unité (1 u.s.)	6 144	6 127	5 800	8 300
Ecu	3 969	3 969		
Algerneuro (100 din.)	13 467	13 463	300	249
Argenteuro (100 p.)	15 467	15 463	16	17
Pays-Bas (100 fl.)	300 920	300 690	690	310
Italie (1000 lire)	4 557	4 552		
Belgique (100 f.)	87 320	87 320	84	4 800
Denmark (100 kr.)	3 094	3 091	2 850	10 350
Grèce (100 dr.)	3 094	3 091	5 800	3 200
Groen (100 g.)	3 094	3 091	5 800	3 200
Suisse (100 fr.)	389 300	389 300	381	490
Soudan (100 l.)	23 880	23 880	83	91
Soudan (100 l.)	89 930	89 930	83	91
Arabie (100 r.)	45 150	45 150	83	91
Espagne (100 pes.)	3 406	3 406	48 900	48 900
Portugal (100 esc.)	3 406	3 406	48 900	48 900
Canada (100 c.)	5 384	5 384	3 500	4 300
Japan (100 yen)	4 448	4 448	1 250	5 500

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS P.É.	COURS 1/7		
Or fin (dés en barre).....	72200	72300	Jagor	125 00
Or fin (en lingot).....	72350	72350	Lectures du Monde.....	310
Napoléon (20f).....	412	418	Moche.....	775
Pièce Fr (10 f.).....	360	360	Panama 10.....	1410
Pièce Suisse (20 f.).....	413	420	Panama, Ponce.....	361
Pièce Latine (20 f.).....	412	410	Quandant.....	240
Souverain.....	517	530	Rumoto R.V.....	189 50
Pièce 20 dollars.....	2225	2205	S. G. G. G. Entallage.....	2400
Pièce 10 dollars.....	1150	1100	Serra Mite.....	201 50
Pièce 5 dollars.....	600	600	S.E.G.G.....	658
Pièce 5 pesos.....	2680	2688	S.P.R. et. B.....	349
Pièce 10 florins.....	427	427	T. Montecarlo Banc.....	3380
			Uster.....	360
			Wassman.....	1500

c coupon

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

L'application du plan Bourges

Les syndicats d'Antenne 2 se mobilisent contre les suppressions d'emplois

Encore sous le choc de l'annonce de 377 suppressions d'emplois (*Le Monde* daté 30 juin-1^{er} juillet), les personnels d'Antenne 2 devaient tenir des assemblées générales lundi 1^{er} juillet pour étudier le plan du directeur général, M. Eric Giully, et envisager des actions contre ces mesures, unanimement dénoncées par les syndicats.

Si l'annonce n'a guère surpris, étant données les multiples déclarations qui l'avaient précédée, l'ampleur des suppressions cause un choc dans la société. Car quasiment tous les secteurs sont touchés : plus de 80 personnes à l'information, dont 50 journalistes, 80 personnes à la technique, plus de 50 à la production, etc. Au total, 295 postes techniques et administratifs, dont 84 cadres, et 82 emplois de journalistes sont voués par la direction à disparaître.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) parle dans ces conditions de « mise à mort », dont la seule nécessité serait de « faire

disparaître du paysage audiovisuel une concurrence gênante pour les télévisions commerciales ». Une « décision politique » au moment où « sans problème apparent, le plan coûte 30 milliards de francs à la communauté », soit une dizaine d'années de budget d'Antenne 2.

Une grève immédiate semble peu probable : les syndicats veulent se donner le temps de la réflexion avant d'agir. Ils savent que des mesures du même genre doivent être annoncées cette semaine à FR 3, et souhaitent coordonner leurs actions face à une présidence commune. A côté des syndicats se met aussi en place une coordination des salariés, syndiqués ou non. La coordination, qui veut représenter tous les services et a installé des urnes pour consulter le personnel, dénonce les licenciements « arbitraires » et certains transferts d'activité vers le privé, par le biais de contrats de production.

La direction, qui met en avant son souci de « concertation » et de « transparence », doit recevoir jeudi matin les syndicats, et donner des explications sur son plan, service par service, à partir du 11 juillet, après le comité d'entreprise et le conseil d'administration prévus les 9 et 10 juillet.

M. C. I.

EN BREF

□ L'information réorganisée sur la Cinq. - L'information sur la Cinq, réorganisée en trois secteurs, accueillie de nouveaux responsables. A côté du directeur actuel Patrice Duhamel, Guillaume Durand, qui abandonnera en septembre la présentation du journal - le nom de son ou ses remplaçants sera connu à la mi-juillet - est nommé directeur adjoint. Pierre Géraud supervisera les journaux, Patrick de Carolis, les magazines et documents d'actualité, Patrice Dominguez les sports. Venu de TF1, Jacques Segui sera chef des informations en remplacement de Jean-Yves Boulaïn qui devient secrétaire général de la rédaction.

□ RFI en FM à Dakar. - Radio-France internationale (RFI) s'est associée à l'Office de radio-télévision du Sénégal (ORTS) pour créer FM 92, une radio « biculturelle » arrosant Dakar et sa banlieue. Les auditeurs dakarois pourront suivre désormais chaque jour dix-huit heures de programmes émanant de RFI (programme français et RFI Plus Afrique) et six heures d'émissions produites par l'ORTS. Cet accord introduit l'ORTS dans le réseau francophone interactif constitué ces derniers mois par RFI.

□ Projet de chaîne d'information par satellite en Allemagne. - Les deux principaux groupes mondiaux de médias, Bertelsmann et Time Warner, font partie d'un consortium préparant une chaîne de télévision par satellite consacrée à l'information, et destinée aux pays germanophones. D'autres sociétés allemandes, dont l'éditeur Georg von Holtzbrink, font partie de ce consortium, qui a demandé une autorisation au Land de Rhénanie-Westphalie. Bertelsmann est déjà l'opérateur de la chaîne généraliste RTL-Plus et de la chaîne à péage Première.

Dans un climat d'austérité

Double victoire française au Festival du film publicitaire

La France a remporté une double victoire au 38^e Festival international du film publicitaire qui avait lieu à Cannes du 24 au 29 juin. En plus d'une poignée de Lions d'argent et de bronze, elle y a décroché l'un des trophées les plus convoités, le Grand Prix, grâce au spot Perrier réalisé par Jean-Paul Goude et la maison de production PAC pour la filiale française du groupe publicitaire américain Ogilvy and Mather.

Comble du paradoxe, ce triomphe français a fait mentir l'un des « papes » de la publicité mondiale, le Britannique David Ogilvy, qui déclarait le 25 juin au *Figaro* : « Les spots français sont très mauvais, j'ai parfois envie de cesser ma télévision quand je vois certains spots ». Tout en avançant, sans des affaires obligées, sa « fierté » pour le film Perrier réalisé par sa filiale parisienne.

Reste que ce spot montrant un lion disputant la fameuse petite bouteille ronde à une jeune saugeonne risque de connaître une carrière tumultueuse outre-Atlantique. Sa diffusion a déjà déclenché des protestations au sein des ligues de défense animalières, qui protestent contre cette utilisation du roi des animaux... Les animaux demeurent cependant largement présents, à égalité ou presque avec les enfants, dans les 3 778 spots présentés à Cannes par 43 pays.

Les Etats-Unis sont comme à

l'accoutumée des mieux représentés à Cannes avec 764 spots, devant le Royaume-Uni (379), l'Espagne (335), le Japon (318), le Brésil (274), l'Allemagne (250), la France (236) et l'Italie (227). Mais la plupart des pays touchés par la récession publicitaire - Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie - ont révisé le volume de leurs spots à la baisse, tandis que le Japon et le Brésil deviennent les grands pourvoyeurs de films de ce festival, et que de nouveaux membres font leur entrée à Cannes comme Chypre, Bahreïn, la Colombie ou le Kenya.

Les observateurs ont pu noter aussi une forte poussée des spots en faveur de la nourriture pour animaux et de l'automobile, des campagnes anti-tabac et anti-alcool ainsi que l'habitude prise d'y voir figurer des films incitant à la prévention du sida.

Globalement, l'austérité dans la crise est là. « Nous avons fait moins de films à gros budgets, il y a moins d'argent et les annonceurs sont plus frileux », confiait ainsi un publicitaire italien.

Le jury de vingt-trois publicitaires présidé par un Américain, M. Allen Rosenzweig, président du réseau BBDO Worldwide, en a pris acte. Il n'a accordé que 80 Lions, au lieu de 132 l'an dernier. « La crise est présente et, de plus, le jury a voulu réellement jouer son rôle en évitant les traditionnels marchandages entre pays », explique M. Jean-Pierre Villard, PDG de Young and Rubicam-France, l'un des deux jurés français avec M. Alain Cayzac, PDG de RSCG-France. « Nous avons tenu d'avoir une approche pure et dure. Rien ne sera plus comme avant avec ce Cannes 1991. »

Y.-M. L.

Palmarès

Grand Prix : le Lion et la Lionne, agence Ogilvy and Mather-Paris pour Perrier (réalisation Jean-Paul Goude)

Grand Prix de la presse : Gym (utilisation des préservatifs), agence Contrapunto pour le ministère espagnol de la santé (réalisation Films de luxe, Spots Films services, Madrid)

Palmes d'or : maison de production Coppos Films (Etats-Unis) The test of time (film ayant le mieux résisté au temps parmi les Lions d'or attribués il y a quinze ans) : Engelman pour le gin Gilbey, agence Young and Rubicam (réalisation Garrett Group)

Parmi les dix-sept Lions d'or - sur quatre-vingts Lions d'or, d'argent et de bronze attribués - figurent d'abord les Etats-Unis (5 Lions), la Grande-Bretagne (5), l'Australie (3), l'Espagne (2), l'Italie (1) et la Norvège (1).

Le Français Daniel Grudevert, président du management de Volkswagen, a été désigné « annonceur de l'année » pour sa collaboration pendant de nombreuses années et dans divers pays avec le groupe publicitaire DDB-Nedham.

La mort de Victor Fay

Une grande figure de la gauche

Le journaliste et militant socialiste Victor Fay est mort samedi 29 juin, à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Victor Fay était une figure de la gauche communiste, puis socialiste, un de ces « kominterniens » des origines n'ayant pas tardé à rompre avec le stalinisme qui avaient apporté à la Résistance, puis dans les organisations d'inspiration marxiste, le poids d'un engagement décidé dès leur plus jeune âge et celui d'une grande culture historique et théorique.

Né le 18 mai 1903 à Varsovie, dans une famille d'origine juive très assimilé, porté par l'enthousiasme de la renaissance nationale polonaise en 1918, Victor Fay rejoint dès cette année-là le mouvement socialiste. Sous l'influence des idées de Rosa Luxemburg, il opte pour le communisme et, après son arrivée en France en 1925, adhère au parti français, dont il devient un propagandiste et un formateur. Il participe à la mise en place des écoles du parti et distingue de futurs dirigeants, comme M^{me} Jeannette Vermeersch, future épouse de Maurice Thorez, et Waldeck Rochet. Cependant, il entre bientôt dans le groupe des opposants qui, autour d'André Ferrat, critiquent les choix politiques et les méthodes de la direction de l'Internationale communiste, soumise à Staline, et s'expriment dans la première revue « oppositionnelle » clandestine, *Que faire ?*

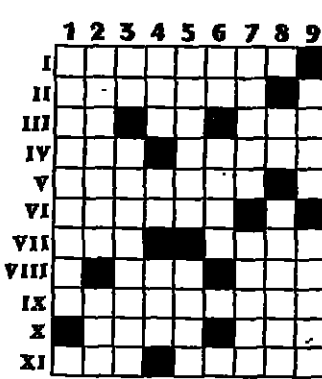
C'est ainsi que Victor Fay rompt avec le PCF en 1936, lors des premiers procès de Moscou, et rejoint la gauche du parti socialiste SFIO. Il participera au combat contre l'occupant au sein des Mouvements unis de résistance à Toulouse, puis rejoindra Lyon, où, à l'appel de Ferrat, il prendra la direction du quotidien *Lyon libre*. Rédacteur en chef de *Combat*, à la suite d'Albert Camus, de 1948 à 1950, il devient ensuite rédacteur en chef adjoint des émissions vers l'étranger de la RTF jusqu'à sa retraite en 1967.

Ayant quitté la SFIO en 1958 pour le PSA, composante du PSU en 1960, Victor Fay avait été, dans les années 50, l'un des références de M. Michel Rocard, auquel il avait enseigné le « socialisme scientifique ». Hostile au ralliement au PS en 1974, lors des Assises du socialisme, il avait néanmoins adhéré à ce parti en 1981.

P. J.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5553



Solution du problème n° 5552

Horizontalement

I. Baignoire. Bande. - II. Assourd. NI. Out. - III. Tiers. Edredon. - IV. As. Anouss. PI. - V. Illégitime. Aran. - VI. Liés. Gires. An. - VII. Leu. Sur. Côtes. - VIII. Rapiépage. II. - IX. Serres. An. Nasse. - X. Tancé. Strass. - XI. Situées. Riant. - XII. As. Carpe. Lingue. - XIII. Tabac. Casiers. - XIV. Tir. Localité. - XV. Enumère. Edentés.

Verticalement

1. Batailles. Perte. - 2. Asialie. Et. Sain. - 3. Ise. Leuras. Bru. - 4. Gorges. Arica. - 5. Nus. Spectacle. - 6. Or. Alguiseur. Or. - 7. Identité. Epicé. - 8. Ridoir. Casée. - 9. Ruminants. Clé. - 10. Nérée. Laid. - 11. Bide. Scénariste. - 12. Osa. Asinien. - 13. Non. Ratisage. - 14. Dô. Panels. Nurse. - 15. Etain. Entes.

GUY BROUTY

SAISON 2010-2011											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Omnisep

MNEF

EDUCATION

ESIG

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Naturelles avec l'Union des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

- Sciences économiques et sociales avec l'A.P.S.E.S.

مكتبة النمل

Sur ordre du ministère de la santé

Des lots de sang japonais retirés de la circulation en France

La Direction générale de la santé (DGS) a demandé, vendredi 28 juin, à tous les centres de transfusion sanguine de retirer de la circulation la totalité des poches de sang distribuées par la firme japonaise Terumo.

Mercredi 26 juin, ce fabricant avait informé la Direction de la pharmacie et du médicament (DPHM) et la DGS de la nécessité de retirer du marché certains lots défectueux.

En effet, « des informations en provenance du Danemark et de Suède laissent penser que différents lots ont été mis en cause dans des contaminations bactériologiques récentes », précise-t-on à la DGS. Un défaut d'étanchéité

des poches serait à l'origine de ces contaminations.

Le retrait des poches distribuées par Terumo, qui alimente environ 20 % du marché français, a perturbé certains hôpitaux et les cliniques sur le territoire national. Par exemple durant le week-end, « le Sud-est, où la baisse des dons de sang enregistrés ces dernières semaines est particulièrement sensible, a dû faire appel à des régions moins touchées », précise la DGS.

Les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, qui n'ont pas de contrat avec la firme Terumo, n'ont pas subi les conséquences de ce retrait.

M. L.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Contrôler les armements : la France doit rester exportatrice », par Hugues de L'Estolle ; « La tentation du tiers-monde », par Pierre Dabizis ; « Remettre au secret », par André Postel-Vinay... 2

Scission

« chez les communistes grecs » « Rénovateur » et « conservateur » se séparent... 6

M. Dumas en Jordanie

Le ministre des affaires étrangères pessimiste sur les chances de paix... 7

Le Parlement

« en session extraordinaire » Députés et sénateurs terminent l'examen de la réforme hospitalière et du projet de loi sur la ville... 10

Manifestation nationale des harkis

Un défilé tranquille dans les rues de Narbonne... 11

Education

La Fédération des conseils de parents d'élèves adopte un plan de redressement... 12

Basket-ball

La Yougoslavie championne d'Europe pour la cinquième fois... 13

Les musées de la mémoire

Un colloque à Mulhouse sur les musées de société : écomusées, arts et traditions populaires, industries et techniques... 14

SECTION B

Un sommet pétrolier à Paris

Pays producteurs et pays consommateurs se rencontrent pendant deux jours... 17

L'évolution des revenus entre 1987 et 1990

Le rapport du CERC : nette progression des ressources liées à l'augmentation de l'emploi... 17

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« Le développement à géographie variable » Le TGV et la Michelin • La chronique de Paul Fabre... 21 à 24

Les suppressions d'emplois à Antenne 2

Les syndicats se mobilisent... 34

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 25 à 31
Carnet... 34
Loto... 34
Marchés financiers... 32-33
Météorologie... 35
Mots croisés... 34
Radio-Télévision... 35
Spectacles... 15-16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 30 juin-1^{er} juillet 1991 a été tiré à 494 329 exemplaires.

Les difficultés financières de Sud-Marine

Au moins 2 500 emplois sont menacés dans les industries maritimes marseillaises

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Sauf coup de théâtre, le tribunal de commerce de Marseille devait prononcer, lundi 1^{er} juillet, le redressement judiciaire de la société de réparation navale et de construction offshore Sud-Marine, qui emploie un millier de salariés. Faute de fonds propres et malgré un carnet de commandes bien rempli, celle-ci est en proie à de graves difficultés financières.

Sa déconfiture pourrait entraîner la disparition d'une quarantaine d'entreprises de sous-traitance employant mille cinq cents salariés et mettre en péril l'industrie de la réparation navale marseillaise.

Rescapée de la liquidation du groupe Ténin, en 1978, Sud-Marine, spécialisée à l'origine dans la maintenance des moteurs diesel marins, avait été reprise à cette date par le groupe AMREP, qui, à son tour, déposait son bilan en août 1984. Elle avait été gérée par un syndicat jusqu'à la fin de 1986, puis rachetée par le PDC des Ateliers de réparation navale Jean Paoli. M. Claude Miguet, en partenariat avec le groupe hollandais Dietsmann. En 1988, à la demande du ministère de

l'industrie, et avec l'aide de l'Etat, elle avait participé au sauvetage des Ateliers et chantiers Marseille-Provence (ACMP), dont elle avait repris la branche industrie offshore. Elle avait alors connu une croissance rapide.

Tout en développant régulièrement son activité de réparation navale, elle avait obtenu d'importants contrats offshore pour le compte notamment d'Elf Petroland et du norvégien Statoil. En fonction de ces commandes, d'un montant de 700 millions de francs, son chiffre d'affaires avait atteint 1 milliard de francs en 1991. La sous-capitalisation manifeste de la société lui a cependant été fatale. Obligée de passer par les fourches Caudines des banques, elle a été incapable de faire face au financement des travaux qui lui ont été confiés et sur lesquels, en raison d'un dépassement de devis, elle risquait de perdre au définitif 100 millions de francs. Le ministre de l'industrie, M. Strauss-Kahn, a exclu toute aide de l'Etat en refusant notamment d'accorder un prêt participatif de 80 millions de francs sollicité par M. Miguet. Il a toutefois indiqué que ses services s'efforçaient de trouver un repreneur privé.

GUY PORTE

Trois jours après la disparition du Comecon

L'acte de décès du pacte de Varsovie est signé à Prague

Trois jours après la disparition du Comecon, les six pays membres du pacte de Varsovie se réunissent pour la dernière fois, lundi 1^{er} juillet, à Prague, afin de dissoudre l'alliance des blocs militaires, créée le 14 mai 1955, en pleine guerre froide. La structure militaire du pacte de Varsovie avait cessé d'exister le 31 mars. Il ne s'agit donc que d'une formalité : signer l'acte final de décès du comité politique consultatif, instance suprême du pacte.

Le vice-président soviétique, M. Guennadi Ianaïev, représente M. Mikhaïl Gorbatchev. Les chefs d'Etat tchécoslovaque, M. Václav Havel, polonais, M. Lech Wałęsa, roumain, M. Ion Iliescu, bulgare, M. Jelenc Jele, et le chef du gouvernement hongrois, M. Jozsef

Antall, accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères, devaient participer à la dernière réunion, au palais Czernin, siège du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. L'Allemagne avait quitté le pacte de Varsovie en 1968 et la RDA avait cessé d'y appartenir depuis la réunification de l'Allemagne en octobre dernier.

La disparition du pacte est le « début d'une nouvelle époque historique » qui appelle à « la construction de nouvelles structures basées sur des relations équilibrées entre les pays de l'ancien bloc soviétique », a déclaré, dimanche 30 juin, le président Havel.

Les Hongrois, de leur côté, ont célébré dimanche leur indépendance retrouvée après quarante-six ans de présence des troupes soviétiques sur leur territoire. Une grande fête musicale d'adieu à l'armée rouge a été offerte par le maire de Budapest, M. Gabor Demszky. Dans un entretien diffusé à la radio, le premier ministre, M. Jozsef Antall, a souligné que c'est la première fois depuis le mois de mars 1944 qu'il n'y a plus de soldat étranger stationné sur le sol hongrois. « Les menottes ont été enlevées, nous pouvons tendre la main en signe de paix à l'Union soviétique », a fait valoir M. Antall.

Des groupes de jazz, de rock et de musique folklorique jouaient en divers points de la capitale. Dans la rue, des marchands ambulants proposaient des médailles, des cartes postales et des badges avec l'inscription « *Tovarichi koniec* » (camarades, c'est fini), sous le dessin de la nuque épaisse d'un officier soviétique, tirée de l'affiche de la campagne du Forum démocratique au cours des dernières élections libres en 1990. Les cloches de tout le pays ont sonné, pendant une heure dans la soirée. — (AFP)

La crise de l'informatique

Goupil devrait être mis en liquidation

Le constructeur de micro-ordinateurs Goupil devrait être mis en liquidation, apprend-on de bonnes sources. Il avait été placé en redressement judiciaire le 20 juin dernier après plusieurs mois de négociations avec le groupe informatique allemand Siemens, puis avec l'italien Olivetti.

La société Goupil, créée il y a douze ans, emploie quelque sept cent cinquante personnes, a accusé des pertes de 430 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 830 millions de francs au cours de l'exercice 1990, prolongé exceptionnellement jusqu'à fin mars 1991. La société est endettée à hauteur de 700 millions de francs environ.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Nippons et Teutons

C E matin, j'étais là à dresser la liste de ce que je dois emporter en Bretagne, ciré, patougas, crème solaire, tout ça, et qu'est-ce que je vois s'inscrire sur l'écran de TF1 ? Un article présenté par la malicieuse Viviane Blassel, au fil de sa revue de presse, me demandant si c'est bien le moment de partir en vacances. Cette question ! C'est Challenges qui la pose. En rappelant que l'été dernier Fujitsu a attendu que j'aie la pêche à la crevette pour gôber (CL. Tiens, encaisse, ma vieille, t'avais qu'à pas faire chuter notre production industrielle de 27 % au mois d'août).

Ca, c'est bien les Japs ! Elle a mille fois raison, la Cresson, ils passent leurs nuits à réfléchir aux moyens de me baisser. Et, en plus, ils m'accusent de racisme quand je les traite de fourmis, ces rats ! Ca, c'est pas mal ! Si on a même plus le droit d'évoquer le péril jaune, dans ce pays, où on va ? On va jouer dans la cour des petits. En deuxième division. Nos gesticulations contre l'impérialisme nippon les font doucement

rigoler, les nains aux yeux bridés : Allez-y, engueulez-nous, cherchez un bouc émissaire à vos faiblesses, à vos paresseuses. De toute façon, vous serez bouffés. Devinez par qui ? Par les Allemands.

Quais, d'accord, elles sont bouffées, les toilettes de leur TGV, et ils savent plus où donner du mark à l'Est, n'empêche, j'ai l'article sous les yeux, ils exportent à tour de bras et ils nous écrabouillent sur les marchés de la bureaucratie, de l'informatique, des produits chimiques, du matériel électrique, enfin, bref, ils nous font la nique !

Nous, on est là à se trainer au quinzième rang des nations les plus compétitives, derrière la Finlande, le Luxembourg et même l'Irlande, sans songer qu'eux ils caracolent loin en tête d'une Europe bientôt germanisée. Alors, qu'est-ce que t'attends, Edith, pour leur taper dessus et les désigner à notre vindicte, ces gros pleins de bière, ces chiens de Huns ? Change de disque. Et « la Japs des Teutons » dépassera « Y'a du Nippon dans l'air » au Top 50 de notre fanfante au soleil de l'été.

M. Paul Quilès annonce un plan de relance pour le bâtiment

STRASBOURG

de notre correspondant

Le ministre de l'équipement et du logement a annoncé pour cet automne « un ensemble de mesures budgétaires, fiscales et réglementaires » pour le bâtiment. M. Paul Quilès, devant le congrès de la Fédération nationale du bâtiment, à Strasbourg, a expliqué il y a quelques jours qu'il en attendait des implications sur l'emploi, notamment celui des jeunes.

Pour le ministre, le souci d'« équiper la France » implique

« une démarche importante, au moment où d'énormes changements sont en cours en Europe ». Auparavant, le président de la FNB, M. Jean Domange, avait insisté sur « la détérioration de la situation de la branche : pour la première fois depuis des années, la croissance du bâtiment a décroché de la croissance générale ».

En dix ans, le nombre de logements sociaux mis en chantier est passé de 163 000 à 66 000. « Pour la première fois depuis 1985, a calculé M. Domange, le bâtiment et les travaux publics n'ont pas augmenté le nombre de leurs emplois. » J. F.

SCIENCE & VIE

L'ASTÉROÏDE QUI A TUÉ LES DINOSAURES

Pourquoi la vie sur Terre s'est-elle arrêtée brutalement il y a 65 millions d'années ? Parce qu'une énorme météorite est tombée sur notre planète, provoquant tant de fumée et de poussières, que la nuit et le froid régnèrent sur Terre pendant plusieurs années. Ainsi périrent de très nombreuses espèces vivantes. Cette théorie controversée est aujourd'hui prouvée : on a retrouvé l'astéroïde qui a provoqué « la grande mort ».

ET AUSSI :

- Tout sur l'éclipse du siècle
- Feux : la forêt sous haute surveillance
- Retraites : ce que vous allez vraiment toucher !

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

كتاب النمل